



territoire
d'énergie
CÔTE-D'OR

LE SERVICE PUBLIC DES ÉNERGIES EN CÔTE-D'OR

COMITÉ SYNDICAL

DU 21 NOVEMBRE 2025

Recueil des délibérations

SOMMAIRE

1	Débat d'Orientations Budgétaires pour l'exercice 2026 + annexes	p 3
2	Décision modificative n° 2 du Budget Principal - exercice 2025 + annexe	p 60
3	Souscription d'un prêt à court terme pour le budget de la régie de Côte-d'Or Chaleur - financement réalisation réseau de chaleur d'Arnay-Le-Duc	p 64
4	Nouvelle composition du Comité Syndical + annexe	p 66
5	Modifications des attributions de subvention pour les réseaux de distribution de gaz naturel	p 68
6	Rapport du mandataire 2024 de la SEML Côte d'Or Énergies+ annexes	p 71
7	Entrée au capital de la SEML Côte d'Or Énergies dans la Société de projet «HELIOPSOL» + annexes	p 177

Délibération du Comité

Assemblée générale du 21 novembre 2025

Date de convocation : 14 novembre 2025

Date d'affichage : 14 novembre 2025

Membres	En exercice	143	Vote	Pour	93
	Présents	92		Contre	0
	Pouvoirs	1		Abstention	0
	Votants	93		Total	93

Objet : DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE - EXERCICE 2026

Considérant que l'article L 2312.1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que « *dans les communes de 3 500 habitants et plus, un débat a lieu au conseil municipal sur les orientations générales du budget, dans un délai de 2 mois précédant l'examen de celui-ci...* ».

Considérant que, par renvoi des articles L 5711-1 et L 5211-1 du CGCT, ces dispositions sont applicables aux syndicats mixtes fermés.

Considérant que l'article D 2312-3 du CGCT précise les éléments devant être présentés dans le rapport communiqué à l'assemblée délibérante servant de base au débat d'orientation budgétaire.

Considérant qu'à la suite de la présentation du rapport d'orientation budgétaire, l'assemblée délibérante a été invitée à débattre et à formuler toutes les observations qu'elle jugeait utiles sur les orientations financières de l'exercice 2026.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

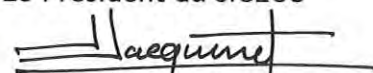
Le Comité :

- **PREND ACTE** de la communication du rapport budgétaire et financier servant de base au débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2026,
- **PREND ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2026.



Dijon, le 24 novembre 2025

Le Président du SICECO


Jacques Jacquenet

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251126-2-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 26-11-2025

Publication le : 26-11-2025

ACTE CERTIFIÉ EXECUTOIRE

en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

Débat d'orientation budgétaire SICECO pour 2026

Conformément au CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales), un rapport d'orientation budgétaire doit être présenté à l'Assemblée délibérante au cours d'une séance préalable à celle concernant le budget primitif, 2 mois les séparant au plus. Depuis 2015, l'article 107 de la loi "NOTRe" du 7 août impose une délibération spécifique relative au rapport sur les orientations budgétaires. Le formalisme, le contenu et les modalités de publication de ce rapport ont été précisés par le décret 2016-841 du 24 juin 2016.

Le Débat d'orientation Budgétaire (DOB) a pour but de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'Assemblée délibérante sur les **priorités** et les **évolutions de la situation financière** de la collectivité. Il **améliore l'information** transmise à l'Assemblée délibérante. Il donne également aux élus la possibilité de s'exprimer sur la situation financière de leur collectivité.

Toute convocation est accompagnée d'un rapport de synthèse pouvant inclure notamment les analyses prospectives, les informations sur les principaux investissements, le niveau d'endettement, le produit escompté des recettes fiscales et des dotations de l'État, l'enveloppe des dépenses nettes de fonctionnement, les charges d'intérêt de la dette, l'épargne brute, les charges d'amortissement de la dette, l'épargne nette, l'enveloppe des dépenses d'investissement, les résultats de l'exercice précédent ...

Après avoir abordé le contexte économique actuel et les perspectives budgétaires et financières nationales pour l'année à venir (A), le contexte juridique et stratégique impactant les activités du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, sera abordé (B) avant que soient présentées les grandes orientations possibles pour le budget primitif 2026 (C).

A) LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET LES PERSPECTIVES NATIONALES POUR 2025 :

I. Hors des frontières nationales :

Dans ses perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2025, le Fonds Monétaire International (FMI) note la difficulté à évaluer les potentialités de croissance en raison des évolutions constantes des règles de l'économie mondiale.

Les accords et remises à plat qui ont suivi l'application de la hausse des droits de douane par les États-Unis en février ont certes calmé le jeu, mais la stabilité et la trajectoire de l'économie mondiale restent soumises à une profonde incertitude. Dans le même temps, certains pays avancés ont fait des coupes claires dans leurs enveloppes d'aide au développement et imposé de nouvelles restrictions à l'immigration.

Plusieurs grandes puissances économiques ont adopté une politique budgétaire plus expansionniste, ce qui a soulevé des inquiétudes quant à la viabilité de leurs finances publiques et à d'éventuels effets de contagion internationaux.

Les nouvelles données publiées au premier semestre de 2025 ont fait état d'une activité vigoureuse. L'inflation a été modérée dans les pays asiatiques alors qu'elle est restée constante aux États-Unis. Cependant, cette résilience apparente semble en grande partie attribuable à des facteurs temporaires (anticipation des échanges commerciaux et des investissements, stratégies de gestion des stocks, par exemple) plutôt qu'à une véritable solidité.

La croissance mondiale devrait ralentir de 3,3 % en 2024 à 3,2 % en 2025, et à 3,1 % en 2026.

D'après les prévisions, la croissance dans les pays avancés s'inscrira aux alentours de 1 et ½ % en 2025-26 et celle des États-Unis ralentira, pour s'établir à 2,0 %.

Dans les pays émergents et les pays en développement, elle devrait se tasser juste au-dessus de 4 %.

L'incertitude persistante autour de l'action des pouvoirs publics pourrait freiner la consommation et l'investissement. Une nouvelle intensification des mesures protectionnistes, notamment des barrières non tarifaires, pourrait inhiber l'investissement, perturber les chaînes d'approvisionnement et freiner la croissance de la productivité.

Le tableau ci-dessous présente les projections de croissances calculées par le FMI :

Croissance en %	2022	2023	2024	2025	2026
Production mondiale	3.5	3.1	3.1	3.2	3.1
Pays avancés	2.7	1.6	1.5	1.6	1.6
Etats-unis	2.1	2.5	2.1	2.0	2.1
Zone Euro	3.5	0.5	0.9	1.2	1.1
France	2.5	0.8	1.0	0.7	0.9
Pays émergents	4.0	4.1	4.1	4.2	4.0
Chine	3.0	5.2	5.0	4.8	4.2

II. En France :

Le Projet de Loi de Finances pour 2026 a été élaboré à partir des éléments suivants : L'année 2024 a été marquée par un environnement international peu porteur et une montée des incertitudes qui a pesé sur l'investissement. La croissance de l'économie française (+1,1 %) a néanmoins résisté, et a été supérieure à la moyenne de l'Union européenne. L'activité a été essentiellement soutenue par le commerce extérieur et la demande publique, tandis que la consommation est restée modérée. Dans un contexte d'amélioration du pouvoir d'achat sous l'effet, notamment, de la revalorisation des prestations sociales, le taux d'épargne des ménages a fortement augmenté.

La croissance atteindrait +0,7 % en 2025, freinée par les mesures commerciales américaines et le climat d'incertitude prolongée.

Malgré ce contexte peu porteur, l'activité a légèrement augmenté au 1er trimestre 2025 (+0,1 %) puis accéléré au 2e trimestre (+0,3 %). Le marché du travail a résisté au 1er semestre 2025 tandis que le taux de chômage a été stable par rapport au trimestre précédent à 7,5 %, soit 0,7 point sous son niveau de fin 2019.

L'inflation, au sens de l'IPC, s'établirait en 2025 à +1,1 % en moyenne annuelle (après +2,0 % en 2024). Ce net ralentissement s'explique essentiellement par le repli des prix de l'énergie. Les prix de l'électricité ont fortement reculé en février, tandis que le cours du pétrole a chuté en avril. Les prix des services poursuivent leur ralentissement dans le sillage de celui des salaires. Les prix des produits manufacturés se replient dans un contexte d'appréciation de l'euro par rapport au dollar. L'inflation augmenterait légèrement à +1,3 % en moyenne annuelle 2026.

La croissance s'établirait à +1,0 % en 2026. L'activité serait majoritairement portée par la demande interne, dans un scénario de dissipation progressive des incertitudes domestiques.

Après une baisse en 2024 et en 2025, l'investissement privé augmenterait tant pour les ménages (+3,3 %) que pour les entreprises (+2,6 %), profitant notamment de la détente des conditions de financement. En particulier, l'investissement en construction poursuivrait sa reprise, après deux années de repli, comme l'indiquent la reprise des mises en chantier et l'amélioration du climat des affaires dans le bâtiment.

	2023	2024	2025	2026
Croissance PIB (volume)	1.1%	1.1%	0.7%	1.0%
Dette publique/PIB	109.9%	113.9%	115.2%	117.9%
Solde public selon les critères Maastricht	-4.9%	-6.1%	-5.4%	-4.7%

En ce qui concerne les collectivités locales, le projet de Loi de finances pour 2026 prévoit :

- Concours de l'Etat au profit des collectivités territoriales

Après trois années successives d'augmentation, le Gouvernement propose de reconduire le montant de la DGF à son niveau de 2025, à périmètre constant, soit 12,57 milliards d'euros. Pour rappel, entre 2023 et 2025, l'État a abondé la DGF à

hauteur de 790 M€ au total (320 M€ en 2023 et 2024, 150 M€ en 2025). L'annuité 2026 consolide donc l'ensemble de ces hausses de près de 0,8 Md€.

En 2026, les parts communale, intercommunale, régionale et départementale de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), ainsi que le Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) et la part régionale de la dotation pour transfert des compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (DTCE-FDL ou DOT), font l'objet d'une minoration.

- **Renforcement du dispositif relatif au Dilico**

Le dispositif DILICO (Dispositif de Lissage Conjoncturel des Recettes Fiscales des Collectivités) est un mécanisme par lequel l'État impose aux collectivités territoriales une « épargne forcée » ou un prélèvement sur certaines de leurs recettes fiscales ou avances de fiscalité.

Il est reconduit dans le Projet de loi de finances pour 2026 (PLF 2026) avec de nouveaux paramètres :

- Pour 2026, le montant prévu est 2 milliards d'euros pour le Dilico.
- Le nombre de collectivités concernées sera élargi : pour les communes, d'après les simulations, de ~1 900 en 2025 à ~3 300 en 2026.
- Le reversement aux collectivités contributrices est conditionné : dans certaines analyses il apparaît que le remboursement dépendra de l'évolution de leurs dépenses (fonctionnement + investissement) par rapport au PIB.

- **Modalités d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée**

Le PLF 2026 modifie les modalités d'attribution du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux collectivités territoriales et à leurs groupements, dans une logique de retour au droit commun :

- il recentre l'assiette des dépenses éligibles au fonds sur les seules dépenses d'investissement ;
- il prévoit, sans viser les communes nouvelles, que les versements du FCTVA pour les groupements de communes et les établissements publics territoriaux soient effectués l'année suivant la dépense d'investissement.

- **Augmentation du taux de cotisation patronale pour la CNRACL**

Dans son projet de loi de financement de la sécurité sociale, le Gouvernement prévoit la poursuite de la hausse de 4 points des cotisations patronales des employeurs territoriaux pour combler le déficit de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL).

L'année dernière, l'Association des Maires de France considérait cette mesure injuste vis-à-vis des collectivités, qui selon elle financent depuis 50 ans le fonctionnement d'autres caisses déficitaires par des transferts financiers de la CNRACL vers ces autres régimes, pour un montant de 100 milliards d'euros. Elle précisait en outre que malgré le déficit actuel de la CNRACL, les employeurs territoriaux continuent d'ailleurs à financer d'autres caisses.

L'AMRF ajoutait que le relèvement des cotisations des collectivités mettrait en péril les finances publiques locales, qui vont déjà être fortement touchées par les mesures de contrainte budgétaire imposées par la loi de finances.

La première augmentation de 4 points des cotisations patronales en 2025 représentait une charge de près de 1,3 milliard d'euros par an. Les augmentations prévues en 2026 et 2027, représenteraient une charge annuelle de 5 milliards d'euros.

L'association craint enfin que ces nouvelles dépenses soient ensuite reprochées aux collectivités par Bercy, comme l'ont été les dépenses résultant de la hausse du point d'indice qui s'applique à l'échelle nationale et servent d'argument à de nouvelles restrictions de ressources locales.

L'ensemble de ces mesures a fait réagir les associations d'élus représentatives des collectivités locales. Ainsi le Comité des finances locales estime le montant total des efforts demandés à 7,5 milliards d'euros répartis de la manière suivante :

-2000	Instauration d'un DILICO 2
-789	Réduction de la compensation des impôts économiques supprimés
-700	Resserrement du FCTVA
-623	Coupes dans la mission Outre-mer
-530	Minoration des variables d'ajustement (FDPTP et DC RTP)
-500	Baisse du Fonds vert
-274	Gel de la DGF
-200	Baisse des crédits d'investissement
-151	Baisse de crédits pour l'Agence nationale du sport et le Pass'Sport
-118	Baisse de crédits pour l'insertion (ex : maisons de l'emploi, missions locales)
-100	Réduction du Fonds économie circulaire
-100	Perte pour les régions du retour à la DGF
-90	Réduction de crédits sur les agences de l'eau
-60	Répercussion de la hausse de la TGAP (augmentation exponentielle jusqu'en 2030)
-24	Baisse des moyens pour les contrats de ville
-20	Baisse du Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD)
-10	Coupes dans la mission aménagement du territoire (dont FNADT)
	= 6,289 Mds de coupes détectées
+1200	Augmentation de 3 points des cotisations CNRACL

en l'état de nos connaissances

Une amputation de **7,5 Mds** pour les services publics locaux et le soutien à l'investissement

- + Un budget qui va lourdement frapper les territoires industriels, dont la population est souvent modeste :
 - Les variables d'ajustement sont lourdement mises à contribution, avec une baisse de la DC RTP de près de 500m€.
 - La baisse de la compensation de suppression des impôts économiques aura un effet démultiplicateur pour ces territoires.
 - Il est acté la reprise et l'accélération de la suppression de la CVAE alors que son efficacité est plus que jamais remise en cause.
- + Un budget qui risque de mettre en concurrence territoires urbains et ruraux avec l'instauration du Fonds d'investissement territorial (FIT).

B) LE CONTEXTE JURIDIQUE ET STRATÉGIQUE IMPACTANT LE SICECO, TERRITOIRE D'ÉNERGIE COTE-D'OR :

I. *Un environnement juridique en mutation*

1. Le contexte politique et les réformes territoriales

Les lois et réformes portant sur l'énergie se succèdent et demandent aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'investir dans la réduction des émissions de CO₂, les économies d'énergie et toutes les actions indispensables au respect des objectifs de la France dans le domaine de la Transition Énergétique (TE) :

- La Loi TECV en août 2015,
- La « Petite loi énergie » en septembre 2019,
- La loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités qui prévoit de déléguer aux EPCI la mise en œuvre d'une partie des composantes de cette compétence régionale,
- La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite loi « Climat et Résilience » qui a créé le Comité Régional de l'Énergie (CRE) et qui a pour mission de favoriser la concertation sur les questions relatives à l'énergie (notamment avec les collectivités territoriales). Il associe en particulier les communes et groupements de communes, les départements, les autorités organisatrices de la distribution d'énergie et les gestionnaires des réseaux publics de distribution ou de transport intéressés. Il veille aussi à la fixation, au suivi et à l'évaluation de la mise en œuvre des objectifs de développement des énergies renouvelables et de récupération du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).

Cette loi fixe en outre un objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) à l'horizon de 2050. Cette loi vise à mieux prendre en compte les conséquences environnementales lors de la construction et de l'aménagement des sols, sans pour autant négliger les besoins des territoires en matière de logements, d'infrastructures et d'activités.

- La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables dite « loi APER » introduit de nouvelles obligations pour les collectivités avec mise en place d'un dispositif de planification territoriale des EnR pour faciliter l'approbation locale des projets en « équilibre » avec le territoire (dont en particulier la définition par les communes des zones favorables aux énergies renouvelables) et des changements réglementaires intéressant plusieurs domaines du SICECO (code de l'énergie) et qui sera complétée par de nombreux arrêtés d'application. Le SICECO sera donc amené à adapter ses actions pour les prendre en compte.

- **La Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE3)**

Si le texte n'a pas encore été adopté dans sa forme définitive, les principales tendances sont notamment :

- Une baisse de l'objectif de puissance installée pour le photovoltaïque en 2035 passant de 75-100 GW (version initiale) à 65-90 GW. Cette cible est désormais ventilée selon les types d'installations : 41 % pour les toitures, 5 % pour les petites installations au sol et 54 % pour les grandes,
- Une augmentation de l'éolien terrestre de 22 GW (installés en 2023) à 33 GW en 2030 puis 40 à 45 GW en 2035,
- L'éolien en mer est prévu 15 GW en 2035, moins de 1 aujourd'hui,
- Le maintien des objectifs de diminution de la part des énergies fossiles dans la consommation finale (réduction de ~58 % de fossiles actuellement vers ~42 % en 2030, ~30 % en 2035)
- Une baisse des ambitions pour la filière hydrogène bas-carbone, passant de 10 GW pour 2035 à 8 GW,

- **L'entrée en vigueur du TURPE 7 (2025-2028)** qui introduit des réformes techniques importantes en termes d'heures creuses/heures pleines, de flexibilité, et qui révisé les objectifs de performance du concessionnaire, tantôt en les maintenant (niveaux d'investissements, modernisation, temps de coupure), tantôt en les adaptant (délais de raccordement)

- **L'arrêté du 26 mars 2025 modifiant l'arrêté tarifaire S21** vient diminuer les tarifs d'achat de l'électricité produite par les centrales photovoltaïques notamment de petite dimension, remettant en cause la faisabilité économique de nombreux projets.

- **La réforme de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE)**

Depuis 2024, les AODE perçoivent un montant de TCCFE correspondant au montant perçu en N-1 modulé en fonction de l'évolution des consommations nationales entre les années N-3 et N-1 et de l'évolution de l'indice des prix à la consommation hors tabac.

Lors de la mise en place du dispositif, le calcul de l'accise a été effectué sur le fondement du compte de gestion 2022. Or il apparaît donc que le montant retenu au titre du compte de gestion 2022 ne reflète pas la réalité du volume de TCFE perçu au titre de l'exercice de 2022.

En effet, le délai lié à la procédure de déclaration de la TCFE due par les fournisseurs couplés à celui nécessaire au contrôle par le Syndicat de la justesse des éléments déclarés par ces derniers entraînaient un décalage de plusieurs mois entre le fait générateur du droit à la perception de la taxe et la perception effective de celle-ci.

Compte tenu de ces éléments le SICECO a formulé un recours gracieux auprès de la Préfecture afin que le montant de TCFE de 2022 servant de base à la réforme de ladite taxe soit calculé non pas sur le montant inscrit au compte de gestion 2022 mais sur les sommes effectivement

perçues au titre de cette année.

L'enjeu est très important : il est évalué à 300 000 € sur un total d'environ 7.1 M€ environ (avec un solde final de 5 743 475 € pour le SICECO après reversement aux communes urbaines), chaque année et auquel s'appliquerait le taux de révision calé sur l'évolution de la consommation d'électricité, elle-même devant augmenter pour décarboner les logements et les transports.

A la suite de l'absence de réponse des services préfectoraux, le syndicat a déposé une requête en justice toujours en cours d'instruction.

Pour rappel, la TCCFE avant reversement aux communes urbaines représente environ 57 % des recettes réelles de fonctionnement du SICECO.

- **La réforme du FACE :**

Le CAS FACÉ, qui finance les travaux d'électrification rurale (sécurisation, renforcement et extension des réseaux), était auparavant alimenté par des contributions des gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité, comme Enedis, donc financées par le TURPE. Ces contributions étaient calculées sur la base du nombre de kilowattheures (kWh) distribués en basse tension l'année précédente, avec un mécanisme de péréquation territoriale : un taux plus élevé pour les communes urbaines (plus de 2 000 habitants) afin de soutenir les zones rurales.

Jusqu'au 31 juillet 2025, le système reposait sur des contributions différenciées (par exemple, pour 2025 avant réforme : 0,20 centime d'euro par kWh pour les communes urbaines et 0,040 pour les rurales, en baisse par rapport à 2024). Depuis le 1er août 2025, ces contributions sont supprimées et remplacées par l'affectation d'une fraction du produit de l'accise sur l'électricité (taxe sur l'électricité).

Le financement est fixé à 377 millions d'euros pour 2025, un montant maintenu pour couvrir les engagements pluriannuels et les déficits antérieurs. À partir de 2026, ce montant est indexé sur l'inflation, ce qui a vocation à rendre le financement dynamique et adapté à l'évolution des coûts (résilience climatique, etc.).

Cette réforme est contestée par les Syndicats d'Energie par la voix de la FNCCR qui perçoit la réforme comme une "provocation" pour les élus ruraux, aggravant un dispositif déjà sous-financé (360 M€ annuels contre 800 M€ d'investissements totaux par les collectivités).

En effet la FNCCR alerte sur une potentielle baisse des financements et défend la péréquation historique en notant plusieurs menaces :

- **Atteinte à la solidarité et à l'équité territoriale :** La remise en cause de la péréquation (essentielle pour l'aménagement du territoire) limiterait les investissements des AODE et des syndicats, forçant un recours accru aux impôts locaux. Cela nuirait à l'égalité des chances en zone rurale, menaçant la cohésion nationale et pénalisant les entreprises locales de distribution (ELD), qui gèrent 5 % du territoire rural et dépendent du Fonds de péréquation de l'électricité (FPE) lié au FACÉ.

- **Impacts économiques sur les territoires :** Réduire les subventions serait une "atteinte grave" à l'attractivité locale et à l'économie rurale, où les réseaux électriques soutiennent l'activité (agriculture, tourisme, industries). Les élus craignent un rationnement des modernisations, aggravant le manque de moyens pour les habitants et les entreprises.
- **Conséquences écologiques et sur la transition énergétique :** La qualité des réseaux est cruciale pour intégrer les énergies renouvelables, développer la mobilité électrique et adapter les infrastructures (compteurs communicants, systèmes d'information). Une baisse des aides entraverait ces objectifs, particulièrement en ruralité, qui produit une part importante d'énergies décarbonées mais repose sur une transition partagée.

A côté de cette réforme du financement du FACÉ, une révision des seuils de classement des communes entre les catégories « rurales » et « urbaines » est à l'étude. En fonction des conclusions finales certaines communes pourraient changer de catégorie et perdre de ce fait le bénéfice des financements du FACÉ, voire l'inverse, c'est-à-dire quitter le régime urbain. Dans ce dernier cas, le SICECO devra diagnostiquer l'état du réseau de l'ex commune urbaine et demander au concessionnaire d'exécuter certaines mises à niveau nécessaires.

- **Mise en œuvre du Budget Vert dans les comptes des collectivités locales :**

La mise en œuvre repose sur l'article 191 de la loi de finances pour 2024 et le décret n° 2024-797 du 16 juillet 2024, rendant obligatoire une annexe environnementale au compte administratif (ou compte financier unique) pour les collectivités de plus de 3 500 habitants, à partir de 2025 pour l'exercice 2024 (le SICECO a intégré l'annexe relative au Budget Vert lors du vote de ses comptes administratifs de l'exercice 2024).

Les collectivités territoriales représentant 60 % des investissements publics civils et 20 % du parc immobilier public, avec des compétences clés (énergie, urbanisme, déchets, eau, transports) pour la transition écologique. Le budget vert présente plusieurs intérêts :

- **Pilotage et réorientation des dépenses** en identifiant les parts favorables/défavorables pour ajuster les actions et favoriser l'arbitrage budgétaire en intégrant l'environnement aux critères financiers pour accélérer la réduction des émissions de GES,
- **Sensibilisation** en acculturant les agents et les élus aux enjeux climatiques,
- **Transparence et communication** en valorisant les investissements positifs auprès des citoyens,
- **Avantages stratégiques et financiers** en aidant à territorialiser les objectifs nationaux et attirer des financements verts (ex. : prêts verts).

Le premier compte administratif du SICECO pour 2024 a appliqué la méthodologie I4CE préconisée au niveau de l'Etat. L'inconvénient de

cette méthode est de considérer un large panel de dépenses comme neutres, comme celles des réseaux électriques.

Il est apparu que la répartition des dépenses d'investissement était la suivante :

- 48,01 % favorables,
- 48,21% neutres,
- 3,21% défavorables.

En se limitant à cette approche « simpliste », la marge de progrès ne concernerait que les 3,21% d'investissement défavorables, ce qui n'est pas le reflet de la réalité. Compte tenu des lacunes de la méthodologie I4CE et dans le but de faire évoluer les travaux du SICECO vers des pratiques écologiquement plus vertueuses, il a été décidé par le Comité de procéder à une analyse de toutes les dépenses et travaux du SICECO au regard de leur finalité réelle et de l'impact CO2 des travaux (moyens mis en œuvre, matériels utilisés, ...). Les secteurs des Travaux publics et du bâtiment sont d'ailleurs largement engagés sur ce sujet.

- **Intégration de clauses environnementales dans les marchés publics :**

De nouvelles obligations liées à l'environnement dans le Code de la commande publique (CCP) découlent de l'article 35 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite "loi Climat et résilience"), complétée par la loi Industrie verte.

Elles s'appliquent aux marchés publics et aux concessions, avec une entrée en vigueur au plus tard le 21 août 2026. Ces mesures visent à verdir systématiquement les achats publics en intégrant des considérations environnementales liées à l'objet du contrat et au cycle de vie des prestations (production, utilisation, réemploi, fin de vie).

Elles sont obligatoires pour tous les acheteurs et autorités concédantes.

2. Des nouveaux modèles nationaux de contrats de concession pour la distribution d'électricité et de gaz :

a) **Concession électricité**

Le nouveau modèle de contrat de concession pour la distribution d'électricité a été validé par la signature d'un accord cadre quadripartis EDF-Enedis-FNCCR-France Urbaine le 21 décembre 2017.

Le SICECO, dont le contrat de concession actuel court jusqu'au 21 décembre 2028, n'a pas engagé de négociation avec Enedis pour l'instant. En effet, une convention de partenariat ayant été conclue parallèlement avec EDF en 1998 pour la même durée que le contrat de concession et permettant le versement chaque année d'une somme équivalente aux « anciens loyers de réseaux », dont bénéficiaient certaines communes et syndicats primaires d'électricité, ainsi que diverses autres dispositions favorables du contrat (enveloppe « article 8 enfouissements »

garantie, formules de calcul des redevances) font qu'il n'y a aucun intérêt pour le SICECO à basculer sur le nouveau modèle de contrat de concession sous peine de perdre cette convention de partenariat d'un volume annuel de plus d'un million d'euros et relativement libre d'utilisation.

Un point particulier doit être retenu :

- **Obligations comptables du concessionnaire :**

Dans la perspective de la fin du contrat en cours en 2028, ENEDIS a été sollicitée le 1^{er} juin 2022 par courrier au sujet des écarts très importants en matière de comptabilité relevés par le Cabinet Klopfer et s'élevant au total à 390 millions d'euros. C'est, entre autres, la garantie du financement du renouvellement du réseau qui est en jeu.

La réponse d'ENEDIS n'étant pas satisfaisante, la même Commission de conciliation ENEDIS-FNCCR a été sollicitée par courrier en date du 27 juillet 2022. Cette dernière s'est réunie le 1^{er} décembre 2022 mais n'a pu aboutir à un accord entre les parties.

Devant ce constat d'échec, le SICECO a engagé une procédure contentieuse et a déposé une requête devant le Tribunal administratif de Dijon le 11 avril 2023 afin que le juge puisse arbitrer les litiges qui opposent le Syndicat à ENEDIS.

L'audience de première instance rendu le 28 mars 2025 ayant rejeté la requête du Syndicat sans réellement argumenter juridiquement le motif « d'incompétence » invoqué par le TA, le SICECO a interjeté appel du jugement. La date de l'audience devant la Cour d'Appel de Lyon n'est pas encore fixée.

Afin de pouvoir poursuivre la procédure juridique au-delà du 31 décembre 2028, date de fin du contrat, le SICECO a provisionné pour 3 années les recettes issues du contrat qui tarderait à entrer en vigueur dans l'attente du jugement définitif.

b) Concession gaz

- **Regroupement des contrats de concession :**

Dans les statuts du SICECO, cette compétence est optionnelle. 80 communes ont confié la compétence au SICECO et les 33 autres gèrent elles-mêmes leur contrat de concession avec GRDF pour des durées de 30 ans en général.

Indépendamment du transfert de compétence, les contrats les plus anciens arrivent à échéance à partir de 2027 (plusieurs avenants de prolongation ont été conclus pour les cas avec une échéance antérieure à cette date) et un nouveau modèle national de contrat vient d'être validé par GRDF, la FNCCR et France urbaine. Ce nouveau modèle de contrat contient des dispositions en faveur du regroupement des communes au sein d'un même contrat mais aussi du développement de l'injection de bio méthane.

L'enjeu pour le SICECO et ses adhérents desservis en gaz naturel est donc de rassembler l'ensemble des 113 communes dans un seul contrat à l'horizon de 2027 afin d'optimiser le pouvoir de négociation et de contrôle du concessionnaire et de pouvoir peser dans les décisions industrielles liées au maintien de ce réseau public.

Cet enjeu est d'autant plus important que :

- Les redevances versées par le concessionnaire seront plus importantes pour un contrat regroupant les communes que si les communes gèrent seules leur propre contrat. Ainsi le regroupement des contrats en un seul permettrait d'obtenir un quasi doublement de la redevance :

Cas	R1	Commentaires
80 communes SICECO	100 k€	1 contrat par commune = somme des R1 individualisés perçus par le SICECO
33 communes autonomes hors SICECO	40 k€	1 contrat par commune = R1 individualisé
80 communes SICECO + contrat unique	180 k€	74 contrats historique regroupés en 1 seul + 6 DSP = bonus de 40 k€
113 communes SICECO + contrat unique	260 k€	103 contrats historiques regroupés en 1 seul + 10 DSP = bonus de 120 k€

- Le réseau public de gaz naturel, comme pour l'électricité, va être de plus en plus mobilisé pour valoriser, via l'injection, la production de gaz verts renouvelables : biogaz issu de la méthanisation agricole et des déchets organiques, méthane (CH₄) issu de la pyrogazéification, méthane et hydrogène (H₂) issus de synthèse réalisée avec de l'électricité verte.
- Les usages du gaz naturel en cours de « verdissement » se diversifient : substitution du fioul, du propane, pompe à chaleur biogaz, mobilité bioGNV pour les transports puis pour les véhicules légers.

Dans cette optique et afin de convaincre les adhérents concernés à transmettre la compétence gaz au Syndicat, le Comité du SICECO a décidé lors de son assemblée de juillet 2023 de mettre en place une redevance incitative au profit des communes qui transféreront leur compétence. Cette redevance vise à compenser la perte de la perception de la redevance de fonctionnement dite « R1 ».

Depuis la mise en place de la redevance incitative au regroupement Gaz, 14 communes ont transféré cette compétence optionnelle au SICECO.

- Transposition de la directive gaz en droit Français :

La directive (UE) 2024/1788 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024, concernant des règles communes pour les marchés intérieurs du gaz renouvelable, du gaz naturel et de l'hydrogène vise à :

- Faciliter la pénétration des gaz renouvelables (biogaz, biométhane) et bas carbone (hydrogène) dans les marchés du gaz, pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles et accélérer la transition énergétique vers la neutralité carbone d'ici 2050.
- Créer des marchés concurrentiels, axés sur les consommateurs, flexibles et non discriminatoires pour le gaz naturel et l'hydrogène.
- Renforcer la sécurité d'approvisionnement, la coopération énergétique et l'intégration des réseaux, tout en protégeant les consommateurs vulnérables.

- Adapter les infrastructures gazières à la décarbonation, en prévoyant des plans de déclassement pour les réseaux de gaz naturel lorsque la demande diminue.

La transposition de cette directive s'aligne avec la loi APER (2023) et la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) et renforcera le rôle des autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AODE) dans le verdissement des réseaux (raccordement au biogaz, autoconsommation) contribuant à l'autonomie énergétique.

Plutôt qu'entraîner une restructuration des réseaux de gaz naturel due à la baisse de la consommation de gaz fossile comme prévu dans cette directive, le SICECO pourrait, au contraire, favoriser et aider au maintien des équipements de chauffage notamment, à la condition de consommer du biogaz et développer également la mobilité bioGNV s'appuyant sur le réseau public de gaz actuel.

Il est important de préciser que les équipements consommant du gaz naturel ou du biogaz (c'est le même : CH₄, méthane) comme les chaudières, sont très compétitifs en prix, de même que les véhicules bioGNV, facilitant ainsi le verdissement de ces secteurs, évitant également au passage des émissions de CO₂ liées à la non-construction de PAC, de réseaux de chaleur bois en parallèle du réseau de gaz, ou de véhicules neufs car les moteurs essence sont facilement transformable vers le bioGNV.

II. Le plan stratégique du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, à horizon 2033

En 2026, dans le prolongement des politiques nationales et indépendamment du contexte d'incertitude politique et budgétaire actuel, le SICECO veut maintenir ses missions en faveur de ses adhérents pour accélérer la transition énergétique conformément à la réflexion stratégique élaborée pour 2020-2025 qui a conduit à des choix forts en matière d'accompagnement des adhérents en dimensionnant en conséquence les investissements et les projets développés pour le mandat à venir.

En effet, devant l'augmentation de la demande des adhérents pour rénover leur patrimoine bâti (430 communes et EPCI sont engagés), la nécessité de développer l'auto consommation, d'apporter les infrastructures nécessaires à la mobilité bioGNV, de continuer la rénovation du parc d'éclairage public avec sobriété (la moitié étant déjà rénovée), une réflexion d'ensemble devra être engagée à partir de 2026 sur le bon dimensionnement et la bonne répartition des moyens du Syndicat (recettes, subventions, effectifs, emprunt) permettant de soutenir un effort partagé avec les adhérents pour la mise en œuvre du « bouquet » d'activités le plus efficace pour décarboner les services et équipements prioritaires et répondre aux besoins des communes. Des choix devront être réalisés. L'élaboration du budget vert pourra apporter des éclairages pour établir cette politique de l'équilibre.

Evidemment, cette politique dépendra en partie de nos partenaires habituels : l'Union européenne, l'Etat, la Région Bourgogne-Franche-Comté, cheffe de file de la transition énergétique, le Conseil Départemental de la Côte d'Or, l'Ademe.

1. La distribution publique d'électricité

Les enjeux relatifs au renouvellement du contrat ont été abordés plus haut et s'inscrivent dans les objectifs déjà fixés lors du débat d'orientation budgétaire précédent qui précisait que : « afin de mettre à profit les années précédant l'échéance du contrat, les griefs formulés à Enedis au travers des motions successives de refus de ses comptes rendus annuels d'activités depuis 2011 doivent désormais se traduire en actions de contrôles, d'audits poussés et d'actions juridiques afin de faire valoir les droits des communes, propriétaires des réseaux, préparant ainsi au mieux les conditions de négociations du prochain contrat quel que soit le cadre juridique de 2028 ».

Le recours en justice déposé par le SICECO pour contester l'exécution qui est faite du contrat de concession sous ses aspects juridiques et financiers par le concessionnaire s'inscrit pleinement dans cet objectif.

En ce qui concerne la préparation du renouvellement du contrat de concession, le SICECO est en train de définir la feuille de route qui permettra de consolider les éléments disponibles aujourd'hui :

- L'état des lieux du réseau avec ENEDIS,
- Des analyses sur le terrain permettant d'enrichir ou corriger l'état des lieux,
- Etudier l'évolution nécessaires des caractéristiques technique et mécanique des réseaux à construire pour qu'ils résistent à l'évolution des conditions climatiques qui vont se durcir,
- L'évaluation des quantités et linéaires de réseau à renouveler d'ici 2060,
- La traduction financière et comptable de ces besoins en lien avec la requête juridique du SICECO,
- L'établissement d'un programme technique pluriannuel d'investissements tenant compte des éléments ci-dessus.

D'ici la fin du contrat de concession, le SICECO continue de travailler sur la façon de répartir et optimiser l'utilisation des enveloppes mobilisables comme le FACÉ¹ et l'article 8 du contrat, pour satisfaire les demandes des adhérents en matière d'aménagement des territoires, de renforcements induits, d'enfouissements. Etudier aussi la possibilité de présenter des dossiers éligibles aux nouveaux programmes « transition énergétique » du FACÉ avec par exemple l'autoconsommation collective ou des systèmes innovants visant essentiellement le stockage d'électricité.

2. La distribution publique de gaz naturel

Les enjeux relatifs au regroupement des contrats des communes en un seul ont été abordés plus haut.

Là aussi, le SICECO doit lancer la négociation de ce renouvellement à horizon 2027 par des démarches préparatoires, avec des objectifs exigeants pour la concession dans un contexte particulier, marqué par la nécessité de valoriser le réseau public pour la production et la distribution du biogaz local, permettant la substitution du

¹ L'État, par le biais d'un compte d'affectation spéciale intitulé « Financement des aides aux collectivités territoriales pour l'électrification rurale » ou FACÉ, répartit entre chaque département les crédits qui ont été prélevés sur la facture de tous les consommateurs. Ils servent au financement des travaux sur les réseaux ruraux uniquement.

fioul et du gaz naturel, et d'alimenter des stations d'avitaillement pour la mobilité bioGNV.

Une attention particulière concernera le « gaz porté », apportant tout d'abord une solution à la sortie de « cogénération » pour les méthaniseurs dont le contrat d'achat électricité arrive à échéance. Leur production pourra être valorisée par la collecte du biogaz sur site par camion puis injectée sur le réseau de gaz lorsqu'il est trop éloigné. La collecte pourra aussi bénéficier aux nouveaux projets de méthanisation sans possibilité de raccordement au réseau de gaz. Cette technique donne également une souplesse très appréciable pour desservir en camion des sites de consommation éloignés du réseau comme des industriels ou des stations d'avitaillement bioGNV.

En outre, le gaz vert est une vraie alternative au "tout électrique", en accélérant la décarbonation (20 % du mix gazier en 2030, 40 % en 2035) sans surcharger le réseau électrique. Son intérêt réside dans sa compatibilité avec les infrastructures actuelles, sa production locale (potentiel de 500 GWh/an en Côte d'Or) et sa polyvalence pour les secteurs réfractaires à l'électrification (industrie : 93 TWh en 2035 ; mobilité : 18 TWh). Il favorise une transition équilibrée et moins chère, mais surtout nous rend quasi autonomes contrairement aux batteries électriques dont nous ne maîtrisons pas la disponibilité des terres rares et autres composants à terme.

3. Eclairage public

Le SICECO s'est inscrit résolument depuis de nombreuses années dans la gestion rationnelle du réseau d'éclairage public des communes, recherchant la sobriété sans dégrader la sécurité. Dans cette optique il a fortement accompagné les adhérents dans la rénovation des luminaires, des coffrets de commandes, des mâts et depuis 10 ans vers le passage anticipé à la technologie Led, puisque les lampes à décharge au sodium seront interdites après 2027.

En effet, les textes et directives nationales orientent désormais les collectivités et acteurs privés vers la maîtrise de ces équipements, la protection de l'environnement et du ciel nocturnes. L'arrêté du 28 décembre 2018 dit « arrêté nuisances lumineuses » est en cours de révision afin de préciser et resserrer d'avantage les critères techniques visant à diminuer l'impact des éclairages artificiels extérieurs. La planification écologique traduite dans la démarche « France Nation Verte » impose dans le pilier Biodiversité une réduction d'au moins 50% de la pollution lumineuse d'ici 2030. Sur ce point précis, le SICECO anime un groupe de travail et d'échanges avec les acteurs régionaux concernés comme les Syndicats d'énergie, les Parc naturels régionaux, le Parc national de forêt, la Métropole, la Région, afin de rechercher les solutions les plus simples et efficaces pour atteindre cet objectif, également chercher à traduire précisément cet objectif sur le terrain. Ce travail devrait permettre de proposer des plans d'actions courant 2026.

Le passage en Led engagé depuis le milieu des années 2010 se poursuit avec une doctrine propre au SICECO qui évolue grâce aux propositions de la Commission tenant compte du contexte global, mettant en œuvre des mesures de sobriété. Le passage en Led a permis de gagner 8 années de programmation depuis 2024 avec le remplacement des lampes au Sodium par des lampes Led sur les presque 20 000 luminaires compatibles, même si la qualité de certaines références de lampes pose

encore des problèmes de fiabilité. Ainsi l'opération « changements de sources » conduit à diminuer de presque 50% la consommation d'énergie, ce qui représente une économie d'un peu plus de 230 000 € par an pour les 20 000 luminaires concernés.

La sobriété est également obtenue en supprimant des points d'éclairage superflus lors des opérations de rénovation, et pour la première fois en 2024, la taille du parc a diminué, même en tenant compte des nouveaux éclairages installés.

Des économies en découlent pour les communes tant au niveau des factures d'électricité qu'au niveau des dépenses de maintenance dont l'évolution des coûts est la suivante :

- 2022 : 1 336 931 €,
- 2023 : 1 190 517 €,
- 2024 : 1 021 609 €.

Compte tenu de ces éléments, il sera proposé au Comité de ramener la participation du SICECO à 25% pour les dépenses de maintenance.

Pour mémoire il s'agissait du taux qui avait été appliqué jusqu'en 2016. Le taux avait été augmenté à 33% suite à la mise en place à cette date de la contribution des communes au redressement des finances publiques, sous la présidence de François Hollande, avec une série de réductions des dotations de l'État (notamment la dotation globale de fonctionnement, DGF) le SICECO avait augmenté son taux de participation à 50% pour accompagner ses adhérents puis réduit ce dernier en 2022 à 33%.

En ce qui concerne la refacturation des coûts des sinistres, le PLF 2026 prévoyant la suppression du FCTVA pour la partie fonctionnement, l'intégralité du coût TTC sera refacturée à compter du 1^{er} janvier 2026.

Enfin, comme pour le reste des activités du SICECO, les textes réglementaires et la décarbonation déjà engagée d'ailleurs par les professionnels et installateurs, ainsi que les nouvelles dispositions relatives à l'achat public prévues pour 2026, vont conduire à poursuivre les actions en faveur de la sobriété et de la diminution de l'ensemble des coûts et impacts tout en maintenant un éclairage adapté aux besoins des habitants notamment en hiver.

4. Infrastructures d'accueil des communications électroniques (ICE) :

Le développement récent du très haut débit avec une multiplication des opérateurs présents sur le territoire du SICECO, l'augmentation du nombre d'adhérents à la compétence « infrastructures de communications électroniques » ainsi que l'augmentation régulière du patrimoine du SICECO (+ 10 à 20 km/an) nécessitent une pérennisation des moyens dédiés au suivi général des communications électroniques au SICECO.

5. Zoom sur les 4 piliers de la transition énergétique

a) Économies d'énergies dans les bâtiments : mission des Conseillers en Énergie Partagés (CEP) et Économes de Flux (EF)

Pour aider ses adhérents à réduire leurs émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) et réaliser des économies d'énergies dans leurs bâtiments, le SICECO compte aujourd'hui 7 postes d'Économes de Flux (EF), dont 6 postes financés jusqu'au 30 septembre 2026 par le programme ACTEE+² CHENE porté par la FNCCR et EDF et pour lequel le SICECO est coordonnateur pour le territoire d'énergie Bourgogne-Franche-Comté, regroupant les 8 syndicats d'énergies de la région.

Ces 7 postes accompagnent environ 430 adhérents dans la priorisation des travaux et le suivi énergétique de leurs bâtiments suite à la réalisation d'audits énergétiques. Ils ont aussi vocation à accompagner une centaine d'autres dans les années à venir.

La demande d'études énergétiques reste importante, 74 études ont été réalisées en 2025. Le passage à l'acte reste significatif et donc le nombre de projets de rénovation instruits dans le cadre de l'Appel à Projets (AAP) « Rénovation énergétique performante des bâtiments communaux et communautaires » se maintient à un niveau élevé : 95 projets communaux et communautaires ont ainsi été subventionnés en 2025 pour un montant de 1,9 M€. Suite à l'ouverture d'un programme spécifique pour les structures publiques ayant la compétence scolaire et périscolaire, un premier dossier de travaux de rénovation énergétique d'un SIVOS a été aidé en 2025.

A ces travaux s'ajoutent ceux concernant le remplacement de chaudières fioul/propane effectué à la suite des études de substitution réalisées, 13 dossiers ont ainsi été aidés en 2025 par le SICECO pour un montant de 772 k€.

Cette tendance se confirme pour 2026 au regard des projets déjà connus à ce jour (une centaine) mais les conditions d'accompagnement devront être révisées pour tenter de ne pas créer une file d'attente sur ces projets visant à rénover énergétiquement le patrimoine des adhérents.

Par exemple, il faudra prioriser les projets visant à supprimer des énergies fossiles, peut-être également en fonction de l'usage du bâtiment comme les écoles. Les subventions devront également être revues en fonction du montant éligible des travaux de rénovation énergétique, de l'apport d'autres financeurs, en termes de plafond, d'effet sur la prise de décision, ...

Les conditions d'accompagnement devront également être révisées pour l'accompagnement en général des CEP/EF, les études énergétiques, le service SME, la mission de commissionnement ...

Au-delà de la réalisation d'audits énergétiques permettant d'identifier les bâtiments les plus consommateurs et la priorisation de travaux, le CEP/EF assure ensuite une mission de suivi énergétique et d'accompagnement pour la phase suivante de travaux et la gestion de l'énergie dans les bâtiments, qui permettent, en moyenne, d'effectuer 15 % à 30 % d'économies d'énergies.

Dans le cadre du service spécifique « Suivi et Management de l'Énergie (SME) », les CEP/EF poursuivent également l'accompagnement des collectivités pour répondre

² Créé à l'initiative de la FNCCR et d'EDF, le programme ACTEE (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique) vise à accélérer le développement des projets d'efficacité énergétique et le passage à des systèmes énergétiques efficaces et bas carbone dans les bâtiments publics. Plusieurs appels à projets ont été lancés (CHENE, SEQUOIA, CEDRE, ...).

à leur obligation réglementaire suite à la parution du décret « Éco Énergie Tertiaire » (DEET). Son déploiement se poursuit en 2025 et 37 collectivités ont déjà adhéré au service pour un patrimoine de 183 bâtiments.

En complément, le décret « Automatisation et contrôle des bâtiments tertiaires » (BACS), qui s'impose aux collectivités propriétaires de bâtiments, oblige au développement des systèmes de Gestion Technique des Bâtiments (GTB). Pour répondre à cette nouvelle obligation, le SICECO va augmenter les moyens dédiés en recrutant un Technicien chargé de la mise en place des équipements GTB. Le caractère obligatoire et l'efficacité de tels matériels permettant un temps de retour très court doivent conduire à une prise en charge intégrale par les adhérents de la mission d'accompagnement proposée par le SICECO, l'investissement restant en totalité à la charge de l'adhérent, les études pourraient être aidées en partie par le Syndicat.

Les SIVOS bénéficiaires de la seule subvention pour la rénovation énergétique de leurs bâtiments scolaires devront donc être autonomes sur la mise en place de ces équipements GTB.

En fonction des capacités financières et de la volonté des adhérents à poursuivre la rénovation énergétique de leur patrimoine, l'effectif dédié à la mission de CEP/EF devra être ajusté.

b) Développement des énergies renouvelables

- Bois-énergie

Le SICECO poursuit ses missions d'étude de faisabilité et d'accompagnement technique et financier des adhérents dans leurs projets bois-énergie, en partenariat avec le Département de la Côte-d'Or et l'ONF dans le cadre de la MBE21 pour l'émergence des projets.

Le décret sur la fin des chaudières fioul a renforcé la demande d'études et d'accompagnement des projets. Une partie de ces chaudières, dont le nombre est estimé entre 200 et 300, est d'ores et déjà à remplacer par des chaudières bois (granulés ou plaquettes).

Le SICECO accompagne financièrement ces études et s'implique dorénavant dans la gestion des aides Fonds Chaleur de l'Ademe ouvertes aux collectivités et aux maîtres d'ouvrage privés (hors particuliers) en sa qualité de service instructeur des dossiers dans le cadre du Contrat Chaleur Renouvelable territorial (CCRt) signé avec l'Ademe.

Dans le cadre de la compétence « Distribution publique de chaleur et de froid », le SICECO, étudie l'opportunité de développer ce type de réseaux.

Le SICECO, via sa Régie Côte-d'Or Chaleur, peut construire et exploiter les chaufferies et les réseaux de chaleur et vendre la chaleur aux abonnés du réseau (nécessité juridique d'avoir au moins 2 abonnés). La Régie fait l'objet d'un budget annexe et est dotée de la seule autonomie financière (pas de personnalité juridique). Le développement de réseaux de chaleur est suivi individuellement en comptabilité analytique pour pouvoir apprécier les équilibres en dépenses et recettes par projet.

Trois réseaux ont déjà été construits et sont en production, à Bligny-sur-Ouche, Saulieu et à Fontaine-Française permettant de ce fait de substituer des énergies fossiles (fioul et propane) par du bois (énergie renouvelable).

Il convient de préciser que dans le contexte d'incertitude actuel, la capacité d'endettement du SICECO va être de plus en plus contrainte, et elle est directement impactée par ces projets de réseau de chaleur.

Les données prospectives présentées dans le présent document chiffrent les besoins financiers et humains nécessaires à la réalisation de 4 nouveaux réseaux de chaleur à l'horizon 2032 en plus des 3 réseaux déjà en activité. Il n'y a pas d'autre projet identifié, de sorte que seuls ces 4 projets sont pris en compte dans la prospective financière annexée.

Sur ces 4 nouveaux réseaux identifiés, 3 sont actuellement en maîtrise d'œuvre : Arnay-le-Duc (PC obtenu en période de recours au tiers ; entreprises consultées) ; Pouilly-en-Auxois (AVP réceptionné ; lancement PRO-DCE) ; Saulieu Centre (AVP réceptionné ; lancement PRO-DCE).

Il n'y aura pas de projet de réseau bois énergie dans les zones desservies en gaz naturel, par cohérence avec le déploiement des usages du biogaz et du verdissement du réseau de gaz auquel le SICECO contribue avec le concessionnaire et le monde agricole.

- Autres énergies renouvelables ENR (éolien, hydroélectricité, méthanisation, photovoltaïque)

Le SICECO poursuit son accompagnement des collectivités dans leurs projets d'énergies renouvelables et contribue au financement de postes de conseillers ENR au niveau régional « Les Générateurs » et accueille depuis fin 2024 un de ces conseillers qui aide directement les communes et EPCI de Côte d'Or dans leurs projets ENR.

À la demande des adhérents, le SICECO réalise les analyses d'opportunité, de faisabilité, des projets et accompagne les adhérents en tant que conseiller technique dans la mise en œuvre de leurs projets photovoltaïques en toiture. Le contexte réglementaire et tarifaire évoluant négativement, seuls les projets d'autoconsommation semblent rester pertinents. C'est pourquoi le SICECO a décidé de mettre en place un service d'étude et de construction sous « mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée » des centrales en toitures.

- Société d'Économie Mixte Locale « Côte d'Or Énergies »

Le SICECO, actionnaire public majoritaire de la SEML Côte-d'Or Énergies, veille au développement de projets rentables conformément aux objectifs fixés dans le pacte d'actionnaires.

Les principaux projets développés sont :

S'agissant de la filière « ÉOLIEN » :

- Poursuite du développement du **parc éolien de L'Orée des Bois** situé sur les communes de Cérilly et de Sainte-Colombe-sur-Seine : l'arrêté Préfectoral du 29 novembre 2023 autorisant l'installation de 4 éoliennes à Cérilly a fait l'objet d'un recours contentieux. La CAA de Lyon a annulé l'autorisation du préfet et la SEML a décidé de solliciter le Conseil d'Etat qui devrait statuer sur la recevabilité en 2026.

- Concernant le **projet éolien CE Sainte Apolline « Entre Saône et Salon »** situé en Haute Saône, la SEML Côte d'Or Énergies est en attente de données financières complémentaires de la part du développeur Total Energie afin de pouvoir poursuivre son analyse juridique, financière et technique de l'opportunité d'acheter ce parc de 5 éoliennes en partenariat avec le SIED70, la SICAE Est, la Banque des Territoires et un groupement citoyen. La décision d'investir pourrait intervenir en 2026 : il s'agira de décider à quelle hauteur la SEML interviendra dans le capital, le SICECO devant apporter un peu moins de la moitié des fonds propre.

S'agissant de la filière « PHOTOVOLTAÏQUE EN TOITURE » :

- Exploitation de centrales photovoltaïques en toiture sous forme de location de toiture ou mise à disposition de bâtiments via **la filiale BF Énergie**. Les 21 centrales sont en service, soit 3.15 MWc. L'année 2026 sera la première année de fonctionnement complète et sera l'occasion de faire un bilan précis en 2027 sur la rentabilité des centrales.
- Réalisation du 1^{er} programme d'installation de centrales photovoltaïques en toiture sur les bâtiments administratifs du CD 21, les collèges, les bâtiments du SDIS et d'autres bâtiments de collectivités via la SAS Côte-d'Or Solaire créée avec le Conseil Départemental de Côte-d'Or (CD 21) et la Caisse des dépôts et Consignations (CDC).
Sous format de tiers-investissement, l'objectif est de développer 5 MWc de 2025 à 2029. La SAS consultera régulièrement un installateur-maintenancier pour un volume de toiture identifié. La SEML Côte-d'Or Énergies est rémunérée pour le suivi technique, administratif et financier de la Société. Il faut noter la volonté du Conseil départemental de développer parallèlement l'autoconsommation en s'appuyant sur les toitures de ses bâtiments dans le périmètre de la Métropole.

S'agissant de la filière « PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL » :

- Les deux centrales suivantes sont entrées en fonctionnement en cette fin d'année :
 - **Parc photovoltaïque des Grandes Terres** à Labergement-lès-Seurre (21), situé sur une friche et un site dégradé de 5 hectares, d'une puissance estimée de 4,8 MWc a été mis en service et inauguré le 24 septembre 2025. Il s'agit d'un projet en co-développement avec GEG EnR et la Commune.
 - **Parc photovoltaïque des Roches Bleues** à Courchaton (70), situé sur une ancienne carrière de 7 hectares, d'une puissance estimée de 4 MWc a été mis en service le 6 novembre 2025.
- Poursuite du développement des autres centrales photovoltaïques au sol :
 - **Parc photovoltaïque Parc d'Entre les Deux Combes** à Poiseul-la-Grange (21), situé sur un site dégradé de 5 hectares, d'une puissance estimée de 3,8 MWc : le raccordement au réseau électrique est aujourd'hui impossible pour cause de saturation du poste source voisin.

- **Parc photovoltaïque du Toit du Monde Occidental (Pouilly-Maconge)** à Meilly-sur-Rouvres et Maconge (21), situé sur 19 hectares de « délaissés » de l'aérodrome et d'une puissance estimée de 21 MWc. Projet en co-développement avec GEG ENeR et la Communauté de Communes Pouilly-Bligny. L'autorisation d'exploiter est attendue pendant l'été 2026.
- **Parc photovoltaïque de Pralanum** à Prâlon (21), situé sur 7 hectares de landes forestières anciennement pâturées, d'une puissance estimée de 4,5 MWc. Projet en co-développement avec Enercoop et la Commune de Prâlon. A ce stade, les services de l'Etat mettent en avant un fort impact sur le domaine de La Serrée. Des propositions vont être faites afin d'atténuer la co visibilité.
- **Parc photovoltaïque** à Chaux-la-Lotière (70), situé sur 6 hectares de friche appartenant à la Commune. Projet en co-développement avec le SIED 70. Préfiguration de l'actionnariat de la SAS : SEML COE, SIED70, CC Pays Riolais, Commune de Chaux-la-Lotière, Commune de Boulton. L'instruction est en cours avec des difficultés sur la distance entre la lisière et la clôture pour laisser la place aux chiroptères.
- **Parc photovoltaïque** à La Roche en Brénil (21), situé sur 4 hectares de site dégradé (ancienne scierie) et friche appartenant à la CC Saulieu-Morvan. Projet en co-développement avec GEG ENR. Préfiguration de l'actionnariat de la SAS : SEML COE, GEG ENR, CC Saulieu-Morvan, Commune. Ici également, la démonstration de la compatibilité avec le château de Saulieu doit être complétée.
- **Parc photovoltaïque de Saint Seine sur Vingeanne** : le projet vient d'être présenté au pôle départemental à la DDT21. D'une surface d'environ 4 hectares, il est situé sur une ancienne carrière communale. Préfiguration de l'actionnariat de la SAS : SEML COE, GEG ENR, Commune.

Aucun autre projet viable n'est identifié sachant que le contexte réglementaire, tarifaire et du raccordement au réseau s'est fortement assombri.

S'agissant de la filière « MOBILITE DURABLE » :

- Stations multi-énergies : études de différents sites pour installer des stations multi-énergies GNV, bioGNV, électrique.

c) La mobilité

La mobilité constitue un des enjeux principaux de la transition énergétique car elle est très émettrice en gaz à effet de serre et le secteur du transport devra donc évoluer profondément (Cf. point évoqué supra dans la partie gaz).

La Région Bourgogne-Franche-Comté a adopté en 2020 son schéma régional pour la

mobilité hydrogène et GNV/bioGNV. Son schéma de cohérence des infrastructures de recharge pour les véhicules électriques (IRVE) a été révisé en 2024.

Dans le prolongement de cette mixité des solutions permettant la transition énergétique dans la mobilité et pour confirmer ou non les orientations déjà prises, le SICECO a finalisé en 2025 le schéma départemental pour les infrastructures nécessaires aux motorisations propres (électrique, bioGNV) en partenariat avec le Conseil Départemental. Un des objectifs vise à un développement coordonné pour répondre à l'ensemble des usagers.

En ce qui concerne les bornes de recharge électrique, compte tenu de la hausse de l'offre privée et de la mutation du secteur de la mobilité électrique, le SICECO devrait se désengager de ce secteur à horizon fin 2026.

En parallèle des questions liées aux infrastructures, le SICECO doit aider ses adhérents à effectuer la transition des transports pour leurs propres besoins (flottes publiques, équipements des adhérents pour la recharge sur site) dans une démarche de mutualisation comme l'achat groupé.

L'ensemble de ces problématiques a été confié au « groupe de travail mobilité » qui a été créé au niveau du Bureau du SICECO en 2022.

d) Groupement d'achat d'énergies

Le SICECO et les 7 autres Syndicats d'Énergies de Bourgogne-Franche-Comté ont créé en 2016 le groupement régional d'achat d'énergies, électricité et gaz naturel, pour les personnes morales de droit public et privé de la région Bourgogne-Franche-Comté. Le SICECO est le gestionnaire du groupement pour le Département de la Côte-d'Or. Le SIEEEN, Syndicat Intercommunal d'Énergies, d'Équipement et d'Environnement de la Nièvre, en est le coordonnateur.

Afin de pouvoir accéder aux nouvelles formes de contractualisation d'achat et de vente directe d'énergie entre producteurs et consommateurs (contrats CADER ou PPA, autoconsommation collective), les 8 Syndicats d'Énergie de Bourgogne Franche Comté ont décidé de modifier la convention constitutive du groupement, qui a nécessité la création d'un nouveau groupement de commande en juin 2023.

Cette nouvelle convention constitutive intègre l'évolution à la hausse des cotisations des membres pour mieux couvrir les coûts de fonctionnement (solutions juridiques et informatiques, personnel dédié, ...) afin d'équilibrer les dépenses et recettes. Les communes rurales qui reversent l'intégralité de la TCCFE au SICECO sont exonérées de ces frais de fonctionnement.

Les 575 membres actuels ont délibéré pour valider leur adhésion au nouveau groupement d'achats d'énergies qui débutera avec les marchés d'électricité pour la période du 01/01/2026 au 31/12/2028 et avec les marchés de gaz pour les années 2028 à 2030 inclus. 78 nouveaux membres en ont profité pour adhérer à ce nouveau groupement, dont 52 communes et 11 syndicats intercommunaux (SIVOS, SIVU, ...).

Au total, ce groupement compte désormais 643 membres en Côte-d'Or (536 communes, 16 EPCI, 32 Syndicats, 47 structures d'enseignement et 12 autres) pour plus de 7 600 points de livraison.

Suite à la hausse sans précédent des prix de l'énergie en 2023, les demandes techniques des adhérents augmentent sur les points suivants :

- Conseils sur l'optimisation des contrats de fourniture et sur la

baisse des consommations : en 2024, les campagnes d'optimisation tarifaires ont permis de générer 47 k€HT/an de gains pour l'électricité et 7 k€HT/an de gains pour le gaz naturel ;

- Informations et conseils sur la mise en œuvre des différents boucliers tarifaires selon l'éligibilité aux tarifs réglementés ;
- Contrôles de facturation : de nombreuses erreurs et des manques importants de facturation ont été détectés et suivis par le SICECO qui a aidé les membres à appliquer des pénalités aux fournisseurs ;
- Simulations budgétaires.

Au total en 2024, le SICECO a géré 2 730 mails et 1 816 appels téléphoniques.

La stratégie d'achats développée par les 8 Syndicats d'Énergie de Bourgogne Franche Comté est améliorée régulièrement : elle a été particulièrement efficace pour l'année de livraison 2024 pour le gaz naturel avec près de 50% de gains par rapport au tarif réglementé et 68% de gains par rapport au baromètre FNCCR. Côté électricité, l'attribution des marchés et l'application de la stratégie pendant la période de crise énergétique génère des prix élevés par rapport au tarif réglementé mais proche de la moyenne du baromètre FNCCR. De plus, il est intéressant de noter que les différents arbitrages Bourse/OTC réalisés en 2024 permettent de générer un gain de 1,4 M€ à l'échelle de l'ensemble des membres Bourgogne Franche-Comté.

Les objectifs à venir pourraient portés sur :

- Développer les contrats CADER et la flexibilité ;
- Étendre le groupement aux entreprises en partenariat avec le CCI Côte-d'Or Saône et Loire rencontrée en 2024 mais sans retour de propositions de sa part à ce jour.

C) ÉLÉMENTS DE CADRAGE DU PROJET DE BUDGET 2026 DU SICECO, territoire d'énergie :

Préambule

Lors de la présentation du DOB pour l'exercice 2024 et à la suite des bilans des réunions de CLE, il avait été retenu une prospective pour la période 2024-2030 basée sur un scénario médian entre un scénario dit « conservateur », donnant la priorité aux activités historiques et un scénario dit « transition énergétique », orienté majoritairement sur les activités nouvelles.

Pour rappel les objectifs annoncés de ce scénario étaient les suivants :

1. Préparer la fin du contrat de concession avec ENEDIS en 2029,
2. Maîtriser les coûts de fonctionnement,
3. Afficher des résultats positifs chaque année,
4. Garantir un niveau important d'investissements dans les activités historiques du SICECO,
5. Être un acteur majeur de la nécessaire transition énergétique dans le département pour accompagner les communes adhérentes et EPCI,
6. Maintenir l'engagement financier du syndicat dans la SEM Côte d'Or Energies.
7. Emprunter en maîtrisant le ratio d'endettement.

Lors du débat ayant suivi la présentation du rapport d'orientation budgétaire et lors du vote du budget primitif 2025 le Comité a validé ces orientations.

Le contexte national au moment de la présentation du DOB pour 2026 s'est encore dégradé et l'instabilité politique, budgétaire et financière actuelle va nous conduire à faire des choix au cours des prochaines années.

En effet, l'état actuel des finances du pays et les mesures de redressement des comptes publics annoncées pour les 3 prochaines années vont imposer des arbitrages douloureux à la fois sur les dépenses (baisses de dotations, des subventions, abandon/baisse de certaines politiques...) et les recettes (hausse d'impôts/taxes, transferts de ressources...).

Cela impactera nécessairement les collectivités locales qui doivent s'y préparer.

Au moment où il sera débattu du DOB et des Budgets Primitifs pour 2026, les mesures inscrites dans le PLF 2026 et surtout les efforts qui seront finalement demandés à chacun ne seront pas connues.

Malgré ces perspectives peu réjouissantes et afin de ne pas ajouter de l'austérité à l'austérité la prospective qui est présentée pour le cycle 2026-2032 poursuit les objectifs fixés en 2025, tout en intégrant les données du PLF 2026 annoncées par le Gouvernement, afin de permettre au SICECO d'accompagner ses adhérents dans ce contexte plus que troublé.

La prospective prévoit donc un niveau le plus bas possible de recours à l'emprunt, et une attention particulière a aussi été portée à la préservation de l'épargne nette seule garante d'une capacité d'investissement maintenue au-delà de 2032.

La prospective intègre également l'arrêt de la gestion du parc de bornes IRVE fin 2026, l'arrêt de la construction de réseaux de chaleur après les 4 derniers en cours d'étude, la limitation des apports financiers à la SEML Côte d'Or Energies aux seuls projets en cours d'étude et une baisse significative des aides à la rénovation du patrimoine bâti des adhérents à partir de 2029 du fait du volume important de travaux déjà accompagnés.

Si ces éléments sont confirmés lors du débat d'orientation budgétaire, ils permettront au Bureau du SICECO de préparer un budget 2026 dans l'épure des exercices précédents. La révision des niveaux d'aides et de la priorisation des activités devront être conduites avec l'objectif de trouver un compromis acceptable par toutes et tous entre la poursuite des activités selon leur niveau de priorité revu et la gestion de « files d'attente » des différents programmes.

Il est prévu de voter le Budget 2026 le 15 décembre prochain. Compte tenu des délais d'information des membres du Comité, ce Budget 2026 sera adapté en fonction des éléments du PLF définitif si tel est le cas.

Il n'est donc pas impossible que le Bureau soit amené au début d'exercice 2026 à présenter un budget rectifié, comme cela avait été déjà envisagé l'année dernière.

Méthodologie et hypothèses retenues :

Le scénario constitue une prospective précise à court terme des exercices 2026 et 2027 avec une projection plus longue à horizon 2032. Il s'inscrit dans le cadre des hypothèses et des orientations prises dans le cadre du précédent DOB, actualisées avec les données du compte administratif 2024 et les nouvelles perspectives budgétaires et réglementaires.

Les comptes des années 2023 et 2024 présentés ci-après sont constitués des montants réels issus des comptes administratifs. Les montants repris pour l'année 2025 correspondent à une estimation du compte administratif réalisée mi-octobre 2025 avec une imputation des restes à réaliser 2025 sur l'exercice 2026.

Le récapitulatif rétrospectif global des grandes masses budgétaires du SICECO ainsi que les prévisions prospectives à trois ans figurent à l'annexe n°5 du présent débat d'orientation budgétaire.

	CA 2023	CA 2024	Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
CAF	6 251 345	4 825 003	3 587 838	2 987 292	3 177 875

Les principaux éléments de l'analyse financière du CA 2024 font ressortir :

- Une baisse de l'épargne brute (CAF) du budget général du SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, passant de 6 251 345 € en 2023 à 4 825 003 € en 2024. Cette diminution du niveau d'épargne s'explique par la mise en œuvre de la réforme de la TCCFE en 2023. Durant cet exercice le SICECO a perçu la TCCFE pour 2023 ainsi que le 4^{ème} trimestre de la TCCFE de 2022 (2 071 189 €). Sans cette recette purement conjoncturelle, la CAF de 2023 aurait été légèrement inférieure à celle de 2024.

- Une **capacité de désendettement de 0.98 années** (0.83 en 2023) pour le budget général, calculée en rapportant le montant du capital de la dette restant dû à l'épargne brute.

À titre d'information, la direction générale de la comptabilité publique et celle des collectivités locales considèrent que les communes ayant une capacité de désendettement inférieure à 8 ans étaient dans une situation d'endettement bonne.

De plus, on peut préciser que dans le cadre de la procédure de contractualisation engagée avec les grandes communes, le gouvernement avait décidé de mettre en place une procédure volontariste d'encadrement budgétaire pour les collectivités locales basée sur le ratio de désendettement. Selon cette dernière, le plafond à ne pas dépasser était de 12 années pour le bloc communal.

Au regard de ces éléments, la situation financière du SICECO est saine avec une épargne de gestion positive et un en-cours de la dette bas. La politique d'endettement du syndicat suit les orientations fixées par le Comité dans le cadre de sa politique d'investissement.

Compte tenu des éléments évoqués supra (impact de la crise énergétique sur les budgets des collectivités locales, menace sur les recettes liées à la TCCFE, hausse des taux d'intérêts...), ***les hypothèses retenues pour les budgets 2026 et suivants traduisent la volonté du SICECO de poursuivre ses actions en faveur de la transition énergétique au profit de ses adhérents tant au niveau du fonctionnement qu'en investissement sous la condition d'un rééquilibrage des aides par activité, selon leur priorisation.***

I. GRANDES MASSES FINANCIERES ET HYPOTHESES RETENUES

1. Recettes réelles de fonctionnement

Au regard des hypothèses retenues, le montant total des recettes réelles de fonctionnement devrait être le suivant :

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Recettes réelles de fonctionnement	14 799 166	13 468 827	11 797 523	11 691 348	11 622 828

La déclinaison des recettes figure dans l'annexe n° 1 et porte sur les postes comptables suivants :

- *Produits des contributions directes*

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Produits des contributions directes	724 683	768 495	604 815	614 385	635 548

Cette ligne budgétaire comprend la collecte des redevances perçues sur le domaine public communal, les locations de fourreaux à Orange ainsi que la refacturation des moyens mis à disposition de la SEML COE et des budgets annexes IRVE et Côte-d'Or Chaleur par le SICECO.

Les hypothèses retenues pour la prospective sont :

- Redevance d'Occupation du Domaine Public (RODP) : stabilité entre 2026 et 2032 (il s'agit d'une opération neutre car les montants de RODP perçus sont reversés aux adhérents). La hausse entre 2024 et 2025 s'explique par la hausse du taux de la redevance liée aux chantiers provisoires dont le niveau reste le même jusqu'en 2031,
- Locations de fourreaux : hypothèse d'une évolution de 1% par an,
- Mise à disposition de moyens à la régie Côte-d'Or Chaleur : refacturation à chaque réseau de chaleur installé d'un montant calculé en fonction de la taille du réseau de chaleur pour couvrir les frais de personnel technique et administratif,
- Mise à disposition de moyens au budget IRVE : refacturation de l'ordre de 10 000 € pour couvrir les frais de personnel jusqu'en 2026 date à laquelle le budget devrait être clôt conformément aux éléments évoqués supra,
- Mise à disposition de moyens à la SEML : la prospective intègre les estimations liées aux seuls projets en cours de développement par la SEML. Il convient de préciser que ce montant comprend les refacturations convenues dans le cadre de la convention de mise à disposition de moyens entre le SICECO et la SEML.

Pour information, le niveau élevé de la ligne « autres » en 2023 et 2024 est lié à la refacturation des appuis communs pour les communications électroniques. Celle-ci est ponctuelle pour 220 000 € environ.

- *Fiscalité indirecte*

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Fiscalité indirecte	9 134 019	7 168 696	7 071 503	7 142 218	7 213 640

Cette ligne budgétaire comprend la perception de la taxe communale sur la consommation finale d'électricité.

L'hypothèse retenue pour la prospective reprend les informations communiquées par la FNCCR qui évoque pour le calcul de la TCFE 2025 un indice des prix à la consommation de +1.8% mais une baisse des consommations électriques au niveau national de 3.1% soit au final une perte pour le SICECO de l'ordre de 100 000 € entre 2024 et 2025. Il convient de préciser que la Préfecture ne communiquera au SICECO la notification TCFE 2025 que vers la fin de l'année.

Compte tenu des incertitudes sur la situation économique française et le niveau des consommations électriques qui ne repart pas à la hausse, il est prévu une hausse limitée de 1% par an à compter de 2026.

Pour mémoire, le montant élevé retenu pour l'année 2023 s'explique par l'effet d'aubaine causé par la mise en place de la réforme de la TCCFE qui a annualisé la perception de cette recette. Au cours de l'exercice 2023 le SICECO a en outre continué de percevoir la taxe relative au 4^{ème} trimestre 2022.

- *Dotations et participations*

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Dotations et participations	1 881 557	1 882 148	1 553 022	1 607 400	1 458 900

Cette ligne budgétaire comprend les recettes (participations et subventions) pour les sinistres et la maintenance de l'éclairage public et de la signalisation tricolore, les diagnostics énergétiques du patrimoine bâti, également les participations des EPCI pour les PCAET (Plans Climat Air-Energie-Climat Territoriaux) ainsi que les refacturations au groupement d'achat d'énergies et autres cotisations.

Compte tenu des incertitudes budgétaires actuelles et la baisse à venir sur les financements externes, le maintien des services proposés implique une hausse des participations demandées.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Participation du SICECO à hauteur de 25 % TTC de la maintenance de l'éclairage public. Pour mémoire, le SICECO procède au paiement des dépenses de maintenance en année N et refacture ces dernières aux adhérents en N+1. La nécessité de diminuer les dépenses globales de fonctionnement conduit le SICECO à revenir au taux mis en œuvre jusqu'en 2014,
- Suppression des recettes liées à la perception du FCTVA pour les dépenses liées aux charges de fonctionnement conformément aux dispositions du PLF pour 2026, et donc refacturation des sinistres en éclairage public à hauteur de 100 % du TTC.
- Hausse des recettes liées aux services proposés par le service énergie (CEP, SME...) à hauteur de 75 000 € par an environ,

- Un subventionnement des études liées aux énergies renouvelables en fonction du volume d'études prévu. Compte tenu du désengagement des autres financeurs et des économies potentielles liées aux études engagées (économies sur les consommations notamment), il sera proposé au Comité d'augmenter le taux de refacturation du coût des études à 60% du coûts TTC et à 70% pour les études relatives à la GTB,

- *Redevances versées par le concessionnaire*

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Redevances versées par le concessionnaire	1 918 344	1 874 536	1 793 063	1 817 227	1 841 730

Cette ligne budgétaire comprend la perception des redevances versées par les fermiers et les concessionnaires ainsi que le versement de la redevance financière liée à la convention de partenariat avec Enedis.

Les hypothèses retenues pour la prospective sont :

- R1 gaz : 95 950 € en 2025 avec hausse de 1 % par an. En 2028 le regroupement des contrats de concession devrait engendrer une hausse significative de cette recette,
- R1 électricité : 367 579 € en 2025 puis hausse de 1 % par an,
- R2 électricité : la prospective ne prévoit pas de recette R2 jusqu'en 2032 (date de signature du nouveau contrat de concession). Pour information, le niveau de R2 perçu en 2025 a été nul,
- Redevance financière liée à la convention de partenariat : 1 301 879 € en 2025 puis hausse de 1% par an puis fin en 2028.

Il convient de préciser que pour le contrat de concession avec ENEDIS, la prospective intègre l'hypothèse du renouvellement du contrat en 2032 avec donc la perte des recettes corrélatives sur le R1 et le R2 durant les années 2029-2030 et 2031.

- *Autres recettes d'exploitation*

Ce poste regroupe les dépenses particulières non affectées dans les items précédents.

Les hypothèses retenues pour la prospective sont :

- Une recette moyenne de 42 000 € environ de recettes exceptionnelles,
- Un montant de cession de CEE de l'ordre de 300 000 € par an environ,
- Les reprises de provision liées au contrat de concession en 2029 pour 4 000 000 €.

2. Dépenses réelles de fonctionnement

Au regard des hypothèses retenues, le montant total des dépenses réelles de fonctionnement devrait être le suivant :

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Dépenses réelles de fonctionnement	8 541 061	8 643 824	8 209 686	8 704 057	8 444 953

La déclinaison des dépenses figure à l'annexe n° 2 et est la suivante :

- Charges à caractère général

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Charges à caractère général	2 371 464	2 365 406	2 150 000	2 325 000	2 371 500

Cette ligne budgétaire comprend l'ensemble des dépenses liées au fonctionnement du bâtiment du SICECO (fluides, maintenance...), les contrôles de conformité de l'éclairage public, toutes les études non suivies de travaux, les diagnostics énergétiques du patrimoine bâti des adhérents, les Plans-Climat-Air Energie territoriaux...

Concernant la maintenance de l'éclairage public, une baisse progressive des coûts est prévue dans la prospective.

Pour les années 2026 et suivantes, une hausse annuelle de l'ordre de 2 % a été retenue.

Enfin, la prospective prévoit la participation du SICECO à l'élaboration du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) à hauteur de 125 000 € en 2026 et en 2027 suite à la sollicitation du Conseil Départemental.

Le PCRS correspond à une représentation topographique du territoire en deux dimensions. Il s'agit d'un fond de plan numérique unique constitué de données structurées et normalisées. Il ne prend pas en compte tous les éléments du territoire : il se focalise uniquement sur l'espace public, excluant ainsi les propriétés privées.

Il vise à :

- Améliorer la précision du repérage des réseaux, et ainsi prévenir les risques d'accidents,
- Partager un fond de plan unique, fiable et normalisé (procédures DT/DICT)
- Mutualiser les coûts de collecte des informations pour chacun des acteurs,
- Optimiser les échanges entre les acteurs (collectivités, exploitants de réseaux, maîtres d'ouvrages, entreprises de travaux).

Son coût global est estimé à 1,3 M€.

- Les charges de personnel

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Charges de personnel	2 359 898	2 585 574	2 696 000	2 975 000	3 016 375

Cette ligne budgétaire comprend l'ensemble des dépenses brutes liées à la masse salariale du personnel affecté au SICECO.

Les hypothèses retenues pour la prospective sont :

- Valorisation du chapitre 012 au regard de la réalisation du tableau des effectifs (100 % des postes ouverts pourvus au 1^{er} janvier 2026),
- Mise en place d'un GVT à 2.5 %,
- Prise en compte de la hausse des cotisations patronales prévues dans le projet de Loi de financement de la sécurité sociale (22 000 € en plus pour l'année 2026 par rapport à 2025),

En ce qui concerne la gestion des ressources humaines à proprement parler, les principaux éléments relatifs à la masse salariale sont les suivants :

Structure des effectifs du Syndicat :

	FONCTIONNAIRES	CONTRACTUELS SUR POSTE PERMANENT OUVERT AU TABLEAU DES EFFECTIFS	CONTRACTUELS SUR POSTE NON PERMANENTS (BESOINS TEMPORAIRES - PUBLICS/PRIVÉS)	TOTAL
EN NOMBRE	24	22	1	47
EN ETP	24	22	1	47

Si les entités publiques doivent privilégier les emplois statutaires, la part des personnels contractuels s'explique en raison de l'intervention du SICECO dans le domaine des réseaux électriques et de la transition énergétique avec une part importante d'emplois techniques par rapport aux emplois administratifs. En outre, ce recours aux emplois contractuels est lié à la difficulté de recruter des personnels spécialisés issus des concours de la fonction publique dans ces domaines liés aux réseaux et en particulier à l'énergie.

En ce qui concerne les détachements, 1 agent est actuellement en détachement au sein de services de l'État (Ministère de l'Enseignement Supérieur).

En cas de non-recrutement d'un agent dans son établissement d'accueil, il bénéficie d'un droit à réintégration sur un poste vacant correspondant à son grade au SICECO.

Si la réintégration n'est pas possible il demeure en surnombre 1 an puis est ensuite pris en charge par le Centre de gestion. En tout état de cause le SICECO devra participer au paiement de tout ou partie de la rémunération de cet agent.

Répartition par filière et par statut :

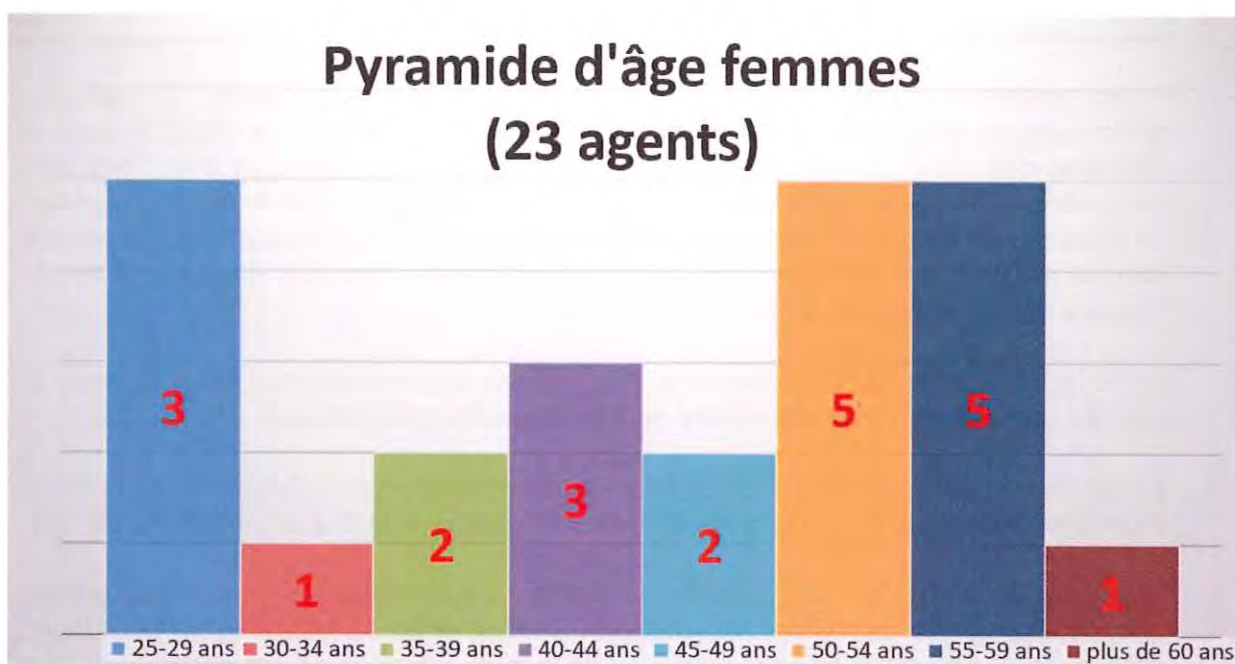
Filière	Statut : Fonctionnaires	Statut : Contractuels de droit public	En nombre	En ETP
ADMINISTRATIVE	15	3	18	18
TECHNIQUE	9	20	29	29
TOTAL	24	23	47	47

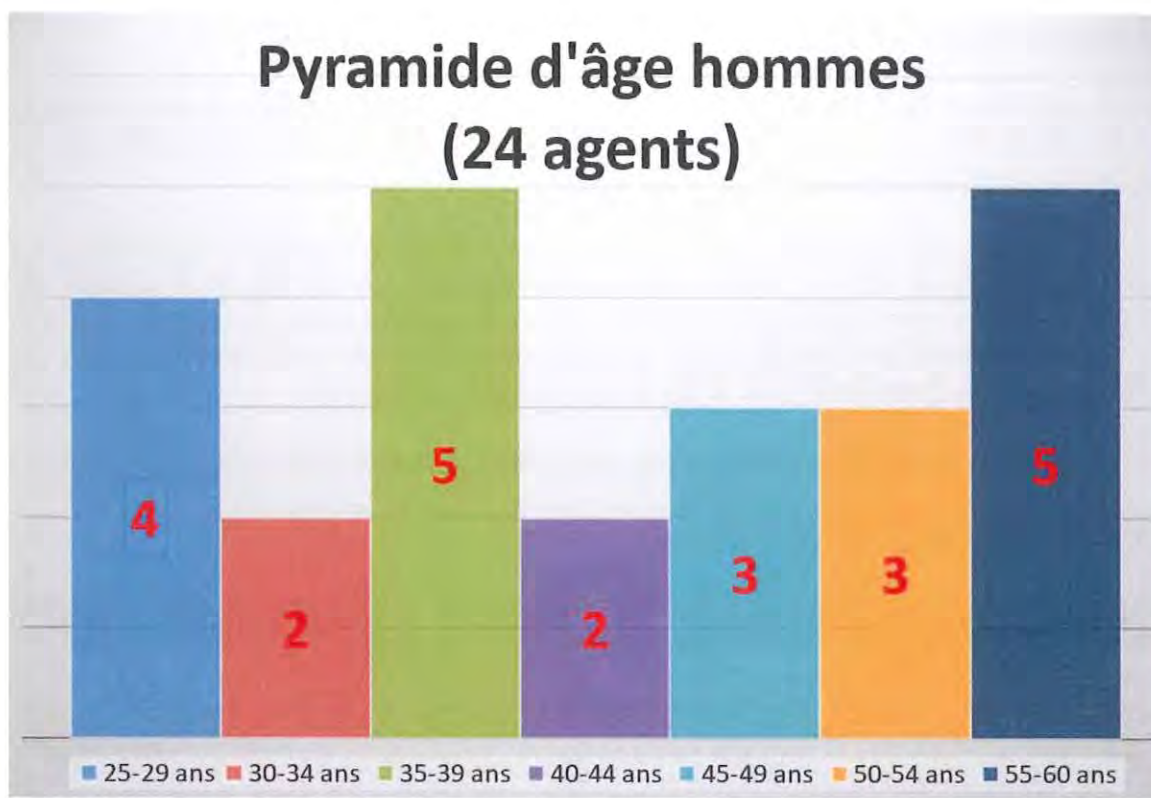
Répartition par catégorie :

FONCTIONNAIRES ET CONTRACTUELS DE DROIT PUBLIC	EN NOMBRE	EN ETP
CATEGORIE A	17	17
CATEGORIE B	17	17
CATEGORIE C	13	13
TOTAL	47	47

Pyramide des âges :

Tous personnels confondus (titulaire, contractuels permanents et contractuels non permanents) :





Déclinaison des dépenses de personnel hors cotisations patronales (données 2024) :

Arrondi à l'Euro	Titulaires	Contractuels	Apprenti	Stagiaire	Total
Salaire	646 466	475 677	0	5 868	1 128 012
Supplément familial de traitement	10 147	5 999	0	0	16 146
Régime indemnitaire	181 552	146 808	0	0	328 360
Prime annuelle	103 241	87 567	0	0	190 808
Compensation contribution sociale généralisée	8 219	1 420	0	0	9 639
Nouvelle bonification indiciaire	3 808	0	0	0	3 808
Astreinte	4 437	1 935	0	0	6 371
Heures supplémentaires	135	20	0	0	156
GIPA	2 333	120	0	0	2 452
Indemnité de fin de contrat	0	3 092	0	0	3 092
Remboursement transport	578	685	0	0	1 263
Forfait mobilité durable	300	900	0	0	1 200
Total	961 216	724 223	0	5 868	1 691 307

Éléments réglementaires à prendre en compte en 2025 :

- Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) prenant en considération la hausse de la masse salariale du fait des avancements d'échelons et de grades, ou de la promotion interne ;
- Hausse des cotisations patronales au titre des contributions à la CNRACL. En effet, dans son projet de loi de financement de la sécurité sociale, le Gouvernement prévoit une hausse de 4 points des cotisations patronales des employeurs territoriaux pour combler le déficit de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL).
- Mise en place de la participation employeur à la mutuelle santé des agents.

Évolution des avantages en nature :

Depuis le 1^{er} janvier 2024, la carte Pass restaurant a été mise en place (anciens tickets restaurant ou chèques déjeuner) dans les services du SICECO.

Il s'ajoute à l'adhésion au Comité d'Action Sociale de la Ville de Dijon (CAS), organisme permettant d'obtenir des primes et avantages au bénéfice des agents (21 000 € par an environ).

Enfin, depuis le 1^{er} janvier 2025 sera mise en place la Protection Complémentaire de Santé (PCS) relative à la garantie maintien de salaire/invalidité (prévoyance) avec une participation employeur fixée à 7 € brut mensuel par agent. En 2025 aucun agent n'a présenté de contrat labellisé pour demander à bénéficier de cette participation. Le SICECO a décidé de souscrire au contrat proposé par le CDG 21 à compter du 1^{er} janvier 2026.

Durée de travail effective au SICECO :

Le temps de travail annuel des agents est fixé à 1 607 heures, les agents effectuant 36 heures de travail hebdomadaire sur 4 jour ½ avec en contrepartie l'obtention de 5 jours de repos ARTT.

En ce qui concerne l'organisation du travail, le SICECO a formalisé la mise en place du télétravail en 2021.

Évolution prévisionnelle des effectifs :

En ce qui concerne **les départs à la retraite**, ils pourraient être les suivants (selon les modalités en cours concernant la mise en œuvre du nouveau régime des retraites et les décisions des agents) :

DATE PREVISIONNELLE)	PROJECTIONS DES DEPARTS EVENTUELS	MOTIFS	CONSEQUENCES
2026	0	/	/
2027	1	Retraite	A déterminer
2028	0	/	/
2029	0	/	/
2030	2	Retraite	A déterminer
2031	5	Retraite	A déterminer
2032	0	/	/

Au niveau de l'évolution des effectifs hors retraites, le tableau des effectifs pourrait évoluer de la manière suivante :

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Technicien Gestion Technique des Bâtiments	+1 ETP						
CEP		-1 ETP	-2ETP				
Technicien Réseaux (retraite)					-1 ETP		
Total Tableau des Effectifs	48	47	45	45	44	44	44

Le tableau des effectifs sera adapté au niveau des recrutements, des remplacements des départs à la retraite et des renouvellements des CDD.

Les évolutions prévues sont liées à une possible stagnation voire baisse de la mission CEP et à la fin de certains financements sur des postes en contrats déterminés.

Compte tenu des besoins des adhérents, l'ensemble des modalités de financement des postes ouverts au SICECO sera étudié en 2026 (hausse du prix des services, participations extérieures...) afin de garantir une bonne adéquation des besoins, des moyens affectés et du financement de ceux-ci. L'ensemble des missions du SICECO feront l'objet de cette réflexion.

Il convient de préciser que certaines dépenses de personnel font l'objet soit de refacturation (SEML, régie chaleur, budget IRVE), soit de subventionnement. Le

tableau ci-dessous dresse l'inventaire de l'ensemble des recettes liées à la masse salariale qui pourrait être perçu au cours de l'exercice :

	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Total subventions en €	264 110 €	167 108 €	129 999 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total refacturations en €	253 176 €	272 996 €	280 515 €	280 515 €	280 515 €	280 515 €	280 515 €

- **Les autres charges de gestion courante**

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Autres charges de gestion courante	1 509 361	1 730 888	1 317 077	1 391 233	1 083 705

Cette ligne budgétaire comprend le reversement de la RODP aux communes sur les réseaux gérés pour leur compte par le SICECO, les indemnités des élus, les subventions aux associations ainsi que les études liées aux chaufferies-bois et aux énergies renouvelables (méthanisation...).

Les autres charges de gestion courante se déclinent principalement ainsi :

- Le développement des études liées à la transition énergétique en lien avec les programmes d'investissement du SICECO mis en œuvre au profit de ses adhérents. La prospective prévoit l'ouverture des enveloppes annuelles moyennes suivantes :
 - o 257 000 €/an pour les études énergétiques dans les bâtiments (180 000 €), le remplacement des chaufferies fioul (57 000 €) et l'accompagnement au commissionnement (20 000 €),
 - o 35 000 €/an pour les études GTB,
 - o 12 000 €/an pour des études de faisabilité pour des chaufferies bois.
- La participation du budget principal au budget annexe IRVE (environ 70 000 €) jusqu'en 2026. A compter de 2027 la gestion des bornes de recharge sur le territoire du SICECO devrait être assurée selon d'autres modalités qui restent à définir.
- Malgré le projet de suppression du bénéfice du FCTVA pour charges, les dépenses informatiques dites « en nuage » sont laissées sur ce compte afin d'en faciliter le suivi pluriannuel. La prospective intègre la fin du remplacement du logiciel Syndelec en 2026, la migration du logiciel Smartgeo et le changement du logiciel comptable (Finances et Ressources Humaines).

- **Les charges financières (cf. Point II L'ÉTAT DE LA DETTE)**

	CA 2023	Ca 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Charges financières	44 026	40 035	35 921	32 059	29 178

- **Les autres reversements**

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Autres reversements	1 946 129	1 322 529	1 328 028	1 341 308	1 354 721

Cette ligne budgétaire comprend le reversement TCFE aux communes urbaines. La prospective reprend les mêmes hypothèses que pour la perception de la taxe.

- *Les autres dépenses de fonctionnement*

Cette partie regroupe l'ensemble des autres dépenses de fonctionnement.

L'hypothèse retenue pour la prospective est un niveau moyen de reversement de CEE aux communes estimé à 40 000 € par an.

La prospective intègre la constitution de provisions pour risque et charge dans le cadre du renouvellement du contrat de concession de distribution publique d'électricité dans l'hypothèse où le SICECO devrait partir au contentieux compte tenu des désaccords sur la valorisation comptable de la concession électrique par le concessionnaire et sur la renégociation de la convention de partenariat.

L'objectif est de constituer à horizon 2028 une provision de l'ordre de 4 000 000 € représentant 3 ans de recettes liées aux redevances R1, R2 et Article 8.

Le scénario actuel prévoit le renouvellement du contrat de concession en 2032. Dans cette hypothèse la provision est récupérée intégralement en 2029.

3. Recettes réelles d'investissement

En ce qui concerne les recettes réelles d'investissement, il est important de préciser qu'outre les ouvertures des crédits pour le programme budgétaire 2026, les montants inscrits dans ce DOB intègrent les restes à réaliser de 2025.

L'annexe n° 3 précise la ventilation des crédits 2026 entre le budget primitif 2026 et les restes à réaliser 2025.

Au regard des hypothèses retenues, le montant total des recettes réelles d'investissement devrait être le suivant :

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Recettes réelles d'investissement	9 606 355	10 119 454	9 786 816	13 257 428	10 558 889

La déclinaison des recettes figure à l'annexe n° 3 et est la suivante :

- **Fonds de compensation de la TVA :**

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
FCTVA	1 139 644	1 091 774	1 250 000	1 013 569	1 525 427

Cette ligne budgétaire comprend la récupération du montant de TVA payé par le SICECO notamment pour les travaux d'éclairage public payés en N-1.

L'hypothèse retenue pour la prospective a été calculée à partir des travaux éligibles aux FCTVA.

- **Emprunts (cf. Point II L'ÉTAT DE LA DETTE) :**

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Emprunts	0	0	0	0	1 650 000

Cette ligne budgétaire comprend les emprunts souscrits au cours de l'année sur le budget principal. La prospective 2026-2032 prévoit un 1^{er} emprunt en 2027 pour un montant de 1 650 000 €.

A horizon 2032, l'état de la dette prévoit un volume global d'emprunts à souscrire de 9 550 000 €.

Pour mémoire, l'année dernière la prospective prévoyait un besoin de financement de l'ordre de 6 000 000 €.

Cet écart s'explique par :

- L'actualisation des hypothèses relatives à la TCFE : En effet, la prospective de l'année dernière, fondée sur les données RTE prévoyait une hausse de la TCFE de 3% en 2025 puis une hausse régulière de +1.5% par an. Finalement l'année 2025 sera marquée par une baisse de la TCFE en raison d'une contraction des consommations (données FNCCR). La prospective pour 2026 intègre cette baisse et limite ensuite la hausse à 1% par an. Ces éléments représentent une baisse cumulée de 2 258 913 € par rapport aux hypothèses de l'année dernière.
- La prospective précédente prévoyait une signature du nouveau contrat de concession en 2029 avec les recettes de R1 et de R2 associées. A ce jour, le contentieux avec ENEDIS étant toujours en cours les hypothèses pour le DOB de cette année prévoient une signature en 2032 et donc aucune recette en 2029, 2030 et 2031 soit une perte de ressources de 1 909 028 €.
- Cette année, les hypothèses intègrent la construction d'une ombrière photovoltaïque sur le parking du SICECO pour un coût estimé à 100 000.

L'écart entre la prospective 2025-2031 et celle de 2026-2032 est donc au total de 4 267 941 €.

- **Subventions et participations :**

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Subventions et participations	7 538 132	8 182 693	7 523 843	10 952 642	6 508 462

Cette ligne budgétaire comprend notamment les subventions obtenues au titre du FACÉ, de l'article 8, du dispositif PCT (Part Couverte par le Tarif), la participation des communes et des EPCI aux travaux ainsi que les remboursements de TVA par le concessionnaire ENEDIS.

Pour faciliter la lecture des flux financiers, Les recettes inscrites en année N sont calculées sur la base des travaux réalisés en N. Ainsi les recettes de 2026 sont liées aux travaux prévus en 2026.

En ce qui concerne les restes à réaliser, l'intégralité des RAR relatifs aux travaux sur les réseaux ou pour l'éclairage public sont imputés sur 2026. En revanche les RAR relatifs aux AAP « rénovation bâti » sont répartis sur 3 ans (2026, 2027 et 2028).

Les hypothèses retenues pour la prospective sont les suivantes :

- Participation des communes calculée en fonction des prévisions de travaux et des taux de financements. En ce qui concerne ces derniers, la prospective intègre les modalités suivantes :
 - Enfouissement : maintien des 2 programmes financés à 80 % et à 60 %,
 - Éclairage public : maintien des taux maximum de subventionnement de 50 % pour la rénovation et de 30 % pour les extensions,
- L'évolution du FACE a été calculée en fonction des variations prévisibles des différents programmes éligibles, mais sans visibilité car le FACE dépend désormais du niveau de TCCFE et donc du budget annuel de l'Etat,
- Le montant des remboursements de TVA est calculé en fonction des travaux effectués sur le réseau électrique.

- *Remontée de dividendes de la SEML Côte-d'Or Énergies :*

Il n'y a pas de dividendes prévus sur la période étudiée,

4. Dépenses réelles d'investissement

En ce qui concerne les dépenses réelles d'investissement, il est important de préciser qu'outre les ouvertures des crédits pour le programme budgétaire 2026, les montants inscrits dans ce DOB intègrent les restes à réaliser de 2025.

L'annexe n° 4 précise la ventilation des crédits 2026 entre le budget primitif 2026 et les restes à réaliser 2025.

Au regard des hypothèses retenues, le montant total des dépenses réelles d'investissement devrait être le suivant :

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Dépenses réelles d'investissement	13 476 819	16 666 800	14 011 657	21 588 730	13 688 446

La déclinaison des dépenses figure à l'annexe 4 et comprend :

- Les investissements SICECO

Cette ligne budgétaire comprend les investissements relatifs au réseau électrique (renforcement, sécurisation, extension, dissimulation...), à l'éclairage public, au réseau gaz, aux infrastructures de recharge de véhicules électriques et au déploiement des fourreaux de communications électroniques.

De plus, elle prend en compte les aides à l'investissement relatives à la rénovation des bâtiments ainsi que tous les autres programmes en faveur de la transition énergétique.

Les hypothèses retenues pour la prospective se traduisent par :

- Une diminution progressive des crédits alloués aux travaux d'éclairage public subventionnés (4 500 000 € en 2026, 3 250 000 € en 2032),
- Une baisse des enveloppes consacrées aux travaux sur les réseaux électriques (pour les dissimulations, la sécurisation, les extensions...) et de communications électroniques,
- Une diminution des crédits affectés à la transition énergétique avec une enveloppe globale incluant les différents programmes AAP (Bâtiments, chaufferies fioul, GTB, ...) pour un montant moyen annuel de 750 000 €,
- Un programme d'aide aux SIVOS de 20 000 € par an,
- Des ouvertures de crédits pour l'installation de centrales photovoltaïques en toiture sur le patrimoine des adhérents dans le cadre de programmes d'autoconsommation. L'intervention se faisant sous maîtrise d'ouvrage déléguée, l'intégralité du coût des travaux sera refacturée.

Enfin, elle comprend les investissements propres au SICECO pour ses moyens généraux. Les hypothèses retenues pour la prospective intègrent :

- Le maintien à niveau du parc automobile,
- Le renouvellement et le développement du parc informatique (ordinateurs, logiciels métiers, télétravail...),
- En 2026 une enveloppe de 100 000 € est prévue pour la construction de l'ombrière sur le parking du SICECO.

Les hypothèses retenues pour la prospective suivent les éléments définis dans la stratégie 2020-2025. L'annexe n°6 du présent rapport distingue, activité par activité, le plan pluriannuel d'investissements projeté à l'horizon 2032.

- **Les participations financières :**

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Participations financières prévues dans l'augmentation de capital	0	800 000	250 000	950 000	638 247

Cette ligne budgétaire comprend les apports du SICECO en capital ou en comptes courants d'associés dans la SEML Côte d'Or Énergies dans le cadre du déploiement des projets de cette dernière. Il n'est pas prévu de nouveau projet au-delà de ceux en instruction ou en cours de développement. Elle est intégrée dans l'annexe n°6.

Les opportunités de nouveaux projets seront examinées et budgétées au fur et à mesure en fonction des possibilités de financement.

Les versements de fonds à la SEML dans le cadre de l'exécution de son plan d'affaires sont répartis selon un cadencement adapté à l'avancement des projets.

- **Le remboursement du capital de la dette (cf. Point II L'ÉTAT DE LA DETTE) :**

	CA 2023	CA Prév° 2024	Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Remboursement du capital des emprunts	428 046	431 096	434 202	397 312	385 958

- **Les autres dépenses d'investissement (opérations pour comptes de tiers et remboursements sur travaux notamment) :**

	CA 2023	CA 2024	CA Prév° 2025	Prév° 2026	Prév° 2027
Autres dépenses d'investissement	61 508	42 835	0	0	0

II. L'ÉTAT DE LA DETTE

Les principales informations relatives à l'état de la dette sont précisées dans l'annexe n°7 du présent débat d'orientation budgétaire.

- Niveau d'endettement du Syndicat :

Au 31 décembre 2024, l'en-cours de la dette du budget général était de 4 747 944 €.

Au 31 décembre 2025, il devrait être de 4 313 742 €.

Pour mémoire, cet en-cours est essentiellement lié à la souscription des emprunts destinés à financer les travaux d'éclairage public au profit des adhérents (programmes 2020-2021 et 2022).

- Principales caractéristiques de l'encours de dette du Syndicat :

Score GISSLER :

La classification Gissler classe les emprunts en fonction d'une échelle de risque allant de 1A (emprunts ne comportant aucun risque) à 6F/ « hors charte » (emprunts à risque élevé). Au regard de cette classification, l'en-cours de dette du Syndicat au 31 décembre 2025 serait composé d'emprunts classés intégralement en 1A, le SICECO n'ayant souscrit aucun emprunt structuré.

Répartition taux fixe/variable :

Budget général :

L'en-cours de la dette est constitué d'emprunts à taux fixe représentant à 100 % de l'en-cours :

- L'emprunt à taux fixe pour le siège du SICECO dispose d'un TEG à 2,60 % et sera intégralement remboursé le 7 mars 2026.
- L'emprunt à taux fixe souscrit en 2020 pour l'éclairage public dispose d'un TEG à 0,31 %.
- L'emprunt à taux fixe souscrit en 2021 pour l'éclairage public dispose d'un TEG à 0,55 %.
- L'emprunt à taux fixe souscrit en 2022 pour l'éclairage public dispose d'un TEG à 1 %.
- L'emprunt à taux fixe souscrit en 2022 pour les travaux de rénovation du siège du SICECO dispose d'un TEG à 1.74%.

Répartition par prêteur au 30/10/2025 (hors emprunt en cours de souscription)

Etablissement bancaire	Budget général
Banque populaire	0.6 %
Crédit agricole	12.4 %
Crédit foncier de France	24.7 %
Crédit mutuel	31.0 %
CA corporate and investment bank	31.30 %
Total budget général	100 %

Budget régie chaleur :

Au 31 décembre 2025 l'en-cours de la dette sur le budget Régie Côte d'Or chaleur serait de 2 007 739,34 €.

Il est constitué à 100 % d'emprunts à taux fixe. Les emprunts souscrits sont les suivants :

Pour le réseau de chaleur de Fontaine Française :

- Un emprunt de 760 000 € sur 20 ans à taux fixe (TEG 0.32 %) à la Banque Populaire,
- Un emprunt de 900 000 € sur 4 ans à taux fixe (TEG 0,68 %) à la Société de Financement Local souscrit le temps de percevoir les subventions obtenues dans le cadre de la réalisation de réseau de chaleur. Ce prêt relais devra être remboursé avant le 31 juillet 2026.

Pour le réseau de chaleur de Bligny-sur-Ouche :

- Un emprunt de 250 000 € sur 20 ans à taux fixe (TEG 1,55 %),

Pour le réseau de chaleur de Saulieu :

- Un emprunt de 427 900 € sur 20 ans à taux fixe (TEG 0,66 %),

Répartition par prêteur au 31/12/2025 (hors emprunt en cours de souscription)

Etablissement bancaire	Budget général
Banque populaire	60.0 %
SFIL CAFFIL	31.2 %
Crédit mutuel	8.8 %
Total budget général	100 %

La prospective retenue dans le présent rapport intègre la réalisation de 4 nouveaux réseaux de chaleur à horizon 2032 en plus de ceux déjà en activité. Le niveau des emprunts à réaliser (en fonction de la taille des réseaux) est estimé à 3 000 000 € sur la base de contrat long terme sur 20 ans avec un taux d'intérêt à 4 %.

Il convient de préciser toutefois que certains réseaux de chaleur étant éligibles au CEE « coup de pouce », il pourrait être privilégier le recours à des emprunts court terme pour l'ensemble des coûts de construction afin de ne pas avoir à payer de pénalités de remboursement anticipé si le montant final des CEE perçu permet de financer l'ensemble des investissements.

L'ensemble de ces éléments a été intégré dans l'annexe relative à l'état de la dette du présent rapport.

Gestion de la trésorerie

À ce jour, le Syndicat ne dispose pas d'une ligne de trésorerie. En fonction des volumes financiers à engager par le Syndicat, une ligne de trésorerie sera éventuellement ouverte et mobilisée en cas de besoin.

Prospective budget principal

Comme cela a déjà été évoqué précédemment, les orientations budgétaires présentées dans le présent rapport visent à poursuivre un niveau d'investissement élevé dans les activités dites historiques (même si une baisse de l'éclairage public est à noter) tout en mobilisant les ressources financières du SICECO afin d'accélérer les politiques en faveur de la transition énergétique.

Afin d'atteindre ces objectifs, le recours à l'emprunt est nécessaire :

- à hauteur de 9 550 000 € pour le budget principal,
- à hauteur de 3 000 000 € pour le budget annexe Côte d'Or chaleur (les prêts relais ne sont pas pris en compte dans la prospective puisqu'ils sont destinés à couvrir les délais de perception des subventions).

Dans ce scénario l'encours de la dette pour le SICECO sera au 31 décembre 2032 de :

- 9 531 059 € sur le budget principal,
- 2 947 624 € sur le budget annexe Côte d'Or chaleur.

Les hypothèses de recours à l'emprunt ont été faites sur la base d'un taux de 3% qui sera peut-être amené à être revu à la hausse en fonction de l'évolution des taux.

De plus la durée de remboursement est fixée à 15 ans. Il sera nécessaire d'étudier adurée de remboursement des emprunts notamment pour les projets de la SEML qui eux sont amortis sur une durée de 20 à 25 ans.

III. POINT RELATIF À LA SEML CÔTE-D'OR ÉNERGIES :

Le SICECO a participé à deux augmentations de capital de la SEML en 2019 et 2025 portant sa participation dans le capital de celle-ci à 3 850 000 €.

Les projets en cours de développement sont détaillés au point A. / 2. / 2.4 du présent document. Ils découlent du plan d'affaires validé par le Conseil d'Administration de la SEML Côte d'Or Énergies, dans lequel le SICECO est actionnaire majoritaire.

Les sommes inscrites à l'annexe n°6 restent conformes aux éléments validés dans les précédents débats d'orientation budgétaire présentés aux Comités syndicaux. Elles serviront sur la période 2026-2032 aux apports en capitaux par le SICECO dans le cadre de l'augmentation de capital nécessaires à la réalisation des projets en cours de développement.

La prospective intègre la participation du SICECO à 2 augmentations de capital :

- Une de 5 600 000 € (dont participation du SICECO de 2 700 000 €) pour couvrir les besoins nécessaires à la réalisation des projets ENR sur le cycle 2025 - 2027),
- Une estimée à 9 500 000 € (dont participation du SICECO de 4 361 079 € prévus dans la prospective) pour la construction des ENR du cycle 2028-2032 avec notamment la construction du projet éolien de l'Orée-des-Bois.

IV. POINT RELATIF AUX BUDGETS ANNEXES :

➤ Budget de la régie « Côte d'or Chaleur » :

En ce qui concerne 2025, l'exercice budgétaire a été marquée par :

- La sixième année complète de production du réseau de chaleur de Bligny-sur-Ouche,
- La cinquième année complète de production du réseau de chaleur de Saulieu,
- La deuxième année complète de production du réseau de chaleur de Fontaine-Française,
- De l'étude de quatre nouveaux projets sur les communes d'Arnay-le-Duc (dont la décision finale sur la construction a été prise en 2025) et de Pouilly-en-Auxois, Saulieu et Précy-sous-Thil (objectif : décision finale sur la construction en 2026-2027).

La réalisation de ces projets en cas de faisabilité technique et économique nécessitera la mobilisation d'emprunts pour la réalisation effective des travaux. Comme pour les autres réseaux de chaleur, la souscription des emprunts serait alors réalisée de la manière suivante :

- Souscription d'un prêt sur 20 ans calculé sur la durée d'amortissement du réseau de chaleur,
- Souscription d'un prêt relais sur 3-4 ans dans l'attente du versement des subventions liées à la réalisation des réseaux de chaleur.

Dans l'hypothèse où les réseaux de chaleur seraient éligibles aux CEE « coup de pouce », il serait privilégié le recours à un prêt relais pour couvrir l'intégralité des coûts de construction. En effet le montant de ces CEE « coup de pouce » permettrait de couvrir la quasi-intégralité des besoins de financement long terme.

L'annexe n°7 détaille l'évolution de l'en-cours de la dette du budget annexe liée à la réalisation de 9 projets supplémentaires à horizon 2032.

➤ *Infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) :*

La mise à disposition du public d'un service de recharge de véhicules électriques est définie comme un service public industriel et commercial qui doit être identifié dans un budget annexe propre et répondant à des exigences comptables et réglementaires propres (instructions comptables spécifiques, autonomie budgétaire et financière, application éventuelle de la TVA, ...).

Un budget annexe a été mis en place en 2021. Compte tenu du caractère déficitaire de ce budget annexe, un abondement via une subvention d'équilibre sera réalisé à partir du budget principal du SICECO à hauteur de 70 000 € environ en 2025. La prospective intègre une inflation de 2 % par an jusqu'en 2026.

Le SICECO a engagé une réflexion sur le mode de gestion le plus adéquat dès 2027 pour réduire fortement voire annuler la charge de ce service porté désormais très majoritairement par l'initiative privée.

D) Stratégie de communication associée à la mise en œuvre des objectifs fixés par le SICECO dans le cadre du présent débat d'orientation budgétaire :

Dans le contexte de crise actuel (coût de l'énergie et des matériaux, contraintes sur les ressources des adhérents...), la mise en œuvre des politiques décidées par le Comité syndical devra être accompagnée d'actions de communication fortes.

1. Le SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, le service public de l'énergie en Côte-d'Or

En raison de son emprise territoriale et de sa spécialisation, le SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, dispose de compétences techniques pointues. Il est le garant des évolutions indispensables dans le domaine de l'énergie. Pour les adhérents, il est un véritable « bureau d'études » qui se doit de poursuivre le développement de ses missions, en leur faveur, pour accélérer la lutte contre le réchauffement climatique dont la menace est réelle, confirmée, sous-estimée, très impactante avec un risque sérieux de dérive non maîtrisée.

Plus que jamais, le SICECO doit, au travers sa communication, affirmer sa position d'opérateur de la transition énergétique, d'acteur incontournable et d'expert de l'énergie en Côte-d'Or, au service des élus et des usagers (particuliers ou professionnels). Il doit démontrer son rôle de terrain.

2. La communication pour informer et créer du lien

En 2026, le SICECO poursuivra, aux côtés de ses outils traditionnels (rapport d'activité, cahier pratiques, ...) le développement de ses outils numériques (site internet, espace adhérents, lettre d'information, réseaux sociaux).

De nouveaux outils doivent être imaginés afin d'informer, de vulgariser et de créer du lien envers les adhérents :

- Organisation de matinées sur des sujets précis dans l'objectif de ne pas surcharger les autres rendez-vous phare du SICECO (réunion de CLE, AG, ...) avec l'éventuelle invitation d'un expert/regard extérieur au SICECO
- Développement de l'outil vidéo : créations de vidéos courtes et engageantes sur des sujets clé, vidéo d'étapes sur un projet, ...
- Développement d'une communication par l'image et par l'infographie

En cette année d'élection et de renouvellement des élus, il est important de réexpliquer le rôle du SICECO et des délégués que les adhérents devront désigner. Il est important aussi que ces derniers prennent possession de leur rôle. Une partie de la communication ciblera ce public en particulier. Il faudra aussi informer et former les nouveaux élus avec un travail de vulgarisation et de formation.

3. La communication pour valoriser l'action publique du SICECO

En 2026, la stratégie de communication du SICECO permettra :

- De présenter et d'expliquer les nouvelles modalités financières, les nouvelles modalités des marchés publics, les nouvelles modalités techniques (nouvelle doctrine d'éclairage publique par exemple). Elle permettra d'expliquer les décisions prises par le Comité. La communication accompagne l'élaboration et la diffusion de ces nouveautés grâce à des outils spécifiques
 - o Cahiers pratiques
 - o Articles internet/lettre info/réseaux sociaux
- D'accompagner les adhérents dans l'accélération de la transition énergétique étant donné l'urgence à agir pour lutter contre le réchauffement climatique, sortir des énergies fossiles et produire nos ressources localement :
 - o Développement de cahiers pratiques
 - o Développement de vidéo présentation services/témoignages/success story/étapes de projets
- D'informer : en tant que service public de l'énergie, le SICECO doit informer au travers de ses outils de communication traditionnels mais aussi à l'aide d'outils originaux :
 - o Matinale ou conférence sur des sujets précis ou large (le changement climatique par exemple et les moyens à disposition des adhérents pour y faire face, retour d'expériences...)
 - o Articles site internet
- De soutenir les initiatives locales en valorisant les travaux des adhérents et les retours d'expérience originaux
 - o Témoignages et success story en vidéo/article relayés par les différents outils ou lors d'un événement
- De concerter, de mobiliser et de faire participer les adhérents, les partenaires, les habitants
 - o Lancement d'un questionnaire de satisfaction sur les informations données par le SICECO, l'organisation des réunions... Ainsi dans la lettre d'info, dépôt d'une question dont on trouve la réponse dans la prochaine lettre
- De faire évoluer les comportements en faveur de la transition énergétique
 - o Campagne d'affichage sur les écogestes dans les écoles, les mairies...
 - o Autres ?
- D'assurer la communication interne pour fédérer et sensibiliser à la transition énergétique (les agents du SICECO sont les ambassadeurs de la transition énergétique)
 - o Mail récapitulatif en interne tous les mois sur les actualités
 - o Organisation de temps de partage : focus sur un sujet particulier lors d'un petit déjeuner commun par exemple

La stratégie de communication du SICECO s'attèlera donc à consolider la position du SICECO en tant que service public de l'énergie en Côte-d'Or tout en créant le « réflexe SICECO » chez les adhérents pour toute problématique relative aux réseaux électriques, à l'énergie et à la transition énergétique.

La communication visera principalement les adhérents mais aussi leurs services (technique, administratif, secrétaire de mairie, ...), les partenaires institutionnels, les entreprises et la presse sans oublier l'usager, qui est le destinataire final des réseaux d'énergie.

Concernant les relations presse, le SICECO pourra communiquer plus abondamment ses initiatives et les initiatives de ses adhérents par :

- Des communiqués de presse
- Des conférences de presse si le sujet s'y prête

Un partenariat avec l'écho des communes sur une série d'articles liés à l'énergie est envisagé.

La communication du SICECO doit permettre aux élus, et plus largement aux citoyens, de se réapproprier les questions énergétiques d'autant plus que les moyens financiers des Syndicats d'Energies sont issus principalement de la facture d'électricité réglée par les usagers notamment la Taxe communale sur la consommation finale d'électricité et la part acheminement représentant presque 40 % de la facture.

La communication du SICECO se doit d'être plus large et d'aller au-delà de la simple mission d'information envers les adhérents. Elle doit renforcer la compréhension de la politique d'adaptation des activités du SICECO et contribuer à l'adhésion du plus grand nombre (élus, partenaires, grand public) à la remise en cause des pratiques historiques et à l'émergence de nouvelles activités. Elle doit favoriser les changements de comportements, de la part de tous les publics, en faveur d'une transition écologique véritablement et durablement solidaire.

Une communication et une consultation régulières des élus et des habitants des communes pourraient permettre une meilleure lecture des actions du SICECO et un ajustement des choix politiques répondant aux réels besoins et contraintes des citoyens et acteurs économiques des territoires. A cet effet, il faudra aussi s'interroger sur l'organisation d'Assises de l'énergie avant la fin du mandat ou dès la mise en place du nouveau afin de définir les orientations stratégiques du SICECO en termes de transition énergétique.

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251126-2-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 26-11-2025

Publication le : 27-11-2025

SICECO

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

EXERCICE 2026

ANNEXES

Annexe n°1 : PROSPECTIVE SICECO 2023-2032 RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

V5-6 RRF	Restrospective		Prospective							
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Atténuation de charges (chap 013)	127 031	74 805	264 110	167 108	129 999	0	0	0	0	0
Produits des services (chap 70)	724 683	768 495	604 815	614 385	635 548	634 422	635 791	637 174	638 570	639 981
dont LOCATIONS CONVENTIONS A	115 000	131 565	132 881	134 209	135 552	136 907	138 276	139 659	141 055	142 466
dont REFACTURATIONS HEURES SEML	166 884	194 244	214 714	216 642	176 050	179 569	179 569	179 569	179 569	179 569
dont RODP	189 000	195 000	217 000	217 000	217 000	217 000	217 000	217 000	217 000	217 000
dont Refacturation Budget Chaleur	17 558	17 758	20 220	26 534	96 946	100 946	100 946	100 946	100 946	100 946
dont Refacturation Budget IRVE	10 000	10 000	10 000	10 000	0	0	0	0	0	0
dont Autres	226 241	219 928	10 000	10 000	10 000	0	0	0	0	0
Taxe sur l'électricité (art 7351)	9 134 019	7 168 696	7 071 503	7 142 218	7 213 640	7 285 777	7 358 634	7 432 221	7 506 543	7 596 608
Participations (art 747)	1 881 557	1 882 148	1 553 022	1 579 900	1 458 900	1 521 900	1 484 400	1 394 400	1 484 400	1 446 900
dont MAINTENANCE	921 026	982 351	757 500	787 500	787 500	787 500	750 000	750 000	750 000	712 500
dont PCAET - DIAG - ETUDES ENR - FAISABILITE BOIS	395 000	328 288	288 000	351 400	292 900	265 900	265 900	265 900	265 900	265 900
dont RECETTES ENERGIE	62 500	59 000	59 522	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000
dont Refacturation groupement achat d'énergies	35 000	0	55 000	90 000	0	90 000	90 000	0	90 000	90 000
dont SINISTRES	274 000	319 435	243 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000	250 000
dont Autres	0	0	0	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000	26 000
Redevances versées par le fermier ou concessionnaire (art 757)	1 918 344	1 874 536	1 793 063	1 817 227	1 841 730	1 917 719	179 155	180 670	182 200	1 233 746
dont CONVENTION DE PARTENARIAT	1 263 684	1 282 639	1 301 879	1 321 407	1 341 228	1 361 347	0	0	0	0
dont R1 ELECTRICITE	356 627	363 940	367 579	371 255	374 968	378 717	0	0	0	700 000
dont R1 GAZ	82 313	95 000	95 950	96 910	97 879	150 000	151 500	153 015	154 545	156 091
dont R2 ELECTRICITE	215 720	101 484	0	0	0	0	0	0	0	350 000
Autres		31 473	27 655	27 655	27 655	27 655	27 655	27 655	27 655	27 655
Produits divers de gestion courante (art 758)	945 915	901 551	1 010	1 010	1 010	1 010	1 010	1 010	1 010	1 010
Produit des cessions d'immobilisations (art 775)	6 760	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Produits exceptionnels (chap 77 hors 775)	60 857	29 938	45 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000	42 000
Reprises sur provisions (chap 78 mvt réel)	0	163	0	0	0	0	4 000 000	0	0	0
Autres produits divers	0	0	465 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000
Total des recettes réelles de fonctionnement	14 799 166	13 468 827	11 797 523	11 691 348	11 622 828	11 702 828	14 000 991	9 987 475	10 154 723	11 260 249

NB: les écarts sur lignes autres sont liées au fait qu'il s'agit d'une resaisie des CA qui peut distinguer des lignes qui sont regroupées dans la prospective de plus le CA intègre des dépenses exceptionnelles ou "boîte" aux lettres que l'on ne prend pas dans la prospective, ex: CCRT/ACTEE pour les autres syndicats

Annexe n°2 : PROSPECTIVE SICECO 2023-2032 DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

V5-6 DRF	Restrospective		Prospective							
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Charges à caractère général (chap 011)	2 371 464	2 365 406	2 150 000	2 325 000	2 371 500	2 240 430	2 285 239	2 280 943	2 326 562	2 323 093
Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	2 359 898	2 585 574	2 696 000	2 975 000	3 016 375	3 003 784	3 078 879	3 100 861	3 178 372	3 257 832
Autres reversements (autres art 739)	1 946 129	1 322 529	1 328 028	1 341 308	1 354 721	1 368 269	1 381 951	1 395 771	1 409 728	1 423 826
Autres charges de gestion courante (chap 65)	1 509 361	1 730 888	1 317 077	1 391 233	1 083 705	1 042 786	1 046 940	1 051 167	1 055 468	1 059 846
dont REVERSEMENT RODP	189 000	195 000	217 520	217 520	217 520	217 520	217 520	217 520	217 520	217 520
dont SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS	20 000	30 150	35 500	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
dont Subvention incitative regroupement gaz	82 313	87 000	96 250	97 213	98 185	99 166	100 158	101 160	102 171	103 193
dont Autres	1 143	267	0	0	0	0	0	0	0	0
dont 6512 - INFORMATIQUE NUAGE	165 000	200 750	190 000	270 000	155 000	158 100	161 262	164 487	167 777	171 133
dont ELUS	80 000	91 550	97 000	109 000	109 000	109 000	109 000	109 000	109 000	109 000
dont ETUDES EEB-BOIS-FIOUL-GTB-PV	0	291 128	603 307	584 000	459 000	414 000	414 000	414 000	414 000	414 000
dont Frais de gestion groupement achat d'énergies	0	37 000	9 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
dont Participation au Déficit du Budget IRVE	90 000	68 500	68 500	68 500	0	0	0	0	0	0
dont Autres	881 906	729 543	0	0	0	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette (art 66111)	44 026	40 035	35 921	32 059	29 178	75 869	182 870	171 191	208 748	247 853
Intérêts courus non échus - ICNE (art 66112)	- 508	- 608	- 590	- 543	- 527	- 532	- 551	- 534	- 542	- 553
REVERSEMENT CEE	51 048	61 000	83 250	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Dotations aux provisions (chap 68 mvt réel)	310 163	600 000	600 000	600 000	550 000	550 000	0	0	0	0
Total des dépenses réelles de fonctionnement	8 541 061	8 543 824	8 209 866	8 704 057	8 444 953	8 320 405	8 015 329	8 039 389	8 218 336	8 351 897

NB: les écarts sur lignes autres sont liés au fait qu'il s'agit d'une resaisie des CA qui peut distinguer des lignes qui sont regroupées dans la prospective
de plus le CA intègre des dépenses exceptionnelles ou "boîte" aux lettres que l'on ne prend pas dans la prospective, ex: CCRT/ACTEE pour les autres syndicats

Annexe n°3: PROSPECTIVE SICECO RECETTES RELLES D'INVESTISSEMENT

	Restrospective		Prospective							
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
FCTVA (art 10222)	1 139 644	1 091 774	1 250 000	1 013 569	1 525 427	783 291	766 887	734 079	709 473	684 867
Subventions perçues liées au PPI (chap 13)	7 538 132	8 182 693	7 523 843	10 952 642	6 508 462	6 232 262	5 935 892	5 649 872	5 461 397	5 193 978
Autres subventions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations financières (chap 27)	894 810	840 292	1 012 973	1 291 217	875 000	816 667	766 667	716 667	691 667	658 333
Opérations pour compte de tiers en recette (chap 45)	29 615	4 695	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres recettes	4 154	- 0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Emprunts prospective (art 16 hors 166)	0	0	0	0	1 650 000	3 750 000	0	1 650 000	1 800 000	700 000
Total des recettes réelles d'investissement	9 606 355	10 119 454	9 786 816	13 257 428	10 558 889	11 582 220	7 469 446	8 760 618	8 662 537	7 237 178

Annexe n°4: PROSPECTIVE SICECO DEPENSES RELLES D'INVESTISSEMENT

2023-2032

	Retrospective		Prospective							
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Dépenses d'équipement (art 20, 21, 23 hors 204)	12 987 265	15 392 869	13 577 455	21 191 418	13 302 488	14 402 880	12 176 888	9 970 000	9 753 801	9 230 000
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	428 046	431 095	434 202	397 312	385 958	476 522	682 682	693 370	793 052	903 776
Autres investissements hors PPI	35 326	41 109	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations financières (chap 27)	0	800 000	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers en dépense (chap 45)	26 182	1 726	0	0	0	0	0	0	0	0
Capacité d'investissement résiduelle	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total des dépenses réelles d'investissement	13 476 819	16 665 800	14 011 657	21 588 730	13 688 446	14 879 402	12 859 570	10 663 370	10 546 853	10 133 776

Annexe n°5 : PROSPECTIVE SICECO SOLDES DE GESTION 2023-2032

	Rétrospective		Prospective							
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Total des recettes réelles de fonctionnement	14 799 166	13 468 827	11 797 523	11 691 348	11 622 828	11 702 828	14 000 991	9 987 475	10 154 723	11 260 245
Total des dépenses réelles de fonctionnement	8 541 061	8 643 824	8 209 686	8 704 057	8 444 953	8 320 605	8 015 329	8 039 389	8 218 336	8 351 897
Epargne de gestion	6 295 371	4 865 038	3 623 758	3 019 351	3 207 053	3 458 091	6 168 532	2 119 278	2 145 135	3 156 202
Intérêts de la dette	44 026	40 035	35 921	32 059	29 178	75 869	182 870	171 191	208 748	247 853
Epargne brute	6 251 345	4 825 003	3 587 838	2 987 292	3 177 875	3 382 223	5 985 662	1 948 088	1 936 387	2 908 349
Remboursement capital de la dette (chap 16 hors 166, 16449 et 1645)	428 046	431 096	434 202	397 312	385 958	476 522	682 682	693 370	793 052	903 776
Epargne nette	5 823 299	4 393 908	3 153 636	2 589 980	2 791 917	2 905 700	5 302 980	1 254 716	1 143 325	2 004 572
Total des recettes réelles d'investissement	9 606 355	10 119 454	9 786 816	13 257 428	10 558 889	11 582 220	7 469 446	8 750 618	8 662 537	7 237 178
Total des dépenses réelles d'investissement	13 476 819	16 666 800	14 011 657	21 588 730	13 698 446	14 879 402	12 859 570	10 683 370	10 546 863	10 133 776
Fonds de roulement en début d'exercice	5 892 539	8 279 687	6 557 344	5 920 341	576 332	624 650	709 689	1 305 227	1 340 562	1 392 623
Résultat de l'exercice (Variation du fonds de roulement)	2 387 641	- 1 722 343	- 637 003	- 5 344 099	48 318	85 039	595 538	35 334	52 061	11 751
Fonds de roulement en fin d'exercice	8 280 181	6 557 344	5 920 341	576 332	624 650	709 689	1 305 227	1 340 562	1 392 623	1 404 374
Capital Restant Dû cumulé au 01/01	5 607 087	5 179 040	4 747 944	4 313 742	3 916 431	5 180 473	8 453 950	7 771 268	8 727 898	9 734 836
Capital Restant Dû cumulé au 31/12	5 179 040	4 747 944	4 313 742	3 916 431	5 180 473	8 453 950	7 771 268	8 727 898	9 734 836	9 531 059

ANNEXE N°6 AU DOB DU SICECO: PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT 2022-2032

PPI 2022-2032 avec ventilation des RAR 2025	CA 2023	CA 2024	CA prév 2025	RAR 2025	BP 2026	TOTAL DOB 2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032
Equipements électriques collectifs	4 462 645	6 466 141	6 278 897	3 284 647	4 590 000	7 784 647	3 950 000	3 850 000	3 650 000	3 550 000	3 450 000	3 250 000
RECETTES ASSOCIEES EN N+1	3 125 293	4 157 024	2 608 303	1 622 944	2 223 450	3 646 394	1 951 695	1 902 285	1 803 465	1 754 055	1 704 645	1 605 825
Renforcement réseau électrique	1 704 404	1 462 825	1 239 393	531 168	1 360 000	1 831 168	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000	1 200 000
RECETTES ASSOCIEES EN N+1	1 006 180	593 745	626 303	354 130	866 710	1 220 840	800 040	800 040	800 040	800 040	800 040	800 040
Dissimulation réseau électrique	2 205 493	2 720 610	2 578 089	973 448	2 400 000	3 373 448	2 300 000	2 280 000	2 100 000	1 900 000	1 800 000	1 650 000
RECETTES ASSOCIEES EN N+1	1 164 745	1 306 019	1 866 536	704 776	1 737 600	2 442 376	1 665 200	1 592 800	1 520 400	1 375 600	1 303 200	1 194 600
Fourniture de communications électroniques (hors 46)	827 463	841 463	819 898	589 468	750 000	1 339 468	750 000	750 000	750 000	700 000	650 000	610 000
RECETTES ASSOCIEES EN N+1	454 549	514 818	546 543	392 939	499 950	892 889	499 950	499 950	499 950	466 620	433 290	406 626
Sécurisation du réseau électrique	272 163	1 174 988	545 544	144 224	500 000	644 224	400 000	300 000	200 000	200 000	160 000	100 000
RECETTES ASSOCIEES EN N+1	483 608	750 712	363 714	96 154	333 350	429 504	266 680	200 010	133 340	133 340	100 005	66 670
Extensions réseau électrique	1 623 207	1 876 629	1 714 815	398 463	1 500 000	1 898 463	1 350 000	1 200 000	1 100 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
RECETTES ASSOCIEES EN N+1	996 165	728 500	1 002 824	233 021	877 200	1 110 221	789 480	701 760	643 280	584 800	584 800	584 800
Aide branchements électriques	95 865	10 000	10 000	0	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Enr/MDE	1 080	0	0	0	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
RECETTES ASSOCIEES EN N+1	0	0	0	0	7 917	7 917	7 917	7 917	7 917	7 917	7 917	7 917
Appels à projets Rénovation du bâti	410 387	721 426	796 583	1 000 000	750 000	1 750 000	1 750 000	1 650 737	800 000	775 000	775 000	775 000
RECETTES ASSOCIEES (programmes, investissements, travaux complémentaires à l'investissement)	82 077	144 285	159 317	200 000	150 000	350 000	350 000	330 147	160 000	155 000	155 000	155 000
Programme Assistance aux SIVOS	0	0	0	0	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000
Autres programmes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Programme AAP Isolation des combles	16 526	70 037	26 554	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Programme AAP Gestion technique des bâtiments GTB	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Programme AAP changement des chaudières fioul	28 276	94 081	237 684	400 000	0	400 000	319 241	0	0	0	0	0
Travaux Photovoltaïque ACC-ACI	0	0	0	0	1 000 000	1 000 000	525 000	525 000	525 000	525 000	525 000	525 000
RECETTES EN N+1	0	0	0	0	1 000 000	1 000 000	525 000	525 000	525 000	525 000	525 000	525 000
Programme Infrastructures de mobilité	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Participation SEM (plan d'affaires validé)	0	600 000	250 000	0	950 000	950 000	638 247	2 607 143	1 731 888	0	83 801	0
Infrastructures de recharge véhicules électriques	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaz (extensions non rentables et nouveaux réseaux)	0	0	0	0	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
RECETTES ASSOCIEES EN N+1	0	0	0	0	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500
Moyens Internes	1 293 166	297 018	80 000	0	176 000	176 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000	75 000
SELON SUBVENTIONS	0	437 067	309 620	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PPI	13 129 244	16 227 207	13 577 455	7 321 418	13 870 000	21 191 418	13 302 488	14 402 880	12 176 888	9 970 000	9 753 801	9 230 000
TOTAL RECETTES ASSOCIEES	7 210 540	8 487 885	7 523 843	3 403 965	7 548 677	10 952 642	6 508 462	6 232 262	5 935 892	5 649 872	5 461 397	5 193 978

Annexe n°7: En-cours de la dette 2019-2032 SICECO

Budget général

	Dette en capital au 1er Janvier N	Remboursement de capital	Remboursement des intérêts	Annuité N	Dette en capital au 31 décembre N	Emprunt souscrit au cours de l'année
2019	420 346	75 328	8 658	83 986	345 018	0
2020	345 018	77 338	7 493	84 831	2 267 680	2 000 000
2021	2 267 680	213 174	14 487	227 661	3 554 506	1 500 000
2022	3 554 506	317 419	21 041	338 460	5 607 087	2 370 000
2023	5 607 087	428 047	44 026	472 073	5 179 040	0
2024	5 179 040	431 096	40 035	471 131	4 747 944	0
2025	4 747 944	434 202	35 921	470 123	4 313 742	0
2026	4 313 742	397 312	32 059	429 371	3 916 430	0
2027	3 916 430	385 958	29 178	415 136	5 180 472	1 650 000
2028	5 180 472	476 522	75 869	552 391	8 453 950	3 750 000
2029	8 453 950	682 682	182 870	865 552	7 771 268	0
2030	7 771 268	693 370	171 191	864 561	8 727 898	1 650 000
2031	8 727 898	793 062	208 748	1 001 810	9 734 836	1 800 000
2032	9 734 836	903 776	247 853	1 151 629	9 531 060	700 000

Budget régie chaleur

	Dette en capital au 1er Janvier N	Remboursement de capital	Remboursement des intérêts	Annuité N	Dette en capital au 31 décembre N	Emprunt souscrit au cours de l'année
2019	0	8 054	3 310	11 364	621 946	630 000
2020	621 946	33 196	6 336	39 532	1 621 650	1 032 900
2021	1 621 650	411 158	8 671	419 829	1 210 492	0
2022	1 210 492	59 962	12 729	72 691	2 810 530	1 660 000
2023	2 810 530	674 770	14 452	689 222	2 135 761	0
2024	2 135 761	70 081	12 748	82 829	2 065 680	0
2025	2 065 680	70 395	12 175	82 570	1 995 285	0
2026	1 995 285	970 714	10 878	981 592	1 384 571	360 000
2027	1 384 571	83 125	22 538	105 663	3 151 446	1 850 000
2028	3 151 446	146 061	95 470	241 531	3 555 385	550 000
2029	3 555 385	167 848	113 894	281 742	3 387 537	0
2030	3 387 537	172 028	109 456	281 484	3 215 509	0
2031	3 215 509	176 365	104 860	281 225	3 039 144	0
2032	3 039 144	180 867	100 100	280 967	2 858 277	0

Rbst Prêt relais
Fontaine

Emprunt LT

Emprunts LT

Emprunt LT

Budget consolidé

	Dette en capital au 1er Janvier N	Remboursement de capital	Remboursement des intérêts	Annuité N	Dette en capital au 31 décembre N	Emprunt souscrit au cours de l'année
2019	420 346	83 382	11 968	95 350	966 964	630 000
2020	966 964	110 534	13 829	124 363	3 889 330	3 032 900
2021	3 889 330	624 332	23 158	647 490	4 764 998	1 500 000
2022	4 764 998	377 381	33 770	411 151	8 417 617	4 030 000
2023	8 417 617	1 102 817	58 478	1 161 295	7 314 801	0
2024	7 314 801	501 177	52 783	553 960	6 813 624	0
2025	6 813 624	504 597	48 096	552 693	6 309 027	0
2026	6 309 027	1 368 026	42 937	1 410 963	5 301 001	360 000
2027	5 301 001	469 083	51 716	520 799	8 331 918	3 500 000
2028	8 331 918	622 583	171 339	793 922	12 009 335	4 300 000
2029	12 009 335	850 530	296 764	1 147 294	11 158 805	0
2030	11 158 805	865 398	280 647	1 146 045	11 943 407	1 650 000
2031	11 943 407	969 427	313 608	1 283 035	12 773 980	1 800 000
2032	12 773 980	1 084 643	347 953	1 432 596	12 389 337	700 000

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251126-2-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 26-11-2025

Publication le : 27-11-2025

Délibération du Comité

Assemblée générale du 21 novembre 2025

Date de convocation : 14 novembre 2025

Date d'affichage : 14 novembre 2025

Membres	En exercice	143	Vote	Pour	93
	Présents	92		Contre	0
	Pouvoirs	1		Abstention	0
	Votants	93		Total	93

Objet : DECISION MODIFICATIVE N° 2 AU BUDGET PRINCIPAL - EXERCICE 2025

Considérant que dans le cadre de l'exercice budgétaire en cours, il apparaît nécessaire de procéder à une décision modificative pour financer des dépenses nouvelles ou procéder à des réajustements de crédits entre les différents chapitres comptables du budget principal.

Considérant l'instruction budgétaire et comptable M57 qui dispose que la comptabilité des collectivités locales doit satisfaire aux obligations de régularité, de prudence, de sincérité et de permanence des méthodes.

Considérant que ces principes viennent compléter et conforter les règles budgétaires de l'annualité, de l'unité, de l'universalité et de l'équilibre qui s'appliquent à tout organisme public.

Il est proposé au Comité de procéder aux modifications suivantes afin d'ouvrir les crédits nécessaires à l'engagement et à la réalisation des opérations programmées sur l'exercice en cours :

Section de Fonctionnement

Chapitre	Article	Libellé	Montant en €
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT			0

Chapitre	Article	Libellé	Montant
042	6811	Dotations aux amortissements	100 000
023	023	Virement à la section d'investissement	-100 000
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			0

Section d'Investissement

Chapitre	Article	Libellé	Montant en €
021	021	Virement de la section de fonctionnement	-100 000
040	28041482	Amortissement d'immobilisations	100 000
13	13248	Participation des communes	170 000
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT			170 000

Chapitre	Article	Libellé	Montant
23	2317	Travaux d'éclairage public	170 000
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT			170 000

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

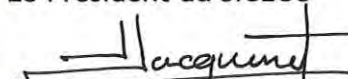
Le Comité :

- **DECIDE** de procéder aux modifications budgétaires listées précédemment,
- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à recouvrer les recettes et à procéder au mandatement des dépenses correspondantes.



Dijon, le 24 novembre 2025

Le Président du SICECO


Jacques Jacquenet

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE

en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251204-9-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 04-12-2025

Publication le : 04-12-2025

SYNDICAT D'ÉNERGIES DE LA CÔTE-D'OR
DÉCISION MODIFICATIVE N°2 - BUDGET PRINCIPAL 2025

LES MEMBRES DU COMITÉ

VOTENT POUR

[Handwritten signatures and initials in blue ink, including names like Bouchard, Roux, and others, indicating approval.]

Délibération du Comité

Assemblée générale du 21 novembre 2025

Date de convocation : 14 novembre 2025

Date d'affichage : 14 novembre 2025

Membres	En exercice	143	Vote	Pour	93
	Présents	92		Contre	0
	Pouvoirs	1		Abstention	0
	Votants	93		Total	93

Objet : Souscription d'un prêt court terme pour le Budget Régie Côte d'Or Chaleur - Financement de la réalisation du réseau de chaleur d'ARNAY-LE-DUC

Pascal Grappin, Premier Vice-Président, rappelle que le Comité Syndical a adopté le 19 juin 2025, le Budget Supplémentaire 2025 pour la régie à autonomie financière « Côte d'Or Chaleur » en prévoyant notamment les crédits nécessaires à la construction du réseau de chaleur d'Arnay-le-Duc.

Pour couvrir les dépenses d'investissement liées à la réalisation du réseau de chaleur d'ARNAY-LE-DUC, il a été prévu dans ce budget de recourir à un prêt relais afin dans l'attente de la perception des subventions d'investissement du FEDER, de la Région, du Conseil Départemental et des CEE dits « coup de pouce ».

Sept établissements bancaires ont été consultés : le Crédit Mutuel, la Caisse d'Epargne, le Crédit Agricole, la Banque Populaire, la Banque Postale, la Société Générale et ARKEA Banque.

A la suite de l'analyse des offres des établissements bancaires qui ont répondu favorablement, il est proposé de retenir l'offre de la Caisse d'Epargne aux conditions suivantes :

Prêteur	La Caisse d'Epargne
Emprunteur	SI ENERGIES COTE D'OR Budget Annexe COTE D'OR REGIE CHALEUR
Objet	Financement de la construction d'un réseau de chaleur
Nature	Prêt relais dans l'attente de la perception de subventions
Montant	1 465 000 €
Durée	4 ans
Taux d'intérêt	3.02 %
Modalités de remboursement	Remboursement des intérêts par trimestre. Remboursement du Capital in fine
Frais de dossier	1 465 €

Compte tenu du calendrier de construction et des besoins de financement, le déblocage des fonds devrait être effectué le 15 janvier 2026.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Le Comité décide :

- d'autoriser le Président du SICECO, Jacques Jacquenet, à signer le contrat de prêt susvisés avec la Caisse d'Epargne.

Dijon, le 24 novembre 2025

Le Président du SICECO



Jacques Jacquenet

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE

en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251126-1-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 26-11-2025

Publication le : 26-11-2025

Délibération du Comité

Assemblée générale du 21 novembre 2025

Date de convocation : 14 novembre 2025

Date d'affichage : 14 novembre 2025

Membres	En exercice	143	Vote	Pour	93
	Présents	92		Contre	0
	Pouvoirs	1		Abstention	0
	Votants	93		Total	93

Objet : Nouvelle composition du Comité syndical

Le Président rappelle aux délégués que la précédente composition du Comité avait été entérinée le 19 juin 2025, après les élections qui avaient eu lieu lors des réunions des Commissions Locales d'Énergie 2, 9 et 10, pour faire suite à un décès et des démissions.

En raison d'un changement de Maire et de la désignation de nouveaux délégués dans une commune de la CLE 11, il a fallu procéder à une élection lors des Commissions Locales d'Énergie qui se sont tenues en octobre 2025.

Le Président propose aux délégués d'approuver le procès-verbal de la CLE 11 et de prendre acte de la nouvelle composition du Comité syndical, qui comportera ainsi 144 membres.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Vu l'arrêté préfectoral du 4 avril 2018,

Vu les Statuts du SICECO,

Le Comité :

- approuve le procès-verbal de la Commission Locale d'Énergie 11 pour l'élection d'un nouveau délégué titulaire.

Dijon, le 24 novembre 2025

Le Président du SICECO



Jacques Jacquenet

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251126-3-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 26-11-2025

Publication le : 26-11-2025

ACTE CERTIFIÉ EXECUTOIRE

en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification



**COMMISSION LOCALE D'ENERGIE
DU VAL DE SAÔNE
(CLE 11)**

**PROCES-VERBAL
DE LA SEANCE DU 10 OCTOBRE 2025**

Sur convocation en date du 23 septembre 2025, les membres de la Commission Locale d'Energie du Val de Saône (CLE 11) se sont réunis le 10 octobre 2025 à 18h30 dans la salle des fêtes de la commune de Flagey les Auxonne.

La séance est ouverte sous la présidence de Patrice Béché, Président de la CLE, qui accueille les délégués de la Commission, et en présence de Jacques Jacquenet, Président du SICECO.

Le Président de la CLE informe les délégués que :

- ↳ Après la démission en mars 2025 du Maire de la commune de Charrey sur Saône, un nouveau Maire a été élu, le 30 mai, et des nouveaux délégués, titulaire et suppléant ont été désignés.
- ↳ Monsieur Michel BEAUNEE n'est donc plus délégué titulaire de la commune et délégué titulaire CLE.

La commune a élu Monsieur Sébastien COLOMBET comme nouveau délégué titulaire.

Il convient de désigner un nouveau délégué titulaire au Comité du SICECO.

ELECTION D'UN DELEGUE TITULAIRE AU COMITE SYNDICAL

Le Président de la CLE, après avoir fait appel aux candidats potentiels, invite les délégués à procéder à l'élection.

Il rappelle que seul un délégué communal titulaire peut être candidat pour être délégué au Comité syndical (même suppléant) et que les maires ici présents, qui ne sont pas délégués, ne peuvent prendre part au vote.

Fait acte de candidature pour la commune de Charrey sur Saône :

- ✓ Monsieur Sébastien COLOMBET

Le Président fait procéder à l'élection du délégué par l'assistance.

Monsieur Sébastien COLOMBET, ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés, est proclamé délégué titulaire au Comité du SICECO.

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251126-3-DL

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 26-11-2025

Publication le : 01-12-2025

Le Président du SICECO

Jacques JACQUENET

Le Président de la CLE

Patrice BÉCHÉ

Délibération du Comité

Assemblée générale du 21 novembre 2025

Date de convocation : 14 novembre 2025

Date d'affichage : 14 novembre 2025

Membres	En exercice	143	Vote	Pour	93
	Présents	92		Contre	0
	Pouvoirs	1		Abstention	0
	Votants	93		Total	93

Objet : Modifications des attributions de subvention pour les réseaux de distribution de gaz naturel

Le Président rappelle que le SICECO est devenue autorité organisatrice du service public afférent au développement et à l'exploitation du réseau de distribution publique de gaz naturel en introduisant dans ses statuts, en 2008, la compétence optionnelles « Distribution publique de gaz naturel ».

La distribution de gaz de réseau est l'une des composantes de l'organisation énergétique future du territoire pour laquelle la mutualisation des compétences au sein d'une seule autorité organisatrice permet aux collectivités de mieux coordonner leurs actions, de mieux défendre leurs intérêts et ceux de leurs habitants et de contrôler les actions mises en œuvre dans le cadre de la transition énergétique.

Afin de favoriser la constitution de cette autorité organisatrice unique en incitant les communes à confier cette compétence au SICECO Territoire d'Energie Côte d'Or qui représente 65 % des communes desservies, le Président propose, en complément des services dont bénéficient déjà les communes adhérentes (contrôle détaillé de l'activité du concessionnaire, accompagnement technique lors des extensions de réseau de gaz non rentables, mise en place de nouvelles dessertes), de modifier les aides financières pour certains travaux liés au gaz distribué.

1. Extensions du réseau dans une commune déjà desservie :

Pour chaque dossier d'extension de réseau, le concessionnaire effectue un calcul de rentabilité (ratio Bénéfice sur Investissement : B/I). En cas de non-rentabilité, le décret du 28 Juillet 2008 autorise la collectivité à contribuer financièrement pour atteindre le niveau de rentabilité suffisant pour la réalisation des travaux par le concessionnaire.

Le SICECO, en tant qu'autorité concédante, représente la commune vis-à-vis du concessionnaire et établit avec ce dernier une convention financière définissant un montant de contribution publique initiale, des modalités de suivi de la rentabilité de l'opération assorties de conditions de remboursement éventuelle de cette contribution initiale.

Actuellement la participation publique est avancée par le SICECO qui en demande ensuite le remboursement de 50 % de cette contribution dans la limite d'une dépense subventionnable de 40 000 €.

En cas de remboursement total ou partiel par le concessionnaire, le SICECO reverse 50% du remboursement à la commune.

Cette participation du SICECO est exclusivement réservée aux communes ayant transféré la compétence optionnelle « distribution de gaz naturel ».

Cette aide ne serait pas modifiée.

2. Branchements gaz

Par analogie avec les décisions prises en Assemblée générale du Comité du SICECO concernant les branchements électriques, il est proposé d'aider les adhérents du SICECO, communes et EPCI, en prenant en charge 40% du montant total HT (au lieu de 42% précédemment) des travaux de branchement gaz, justifiés par la facture GRDF acquittée par le Payeur, dans la limite d'une dépense subventionnable de 2 500 €.

Cette participation du SICECO est exclusivement réservée aux membres du SICECO (communes ou EPCI) pour des branchements situés dans des communes ayant transféré la compétence optionnelle « distribution de gaz naturel ».

3. Energie renouvelable

Un des enjeux majeurs pour la distribution de gaz est de développer la production de biométhane injectable dans le réseau.

Depuis le 30 novembre 2017, les raccordements au réseau des installations de méthanisation bénéficient d'une réfaction de 40 % sur le coût de raccordement.

Le règlement actuel prévoit d'abonder cette réfaction en octroyant une aide complémentaire de 20 % sur le coût de raccordement au réseau de ces installations sous réserve que le projet soit porté par une société à capitaux publics majoritaires, la dépense subventionnable étant plafonnée à 50 000 €.

Il est proposé de conserver cette aide en modifiant la condition d'octroi qui serait étendue à tout projet porté par une société avec capitaux publics.

Cette participation du SICECO est exclusivement réservée aux projets situés dans des communes ayant transféré la compétence optionnelle « distribution de gaz naturel ».

Le président propose que ces nouvelles mesures d'aide soient activées à compter du 1^{er} janvier 2026 (la date du devis de branchement ou de la proposition de raccordement émise par GRDF) et intégrées dans le règlement financier du SICECO actualisé en fin d'année 2025.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Le Comité décide :

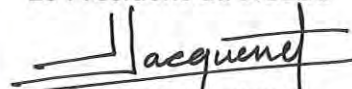
- de conserver les taux de subvention sur les extensions gaz à la charge des communes à 50% de la contribution demandée à la Commune par le concessionnaire, avec plafond de dépense subventionnable de 40 000 €,
- de subventionner à 40 % du montant total HT les travaux de branchement gaz, justifiés par la facture GRDF acquittée par le Payeur, dans la limite d'une dépense subventionnable de 2 500 € au bénéfice des communes et EPCI,
- d'apporter 20 % supplémentaires à la réfaction de 40 % déjà mise en place, assortis d'un plafond de dépense subventionnable de 50 000 € pour les projets de méthanisation portés par des sociétés avec capitaux publics,

→ d'autoriser le Président du SICECO, Jacques Jacquenet, à signer toutes les pièces administratives nécessaires à l'instruction des dossiers.



Dijon, le 24 novembre 2025

Le Président du SICECO


Jacques Jacquenet

ACTE CERTIFIÉ EXECUTOIRE

en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251126-4-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 26-11-2025

Publication le : 26-11-2025

Délibération du Comité

Assemblée générale du 21 novembre 2025

Date de convocation : 14 novembre 2025

Date d'affichage : 14 novembre 2025

Membres	En exercice	143	Vote	Pour	93
	Présents	92		Contre	0
	Pouvoirs	1		Abstention	0
	Votants	93		Total	93

Objet : SEML CÔTE D'OR ÉNERGIES - PRESENTATION DU RAPPORT DU MANDATAIRE

Le Président du SICECO en sa qualité de président du Conseil d'administration de la SEML COE informe le Comité que la loi «3DS » du 21 février 2022 a imposé aux représentants des collectivités dans le conseil d'administration ou conseil de surveillance des entreprises publiques locales (EPL) de présenter un rapport annuel devant l'organe délibérant de leur collectivité ou groupement.

Ce rapport, objet de la délibération, a pour objectif :

- de renforcer l'information de la collectivité territoriale actionnaire et de ses élus ;
- pour les représentants nommés au sein du conseil ou de l'assemblée de rendre compte de la manière dont ils exécutent leur mandat ;
- de renforcer le contrôle analogue ;
- de s'assurer que la SEML Côte-d'Or Énergies agit en conformité avec les positions et les actions engagées par ses actionnaires publics.

Dans ce cadre, il doit, notamment, énumérer les principales activités et opérations de l'année écoulée, en identifiant celles concernant la collectivité territoriale actionnaire, et les perspectives de développement. Il établit l'état des relations entre la collectivité actionnaire et l'EPL, listant les contrats, apports en compte courant d'associés, garanties d'emprunt et tout concours financier octroyé. Le rapport décrit également les principaux risques et incertitudes d'ordre financier, juridique, technique ou conjoncturel auxquels la société d'économie mixte est confrontée.

Dans le respect de ces dispositions, le rapport est donc présenté à l'assemblée générale du Comité syndical du 21 novembre 2025.

Considérant les dispositions du décret n° 2022-1406 du 04/11/2022 relatif au contenu du rapport du mandataire prévu par l'art. L. 1524-5 du CGCT,

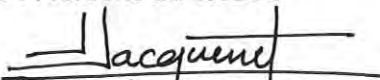
Le Comité, après en avoir délibéré, et à l'unanimité,

- **PREND ACTE** de la communication du rapport du mandataire 2024 de la SEML COTE-D'OR ENERGIES.



Dijon, le 24 novembre 2025

Le Président du SICECO


Jacques Jacquenet

ACTE CERTIFIE EXECUTOIRE

en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251126-5-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 26-11-2025

Publication le : 26-11-2025



SEML COTE-D'OR ÉNERGIES

**RAPPORT DU MANDATAIRE
2024**

SICECO, TERRITOIRE D'ENERGIE COTE-D'OR

Table des matières

Rappel du contexte	3
I. Fiche récapitulative	4
II. Activités, actualité, situation financière et évolution actionnariale	5
a. Activités de la SEML	5
a.1. Présentation générale	5
a.2. Principales activités et opérations de l'année écoulée	5
a.3. Perspectives de développement	11
a.4. Carte de synthèse des projets	12
b. Situation financière de la SEML Côte-d'Or Énergies	13
b.1. Exercice comptable 31/12/2024	13
b.2. Prévisions financières	15
c. État des filialisations	15
c.1. Présentation globale	15
c.2. Liste détaillée des filialisations	16
d. Évolutions statutaires	18
d.1. Rappel des modifications statutaires dans les 5 dernières années	18
III. Relations contractuelles et financières entre la SEML Côte-d'Or Énergies et le SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or	18
a. Contrat en cours avec la collectivité actionnaire	18
b. Avances en compte courant de la collectivité	18
IV. Contrôles et gestion des risques	19
V. Bilan de la gouvernance de la SEML Côte-d'Or Énergies	19
a. Actionnariat 2024 et évolutions à venir 2025	19
b. Les dirigeants	20
b.1. Composition du Conseil d'Administration	20
b.2. Organisation de la gouvernance	20
c. Bilan de la gouvernance	21
c.1. Réunions des instances	21
c.2. Participation des représentants du SICECO	21
ANNEXES	22
ANNEXE 1 - RAPPORT D'ACTIVITE 2024	
ANNEXE 2 - COMPTES ANNUELS 2024	
ANNEXE 3 - RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS 2024	

Rappel du contexte

Conformément à l'article L. 1524-5¹ du code général des collectivités territoriales (CGCT), les représentants des collectivités territoriales aux instances des Sociétés d'Economie Mixte Locale doivent présenter un rapport écrit annuel dans leurs assemblées respectives, le « rapport du mandataire ».

Ce rapport, objet de la délibération, a pour objectif :

- de renforcer l'information de la collectivité territoriale actionnaire et de ses élus ;
- pour les représentants nommés au sein du conseil ou de l'assemblée de rendre compte de la manière dont ils exécutent leur mandat ;
- de renforcer le contrôle analogue des Actionnaires collectivités territoriales sur la SEML Côte-d'Or Energies ;
- de s'assurer que la SEML Côte-d'Or Énergies agit en conformité avec les positions et les actions engagées par ses actionnaires publics.

Dans le respect de ces dispositions, le présent rapport est destiné à être transmis aux collectivités actionnaires. Cette communication est actée par une délibération prise par leurs assemblées délibérantes. S'agissant de la SEML Côte-d'Or Énergies, l'application de l'article L. 1524-5 du CGCT concerne les 3 actionnaires publics : le SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or ; la Région Bourgogne-Franche-Comté ; le SIED 70.

Le présent rapport correspond à l'édition de l'Actionnaire public SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, dont les représentants ont été nommés lors du Comité syndical du 14 octobre 2020 (délibération n°080-20-DEL).

Les informations constituant ce rapport sont données sous réserve des éléments identifiés par la SEML Côte-Énergies comme relevant du secret des affaires en vertu de l'article L. 151-1 du code de commerce, ainsi que des éléments donnés comme confidentiels par le président du conseil d'administration.

¹ L'article L. 1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales rappelle :

"Les organes délibérants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires se prononcent, après un débat, sur le rapport écrit qui leur est soumis au moins une fois par an par leurs représentants au conseil d'administration ou au conseil de surveillance. Ce rapport, dont le contenu est précisé par décret, comporte des informations générales sur la société, notamment sur les modifications des statuts, des informations financières, le cas échéant consolidées, ainsi que les éléments de rémunération et les avantages en nature de leurs représentants et des mandataires sociaux."

I. Fiche récapitulative

Informations générales	
Dénomination de la société	SEML Côte-d'Or Énergies
Siège social	Dijon
Adresse administrative	9 A rue René Char 21000 Dijon
Date de création	26 octobre 2015
Secteur d'activité/métier	Énergies renouvelables (code NAF 3511Z)
Objet social	Article 3 des Statuts (2022) : « La Société a pour objet, dans le cadre de la politique énergétique locale conduite en particulier par les partenaires publics locaux qui ont compétence pour ce faire, l'acquisition, l'aménagement, la construction, l'exploitation de moyens de production, de stockage, de distribution décentralisés et de vente d'énergie notamment d'origine renouvelable, ainsi que toutes activités accessoires liées. »
Président	Jacques Jacquenet
Directeur Général	Jean-Michel Jeannin
Nom du Commissaire aux comptes et date de nomination	Cabinet Cléon Martin Broichot, représenté par Thomas Paulin. (27 juin 2022)
Nombre de salariés	1

II. Activités, actualité, situation financière et évolution actionnariale

a. Activités de la SEML

a.1. Présentation générale

À l'heure des choix qui conditionnent la transition énergétique, la Société d'Économie Mixte Locale (SEML) Côte-d'Or Énergies développe, construit, investit et exploite des centrales de production d'énergie décentralisée à partir de sources renouvelables : éolien, photovoltaïque au sol ou en toiture, méthanisation ou encore hydroélectricité. Elle intervient également en matière de mobilité durable à travers le déploiement de stations multi-énergies (GNV, bio-GNV, électrique, hydrogène).

Alors que l'urgence climatique ne cesse de se préciser, la SEML Côte-d'Or Énergies ambitionne de développer des projets d'énergie renouvelable sur le territoire permettant de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et répondant ainsi aux objectifs nationaux et régionaux.

Elle propose un modèle économique qui fait le choix de valoriser des ressources locales et renouvelables tout en reversant les bénéfices au territoire. Entreprise privée issue d'un partenariat entre des acteurs publics et privés, elle combine les points forts de ces deux mondes : recherche de l'intérêt général (activités et bénéfices générés au profit des habitants), recherche de la cohésion entre les intérêts d'un projet et les besoins du territoire (construction d'un bouquet énergétique adapté aux ressources et aux besoins du territoire), recherche de l'innovation et de la performance. Les projets de la SEML sont ainsi conditionnés à la politique énergétique locale. Les implantations sont décidées en concertation avec les différents acteurs du territoire et répondent aux besoins d'un indispensable mix énergétique.

La SEML Côte-d'Or Énergies permet de renforcer l'appropriation des projets en assurant une concertation de chacun des acteurs du territoire : élus, institutionnels, entreprises, associations, habitants. Tous peuvent ainsi s'investir dans l'avenir énergétique de leur territoire. Cette méthode, qui fait la part belle à l'échange et à la transparence, assure une meilleure acceptabilité des projets. La structuration de la SEML lui permet de créer des filiales et offre la possibilité aux citoyens et aux collectivités de participer financièrement aux projets. Ainsi ils deviennent acteurs des projets énergétiques de leur territoire.

Outil d'investissement et de développement de projets de grande ampleur, elle participe à l'émergence d'une filière créatrice d'emplois et de retombées économiques locaux.

a.2. Principales activités et opérations de l'année écoulée

Durant l'exercice clos le 31 décembre 2024, l'activité de la Société a été la suivante :

S'agissant de la filière « ÉOLIEN » :

- Suivi du recours juridique sur l'arrêté préfectoral autorisant partiellement le **parc éolien de L'Orée des Bois** avec l'accompagnement d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (EGREGA) et du cabinet d'avocat Brun-Cessac :
 - Pour rappel, arrêté préfectoral d'autorisation pour 4 éoliennes sur les 6 prévues initialement (situées à Cérilly) en date du 29 novembre 2023.
 - Signature de la Proposition Technique et Financière de raccordement au réseau ENEDIS indiquant une solution auprès d'un nouveau poste source à construire (Côte-d'Or Nord). Le délai de raccordement est long, une convention ne pourra être établie qu'à partir de 2029 pour un raccordement en 2030. Le coût estimé est de 866 743,72 € HT, le versement de l'acompte effectif 152 920,5 € HT. Le paiement de l'acompte ENEDIS par la SEML a été régularisé par la conclusion d'un avenant n°2024 à la Convention CCA 2022-001 conclue avec la SAS Les Lavières suite aux décisions du CA de la SEML et de la SAS en date du 03/12/2024.

- Recours enregistrés auprès de la Cour Administrative d'Appel (CAA) de Lyon les 28 et 29 mars 2024 des associations « La Grandes Côte Châtillonnaise », « Bien vivre à la Campagne », « Villages Anciens, Villages d'Avenir » et « L'Association de Protection de l'Environnement de la Vallée de la Seine entre Châtillon et St-Marc » et de la Commune de Balot.
- Annulation de l'arrêté préfectoral d'autorisation par décision de la CAA en date du 17/03/2025.
 - Seuls requérants ayant vu son intérêt à agir reconnu : Association « La Grandes Côte Châtillonnaise » et Commune de Balot.
 - Un unique motif d'annulation retenu : atteinte à la conservation de la Cigogne Noire (article L511-1 du Code de l'environnement). Pour rappel, aucun individu n'a été vu pendant les nombreuses observations réalisées. Aucun nid répertorié dans les 15 km du parc éolien.
 - Un pourvoi auprès du Conseil d'Etat sera déposé le 13 mai 2025 au plus tard.
- Arrêt du développement du parc éolien des Rives de Saône situé sur les Communes de Bousselange, Montagny-les-Seurre et Grosbois-les-Tichey et liquidation de la Société porteuse :
 - Arrêté préfectoral de rejet pour avis conforme défavorable de la DGAC (Aérodrome Dole-Tavaux) en date du 29 mars 2023.
 - Requête introductive d'instance auprès de la CAA de Lyon en date du 26 mai 2023 portée par la SEML Côte-d'Or Energies et la SAS Les Lavières, représentées par le Cabinet Brun Cessac et Associés.
 - Rejet de la requête par décision de la CAA de Lyon en date du 7 mars 2024.
 - Par décision du CA de la SEML en date du 29/05/2024, les Administrateurs décident l'abandon du projet, la remise des promesses de bail signées, la dissolution de la Société.
 - Comptablement, le coût du développement du projet (stock en cours) a fait l'objet d'une reprise de provision, déprécié l'exercice précédent, et sortie des encours au 31/12/2024.
 - Dissolution de la SAS Parc éolien Rives de Saône à compter de la décision de l'Associé unique en date du 19/06/2024. Nomination de la SEML COE liquidateur.
 - Liquidation et radiation du registre du commerce et des sociétés en date du 28/01/2025.
- Arrêt du co-développement du parc éolien Arnéole situé sur les Communes jurassiennes de La Barre et d'Orchamps (39) avec la SEML EnR Citoyenne :
 - En 2022, la SEML Côte-d'Or Energies a décidé d'arrêter la contribution aux frais de développement étant donné la faiblesse du gisement de vent. La SEM ENR Citoyenne a décidé de poursuivre les études de développement du projet.
 - En 2023, des échanges avec la SEM ENR Citoyenne, les Communes et Jurascic ont été poursuivis afin d'étudier la possibilité de raccorder une puissance inférieure et la relève du plafond aéronautique.
 - Néanmoins, le retour d'analyse du spécialiste CGX indiquant la faible probabilité de l'acceptation par l'Armée d'une élévation du plafond aéronautique a conduit la SEML COE à provisionner et déprécier le stock en cours de ce projet.
 - Au 31/12/2024, le coût du développement du projet (stock en cours) a fait l'objet d'une reprise de provision, déprécié l'exercice précédent, et est sortie des encours.
- Poursuite des échanges concernant le projet éolien « Entre Saône et Salon » situé en Haute-Saône (70) et la cession envisagée de la Société Sainte Appolline par Total Energies au profit du collectif local (Communes, SICAE est, SIED70 et SEML COE) :
 - 25/11/2024 : Non admission par le Conseil d'Etat du recours de l'association Vents citoyens entre Saône et Salon. Le projet est purgé de tout recours.
 - En 2025 des négociations avec Total Energies et collectif local seront entreprises pour :
 - travailler à l'optimisation du projet.

- définir le calendrier/format de cession : cession directe ou création d'une Société par le collectif local au moment du prêt à construire (T1 2027) ou protocole d'accord pour cession à la mise en service (T4 2028) avec conditions suspensives.
 - décider/négocier l'étendue de l'acquisition : moins risqué pour le collectif d'entrer dans les 3 Sociétés étant donné la proximité et les mutualisations à envisager à l'échelle des 3 parcs.
 - négocier un protocole de cession et notamment le prix et les conditions suspensives.
- A ce stade les fonds propres sont estimés de 4 à 6 M d'€.
- Lancement des pré-études et de la sécurisation foncière pour le développement d'un projet éolien sur la Commune d'Ampilly-les-Bordes (21, Côte-d'Or), en partenariat avec GEG EnR :
 - En 2024, le Secrétaire Général de la Préfecture et les services de la DREAL ont été rencontrés. Aucune alerte majeure n'a été communiquée pour le développement du projet. Les services de l'Etat ne peuvent se positionner sans lancement des études et présentation du projet en Pôle ENR.
 - Le 03/12/2024, le CA a approuvé le lancement l'étude de faisabilité, la délibération du Conseil, le temps humain à affecter à la sécurisation des emprises foncières. Une synthèse des risques sera réalisée avant le lancement complet du développement.

S'agissant de la filière « PHOTOVOLTAÏQUE EN TOITURE » :

- Poursuite du développement et de l'exploitation de centrales photovoltaïques en toiture sous forme de location de toiture ou mise à disposition de bâtiments via la filiale BF Énergie.
 - Du 01/01/2024 au 31/12/2024 :
 - 18 centrales en service
 - 2,25 GWh de production pour une puissance de 2,35 MWc
 - Une fois les derniers projets mis en service, BF Energie rassemblera un portefeuille de 21 centrales soit environ 3,17 MWc.
 - Reprise de la gestion de BF Energie par la SEML COE (AGE du 20/09/2024) :
 - Transfert du siège social au 9A rue René Char 21000 Dijon.
 - Changement de date de clôture de l'exercice comptable au 31 décembre de chaque année.
 - Démission de BF Holding (mandataire Bruce Febvret) au poste de Président et désignent en remplacement la SEML Côte-d'Or Energies (mandataire Jean-Michel Jeannin) à partir du 1er octobre 2024.
 - La reprise de la gestion de BF Energie génère un accroissement de la charge de travail en 2024. Au 31/12/2024, 177 heures ont été affectées (essentiellement en T3 2024) au suivi technique et financier de BF Energie (-9 k€), non valorisé dans le cadre d'un Contrat.
 - La Société BF Energie est confrontée à un besoin de trésorerie du fait de l'avance de la TVA des coûts de construction des centrales BFE 34 (21 - Saint-Romain) et BFE 35 (21 - Volnay) ainsi qu'au décalage des périodes d'investissements et d'encaissements des recettes (18 mois minimum). La situation sera apurée courant 2026 dès que l'électricité produite par les dernières centrales mises en service pourra être facturée. Une convention CCA de trésorerie sera néanmoins conclue en 2025 pour couvrir les besoins court-terme.
 - L'AG à prévoir en juin 2025 se prononcera sur l'approbation des comptes clôturés au 31/12/2024 et la nomination de Cléon Martin Broichot en tant que Commissaire aux Comptes, la SEML ayant pris le « contrôle » de la filiale, la loi 3DS impose cette nomination.
- Photovoltaïque en toiture - SAS Côte-d'Or Solaire :
 - Suite aux discussions partenariales menées dès le premier trimestre 2023, la SAS Côte-d'Or Solaire, dont le capital de 120 000 € a été libéré à 50%, a été immatriculée au RCS de Dijon le 13/06/2024. L'actionnariat est le suivant : le CD21 (49%), la CDC (36%), la SEML (15%). Sous format tiers-investissement, l'objectif est de développer 5 MWc de 2024 à 2028. La SAS consultera annuellement un installateur-mainteneur pour un volume de toiture identifié. La SEML Côte-d'Or Energies est rémunérée pour le suivi technique, administratif et financier de la Société, dans le cadre d'un contrat « GAFT » signé en janvier 2025 (Mission 2024 facturée à hauteur de 16 400 € HT).
 - Fin juin 2024 : lancement d'une consultation dans le cadre d'un marché pour la réalisation et la maintenance des premières centrales photovoltaïques en toiture.

- L'Entreprise RM Facilities a été retenue pour la réalisation de 4 centrales photovoltaïques en toiture (env. 300 kWc) :
 - 1- Pôle de maraîchage à Perrigny-lès-Dijon
 - 2- Service Technique à Pagny-le-Château
 - 3- CIS à St-Seine-l'Abbaye / Cestres
 - 4- Hangar municipal à Meloisey
- Evolutions défavorables de l'arrêté tarifaire S21 modifié par l'arrêté modificatif du 26 mars 2025 :
 - Diminution des objectifs de déploiement du photovoltaïque
 - Tarif en net baisse sur la tranche 100-500 kWc : 95€/MWh, avec une formule défavorable de dégressivité.
- Le dimensionnement des premiers projets a donc été revu pour atteindre une puissance maximale de 99 kWc. Les futurs projets devront être optimisés et des projets à CAPEX bas devront être priorités.
- Le lancement de 3 nouveaux projets sur des collèges est prévu en mai 2025 avec RM facilities.
- En 2025, une nouvelle consultation sera lancée pour la réalisation des projets en 2026.

S'agissant de la filière « PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL » :

- Construction des deux premières centrales photovoltaïques au sol :
 - **Parc photovoltaïque des Grandes Terres** à Labergement-lès-Seurre (21), situé sur une friche et un site dégradé de 5 hectares, d'une puissance de 4,8 MWc. Projet en co-développement avec GEG EnR et la Commune. Le permis de construire a été obtenu le 3 juillet 2023. La SAS est lauréate de l'appel d'offre de la CRE pour un tarif de vente « obligé » sur 20 ans de 81,5€/MWh.
 - La Société est composée de la SEML Côte-d'Or Energies (45%), GEG EnR (45%) et la Commune de Labergement-lès-Seurre (10%).
 - Le bouclage du financement a été réalisé en juin 2024, les fonds propres ont été versés en juillet 2024 (COE : 360 000 €), dans le cadre d'une convention CCA.
 - Le chantier a démarré en septembre 2024, pour une mise en service à l'été 2025.
 - Les frais de développement (219 271,08 € HT) et un acompte de l'AMO construction (21 780 € HT) ont été facturés au 31/12/2024.
 - **Parc photovoltaïque des Roches Bleues** à Courchaton (70), situé sur une ancienne carrière de 7 hectares, d'une puissance estimée de 4 MWc. Projet en co-développement avec le SIED 70, la SICAE Est et la Commune. Le permis de construire a été obtenu le 23 mai 2023. La SAS est lauréate de l'appel d'offre de la CRE pour un tarif de vente « obligé » sur 20 ans de 83,5€/MWh.
 - La Société est composée de la SEML Côte-d'Or Energies (31,5%), le SIED70 (27%), la SICAE Est (18%), la Commune (13,5%) et Energie Partagée Investissement (10%), en 2024, une cession de parts social au profit d'Energie Partagée Investissement ayant été réalisée pour permettre la réalisation d'une campagne d'investissement citoyen pour ce projet.
 - En 2024, le contrat d'achat des panneaux photovoltaïques a été signé avec l'entreprise Jinko, la Convention de raccordement a été signée avec Enedis, un PC modificatif a été déposé visant l'implantation de pieux sur les remblais profonds et la suppression de la prescription relative au cofinancement d'une interconnexion de secours pour le captage d'alimentation en eau potable de la Source du Crible.
 - Au premier trimestre 2025, les dernières incertitudes ont été levées avec l'obtention d'un arrêté préfectoral en bonne et due forme, les contrats de construction, d'agrégation et d'assurances ont été signés, le bouclage financier a été réalisé avec la conclusion du contrat de prêt auprès du CA Champagne-Bourgogne et Franche-Comté (2 900 000 €).
 - Le chantier a démarré au 31/03/2025, pour une mise en service en octobre 2025.
- Poursuite du développement des autres centrales photovoltaïques au sol :
 - **Parc photovoltaïque Parc d'Entre les Deux Combes** à Poiseul-la-Grange (21), situé sur un site dégradé de 5 hectares, d'une puissance estimée de 3,8 MWc. Projet en co-développement avec GEG EnR et la Commune.

En 2023, les services de l'état ont demandé des compléments et procédé à l'instruction du permis de construire, déposé le 12 octobre 2022. Un arrêté préfectoral autorisant la destruction de l'espèce protégée « gentiane cillée » a été pris en date du 26 juillet 2023.

- La Société est composée de la SEML Côte-d'Or Energies (48%), GEG EnR (47%) et la Commune de Poiseul-la-Grange (5%) ; suite à la réalisation d'une cession de part à l'été 2024 permettant l'entrée au capital de la SEML et de la Commune.
- Le permis de construire a été obtenu en date du 04/08/2024.
- Suite à l'obtention du permis de construire, des échanges avec ENEDIS et RTE ont été entrepris pour préparer la demande de raccordement. Aucune solution n'est possible à court-terme sur le poste de Poiseul-la-Grange situé à 300 mètres du projet. A ce stade, aucune demande n'a été signée étant donné que le versement de l'acompte demandé correspond à une solution de raccordement à 20 km, dépassant les possibilités économiques du projet. Il a été convenu d'attendre la création du Poste Source Côte-d'Or Centre (2030) qui permettrait de réaliser des transferts de capacité et de libérer ainsi de la puissance d'injection disponible au poste source de Poiseul-la-Grange.
- Ce permis est valable jusqu'au 03/08/2027, puis pourrait être prorogé à minima à 2 reprises jusqu'au 03/08/2029. NB : L'article R 424-21 du Code de l'urbanisme, prévoit la possibilité d'une prorogation maximale jusqu'à 10 ans pour les ouvrages de production d'énergie utilisant une des sources d'énergies renouvelables.
- **Parc photovoltaïque du Toit du Monde Occidental (Pouilly-Maconge)** à Meilly-sur-Rouvres et Maconge (21), situé sur 19 hectares de délaissés d'aérodrome, d'une puissance estimée de 21 MWc. Projet en co-développement avec GEG ENeR et la Communauté de Communes Pouilly-Bligny.
 - La demande de permis de construire a été déposée le 12 janvier 2024. De nombreux échanges avec la Préfecture, la DDT, la Police de l'eau et l'OFB ont eu lieu en 2024 ; l'objectif étant de compléter le dossier au mieux afin de justifier la surface d'impact retenue et l'absence d'impact sur la flore constitutive de la zone humide identifiée sur le site. Une réponse de l'Administration est attendue au T2 2025.
 - La Société, créée le 30/04/2024, est composée de la SEML Côte-d'Or Energies (40%), GEG EnR (40%) et la Communauté de Communes Pouilly-Bligny (20%).
- **Parc photovoltaïque de Pralanum** à Prâlon (21), situé sur 7 hectares de landes forestières anciennement pâturées, d'une puissance estimée de 3,5 MWc. Projet en co-développement avec Enercoop et la Commune de Prâlon. L'étude d'opportunité a pu être conclue positivement suite à l'avis favorable de la Chambre d'Agriculture ayant réalisé une étude pédologique en mai 2022.
 - La Société, créée le 29/05/2024, est composée de la SEML Côte-d'Or Energies (48%), Enercoop (47%) et la Commune de Prâlon (5%).
 - Le 8 avril 2024, la parution du décret 2024-318 crée un cadre pour les projets agrivoltaiques. Même si aucune activité agricole n'est présente sur le terrain d'implantation à ce jour, la mise à l'herbe d'un troupeau bovin et les déclarations PAC enregistrées par le passé entraînent la soumission automatique d'un projet sur cette zone aux conditions agrivoltaiques.
 - Le dépôt du permis de construire devait être initialement réalisé en 2024. Retard a été pris suite à la parution du décret agrivoltaïque et à la nécessité de revoir le projet dans son ensemble, de travailler avec l'exploitant agricole et de lancer une étude préalable agricole.
 - Visite de site en date du 28 juin 2024. En présence du bureau d'étude écologique EcoSphère, les habitants ainsi que Mme MODDE, Vice-Présidente de la Région Bourgogne-Franche-Comté ont pu visiter le site et trouver réponses à l'ensemble de leurs questions ou points d'attention.
 - Depuis le 31 décembre 2024, date de la clôture de l'exercice, les différents volets d'études sont en cours de finalisation (demande de dérogation espèces protégées, photomontages, dossier défrichement, étude préalable agricole). L'objectif est de déposer la demande d'autorisation en mai 2025.
 - Il est avéré que le dossier fera l'objet d'une demande d'autorisation environnementale et non d'un permis de construire étant donné le cumul d'une demande de défrichement et d'une demande de destruction espèces protégées (DEP).
 - Trois points de vigilance sont à souligner :
L'avis conforme de l'UDAP s'agissant du Château de Prâlon ;
L'avis conforme de la CDPENAF qui sera attentive au projet agricole et à la compensation proposée ;

L'obtention par la CNPN d'une demande de destruction espèces protégées (DEP).

- **Parc photovoltaïque Grand Plain de Soleil à Chaux-la-Lotière (70)**, situé sur 6 hectares de friche appartenant à la Commune. Projet en co-développement avec le SIED 70. En 2023, organisation d'une réunion publique d'information et lancement de l'étude d'impact environnemental.
 - L'année 2024 a été marquée par la réalisation de l'étude d'impact du projet. Les premières variantes ont pu être présentées en décembre 2024 aux habitants lors d'une réunion publique.
 - La Société, créée le 31/01/2025, est composée de la SEML Côte-d'Or Energies (55%), du SIED 70 (25%), de la Commune de Chaux-la-Lotière (10%), de la Commune de Boulton (5%) et de la CC du Pays Riolois (5%).
 - Le 28 mars 2025, le permis de construire a été déposé. Une ouverture d'enquête publique pourrait être organisée fin 2025 puis une autorisation en 2026.
- **Parc photovoltaïque à La Roche en Brénil (21)**, situé sur 4 hectares de site dégradé (ancienne scierie) et friche appartenant à la CC Saulieu-Morvan. Projet en co-développement avec GEG ENR. Préfiguration SAS : SEML COE, GEG ENR, CC Saulieu-Morvan, Commune. En 2023, décision de l'EPCI et consultation des bureaux d'études.
 - L'année 2024 a été marquée par le lancement de l'étude d'impact (7 mars 2024).
 - Une visite de site avec l'UDAP a pu être organisée en septembre 2024, des préconisations ont été prises en compte afin de finaliser un volet paysager conforme aux attentes.
 - Une réunion publique sera organisée au printemps 2025.
 - Objectif dépôt du permis de construire : Septembre 2025.
- Lancement du développement d'une nouvelle centrale photovoltaïque au sol :
 - **Parc photovoltaïque à Saint-Seine-Sur-Vingeanne (21)**, situé sur 7 hectares de site dégradé en friche appartenant à la Commune. Projet en co-développement avec GEG ENR. Les élus avaient été rencontrés en 2023 mais aucune solution de raccordement ne permettait de lancer le développement du projet. En suivant, le Conseil Municipal est à nouveau rencontré pour faire un point sur les perspectives de raccordement et valide le développement ainsi que la promesse de bail. Lancement de l'étude d'impact en décembre 2024. Objectif : dépôt du permis de construire T1 2026
- Lancement du développement d'une « Grappe petits PV sol » :

Il s'agit de constituer une société-grappe de petits projets photovoltaïques d'environ 5 MWc, contenant 5 à 6 projets d'une puissance maximale d'1 MWc. A ce stade, 15 sites sont pré-identifiés et l'étude technico-économique est en cours. Il est prévu que l'arrêté tarifaire « S24 » soit publié courant 2025. Dans le cadre de la consultation déjà lancée, le tarif moyen visé est de 87€/MWh.

La DREAL, après un examen au cas par cas, décide du type de d'autorisation d'urbanisme requise : déclaration préalable ou permis de construire avec étude d'impact. Ainsi seuls les projets ne nécessitant pas d'étude d'impact seraient lancés, ce qui réduirait considérablement les délais d'études et d'instruction.

Les projets sont réalisés de façon simultanée, mutualisée et sont portés par une même SPV pour réaliser des économies d'échelles et rendre cette grappe viable économiquement.

Une convention de co-développement entre la SEML COE, Egréa et EH2 a été conclue en janvier 2025. La SEML Côte-d'Or Energies détiendrait 60% du capital de la Société et EH2 40%. Egréa et la SEML Côte-d'Or Energies codévelopperaient ensemble le projet en se répartissant les missions. Le budget de développement serait de 85k€ HT. Il est prévu que la SEML Côte-d'Or Energies bénéficie de l'apport des sites via une prime de 10 000 € / MW.
- Poursuite des études d'opportunité, soit en co-développement avec notamment GEG ENEr, soit à 100% par la SEML Côte-d'Or Énergies : réponse à différents appels à manifestation d'intérêt, étude suite sollicitation de communes/EPCI.
 - La SEML étudie notamment le développement de projets agrivoltaïques. Des premiers contacts sont pris début 2025 avec les élus et agriculteurs sur la Commune de Saint-Pierre-en-Vaux. Une étude pédologique est lancée auprès de la Chambre d'Agriculture, le développement du projet T2 2025 pourra être initié selon ses conclusions.

S'agissant de la filière « MOBILITE DURABLE » :

- En 2024, fin du partenariat avec GEG et les SEM de Bourgogne-Franche-Comté pour la création de stations d'avitaillement.
- Début 2025, des échanges sont entamés avec Avergies (Bio-GNV du Confluent), la SEM Nièvre Energies et la SEM Saône et Loire Energies pour poursuivre le travail lancé avec GEG.
- Il s'agirait de créer une Société par stations avec ouverture du capital aux autres SEML. BioGNV du Confluent réaliserait les premières études (10 k€ à risque pour la SEML).
- Sur le territoire de la SEML, deux sites sont pré-identifiés : le premier à Vesoul, le second à Longvic.

S'agissant des « AUTRES PROJETS » :

– Stockage d'électricité :

- La SEML COE et l'entreprise BayWa r.e. ont signé un accord pour le co-développement d'un projet de stockage par batteries sur l'ancienne carrière de Fleurey-sur-Ouche. A ce stade le pré-projet est d'une puissance de 120 MW avec un budget de développement de 450 k€ (2025-2027) et d'investissement de 62 M€ (2028).
- Les Administrateurs ont validé à ce stade la prise de risque à hauteur de 20% du coût de la demande de raccordement auprès de RTE, soit 10 k€. Cette étape est prioritaire pour connaître les besoins en stockage du réseau ainsi que les modalités des limitations de stockage.
- Au 1er trimestre 2025, la candidature de la SEML Côte-d'Or Energies et de l'entreprise BayWa r.e. à l'AMI lancé par la Commune propriétaire apparaît être en bonne voie.

– Gaz porté :

- Début 2025, la SEML Côte-d'Or Energies est sollicitée par METHAGORA pour co-investir dans un projet de création de Hub gaz-porté dans le cadre des fins de contrats de cogérations de certains méthaniseurs.

a.3. Perspectives de développement

Les objectifs pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2025 sont les suivants :

- Parc éolien Orée des Bois : préparation du recours au Conseil d'Etat.
- Parc PV sol Roches Bleues à Courchaton (70) et Grandes Terres à Labergement les Seurre (21) : mise en service.
- Dépôt des demandes d'autorisation ou PC : parc PV Pralanum et La-Roche-en-Brénil.
- Lancement du développement : projet éolien Ampilly-lès-Bordes, projet agri-PV St-Pierre-en-Vaux, projet de stockage par batteries à Fleurey-sur-Ouche.
- Grappe petits PV sol : lancement des examens au cas par cas et dépôt des déclarations préalables pour 5 à 6 projets.
- Création des sociétés de projet et prises de participation pour les projets en développement :
 - Projet PV sol à La-Roche-en-Brénil
 - Projet PV sol à Saint-Seine-Sur-Vingeanne
 - Grappe petits PV sol « Héliopsol »
- Positionnement de la SEML COE sur :
 - Projet Hug gaz porté avec Méthagora
 - Projet de station d'avitaillement GNV avec Bio-GNV du Confluent
- Suivi des instructions des projets PV sol Parc du Toit du Monde Occidental et Grand Plain de Soleil à Chaux-la-Lotière.
- Poursuite des études d'opportunités pour le développement de projets de productions d'énergies renouvelables électriques.

Pour assurer le développement des projets et le suivi administratif de la SEML Côte-d'Or Energies, une convention de mise

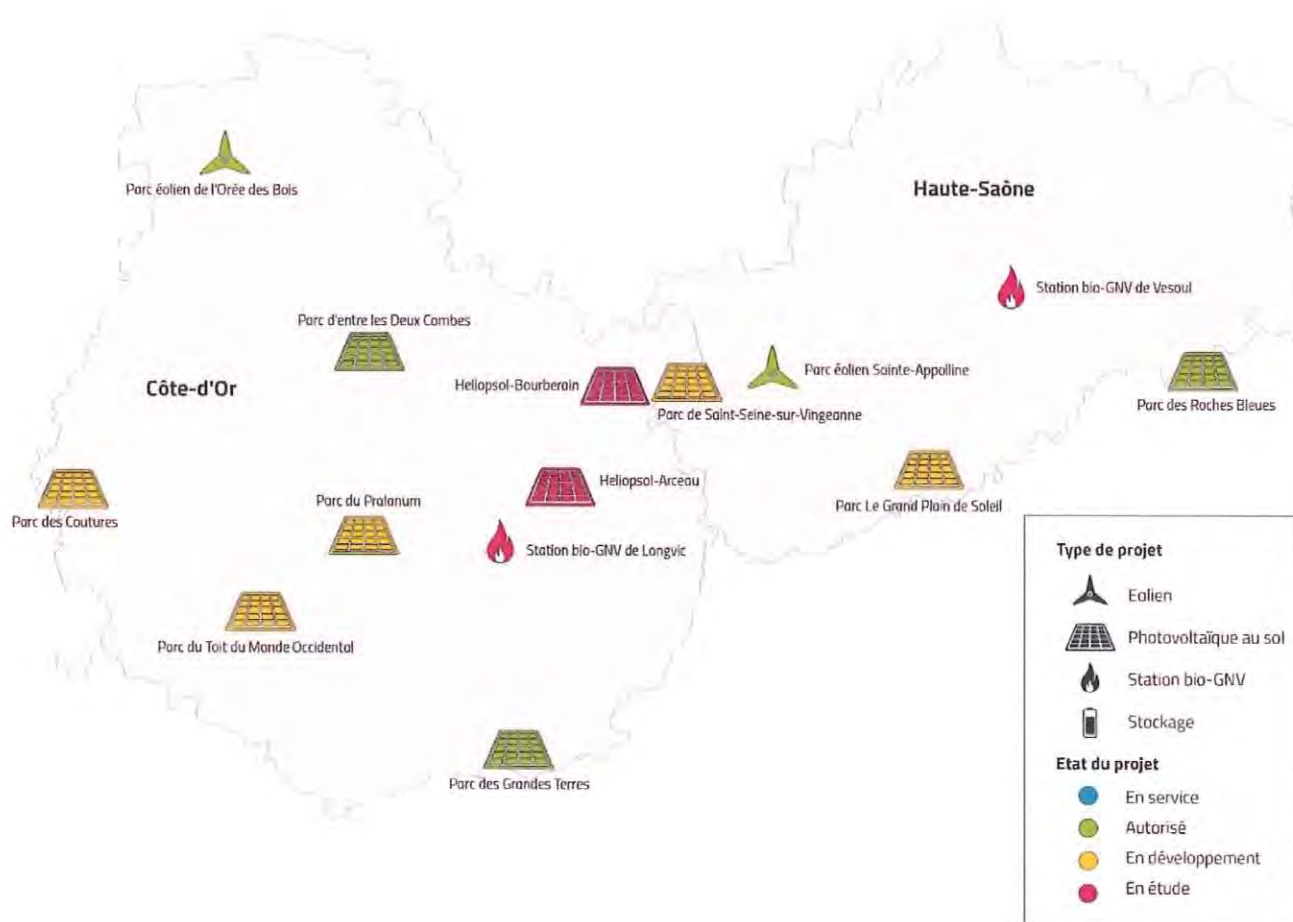
à disposition de moyens est conclue entre le SICECO et la SEML Côte-d'Or Energies.

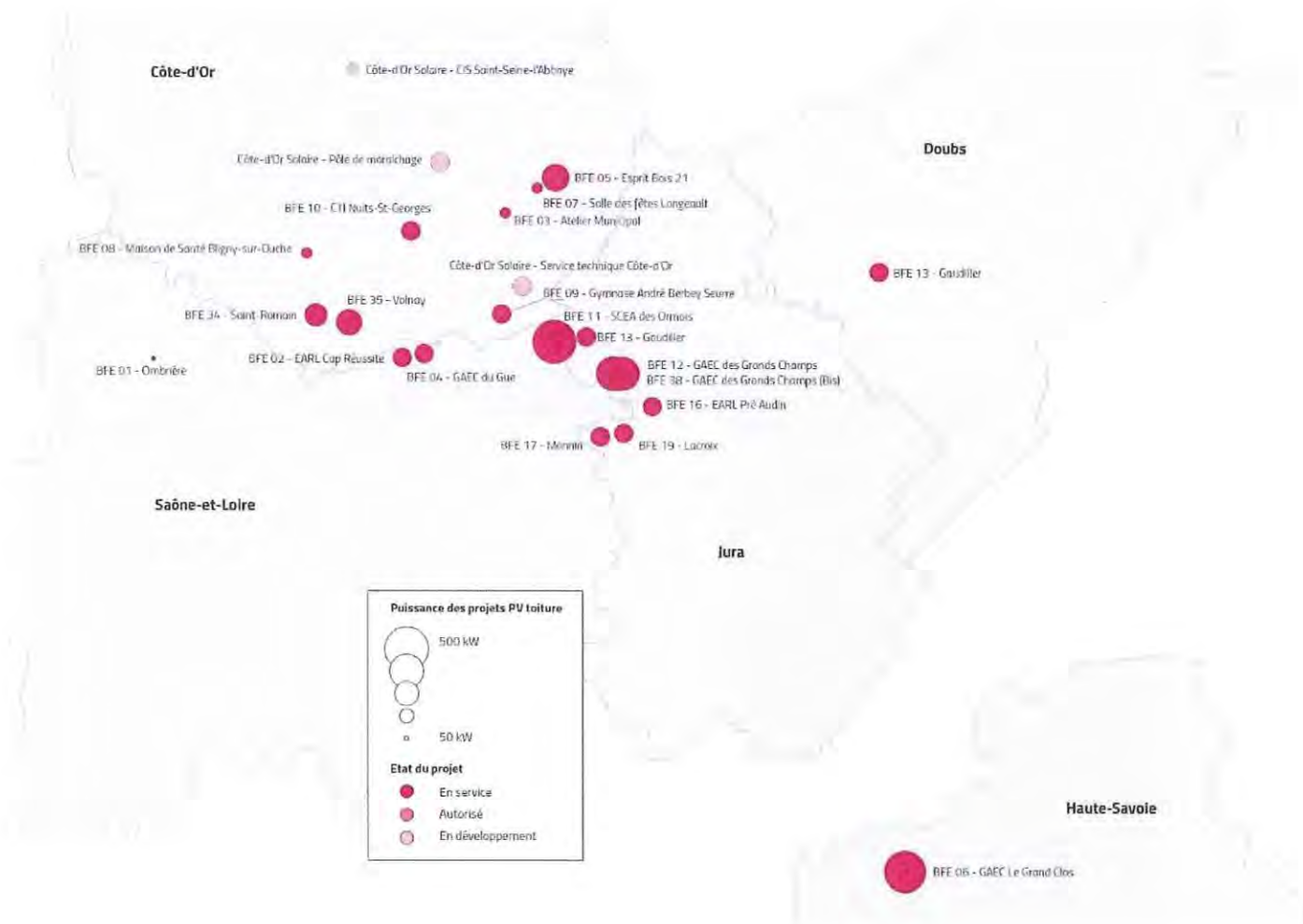
En 2025, la SEML embauche trois salariés permanents en CDI : Cyril Chapeleau et Natalia Caballero (Chargés de projets ENR) et Camille Sauger (Chargée d'affaires administratives et financières).

Pour l'exercice 2025, les ressources humaines sont estimées à 4,6 ETP pour 320 k€ : 2 ETP / 154 k€ dans le cadre de la convention de moyens avec le SICECO et 2,6 ETP / 144 k€ de salariés directs. Le transfert de 2 agents du SICECO vers la SEML impliquera une augmentation des charges directes, en partie compensée par la diminution des prestations de service.

En 2025, renforcement des missions liées au suivi administratif et financier, et au suivi des projets impliquant une augmentation des besoins en ressource humaine ; solution apportée via l'affectation d'heures supplémentaires de l'Agent Malika Jafflin dans le cadre de la convention de mise à disposition SICECO-SEML.

a.4. Cartes de synthèse des projets





b. Situation financière de la SEML Côte-d'Or Énergies

b.1. Exercice comptable 31/12/2024

Pour l'exercice 2024, le bilan s'équilibre à l'actif et au passif à 2 772 161 €. Le compte de résultat présente un déficit de - 75 299 €.

Au titre de l'exercice comptable clos le 31 décembre 2024, la Société réalise, pour la première fois, un chiffre d'affaires à hauteur de 213 013 €. Il s'agit de la vente du développement (heures, études et prime) et de la réalisation d'une partie de la mission d'AMO construction pour le projet PV sol Parc des Grandes Terres à Labergement.

La valorisation des études en cours en production stockée à la clôture de l'exercice s'élève à 928 694 € (751 021 € en 2023) et intègre la poursuite du développement des différents projets ENR (éolien, photovoltaïque sol...).

Le montant des dettes d'exploitation de 247 847 € s'expliquent notamment par la refacturation des heures par le SICECO (214 714 €) pour l'année 2024 dans le cadre de la convention de mise à disposition de moyens.

Quant aux autres créances, la TVA due s'élève à 9 459 € (à décaisser en mai 2025) la TVA collectée s'élève à 15 236 € (exigible au 31/12/2025).

Après prise en compte :

- du résultat d'exploitation négatif à hauteur de -87 609 euros contre -283 457 euros pour l'exercice précédent,
- du résultat financier positif à hauteur de 3 579 €,
- du résultat exceptionnel positif à hauteur de 8 730 €,
- d'un impôt sur les sociétés nul comme pour l'exercice précédent,

le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024 se solde par une perte de -75 299 euros contre une perte de -575 109 euros pour l'exercice précédent.

En 2024, les projets éoliens Rives de Saône et Arnéole, provisionnés en 2023, ont été constatés définitivement en charges

exceptionnelles sur l'exercice 2024 (479 190 €).

Au 31 décembre 2024, le total du bilan de la Société s'élève à 2 772 161 € euros contre 1 624 460 euros pour l'exercice précédent.

Lors de la clôture des comptes au 31 décembre 2023, considérant que le montant des capitaux propres est inférieur à la moitié du capital social, les Associés ont été convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire le 19 juin 2024 et ont décidé de la continuité d'activité de la société, en précisant que l'augmentation de capital prévue en 2025, conformément au suivi du planning financier, aura notamment pour objectif de reconstituer les fonds propres.

L'augmentation de capital a été approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 mars 2025 et constatée par le Conseil d'Administration du 14 avril 2025. Le capital social est donc depuis avril 2025 de 7.840.000 €.

	2024	N-1
Capital social	2 240 000 € <i>NB : Augmentation de capital constatée le 14/04/2025 : 7.840.000 €</i>	2 240 000 €
Chiffres d'Affaires	213 013 €	0 €
Total produits d'exploitation	390 727 €	584 155 €
Coûts salariaux	51 700 €	59 416 € <i>(incluant les indemnités des commissaires enquêteurs)</i>
Convention ressources SICECO	214 714 €	194 244 €
Total charges d'exploitation	479 335 €	867 611 €
Résultat d'exploitation	-87 609 €	-283 457 €
Résultat net comptable	-75 299 €	-575 109 €
Trésorerie nette	450 878 €	152 572 €
Total du bilan	2 772 161 €	1 624 460 €
Capitaux propres	819 299 €	894 598 €
Endettement financier (apport d'associés)	1 636 877 €	509 579 €

b.2. Prévisions financières

Le Conseil d'Administration du 1^{er} octobre 2024, connaissance prise du planning financier mis à jour et du portefeuille de projets envisagé a arrêté le dimensionnement (projets pris en compte et périodes) de l'augmentation de capital à organiser en 2025.

Le plan d'affaires consolidé est présenté aux Administrateurs.

Cet outil vient en complément du planning financier et donne une vision à plus long terme basée sur les plans d'affaires de l'ensemble des projets inscrits au portefeuille.

Le cumul de trésorerie indique un besoin à hauteur de 12,6 M€ jusqu'en 2031.

En observant deux périodes d'investissement 2022-2027 et 2028-2031, les besoins sont les suivants :

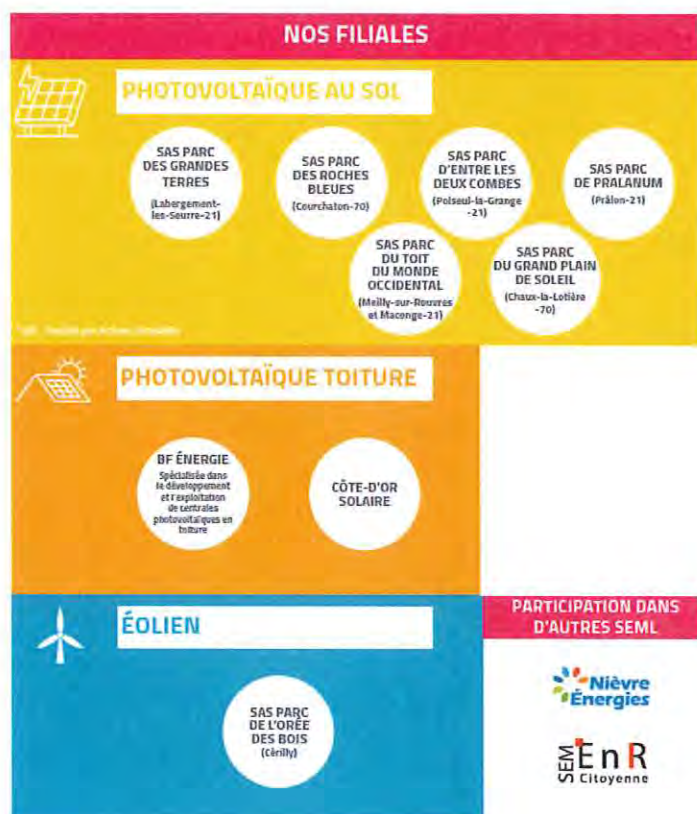
- Jusqu'en 2027 : +5,6M€ dont +3,75M€ de nouveaux fonds et 1,85M€ de CCA à intégrer au capital
- De 2028 à 2031 : +9,5M€ de nouveaux fonds

Le Conseil d'Administration du 1^{er} octobre 2024 valide une augmentation de capital avec les caractéristiques suivantes :

- Montant augmentation +5,6 M€ incluant : 3,75M€ de nouveaux fonds et 1,85M€ de CCA intégrés au capital, soit un nouveau capital porté à 7,84M€ ;
- Augmentation de capital dès T2 2025 avec souscription d'1/4 des fonds, excepté pour le SICECO (intégration CCA au capital en 2025 et nouvelle libération à partir de 2026) et la Région (intégration des CCA dès 2025 sans apport de nouveaux fonds) ;
- Etant donné les incertitudes persistantes sur le portefeuille de projets, les appels de fonds de 2026 et 2027 pourraient être décalés (5 ans maximum pour libérer les fonds : 2030) ;
- Augmentation du nombre d'Administrateur à 15 pour accorder un 2^{ème} siège à la Région BFC qui passerait de 4,5 à 11,5% du capital.

c. État des filialisations

c.1. Présentation globale



c.2. Liste détaillée des filialisations

Prises de participation dans les SEML régionales

Prise de participation dans la SEM ENR Citoyenne (Jura/Doubs)

	2017	
SEML COE	10 000 €	0,86%
Capital social TOTAL	1 156 200 €	100%

Prise de participation dans la SEM Nièvre Energies

	2021	
SEML COE	10 000 €	0,46%
Capital social TOTAL	2 188 000 €	100%

Prises de participation dans les SAS ENR

S'agissant de la filière « EOLIEN » :

Prise de participation - SAS Parc éolien des Rives de Saône

	2022	
SEML COE	1 000 €	100%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%

Prise de participation - SAS Parc éolien des Lavières (Orée des Bois, Cérilly)

	2019	
SEML COE	1 000 €	100%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%

S'agissant de la filière « PV TOITURE » :

Prise de participation - SAS BF Énergie

	2012		2018		2020	
BF Holding	500 €	50,00%	500 €	26,04%	20 030 €	26,04%
Cryo	500 €	50,00%				
SEML COE	/		920 €	47,92%	36 860 €	47,92%
SICAE	/		500 €	26,04%	20 030 €	26,04%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%	1 920 €	100%	76 920 €	100%

Prise de participation - SAS Côte-d'Or Solaire

	2024 (Libération à 50% au 31/12/2024)	
SEML COE	18 000 €	15,00%
CD 21	58 800 €	49,00%

CDC	43 200 €	36,00%
Capital social TOTAL	120 000 €	100%

S'agissant de la filière « PV SOL » :

Prise de participation - SAS Parc PV des Roches Bleues (Courchaton)

	2021		2024	
SEML COE	350 €	35%	315 €	31,5%
SIED70	300 €	30%	270 €	27,0%
Sicae est	200 €	20%	180 €	18,0%
Courchaton	150 €	15%	135 €	13,5%
EPI	- €	0%	100 €	10,0%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%	1 000 €	100%

Prise de participation - SAS Parc PV des Grandes Terres (Labergement)

	2021		2023	
SEML COE	- €	0%	450 €	45%
GEG EnER	1 000 €	100%	450 €	45%
Labergement-lès-Seurre	- €	0%	100 €	10%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%	1 000 €	100%

Prise de participation - SAS Parc PV Toit du Monde Occidental (Pouilly-Maconge)

	2024	
SEML COE	400 €	40%
GEG EnER	400 €	40%
CC Pouilly-Bligny	200 €	20%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%

Prise de participation - SAS Parc PV du Pralanum (Prâlon)

	2024	
SEML COE	460 €	46%
Enercoop	440 €	44%
Prâlon	100 €	10%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%

Prise de participation - SAS Parc PV d'entre les deux combes (Poiseul)

	2021		2024	
SEML COE	- €	0%	480 €	48%
GEG EnER	1 000 €	100%	470 €	47%
Poiseul-la-Grange	- €	0%	50 €	5%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%	1 000 €	100%

Prise de participation - SAS Grand Plain de Soleil (Chaux-la-Lotière)

	2025	
SEML COE	550 €	55%
SIED70	250 €	25%

Chaux-la-Lotière	100 €	10%
CC Pays Riolais	50 €	5%
Boult	50 €	5%
Capital social TOTAL	1 000 €	100%

d. Évolutions statutaires

d.1. Rappel des modifications statutaires dans les 5 dernières années

Pour rappel, depuis sa création, les statuts de la SEML ont été modifiés :

- Lors de l'Assemblée extraordinaire du 27 mai 2019 pour augmenter le capital social de 1 670 000 € et le porter à 2 240 000 €.
- Lors de l'Assemblée extraordinaire du 10 septembre 2020 pour modifier l'article 20 de la manière suivante :
[...] La personne désignée comme président ne doit pas être âgée de plus de 80 ans. Toute nomination intervenue en violation de cette disposition est nulle. [...]
- Lors de l'Assemblée extraordinaire du 10 janvier 2022 pour modifier l'objet social et intégrer la possibilité de développer une activité liée à la mobilité durable : stations multi-énergies (bioGNV, GNV, électrique, hydrogène).

L'article 3 (objet social) des statuts a été modifié ainsi : « *La Société a pour objet, dans le cadre de la politique énergétique locale conduite en particulier par les partenaires publics locaux qui ont compétence pour ce faire, l'acquisition, l'aménagement, la construction et l'exploitation de moyens de production, de stockage, de distribution décentralisés, et de vente d'énergie notamment d'origine renouvelable, ainsi que toutes activités accessoires liées.* »

Une modification statutaire sera réalisée en 2025 lors de l'augmentation de capital prévue.

III. Relations contractuelles et financières entre la SEML Côte-d'Or Énergies et le SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or

a. Contrat en cours avec la collectivité actionnaire

Une convention de mise à disposition de moyens est conclue entre la SEML Côte-d'Or Énergies et le SICECO, territoire d'Énergie Côte-d'Or pour la période du 2 juillet 2024 au 1^{er} juillet 2026. Cette convention prévoit les modalités de refacturation des heures affectées par les agents du SICECO pour le compte de la SEML Côte-d'Or Énergies.

b. Avances en compte courant de la collectivité

Une convention d'apport en compte courant d'associés entre la Société et le SICECO pour un montant total maximal d'1,5 millions d'euros a été autorisée par le Conseil d'Administration du 4 décembre 2023 et signée le 25 janvier 2024.

Les versements effectifs à hauteur d'1,05 M€ sont intégrés au capital lors de l'augmentation de capital prévue début 2025.

IV. Contrôles et gestion des risques

Aucun contrôle n'a été réalisé en 2024 par l'Administration ou les différents opérateurs mandatés.

Principaux risques et incertitudes

Typologie	Caractéristiques	Stratégie mise en œuvre
Risque technique et conjoncturel	<ul style="list-style-type: none"> - Évolutions gisements suite aux aléas climatiques (potentiel solaire et éolien) - Revue des objectifs de la Programmation Pluri-annuelle de l'Énergie à la baisse - Baisse des tarifs obligés de vente d'énergie (arrêté S21 notamment) 	<ul style="list-style-type: none"> - Travail sur des hypothèses de probabilité (incertitude revue à la hausse en P90) - Travail sur l'identification en zone d'accélération (loi APER) des projets en cours de développement - Optimisation et priorisation des projets
Risque juridique	<ul style="list-style-type: none"> - Recours juridiques sur projet éolien 	<ul style="list-style-type: none"> - Travail avec un avocat spécialisé - Travail sur la sécurisation juridique des projets (constats d'huissier...)

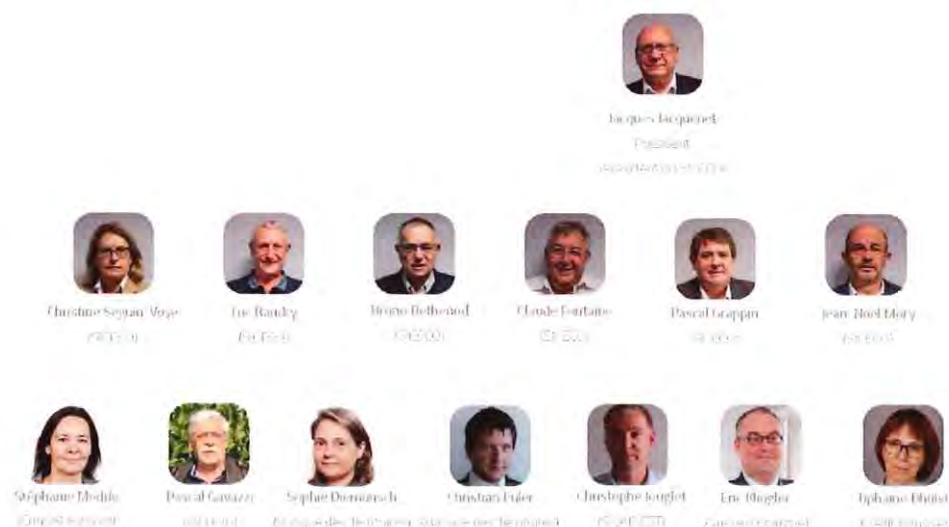
V. Bilan de la gouvernance de la SEML Côte-d'Or Énergies

a. Actionnariat 2024 et évolutions à venir 2025

Actionnaires	Nombre d'actions détenues	Capital	% du capital détenu
Collectivités territoriales			
SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or	11 500	1 150 000 € => 3 850 000 €	51,34 % => 49,11 %
Région Bourgogne-Franche-Comté	1 000	100 000 € => 900 000 €	4,46 % => 11,48 %
SIED 70 , territoire d'énergie Haute-Saône	1 000	100 000 € => 300 000 €	4,46 % => 3,83 %
Actionnaires privés			
Banque des territoires	6 500	650 000 € => 1 950 000 €	29,02 % => 24,87 %
Sicae Est	1 500	150 000 € => 620 000 €	6,70 % => 7,91 %
Caisse d'Epargne Bourgogne-Franche-Comté	300	30 000 € => 80 000 €	1,34 % => 1,02 %
Crédit agricole Champagne-Bourgogne	300	30 000 € => 80 000 €	1,34 % => 1,02 %
Dijon Céréales	200	20 000 € => 40 000 €	0,89 % => 0,51 %
Nièvre Énergies	100	10 000 € => 20 000 €	0,45 % => 0,26 %
Total	22 400	2 240 000 € => 7 840 000 €	100 %

b. Les dirigeants

b.1. Composition du Conseil d'Administration



Actionnaires	Représentants au Conseil d'Administration	Représentant à l'AG	Date de nomination
Collectivités territoriales			
SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or	Jacques Jacquenet (Président) Christine Seguin-Voye Luc Baudry Bruno Bethenod Claude Fontaine Pascal Grappin Jean-Noël Mory	Jacques Jacquenet (Président)	14 octobre 2020
Région Bourgogne-Franche-Comté	Stéphanie Modde	Stéphanie Modde	23 juillet 2021 / 19 janvier 2024
SIED 70, territoire d'énergie Haute-Saône	Pascal Gavazzi	Pascal Gavazzi	29 août 2020
Actionnaires privés			
Banque des territoires	Sophie Diemunsch Christian Euler	Sophie Diemunsch Christian Euler	1 ^{er} juillet 2021
Sicae Est	Christophe Jouglet	Christophe Jouglet	14 juin 2018
Caisse d'Epargne Bourgogne-Franche-Comté	Eric Klingler (Lucas Boiteux membre coopté en cours d'exercice)	Jérôme Ballet	19 septembre 2019
Crédit agricole Champagne-Bourgogne	Thiphaine Dhulst	Thiphaine Dhulst	31 août 2021
Dijon Céréales	-	Didier Lenoir	21 décembre 2020
Nièvre Énergies	-	Guy Hourcabie	24 mars 2021

b.2. Organisation de la gouvernance

Le Président de la SEML Côte-d'Or Energies, Jacques Jacquenet a été désigné par délibération du Conseil d'Administration du 26 octobre 2020, pour la durée de son mandat d'administrateur.

Le Directeur Général, Jean-Michel Jeannin a été désigné par délibération du Conseil d'Administration du 12 octobre 2023 pour un mandat de 2 années, soit jusqu'au 8 novembre 2025.

c. Bilan de la gouvernance

c.1. Réunions des instances

- Le Conseil d'Administration s'est réuni lors de 5 séances : les 13 février, 29 mai, 19 juin, 1er octobre, 3 décembre 2024.
- L'Assemblée Générale Ordinaire s'est réunie le 19 juin 2024, suivie d'une séance extraordinaire actant la poursuite de l'activité malgré des capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social.

c.2. Participation des représentants du SICECO

Administrateur	Nombre de participation Conseil d'Administration ou Comité Technique	Nombre de participation Assemblée Générale
Jacques Jacquenet	5	2
Christine Seguin-Voye	4	NC
Luc Baudry	3	NC
Bruno Bethenod	3	NC
Claude Fontaine	4	NC
Pascal Grappin	4	NC
Jean-Noël Mory	3	NC

ANNEXES

ANNEXE 1 - RAPPORT D'ACTIVITE 2024

ANNEXE 2 - COMPTES ANNUELS 2024

ANNEXE 3 - RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251126-5-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 26-11-2025

Publication le : 26-11-2025



Rapport d'activité 2024

N°9



Générateur participatif d'énergies

Sommaire

pour trouver sa route

Le mot du Président	1
pour témoigner sur une année de fonctionnement	
Une mission	2
pour développer les énergies renouvelables	
Carte d'identité	4
pour rencontrer le Conseil d'administration	
En bref	5
pour tout savoir d'un coup d'œil	
Grand angle	6
Pour visualiser tous les projets de la SEML	
Éolien	8
pour utiliser l'énergie du vent	
Photovoltaïque	10
pour utiliser l'énergie du soleil	
Les chiffres	13
pour faire les comptes	

Directeur de la publication

Jean-Michel Jeannin

Dépôt légal en cours

Tirage

250 exemplaires - Juillet 2025

Crédits photographiques

© SEML Côte-d'Or Énergies
sauf mention contraire

**Développer
les énergies
renouvelables** pour
réussir la transition
énergétique locale



Le mot du Président pour témoigner sur une année de fonctionnement

La SEML poursuit son développement à la meilleure vitesse possible compte-tenu des nombreuses contraintes. Une vingtaine de centrales photovoltaïques en toiture sont en service et un partenariat avec le Département va permettre de développer d'autres centrales sur ses bâtiments notamment.

Côté sol, les premiers coups de pioche du parc des Grandes Terres ont résonné à Labergement-les-Seurre. La mise en service est prévue à l'automne 2025. Les autres projets poursuivent leur développement.

Du côté de l'éolien, c'est le cœur lourd que le Conseil d'administration a décidé d'abandonner le projet des Rives de Saône. Et celui de l'Orée des Bois subit des recours de la part d'associations et d'une commune, une procédure classique pour ce type de projet.

La SEML travaille également sur le sujet de la mobilité, encore plus impactant en CO₂ que la production d'électricité. Cependant, il est vrai, qu'elle se heurte parfois à bon nombre d'obstacles : législatifs, administratifs, financiers. Et ce alors que la transition

énergétique est plus que jamais d'actualité à l'échelle des territoires. La raison d'être de la SEML reste la production, la distribution et la vente d'énergie produite à partir de sources renouvelables afin de contribuer à son niveau à la diminution des gaz à effet de serre. Contrairement à d'autres, le point fort de la SEML est et restera la constitution de projets en concertation avec les acteurs du territoire. J'y mets un point d'honneur. Nous bâtissons une stratégie de développement qui répond aux besoins : mise à profit des zones d'accélération des énergies renouvelables définies par les communes, prospection sur des sites dégradés pour le solaire, opportunité de développer des projets agriphotovoltaïques ou des petits projets au sol par « grappe ». Nous nous entourons de partenaires partageant nos valeurs. Ainsi, nos projets reflètent l'âme de notre territoire et sa volonté à mener une transition énergétique en adéquation avec ses besoins et avec l'aide de ses ressources locales.

1

Jacques Jacquenet

Une mission pour développer les énergies renouvelables

2

À l'heure des choix qui conditionnent la transition énergétique, la Société d'Économie Mixte Locale (SEML) Côte-d'Or Énergies développe, construit, investit et exploite des centrales de production d'énergie décentralisée à partir de sources renouvelables : éolien, photovoltaïque au sol ou en toiture, méthanisation ou encore hydroélectricité. Elle peut également distribuer et vendre de l'énergie, notamment en faveur de la mobilité propre. Elle œuvre sur les territoires de la Côte-d'Or et de la Haute-Saône.

Alors que l'urgence climatique ne cesse de se préciser, la SEML Côte-d'Or Énergies ambitionne de développer des projets d'énergies renouvelables sur le territoire permettant de diminuer les émissions de gaz à effet de serre et répondant ainsi aux objectifs nationaux et régionaux.

Elle propose un modèle économique

qui fait le choix de valoriser des ressources locales et renouvelables tout en reversant les bénéfices au territoire. Entreprise privée issue d'un partenariat entre des acteurs publics et privés, elle combine les points forts de ces deux mondes : recherche de l'intérêt général (activités et bénéfices générés au profit des habitants), recherche de la cohésion entre les intérêts d'un projet et les besoins du territoire (construction d'un bouquet énergétique adapté aux ressources et aux besoins du territoire), recherche de l'innovation et de la performance. Les projets de la SEML sont ainsi conditionnés à la politique énergétique locale. Les implantations sont décidées en concertation avec les différents acteurs du territoire, notamment les élus municipaux, et répondent aux besoins d'un indispensable mix énergétique.

La SEML Côte-d'Or Énergies

permet de renforcer l'appropriation des projets en assurant une concertation de chacun des acteurs du territoire : élus, institutionnels, entreprises, associations, habitants. Tous peuvent ainsi s'investir dans l'avenir énergétique de leur territoire. Cette méthode, qui fait la part belle à l'échange et à la transparence, assure une meilleure acceptabilité des projets. La structuration de la SEML lui permet de créer des filiales et offre la possibilité aux collectivités, aux acteurs privés concernés et aux citoyens de participer financièrement aux projets en devenant actionnaires. Ainsi, ils deviennent acteurs des projets énergétiques de leur territoire. Outil d'investissement et de développement de projets de grande ampleur, elle participe à l'émergence d'une filière créatrice d'emplois et de retombées économiques locaux.

Une mission pour développer les énergies renouvelables



CAPITAL SOCIAL : 7 840 000 €

COLLÈGE PUBLIC DES ACTIONNAIRES



3 850 000 €
(49,10 %)



900 000 €
(11,50 %)



300 000 €
(3,80 %)

COLLÈGE PRIVÉ DES ACTIONNAIRES



1 950 000 €
(24,90 %)



620 000 €
(7,90 %)



80 000 €
(1,00 %)



80 000 €
(1,00 %)



40 000 €
(0,50 %)



20 000 €
(0,30 %)

NOS FILIALES



PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL

SAS PARC DES GRANDES TERRES
(Labergement-les-Seurre-21)

SAS PARC DES ROCHES BLEUES
(Courchaton-70)

SAS PARC D'ENTRE LES DEUX COMBES
(Poiseul-la-Grange-21)

SAS PARC DE PRALANUM
(Prâlon-21)

SAS PARC DU TOIT DU MONDE OCCIDENTAL
(Meilly-sur-Rouvres et Maconge-21)

SAS PARC DU GRAND PLAIN DE SOLEIL
(Chaux-la-Lotière-70)



PHOTOVOLTAÏQUE TOITURE

BF ÉNERGIE
Spécialisée dans le développement et l'exploitation de centrales photovoltaïques en toiture

CÔTE-D'OR SOLAIRE



ÉOLIEN

SAS PARC DE L'ORÉE DES BOIS
(Cérilly)

PARTICIPATION DANS D'AUTRES SEML



SEM En R
Citoyenne

3

Carte d'identité

pour rencontrer le Conseil d'administration

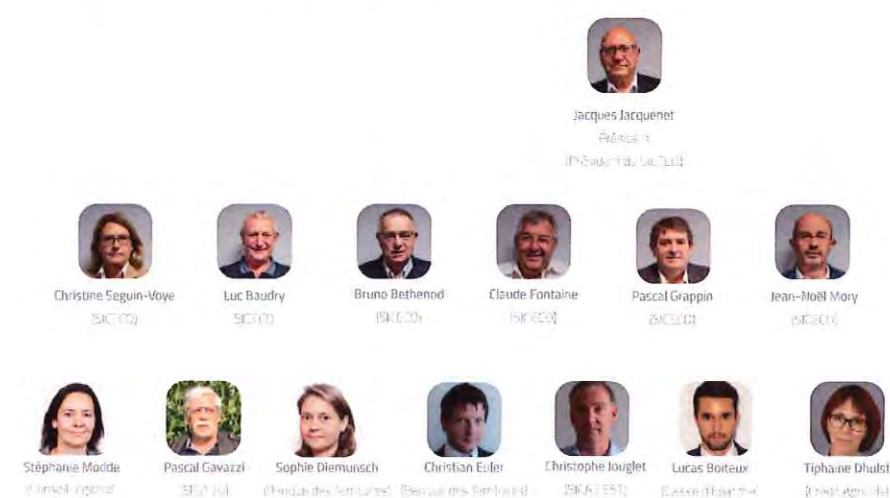
3 Conseils d'administration et 1 Assemblée générale Ordinaire et 1 Assemblée générale Extraordinaire ont eu lieu en 2024.

Le 29 mai, le Conseil d'administration prévoit une augmentation de capital en 2025 à hauteur de plus de 4,8 millions d'euros, lui permettant de construire ses premiers projets d'énergies renouvelables et de reconstituer ses fonds propres.

Le 19 juin, l'Assemblée générale Extraordinaire décide de poursuivre les activités de la SEML et approuve l'augmentation de capital pour 2025.



Composition du Conseil d'administration



Le 29 mai,

le Conseil d'administration renouvelle la convention de mise à disposition de moyen avec le SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or.

Le 1^{er} octobre,

le Conseil d'administration approuve la nomination de Lucas Boiteux à la place de Francis Viennet en tant que représentant de la Caisse d'épargne et de prévoyance de Bourgogne-Franche-Comté. Une future AGO en 2025 aura la charge de ratifier cette décision.

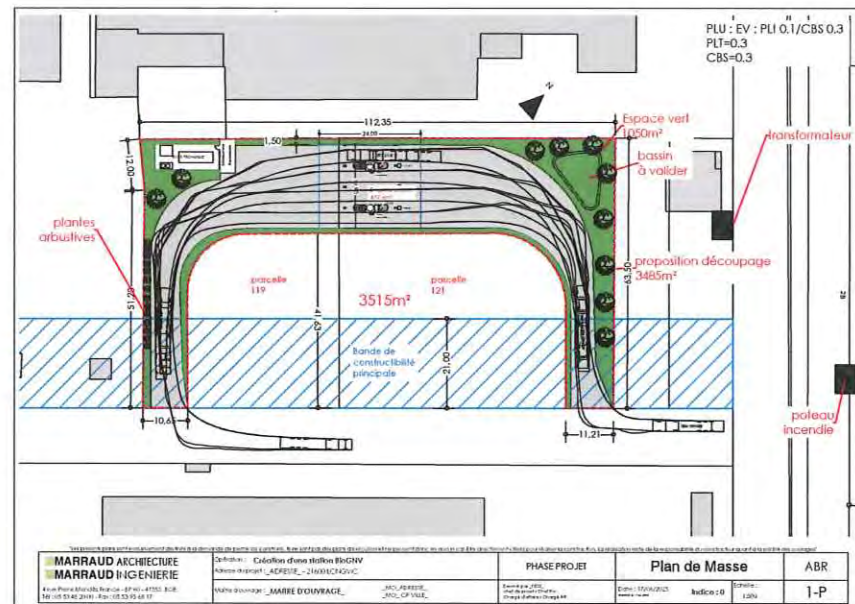
En bref pour tout savoir d'un coup d'œil

La mobilité durable reste un sujet important pour la SEML qui poursuit le partenariat avec les autres SEML régionales (Nièvre Énergies, Saône-et-Loire Énergies Renouvelables et SEML EnR Citoyenne), concernant le déploiement de stations multi-énergies GNV-bioGNV, hydrogène et électrique dans la Région. Ce projet va se poursuivre avec un

nouveau partenaire « Bio GNV du Confluent » créé par la SEML Avergies du Lot-et-Garonne et le groupe Pujol, concessionnaire automobile et transporteur. Deux sites sont identifiés, un en Côte-d'Or et un autre en Haute-Saône.

La SEML se rapproche de structures spécialisées dans le stockage d'énergie à partir de batteries chimiques.

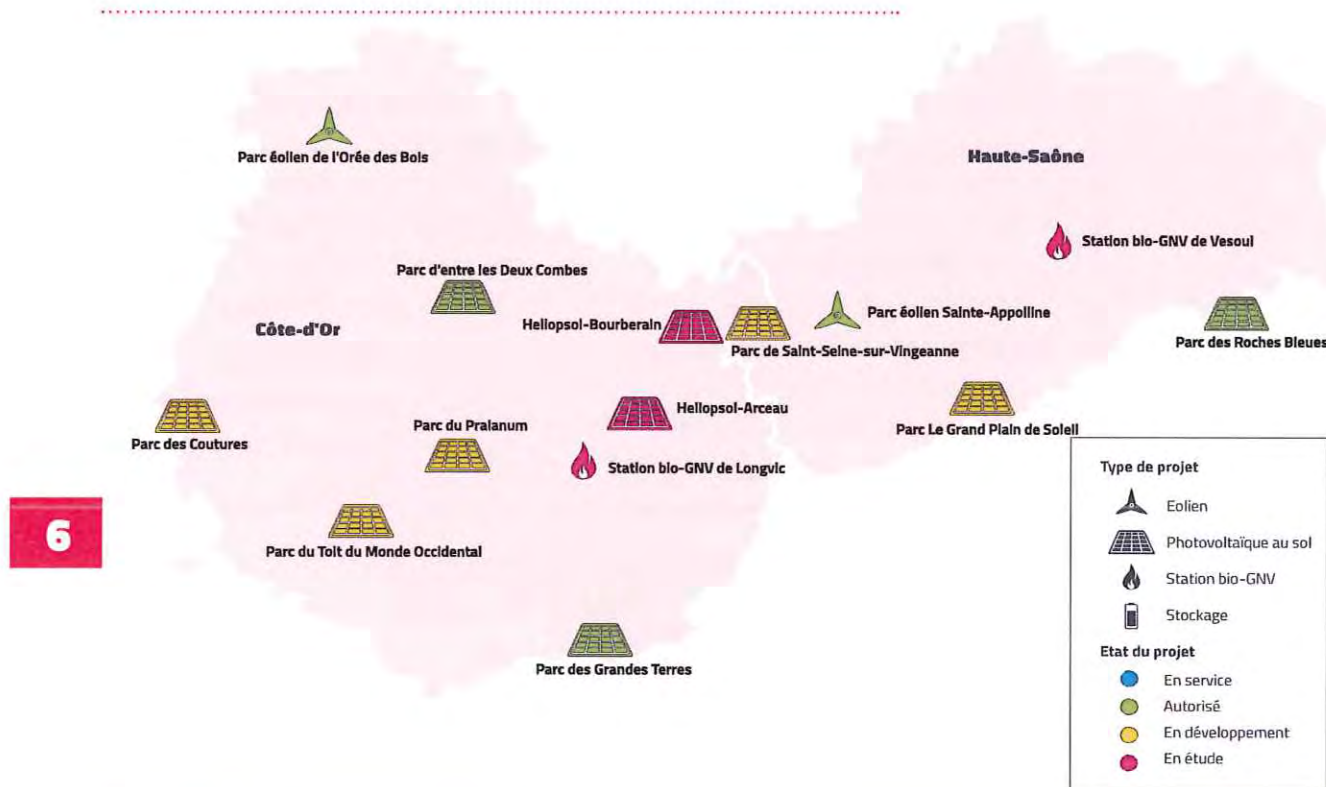
5



Projet de plan d'une station GNV

Grand angle

Pour visualiser tous les projets de la SEML



Éolien

58 MW

- Parc éolien de l'Orée des Bois situé dans le Châtillonnais (21). 4 éoliennes autorisées pour une puissance de 18 MW. Mise en service 2029
- Parc éolien Sainte Apolline situé en Haute-Saône. 5 éoliennes autorisées pour une puissance de 15 MW. Mise en service 2027
- Un projet en développement pour une puissance de 15 à 25 MW

Photovoltaïque en toiture

8,2 MWc

- 16 centrales en fonctionnement pour un total de 3,2 MWc via la filiale BF Energie
- Création d'une filiale « Côte-d'Or Solaire » avec le Département de Côte-d'Or et la CDC ciblant les collèges, les bâtiments du SDIS et des collectivités (30 projets soit 5 MWc à horizon 2029)

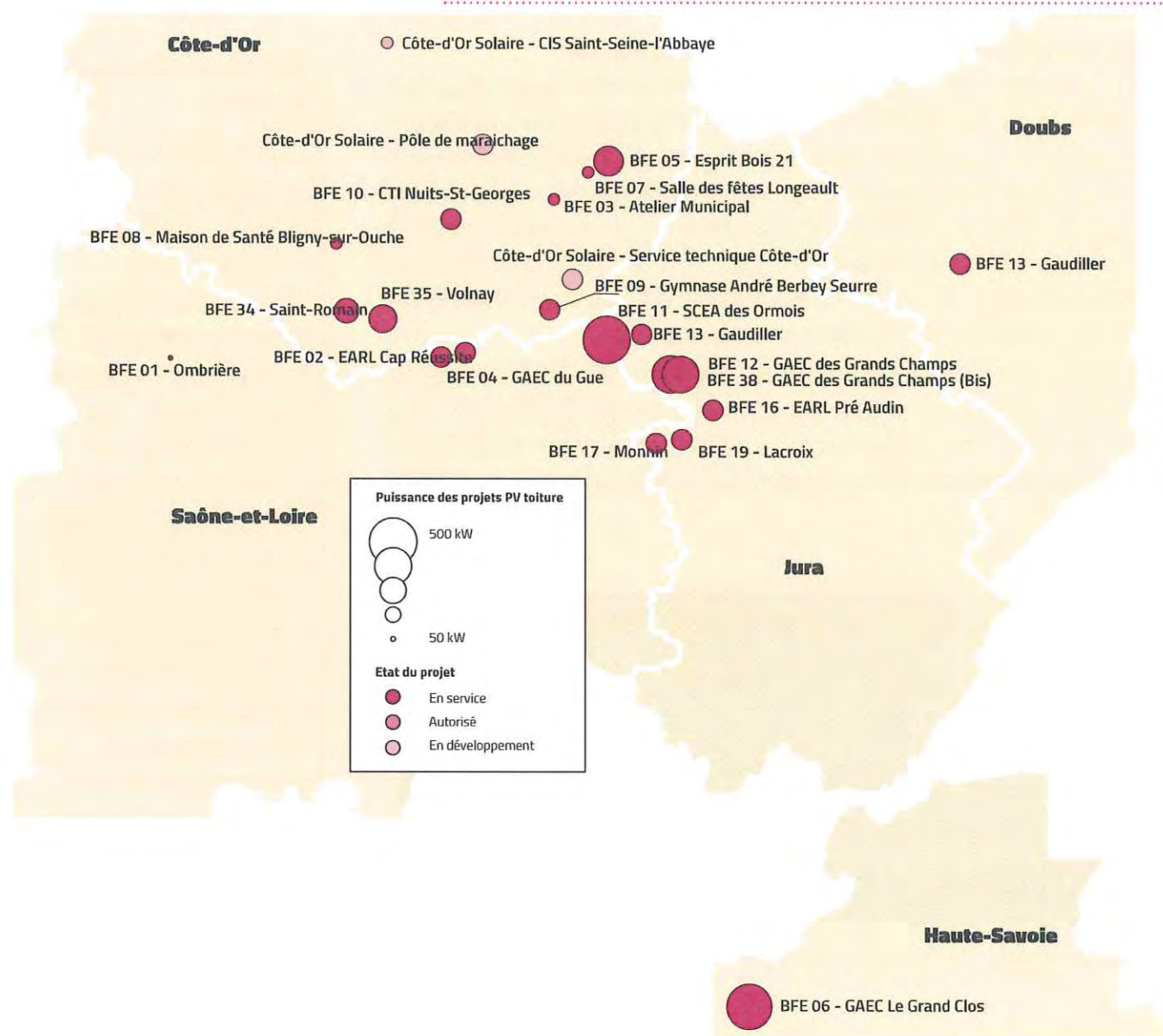
Photovoltaïque au sol

49 MWc

- Parc des Grandes Terres, 5 MWc, à Labergement-lès-Seurre (21). Mise en service 2025
- Parc des Roches Bleues, 4 MWc, à Courchaton (70). Mise en service 2025
- Parc d'Entre les Deux Combes, 4 MWc, à Poiseul-la-Grange (21). Autorisé
- 5 projets en développement pour un total de 36 MWc

Grand angle

Pour visualiser tous les projets de la SEML



Éolien

Pour utiliser le souffle du vent

Parc éolien de l'Orée des bois : des recours sont déposés

Le 29 novembre 2023, après plus de 2 ans d'instruction, le préfet de la Côte-d'Or signait un arrêté autorisant partiellement le projet éolien de l'Orée de Cérilly. Par rapport au projet initial, les deux éoliennes situées sur la commune de Sainte-Colombe-sur-Seine ont été supprimées en raison notamment de leur situation dans le périmètre du Parc National de Forêts qui avait émis un avis défavorable (bien qu'une telle activité ne soit pas interdite dans l'aire optimale d'adhésion et impossible en cœur de parc).

En mars 2024, 4 associations et la commune de Balot enregistrent des recours auprès de la Cour Administrative d'Appel (CCA) de Lyon. Les principaux arguments avancés sont les effets sur le paysage, la faune et les conséquences touristiques. La décision de la CAA est attendue pour 2025.

8



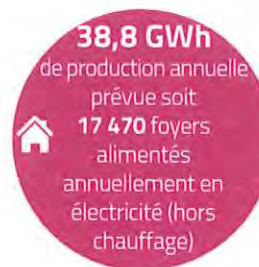
Permanence publique pour présenter le projet et concerter les habitants - Novembre 2019

Des retombées locales positives

Le projet permet de participer à l'économie locale grâce à la création d'emplois directs (entreprises de travaux, techniciens éoliennes, ...) et indirects (restaurants, hôtels, notaires, ...). De plus, les actionnaires publics et privés de la SEML Côte-d'Or Énergies étant locaux (le SICECO, territoire d'énergie Côte-d'Or, la Région Bourgogne Franche-Comté...), les retombées de l'investissement profiteront au territoire.

Toutes les études ont été réalisées et toutes les concertations ont été menées afin de déterminer la bonne implantation du projet.

En chiffres : le parc éolien de l'Orée des Bois



Du côté des Rives de Saône

Le 7 mars, la CAA de Lyon rejette la requête que la SEML avait formulée contre l'arrêté préfectoral de rejet pris par la Préfecture en mars 2023. Cette dernière avait pris la décision suite à un avis défavorable de la DGAC qui pourtant était favorable au début du projet.

Les administrateurs de la SEML décident le 29 mai d'abandonner le projet. Les promesses de bail sont restituées et la société de projet est dissoute.

Du côté du projet éolien CE Sainte Appolline « Entre Saône et Salon »

La SEML réfléchit à l'opportunité d'acheter ce parc situé en Haute-Saône en partenariat avec le SIED70, territoire d'énergie de la Haute-Saône, la SICAE Est, Jurascic et 4 communes. Le 25 novembre, le projet est purgé de tous recours c'est-à-dire que la construction va pouvoir débuter. En 2025, il s'agira de discuter du montant de l'investissement avec le développeur

Éolien

Pour utiliser le souffle du vent

Total énergies.

Un nouveau projet sur la commune d'Ampilly-les-Bordes

Démarchée par plusieurs développeurs éoliens, la commune a choisi la SEML pour poursuivre l'étude de faisabilité d'un projet éolien sur son territoire. Consciente des enjeux forts que représente le développement d'un tel projet, la SEML a d'abord proposé d'évaluer la faisabilité du projet en recueillant les recommandations des services de l'État, en mesurant les risques à prendre quant au lancement du développement du projet, en informant la commune et les partenaires en toute transparence. Ainsi, il sera plus facile pour l'ensemble des acteurs de prendre des décisions éclairées et partagées.

Pour ce projet, la SEML a pris attache avec GEG ENeR afin de réfléchir à un co-développement.

Photovoltaïque

pour utiliser l'énergie du soleil

Lancement des travaux pour le Parc photovoltaïque des Grandes Terres à Labergement-les-Seurre (21)

Début septembre, la SEML, GEG EneR et la commune de Labergement-lès-Seurre donnent officiellement le coup d'envoi des travaux du parc photovoltaïque des Grandes Terres.

Pour rappel, abandonné depuis quelques années, le site de Labergement-lès-Seurre, remplissait tous les critères pour accueillir une centrale photovoltaïque au sol : ancien site de concassage, terrain non cultivable.

Un peu plus de 10 mois de travaux

Les travaux se poursuivront jusqu'à l'été 2025. Ils consistent principalement à la préparation du terrain, à l'installation des modules photovoltaïques, au raccordement et à la sécurisation du site. Les entreprises participant aux travaux sont Eiffage et Pelichet TP.

Durant les travaux et la durée de vie du parc, diverses mesures en faveur de la biodiversité sont mises en place : suivi écologique de chantier, gestion des produits polluants, pas d'artificialisation des sols, création de deux mares pour favoriser le développement de diverses espèces et de haies constituées de végétaux locaux, ...

10



Travaux en cours pour le Parc photovoltaïque des Grandes Terres - Labergement-les-Seurre (21)

Le projet en chiffres

8 112 panneaux solaires installés sur 5 hectares

4,9 MWc de puissance

5,7 GWh d'énergie produite

Environ 1 420 foyers alimentés en électricité (hors chauffage) et 1 550 tonnes d'émissions de CO₂ rejetées en moins dans l'atmosphère soit l'équivalent de 870 vols aller-retour Paris-New-York

4,2 millions d'euros d'investissement

Centrales photovoltaïques au sol

7 projets fin 2024
40 MWc de puissance à installer

Environ 9 500 foyers alimentés en électricité (hors chauffage)

La SEML réfléchit au lancement d'une « Grappe petits PV sol » afin de développer des petites centrales d'environ 1 MWc/1 hectare par projet pour un total d'environ 5/6 MWc. Elle s'associe à Egréga et EH2.

Photovoltaïque pour utiliser l'énergie du soleil

Les projets de centrales photovoltaïques au sol en développement

- Le parc photovoltaïque des Roches Bleues à Belles-Fontaine - anciennement Courchaton (70) est proche d'entrer en construction (début 2025). Les développeurs sont la SEML, le SIED 70, territoire d'énergie Haute-Saône, la SICAE EST et la commune. Ils ont souhaité l'entrée au capital d'Énergies Partagée Investissement à hauteur de 10 % afin de permettre une campagne d'investissement citoyen pour ce projet.
- Le permis de construire du parc photovoltaïque d'Entre les Deux Combes à Poiseul-la-Grange (21) en co-développement avec GEG ENeR est obtenu le 4 août. Cependant, le raccordement du parc sur le poste source de Poiseul-la-Grange est techniquement impossible. La SEML doit attendre une libération d'injection liée à la création du nouveau poste source Côte-d'Or Centre.
- Le 10 avril, la communauté de communes Pouilly-en-Auxois / Bligny-sur-Ouche, la SEML et GEG ENeR signent les statuts de la société chargée de construire et d'exploiter la centrale photovoltaïque du toit du monde occidental. De nombreux échanges ont lieu afin de déterminer l'impact du projet sur les zones humides. Les décisions sont attendues en 2025.
- Le parc photovoltaïque de Pralanum à Prâlon (21) en co-développement avec Enercoop et la commune est revu en projet agrivoltaïque suite aux évolutions réglementaires. En 2024, de nouvelles études sont lancées afin de concevoir ce nouveau projet pour un dépôt de la demande d'autorisation en juillet 2025.
- À Chaux-la-Lotière (70) : l'étude d'impact est bouclée en 2024 pour ce projet situé sur 6 hectares de friches appartenant à la commune, en co-développement avec le SIED 70, avec une participation de la communauté de communes et de deux communes.
- Lancement de l'étude d'impact au printemps pour le projet de La-Roche-En-Brenil. Le dépôt du permis de construire est envisagé pour septembre 2025.
- En décembre, la SEML, avec GEG ENeR lance une étude d'impact pour un nouveau projet de parc photovoltaïque à Saint-Seine-sur-Vingeanne (21).

Photovoltaïque pour utiliser l'énergie du soleil

La SEML poursuit le développement et l'exploitation de centrales photovoltaïques en toiture. Sa filiale BF Énergie devrait, à terme, disposer d'un portefeuille de 21 centrales d'une puissance totale de 3,2 MWc.

Le 13 juin, la SAS Côte-d'Or Solaire, constituée du Conseil Départemental (49 %), de la Banque des territoires (36 %) et de la SEML Côte-d'Or Énergies (15 %), est créée. Dans le cadre du « Grand plan solaire » du Département, elle permettra de développer des centrales photovoltaïques en toiture sur son patrimoine et sur celui d'autres partenaires comme les communes ou le SDIS.

Fin juin, une consultation (construction et maintenance) est lancée afin de réaliser les premiers projets identifiés. L'entreprise RM Facilities est retenue pour la construction de 4 centrales photovoltaïques sur les toits :

12

- d'un pôle de maraîchage à Perrigny-les-Dijon
- d'un bâtiment des services techniques à Pagny-le-Château
- d'un centre d'incendie et de secours à Saint-Seine-L'Abbaye
- d'un hangar municipal à Meloisey



Centrale photovoltaïque en toiture sur la maison de santé à Bligny-sur-Ouche en service depuis 2020

Centrales photovoltaïques toitures BF Énergie

18 centrales en service
fin 2024

2, 25 GWh de production

2,35 MWc de puissance
en service

3,8 millions d'euros
d'investissement

Environ 466 foyers
alimentés en électricité
(hors chauffage)

Centrales photovoltaïques toitures SAS Côte- d'Or Solaire

Un objectif de 5 MWc
pour environ une
vingtaine de toitures
équipées.

Les chiffres pour faire les comptes

La SEML investit dans la réalisation de projets d'énergies renouvelables participant à la transition énergétique. Elle a un portefeuille de projets en développement important et vise une augmentation de capital en 2025. Les administrateurs ont d'ores-et-déjà donné leur accord.

152 572 € disponibles au 1^{er} janvier 2024

- 56 068 €
de dépenses



dont 282 994 € de
fonctionnement

+ 485 387 €
de recettes



dont 263 125 €
de facturation de
développement à
la société de projet
des Grandes Terres
(projet de centrale
photovoltaïque au sol
à Labergement-les-
Seurre)

13

450 878 € disponibles au 31 décembre 2024

213 013 € de chiffre d'affaires

SEML Côte-d'Or Énergies

Société anonyme d'économie mixte locale au capital de 2 240 000 €

Siège social : 9 A rue René Char - 21000 DIJON

03 80 50 99 29

direction@cotedor-energies.fr

COMPTES ANNUELS

du 01/01/2024 au 31/12/2024

SEML COTE D'OR ENERGIES

9 A rue René Char
BP 67454
21000 DIJON

AUDIT GESTION CONSEIL

Dijon / St-Apollinaire | T. 03 80 63 03 00
Savigny-lès-Beaune | contact@agcweb.net
Saulieu • Dole | www.agcweb.net

SAS d'Expertise-Comptable au Capital de 771 560 Euros / R.C.S. Dijon 017 351 370 / NAF 6920Z

SOMMAIRE

Compte rendu de travaux de l'expert-comptable	3
Comptes annuels	4
État de gestion.....	19
États financiers détaillés	21
Documents fiscaux	29

COMPTE RENDU DE TRAVAUX DE L'EXPERT-COMPTABLE

En notre qualité d'expert-comptable et conformément aux termes de notre lettre de mission en date du 12/01/2018, nous avons effectué une mission de présentation des comptes annuels de SEML COTE D'OR ENERGIES relatifs à l'exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024 qui se caractérisent par les données suivantes :

→ Total du bilan	2 772 160,75 Euros
→ Chiffre d'affaires	213 012,68 Euros
→ Résultat net comptable	-75 299,26 Euros

Nous avons effectué les diligences prévues par la norme professionnelle de l'Ordre des experts-comptables applicable à la mission de présentation de comptes.

Lionel SALEMBIER
Expert-comptable diplômé

#SIG01_70_112#



COMPTES ANNUELS



AUDIT GESTION CONSEIL

DIJON • ST-APOLLINAIRE | SAVIGNY-LÈS-BEAUNE | SAULIEU | DOLE
T. 03 80 63 03 00 | contact@agcweb.net | www.agcweb.net

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires						
Fonds commercial					44 438	2,74
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	86 887		86 887	3,13	76 012	4,68
Créances rattachées à des participations	1 156 375		1 156 375	41,71	533 436	32,64
Autres titres immobilisés	20 000		20 000	0,72	20 000	1,23
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	1 263 262		1 263 262	45,57	673 886	41,48
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services	928 694		928 694	33,50	751 021	46,23
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	91 416		91 416	3,30		
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel						
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices	3 709		3 709	0,13	24 545	1,51
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	26 868		26 868	0,97	19 375	1,19
. Autres						
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	450 878		450 878	16,26	152 572	9,39
Charges constatées d'avance	7 333		7 333	0,26	3 061	0,19
TOTAL (II)	1 508 898		1 508 898	54,43	950 574	58,52
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	2 772 161		2 772 161	100,00	1 624 460	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 2 240 000)	2 240 000	80,60	2 240 000	137,89
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...				
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-1 345 402	-48,52	-770 292	-47,41
Résultat de l'exercice	-75 299	-2,71	-575 109	-35,39
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	819 299	29,55	894 598	56,07
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL (II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques			9 730	0,60
Provisions pour charges				
TOTAL (III)			9 730	0,60
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires	157	0,01		
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	1 636 877	59,05	509 579	31,37
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	247 847	8,94	207 215	12,75
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	1 707	0,06	553	0,03
. Organismes sociaux	3 521	0,13	2 785	0,17
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	24 696	0,89		
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	55	0,00		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments financiers à terme				
Produits constatés d'avance	38 000	1,37		
TOTAL (IV)	1 952 862	70,45	720 132	44,33
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif (V)				
TOTAL PASSIF (I à V)	2 772 161	100,00	1 624 460	100,00

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Ventes de marchandises								
Production vendue biens								
Production vendue services	213 013		213 013	100,00			213 013	N/S
Chiffres d'Affaires Nets	213 013		213 013	100,00			213 013	N/S
Production stockée			-301 517	-141,54	256 053	43,93	-557 570	-217,75
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation					9 500	1,63	-9 500	-100,00
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			479 190	224,96	318 597	54,54	160 593	50,41
Autres produits			41	0,02	4	0,00	37	925,00
Total des produits d'exploitation (I)			390 727	183,43	584 155	100,00	-193 428	-33,10
Achats de marchandises (y compris droits de douane)								
Variation de stock (marchandises)								
Achats de matières premières et autres approvisionnements								
Variation de stock (matières premières et autres approv.)								
Autres achats et charges externes			424 811	199,43	328 866	56,30	95 945	29,17
Impôts, taxes et versements assimilés			481	0,23	138	0,02	343	248,56
Salaires et traitements			38 252	17,96	45 938	7,86	-7 686	-16,72
Charges sociales			13 448	6,31	13 477	2,31	-29	-0,21
Dotations aux amortissements sur immobilisations								
Dotations aux provisions sur immobilisations								
Dotations aux provisions sur actif circulant					479 190	82,03	-479 190	-100,00
Dotations aux provisions pour risques et charges								
Autres charges			1 343	0,63	1	0,00	1 342	N/S
Total des charges d'exploitation (II)			478 335	224,56	867 611	148,52	-389 276	-44,86
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-87 609	-41,12	-283 457	-48,51	195 848	69,09
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)								
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)								
Produits financiers de participations								
Produits des autres valeurs mobilières et créances								
Autres intérêts et produits assimilés			39 457	18,52	21 961	3,76	17 496	79,67
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 000	0,47			1 000	N/S
Différences positives de change								
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (V)			40 457	18,99	21 961	3,76	18 496	84,22
Dotations financières aux amortissements et provisions					1 000	0,17	-1 000	-100,00
Intérêts et charges assimilées			36 877	17,31	5 044	0,86	31 833	631,11
Différences négatives de change								
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements								
Total des charges financières (VI)			36 877	17,31	6 044	1,03	30 833	510,14
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			3 579	1,68	15 917	2,72	-12 338	-77,50
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-84 029	-39,44	-267 540	-45,79	183 511	68,59
Produits exceptionnels sur opérations de gestion								
Produits exceptionnels sur opérations en capital			44 473	20,88			44 473	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges			9 730	4,57			9 730	N/S
Total des produits exceptionnels (VII)			54 203	25,45			54 203	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion					307 570	52,55	-307 570	-100,00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			45 473	21,35			45 473	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions								

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Total des charges exceptionnelles (VIII)	45 473	21,35	307 570	52,55	-262 097	-85,21
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	8 730	4,10	-307 570	-52,54	316 300	102,54
Participation des salariés (IX) Impôts sur les bénéfices (X)						
Total des Produits (I+III+V+VII)	485 387	227,87	606 116	103,75	-120 729	-19,91
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	560 686	259,22	1 181 225	202,21	-620 539	-52,52
RÉSULTAT NET	-75 299 <i>Perte</i>	-35,34	-575 109 <i>Perte</i>	-98,44	499 810	86,91
Dont Crédit-bail mobilier Dont Crédit-bail immobilier						



ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

AUDIT GESTION CONSEIL

DIJON • ST-APOLLINAIRE | SAVIGNY-LÈS-BEAUNE | SAULIEU | DOLE
T. 03 80 63 03 00 | contact@agcweb.net | www.agcweb.net



La présente annexe comptable a pour objectif d'aider à la compréhension du compte de résultat et du bilan comptable

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 2 772 160,75 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -75 299,26 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été préparés conformément au Code de Commerce et au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, homologué le 8 septembre 2014 et modifié par voie de règlements ultérieurs.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks de travaux en cours sont valorisés au coût engagé à la clôture pour la réalisation des études en cours. Seuls ont été constatés en stock les coûts engagés pour les projets non abandonnés à la date de clôture.
Pour chaque projet en cours, il est effectué une analyse de chaque étude affectée à ce projet, puis une analyse globale du projet. Les dépenses engagées et ainsi validées constituent le coût de revient du projet en cours.

Projet	Cérilly St Colombe	CE St Apolline	Poiseul la Grange	Courchaton	Pouilly Maconge	Prâlon	Chaux la Lotière	La Roche en Brénil	Saint Seine sur Vingeanne
Montant en cours	429 303	2 470	49 722	109 060	87 938	105 617	90 083	49 461	5 040
Provision dépréciation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant net	429 303	2 470	49 722	109 060	87 938	105 617	90 083	49 461	5 040

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du parc éolien de l'Orée des Bois (Cérilly St Colombe) a fait l'objet d'une annulation par décision de la Cour Administrative d'Appel de Lyon en date du 17 mars 2025. En réponse à cette décision, un pourvoi auprès du Conseil d'Etat sera déposé le 13 mai 2025 au plus tard. Sachant qu'un seul motif d'annulation a été retenu et que la société croit toujours en l'avenir du projet, aucune provision n'a été de ce fait constatée dans les comptes clos le 31 décembre 2024.

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 05 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 novembre 2017
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immob. au début de l'exercice	Augmentat°	Diminut°	Valeur brute des immob. à la fin de l'exercice	Réévaluation légale Valeur d'origine des immob. en fin d'exercice
Fonds commercial	44 438		44 438		
Autres					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillages industriels					
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations financières	630 448	633 849	1 035	1 263 262	
TOTAL	674 886	633 849	45 473	1 263 262	

Etat des provisions

PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Amortissements dérogatoires Dont majoration exceptionnelle de 30% Autres provisions réglementées				
Provisions	9 730		9 730	
Sur immobilisations	1 000		1 000	
Sur stocks et en-cours	479 190		479 190	
Sur clients et comptes rattachés				
Autres dépréciations				
TOTAL	489 920		489 920	

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	1 156 375		1 156 375
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	91 416	91 416	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	3 709	3 709	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	25 854	25 854	
Débiteurs divers	1 014	1 014	
Charges constatées d'avance	7 333	7 333	
TOTAL GENERAL	1 285 701	129 326	1 156 375
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés	25 854		

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers	1 636 877		36 877	1 600 000
Fournisseurs et comptes rattachés	247 847	247 847		
Personnel et comptes rattachés	5 284	5 284		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	24 696	24 696		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	38 000	38 000		
TOTAL GENERAL	1 952 704	315 827	36 877	1 600 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés	1 636 877			

Les emprunts et dettes financières divers sont composés d'avances en comptes courants à hauteur de 1 600 000 euros, qui ont fait l'objet d'une capitalisation début 2025. En effet, l'AGE du 17 mars 2025 a décidé d'augmenter le capital social d'une somme 5 600 000 euros pour le porter à 7 840 000 euros, par l'émission de 56 000 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 100 euros chacune émise au pair. Les actions nouvelles sont libérées d'une part par compensation de comptes courants, et d'autre part en numéraire.

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières CREANCES Créances clients et comptes rattachés Autres créances (dont avoirs à recevoir :) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DISPONIBILITES	1 014
TOTAL	1 014

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes (dont avoirs à établir :)	157 36 877 224 331 2 412
TOTAL	263 778

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	7 333	38 000
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	7 333	38 000

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	22 400	100,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	22 400	100,00

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises Ventes de produits finis Prestations de services	213 013
TOTAL	213 013

Par la facturation de prestation de service, la SEML constate pour la première fois un chiffre d'affaires grâce aux développements des projets qui commencent de voir le jour.

Engagements financiers

La SEML a signé le 4 juillet 2018 avec le SICECO une convention de mise à disposition de moyens humains et matériels permettant ainsi la rationalisation des coûts de structure. Le montant de ces frais pour l'exercice 2024 s'élève à 214 714 €.

La SEML a également allouées à la SAS BF Energie les cautions suivantes :

Projets	Banque	Montant prêt	Référence	Capital restant dû au 31/12/2024	Durée prêt	Date prêt	Terme caution	Montant initial caution	Montant caution sur capital restant dû au 31/12/2024
								SEML Côte-d'Or Energies	SEML Côte-d'Or Energies
BFE 05 - Esprit Bois 21	CA Champagne-Bourgogn	238 000 €	2681476	152 118 €	180 mois	2019	18/01/2037	11 860 €	7 580 €
BFE 06 - GAEC Le Grand Clos	CA des Savoie	533 000 €	1590216	350 282 €	180 mois	2019	14/05/2036	266 500 €	175 141 €
BFE 07 - Salle des fêtes Longeault	CA Champagne-Bourgogn	42 000 €	2681891	31 319 €	180 mois	2019	10/10/2038	19 740 €	14 720 €
BFE 08 - Maison de Santé Bligny-sur-Ouche	CA Champagne-Bourgogn	43 000 €	2681896	27 584 €	180 mois	2019	18/01/2037	20 210 €	12 965 €
BFE 09 - Gymnase André Berbey Seurre	CA Champagne-Bourgogn	98 000 €	2681900	66 322 €	180 mois	2019	03/09/2037	46 060 €	31 171 €
BFE 10 - CTI Nuits-St-Georges	CA Champagne-Bourgogn	96 000 €	2681905	61 662 €	180 mois	2019	18/01/2037	45 120 €	28 981 €
BFE 11 - SCEA des Ormois	CICE	483 225 €	20004541946	340 882 €	180 mois	2020	05/04/2035	231 000 €	162 955 €
BFE 12 - GAEC des Grands Champs	CICE	287 725 €	20004546568	221 018 €	180 mois	2020	20/02/2036	137 000 €	105 237 €
BFE 34 - St-Romain	La Banque Postale	104 202 €	17641	101 672 €	180 mois	2024	15/08/2039	49 934 €	48 721 €
BFE 35 - Volnay	La Banque Postale	140 995 €	17640	137 571 €	180 mois	2024	15/09/2039	67 565 €	65 924 €
Total								894 988 €	653 395 €

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	5 949
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
TOTAL	5 949

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
SAS PARC DES LAVIER	1 000	-8 918	100,00	1 000	1 000	201 076		--	-5 472	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
SAS PARC DES ROCHE	1 000	-13 646	31,50	315	315	414 269		--	-36 590	
SAS PARC DES GRANDES TERRES	1 000	-3 618	45,00	450	450	201 076		--	-25 894	
SAS BF ENERGIE	76 920	36 990	47,92	74 212	74 212	363 757		240 984	-4 685	
SAS PRALANUM	1 000		48,00	480	480	829		--	-1 641	
SAS COTE D'OR SOLAIRE	60 000		15,00	9 000	9 000	276		--	-6 630	
SAS PARX D'ENTRE LES DEUX COMBES	1 000	-2 563	48,00	480	480	--		--	-3 287	
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										



ÉTAT DE GESTION

AUDIT GESTION CONSEIL

DIJON • ST-APOLLINAIRE | SAVIGNY-LÈS-BEAUNE | SAULIEU | DOLE
T. 03 80 63 03 00 | contact@agcweb.net | www.agcweb.net



SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 / 12)	%
Ventes de marchandises				
- Cout direct d'achat				
+/- Variation du stock de marchandises				
Marge commerciale (I)				
<i>Taux de marge commerciale</i>	%	%		
+ Production vendue	213 013		213 013	N/S
+ Production stockée	-301 517	256 053	-557 570	-217,75
+ Production immobilisée				
Production de l'exercice	-88 504	256 053	-344 557	-134,55
- Matières premières et approvisionnements consommés				
- Sous traitance directe				
Marge brute sur production (II)	-88 504	256 053	-344 557	-134,55
<i>Taux de marge brute sur production</i>	100,00 %	100,00 %		
Marge brute globale (I + II)	-88 504	256 053	-344 557	-134,55
<i>Taux de marge brute globale</i>	100,00 %	100,00 %		
- Services extérieurs et autres charges externes	424 811	328 866	95 945	29,17
Valeur ajoutée produite	-513 315	-72 812	-440 503	-604,98
<i>Valeur ajoutée / chiffre d'affaires</i>	579,99 %	-28,44 %		
+ Subventions d'exploitation		9 500	-9 500	-100,00
- Impôts, taxes et versements assimilés	481	138	343	248,55
- Salaires et traitements	38 252	45 938	-7 686	-16,72
- Charges sociales	13 448	13 477	-29	-0,21
Excédent brut d'exploitation	-565 497	-122 866	-442 631	-360,25
<i>Excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaires</i>	638,95 %	-47,98 %		
+ Reprises sur amortissements et provisions	479 190	307 570	171 620	55,80
- Dotations aux amortissements sur immobilisations				
- Dotations aux provisions sur immobilisations				
- Dotations aux provisions sur actif circulant		479 190	-479 190	-100,00
- Dotations aux provisions pour risques et charges				
+ Autres produits de gestion courante	41	4	37	925,00
- Autres charges de gestion courante	1 343	1	1 342	N/S
+ Transfert de charges d'exploitation		11 027	-11 027	-100,00
Résultat d'exploitation (hors charges et produits financiers)	-87 609	-283 457	195 848	69,09
<i>Résultat d'exploitation / chiffre d'affaires</i>	98,99 %	-110,70 %		
+ Bénéfice attribué (quote part sur opérations en commun)				
- Perte supportée (quote part sur opérations en commun)				
+ Produits financiers de participations				
+ Produits des autres valeurs mobilières et créances				
+ Autres intérêts et produits assimilés	39 457	21 961	17 496	79,67
+ Reprises sur provisions financières	1 000		1 000	N/S
+ Différences positives de change				
+ Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
- Dotations financières aux amortissements et provisions		1 000	-1 000	-100,00
- Intérêts et charges assimilées	36 877	5 044	31 833	631,11
- Différences négatives de change				
- Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements				
Résultat courant avant impôts	-84 029	-267 540	183 511	68,59
<i>Résultat courant / chiffre d'affaires</i>	94,94 %	-104,49 %		
+ Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
+ Produits exceptionnels sur opérations en capital	44 473		44 473	N/S
+ Reprises sur provisions & transferts de charges exceptionnels	9 730		9 730	N/S
- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		307 570	-307 570	-100,00
- Charges exceptionnelles sur opérations en capital	45 473		45 473	N/S
- Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Résultat exceptionnel	8 730	-307 570	316 300	102,84
- Participation des salariés aux résultats				
- Impôt sur les bénéfices				
Résultat Net Comptable	-75 299	-575 109	499 810	86,91
<i>Résultat net / chiffre d'affaires</i>	85,08 %	-224,61 %		



ÉTATS FINANCIERS DÉTAILLÉS



AUDIT GESTION CONSEIL

DIJON • ST-APOLLINAIRE | SAVIGNY-LÈS-BEAUNE | SAULIEU | DOLE
T. 03 80 63 03 00 | contact@agcweb.net | www.agcweb.net

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires						
Fonds commercial					44 438	2,74
206000 DROIT AU BAIL					44 438	2,74
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	86 887		86 887	3,13	76 012	4,68
261000 TITRES DE PARTICIPATION BF ENERGIES	74 212		74 212	2,68	74 212	4,57
261001 PARTICIPATION AU CAPITAL SAS PARC EOLIEN LAVIERES	1 000		1 000	0,04	1 000	0,06
261002 PARTICIPATION AU CAPITAL SAS PARC EOLIEN RIVES DE					1 000	0,06
261003 PARTICIPATION AU CAPITAL SAS PARC DES ROCHES BLE	315		315	0,01	350	0,02
261004 PARTICIPATION AU CAPITAL SAS PARC DES GRANDES TE	450		450	0,02	450	0,03
261005 PARTICIPATION AU CAPITAL SAS TOIT DU MONDE OCCIDI	400		400	0,01		
261006 PARTICIPATION AU CAPITAL SAS PARC DE PRALANUM	480		480	0,02		
261007 PARTICIPATION AU CAPITAL SAS COTE D'OR SOLAIRE	9 000		9 000	0,32		
261008 PARTICIPATION AU CAPITAL SAS PARC ENTRE LES DEUX	480		480	0,02		
261009 PARTICIPATION AU CAPITAL SAS GRAND PLAIN DE SOLEI	550		550	0,02		
296100 DEPRECIATION TITRES DE PARTICIPATION					-1 000	-0,05
Créances rattachées à des participations	1 156 375		1 156 375	41,71	533 436	32,84
267000 CREANCES BFE taux max ded	295 628		295 628	10,66	279 513	17,21
267100 CREANCE BFE 4%	15 310		15 310	0,55	14 721	0,91
267200 CREANCE BFE gaec grandchamp 5.6 %	26 135		26 135	0,94	24 744	1,52
267300 CREANCE BFE st romain 5.67 %	13 759		13 759	0,00	13 019	0,80
267400 CREANCE BFE volnay 5.67 %	12 926		12 926	0,47	12 231	0,75
267500 CREANCES LAVIERES 6%	197 552		197 552	7,13	10 719	0,66
267600 CREANCES ROCHES BLEUES taux max ded	393 376		393 376	14,19	178 490	10,99
267700 CREANCES PARC DES GRANDES TERRES 3.77%	201 690		201 690	7,28		
Autres titres immobilisés	20 000		20 000	0,72	20 000	1,23
271000 TITRES IMMOBILISES SEML JURA	10 000		10 000	0,36	10 000	0,62
271100 TITRES IMMOBILISES SEM NIEVRE	10 000		10 000	0,36	10 000	0,62
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	1 263 262		1 263 262	45,57	673 886	41,48
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services	928 694		928 694	33,50	751 021	46,23
341000 ETUDES EN COURS	928 694		928 694	33,50	1 230 211	75,73
394300 PROVISION EN COURS RIVES DE SA					-397 061	-24,43
394400 PROVISION EN COURS ORCHAMPS					-82 130	-5,05
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	91 416		91 416	3,30		
411000 CLIENTS	91 416		91 416	3,30		

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Autres créances						
Fournisseurs débiteurs						
Personnel						
Organismes sociaux						
Etat, impôts sur les bénéfices						
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	3 709		3 709	0,13	24 545	1,51
445661 TVA DEDUCTIBLE	2 834		2 834	0,10	1 123	0,07
445830 REMBOURSEMENT DE TVA DEMANDE					22 721	1,40
445860 TVA SUR FACTURES NON PARVENUES	874		874	0,03	702	0,04
Autres	26 868		26 868	0,97	19 375	1,19
409800 RABAIS, REMISES, RISTOURNES A OBTENIR	1 014		1 014	0,04		
455200 COMPTE COURANT PARC EOLIEN LAVIERES	3 523		3 523	0,13	3 523	0,22
455300 COMPTE COURANT PARC EOLIEN RIVES DE SAONE	333		333	0,01	364	0,02
455400 COMPTE COURANT PARC PV DES ROCHES BLEUES	20 893		20 893	0,75	7 987	0,49
455600 COMPTE COURANT PARC PV DE PRALANUM	829		829	0,03		
455700 COMPTE COURANT COTE D'OR SOLAIRE	276		276	0,01		
468700 DIVERS PRODUITS A RECEVOIR					7 500	0,46
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	450 878		450 878	16,26	152 572	9,39
512100 CAISSE DES DEPOTS	450 878		450 878	16,26	152 572	9,39
Charges constatées d'avance	7 333		7 333	0,26	3 061	0,19
486000 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	7 333		7 333	0,26	3 061	0,19
TOTAL (II)	1 508 898		1 508 898	54,43	950 574	58,52
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	2 772 161		2 772 161	100,00	1 624 460	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 2 240 000)	2 240 000	80,60	2 240 000	137,89
101301 CAPITAL VERSE SICECO	1 150 000	41,48	1 150 000	70,79
101302 CAPITAL VERSE CONSEIL REGIONAL	100 000	3,61	100 000	6,16
101303 CAPITAL VERSE SICAE EST	150 000	5,41	150 000	9,23
101304 CAPITAL VERSE CACB	30 000	1,08	30 000	1,85
101305 CAPITAL VERSE CEBFC	30 000	1,08	30 000	1,85
101306 CAPITAL VERSE DIJ CEREALES	20 000	0,72	20 000	1,23
101307 CAPITAL VERSE NIEVRE ENERGIES	10 000	0,36	10 000	0,62
101308 CAPITAL VERSE CDC	650 000	23,45	650 000	40,01
101309 CAPITAL VERSE SIED 70	100 000	3,61	100 000	6,16
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...				
Ecart de réévaluation				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-1 345 402	-48,52	-770 292	-47,41
119000 REPORT A NOUVEAU DEBITEUR	-1 345 402	-48,52	-770 292	-47,41
Résultat de l'exercice	-75 299	-2,71	-575 109	-35,39
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	819 299	29,55	894 598	55,07
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL (II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques			9 730	0,60
151000 PROVISIONS RISQUES ET CHARGES			9 730	0,60
Provisions pour charges				
TOTAL (III)			9 730	0,60
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires	157	0,01		
518600 INTERETS BANCAIRES COURUS	157	0,01		
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	1 636 877	59,05	509 579	31,37
171000 DETTES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS - REGION BOURGOGNE 1%	800 000	28,86	504 535	31,06
171100 DETTES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS - SICECO taux max	800 000	28,86		
171800 INT COURUS DETTES RATTACHES PARTICIPATIONS	36 877	1,33	5 044	0,31
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	247 847	8,94	207 215	12,76
401100 FOURNISSEURS	23 516	0,85	8 061	0,50
408100 FOURN., FACTURES NON PARVENUES	224 331	8,09	199 154	12,26
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	1 707	0,06	553	0,03
428200 PROVISION CONGES PAYES	1 707	0,06	553	0,03
. Organismes sociaux	3 521	0,13	2 785	0,17
431000 SECURITE SOCIALE	1 660	0,06	1 404	0,09

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)
437020 HUMANIS PREVOYANCE	233	224
437030 HUMANIS RETRAITE	923	923
438000 TA LIBERATOIRE	33	8
438100 FORMATION PRO CONVENTIONNEL	50	25
438200 PROVISION CHARGES SUR CONGES PAYES	622	201
. Etat, impôts sur les bénéfices		
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	24 696	
445510 TVA A DECAISSER	9 460	
445700 TVA COLLECTEE 20%	15 236	
. Etat, obligations cautionnées		
. Autres impôts, taxes et assimilés	55	
442100 PRELEVEMENT A LA SOURCE	55	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments financiers à terme		
Produits constatés d'avance	38 000	
487000 PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	38 000	
TOTAL(IV)	1 952 862	720 132
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif (V)		
TOTAL PASSIF (I à V)	2 772 161	1 624 460

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%	
Ventes de marchandises									
Production vendue biens									
Production vendue services	213 013		213 013	100,00			213 013	N/S	
706000 PRESTATIONS DE SERVICES	213 013		213 013	100,00			213 013	N/S	
Chiffres d'Affaires Nets	213 013		213 013	100,00			213 013	N/S	
Production stockée			-301 517	-141,54	256 053	43,83	-557 570	-217,75	
713400 VARIATION EN COURS PRODUCTION			-301 517	-141,54	256 053	43,83	-557 570	-217,75	
Production immobilisée									
Subventions d'exploitation					9 500	1,63	-9 500	-100,00	
740000 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION					9 500	1,63	-9 500	-100,00	
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			479 190	224,96	318 597	54,54	160 593	50,41	
781730 REP. PROVISION STOCK EN COURS			479 190	224,96	307 570	52,65	171 620	56,50	
791000 TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION					11 027	1,89	-11 027	-100,00	
Autres produits			41	0,02	4	0,00	37	925,00	
758000 PRDTS DIVERS GESTION COURANTE			41	0,02	4	0,00	37	925,00	
Total des produits d'exploitation (I)			390 727	183,43	584 155	100,00	-193 428	-33,10	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)									
Variation de stock (marchandises)									
Achats de matières premières et autres approvisionnements									
Variation de stock (matières premières et autres approv.)									
Autres achats et charges externes			424 811	199,43	328 866	56,30	95 945	29,17	
606400 FOURNITURES ADMINISTRATIVES			478	0,22	828	0,14	-350	-42,26	
611000 SOUS-TRAITANCE GENERALE			214 714	100,80	194 244	33,25	20 470	10,54	
613200 LOCATIONS IMMOBILIERES			18 510	8,69	1 714	0,29	16 796	979,93	
613500 LOCATIONS MOBILIERES					-6 000	-1,02	6 000	-100,00	
615000 ENTRETIENS ET REPARATIONS			12 520	5,88			12 520	N/S	
616000 PRIMES D'ASSURANCE			5 574	2,62	12 380	2,12	-6 806	-54,97	
617000 ETUDES ET RECHERCHES			114 564	53,78	64 142	10,96	50 422	78,61	
618300 DOCUMENTATIONS TECHNIQUES					2 812	0,48	-2 812	-100,00	
618500 FORMATION			2 715	1,27	1 695	0,29	1 020	60,18	
622600 HONORAIRES			14 961	7,02	28 111	4,81	-13 150	-46,77	
622610 HONORAIRES RATTACHABLES A PROJET			23 566	11,06	2 996	0,51	20 570	586,58	
622700 FRAIS D'ACTES ET CONTENTIEUX			1 623	0,76	5 869	1,00	-4 246	-72,34	
622800 REMU INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES			435	0,20	1 323	0,23	-888	-67,11	
623000 PUBLICITE, PUBLICATIONS, RELATIONS PUBLIQUES			662	0,31	1 531	0,26	-869	-56,75	
623600 CATALOGUES ET IMPRIMES			6 702	3,15	10 453	1,79	-3 751	-36,87	
625100 VOYAGES ET DEPLACEMENTS			851	0,40	85	0,01	766	901,18	
625700 RECEPTIONS			86	0,04	127	0,02	-41	-32,27	
627000 SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILE			769	0,36	663	0,11	106	15,99	
628100 COTISATIONS			6 081	2,85	5 892	1,01	189	3,21	
Impôts, taxes et versements assimilés			481	0,23	138	0,02	343	248,56	
631200 TAXE APPRENTISSAGE			219	0,10	54	0,01	165	306,56	
633300 FORMATION PRO			229	0,11	76	0,01	153	201,32	
633500 TAXE APPRENTISSAGE LIBERATOIRE			33	0,02	8	0,00	25	312,50	
Salaires et traitements			38 252	17,96	45 938	7,86	-7 686	-16,72	
641100 SALAIRES			36 852	17,30	43 530	7,45	-6 678	-16,33	
641300 PRIMES			246	0,12			246	N/S	
641400 AUTRES FRAIS SALARIAUX					1 855	0,32	-1 855	-100,00	
641500 VARIATION PROV CP			1 155	0,54	553	0,09	602	108,86	
Charges sociales			13 448	6,31	13 477	2,31	-29	-0,21	
645100 COTISATIONS A L'URSSAF			8 753	4,11	12 131	2,08	-3 378	-27,84	
645200 COTISATIONS AUX MUTUELLES			458	0,22	112	0,02	346	306,93	
645300 COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES			2 230	1,05	554	0,09	1 676	302,53	
645400 COTISATIONS AUX ASSEDEC			1 586	0,74	387	0,07	1 199	309,82	
645500 VARIATION PROV CS/CP			421	0,20	201	0,03	220	109,45	

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
647000 AUTRES CHARGES SOCIALES			93	0,02	-93	-100,00
Dotations aux amortissements sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant			479 190	82,03	-479 190	-100,00
681730 DOT. PROVISION STOCK EN COURS			479 190	82,03	-479 190	-100,00
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges	1 343	0,63	1	0,00	1 342	N/S
654000 PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	1 342	0,63			1 342	N/S
658000 CHARGES DIVERSES DE GESTION COURANTE	1	0,00	1	0,00		0,00
Total des charges d'exploitation (II)	478 335	224,56	867 611	148,52	-389 276	-44,86
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-87 609	-41,12	-283 457	-48,51	195 848	69,09
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés	39 457	18,52	21 961	3,76	17 496	79,67
763000 REVENUS DES CREANCES FINANCIERES	39 457	18,52	21 961	3,76	17 496	79,67
Reprises sur provisions et transferts de charges	1 000	0,47			1 000	N/S
786600 REPRISES POUR DEPRECIATION DES ELEMENTS FINANCIERS	1 000	0,47			1 000	N/S
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)	40 457	18,99	21 961	3,76	18 496	84,22
Dotations financières aux amortissements et provisions			1 000	0,17	-1 000	-100,00
686600 DOTATIONS POUR DEPRECIATION DES ELEMENTS FINANCIERS			1 000	0,17	-1 000	-100,00
Intérêts et charges assimilés	36 877	17,31	5 044	0,86	31 833	631,11
661500 INTERETS DES COMPTES COURANTS	36 877	17,31	5 044	0,86	31 833	631,11
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (VI)	36 877	17,31	6 044	1,03	30 833	510,14
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)	3 579	1,68	15 917	2,72	-12 338	-77,50
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)	-84 029	-39,44	-267 540	-45,79	183 511	68,59
Produits exceptionnels sur opérations de gestion						
Produits exceptionnels sur opérations en capital	44 473	20,88			44 473	N/S
775000 PRODUITS DES CESSIONS ELEMENTS D'ACTIF	44 473	20,88			44 473	N/S
Reprises sur provisions et transferts de charges	9 730	4,57			9 730	N/S
787500 REPRISES SUR PROVISIONS POUR CHARGES EXCEPTIONNELLES	9 730	4,57			9 730	N/S
Total des produits exceptionnels (VII)	54 203	25,45			54 203	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			307 570	52,65	-307 570	-100,00
671000 CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION			307 570	52,65	-307 570	-100,00
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	45 473	21,35			45 473	N/S
675100 VAL COMPTABLE ACTIF CEDE INCOR	44 438	20,86			44 438	N/S
675600 VAL COMPTA ELEMNT ACTIF FI	1 035	0,49			1 035	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VIII)	45 473	21,35	307 570	52,65	-262 097	-85,21
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	8 730	4,10	-307 570	-52,64	316 300	102,84
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)						

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Total des Produits (I+III+V+VII)	485 387	227,87	606 116	103,75	-120 729	-19,91
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	560 686	263,22	1 181 225	202,21	-620 539	-52,52
RÉSULTAT NET	-75 299 <i>Perte</i>	-35,34	-575 109 <i>Perte</i>	-98,44	499 810	86,91
Dont Crédit-bail mobilier						
Dont Crédit-bail immobilier						



DOCUMENTS FISCAUX

AUDIT GESTION CONSEIL

DIJON • ST-APOLLINAIRE | SAVIGNY-LÈS-BEAUNE | SAULIEU | DOLE
T. 03 80 63 03 00 | contact@agcweb.net | www.agcweb.net

Désignation de l'entreprise <u>SEML COTE D'OR ENERGIES</u>										Néant <input type="checkbox"/> *															
Adresse de l'entreprise <u>9 A rue René Char BP 67454 21000 DIJON</u>																									
SIRET <table border="1" style="display: inline-table;"><tr><td>8</td><td>1</td><td>5</td><td>2</td><td>4</td><td>8</td><td>3</td><td>3</td><td>1</td><td>0</td><td>0</td><td>0</td><td>1</td><td>0</td></tr></table>												8	1	5	2	4	8	3	3	1	0	0	0	1	0
8	1	5	2	4	8	3	3	1	0	0	0	1	0												
Durée de l'exercice en nombre de mois * <table border="1" style="display: inline-table;"><tr><td>1</td><td>2</td></tr></table> Durée de l'exercice précédent * <table border="1" style="display: inline-table;"><tr><td>1</td><td>2</td></tr></table>												1	2	1	2										
1	2																								
1	2																								
										Exercice N clos le															
										<table border="1" style="display: inline-table;"><tr><td>3</td><td>1</td><td>1</td><td>1</td><td>2</td><td>1</td><td>0</td><td>2</td><td>4</td></tr></table>		3	1	1	1	2	1	0	2	4					
3	1	1	1	2	1	0	2	4																	
ACTIF										Brut															
										Amortissements-Provisions															
										Net															
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations incorporelles	Fonds commercial *	010		012																				
		Autres *	014		016																				
	Immobilisations corporelles *		028		030																				
	Immobilisations financières * (1)		040	1 263 262	042			1 263 262																	
	Total I (5)		044	1 263 262	048			1 263 262																	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS	Matières premières, approvisionnements, en cours de production *		050	928 694	052		928 694																	
		Marchandises *		060		062																			
	Avances et acomptes versés sur commandes		064		066																				
	Créances (2)	Clients et comptes rattachés *		068	91 416	070		91 416																	
		Autres * (3)		072	30 576	074		30 576																	
	Valeurs mobilières de placement		080		082																				
	Disponibilités		084	450 878	086		450 878																		
	Charges constatées d'avance *		092	7 333	094		7 333																		
	Total II		096	1 508 898	098		1 508 898																		
	Total général (I + II)		110	2 772 161	112		2 772 161																		
PASSIF										Exercice N															
										NET															
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel *		120				2 240 000																		
	Écarts de réévaluation		124																						
	Réserve légale		126																						
	Réserves réglementées *		130																						
	Autres réserves (dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants *)		131																						
	Report à nouveau		134				(1 345 402)																		
	Résultat de l'exercice		136				(75 299)																		
	Subventions d'investissement		137																						
	Provisions réglementées		140																						
	Total I		142				819 299																		
Provisions pour risques et charges		154																							
DETTES (4)	Emprunts et dettes assimilées		156				1 637 034																		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		164																						
	Fournisseurs et comptes rattachés *		166				247 847																		
	Dettes fiscales et sociales (dont montant de la TVA)		169	24 696			29 980																		
	Comptes courants d'associés		173																						
	Autres dettes		175																						
	Produits constatés d'avance		174				38 000																		
Total III		176				1 952 862																			
Total général (I + II + III)		180				2 772 161																			
RENVIS	(1)	Dont immobilisations financières à moins d'un an	193		(4)	Dont dettes à plus d'un an	195																		
	(2)	Dont créances à plus d'un an	197		(5)	Coût de revient des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice *	182	633 849																	
	(3)	Dont compte courant d'associés débiteurs	199	25 854	(5)	Prix de vente hors TVA des immobilisations cédées au cours de l'exercice *	184	44 473																	

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD

②

COMPTE DE RÉSULTAT SIMPLIFIÉ DE L'EXERCICE (en liste)

DGFIP N° 2033-B-SD 2025

Formulaire obligatoire (article 902 septies A bis du Code général des impôts)		Désignation de l'entreprise		SEML COTE D'OR ENERGIES		Néant <input type="checkbox"/> *		
A – RÉSULTAT COMPTABLE		Formulaire déposé au titre de l'IR		018		Exercice N clos le 31/12/2024		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *			209		210		
	Production vendue	{	Biens	dont export et livraisons intracommunautaires	215	214		
					217	218	213 013	
						222	(301 517)	
	Production stockée *	(Variation du stock en produits intermédiaires, produits finis et en cours de production)				224		
	Production immobilisée *					226		
	Subventions d'exploitations reçues					230	479 231	
Autres produits					232	390 727		
Total des produits d'exploitation hors TVA (I)							234	
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises * (y compris droits de douane)					236		
	Variation de stocks (marchandises) *					238		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements * (y compris droits de douane)					240		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *					242	424 811	
	Autres charges externes *	(dont crédit bail : – mobilier : – immobilier :)				244	481	
	Impôts, taxes et versements assimilés	(dont taxe professionnelle CFE et CVAE *)			243	250	38 252	
	Rémunérations du personnel *					252	13 448	
	Charges sociales (cf. renvoi 380)					254		
	Dotations aux amortissements *	dont amortissement du fonds de commerce				256		
	Dotations aux provisions					258		
	Autres charges	{ dont provisions fiscales pour implantations commerciales à l'étranger * dont cotisations versées aux organisations syndicales et professionnelles			259 260	262	1 343	
	Total des charges d'exploitation (II)							264
1 – RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I – II)							270	(87 609)
Produits financiers (III)		280	40 457	Charges financières (V)		294	36 877	
Produits exceptionnels (IV)						290	54 203	
Charges exceptionnelles (VI)		{ dont amortissements des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies) dont amortissements exceptionnels de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)			347 348	300	45 473	
Impôt sur les bénéfices * (VII)						306		
2 – BÉNÉFICES OU PERTES : Produits (I + III + IV) – Charges (II + V + VI + VII)							310	(75 299)
B – RÉSULTAT FISCAL		Reporter le bénéfice comptable col. 1, le déficit comptable col. 2				312	75 299	
Régularisations	Rémunérations et avantages personnels non déductibles *					316		
	Amortissements excédentaires (art. 39-4 CGI) et autres amortissements non déductibles					318		
	Provisions non déductibles *					322		
	Impôts et taxes non déductibles * (cf. page 7 de la notice 2033-NOT-SD)					324		
	Divers *, dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés	247		écarts de valeurs liquidatives sur OPC	248	330	1 000	
	Fraction des loyers à réintégrer dans le cadre d'un crédit-bail immobilier et de levée d'option			(Part des loyers dispensée de réintégration (art. 239 septies D))	249	251		
	Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime					998		
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime					999			
Dédutions	Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime					997		
	Entreprises nouvelles (44. sexties)	986		ZFU-TE (44. octies A)	987	342		
				JEI (44. sexties A)	989			
	ZRD (44. trenties)	127		ZRR (44. quinquies)	138			
	Bassins d'emploi à redynamiser (art. 44 dodecies)	991		France Ruralité Revalorisation (art. 44 quinquies B)	181			
	ZFANG 44. quaterdecies	345		Investissements et souscriptions (autre que)	344			
	Bassins urbains à dynamiser – BUD (art. 44 septies)	992		Zone de développement prioritaire (Art. septies)	993			
	Créance due au report en arrière du déficit					346		
	Dédution exceptionnelle (Art. 39 dodec B)	645		Dédution exceptionnelle (Art. 39 dodec A)	643	350	1 138	
	Dédution exceptionnelle (Art. 39 dodec D)	648		Dédution exceptionnelle (Art. 39 dodec C)	647			
Dédution exceptionnelle (Art. 39 dodec E)	649		Dédution exceptionnelle simulateur de condite (art. 39 dodec B)	641				
Dédution exceptionnelle (Art. 39 dodec F)	650		Dédution exceptionnelle (Art. 39 dodec G)	649				
RÉSULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DES DÉFICITS ANTÉRIEURS							352	75 437
Déficit de l'exercice reporté en arrière *						356		
Déficits antérieurs reponables * 1 344 430 dont imputés sur le résultat :						360		
RÉSULTAT FISCAL APRÈS IMPUTATION DES DÉFICITS							370	75 437

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2033-NOT-SD

DGFIP N°2033-B-SD 2025

Extension

SAOÉ Experts-comptables janvier 2025 : Etat préparatoire.

③

IMMOBILISATIONS - AMORTISSEMENTS - PLUS-VALUES - MOINS-VALUES

DGFIP N° 2033-C-SD 2025

Formulaire obligatoire (article 302 septies
A bis du Code général des impôts)Désignation de l'entreprise : SEML COTE D'OR ENERGIESNéant ☐ *

I		IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation légale *	
ACTIF IMMOBILISÉ												Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice	
Immobilisations incorporelles	Fonds commercial	400	44 438	402		404	44 438	406					
	Autres	410		412		414		416					
Immobilisations corporelles	Terrains	420		422		424		426					
	Constructions	430		432		434		436					
	Installations techniques matériel et outillage industriels	440		442		444		446					
	Installations générales agencements divers	450		452		454		456					
	Matériel de transport	460		462		464		466					
	Autres immobilisations corporelles	470		472		474		476					
Immobilisations financières		480	630 448	482	633 849	484	1 035	486	1 263 262				
TOTAL		490	674 886	492	633 849	494	45 473	496	1 263 262				

II		AMORTISSEMENTS		Montant des amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises		Montant des amortissements à la fin de l'exercice	
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES											
Fonds commercial		495		497		498		499		500	
Autres immobilisations incorporelles		500		502		504		506		508	
Immobilisations corporelles	Terrains	510		512		514		516		518	
	Constructions	520		522		524		526		528	
	Installations techniques matériel et outillage industriels	530		532		534		536		538	
	Installations générales, agencements, aménagements divers	540		542		544		546		548	
	Matériel de transport	550		552		554		556		558	
	Autres immobilisations corporelles	560		562		564		566		568	
TOTAL		570		572		574		576		578	

III		PLUS-VALUES, MOINS-VALUES		(19 %, 15 % et 0 % pour les entreprises à l'IS, 12,8 % pour les entreprises à l'IR) (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)						
Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle.	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	Droit au bail	Participation au	Participation au							

Immobilisations	Valeur d'actif *	Amortissements *	Valeur résiduelle	Prix de cession *	Plus ou moins-values				
					Court terme *	Long terme			
						19 % ⑥	15 % ou 12,8 % ⑦	0 % ⑧	
1	44 438		44 438	44 438					
2	1 000		1 000					(1 000)	
3	35		35	35					
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									
TOTAL	578	45 473	582	44 473	586	581	587	589	(1 000)
				Régularisations	590	583	594	595	
TOTAL					596	585	597	599	(1 000)

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-NOT-SD

(1) Ces plus-values sont imposables au taux de 19 % en application des articles 238 bis JA, 210 F et 208 C du CGI. Joindre un état établi selon le même modèle, indiquant les modalités de calcul de ces plus-values.

SAGE Experts-comptables janvier 2025 : Etat pré-répondre.

Formulaire obligatoire (article 302 septies
A bis du Code général des impôts)

④

RELEVÉ DES PROVISIONS – AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES – DÉFICITS

Désignation de l'entreprise : SEML COTE D'OR ENERGIES										Néant <input type="checkbox"/> *	
I RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES											
A NATURE DES PROVISIONS			Montant au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice		
Provisions réglementées	Amortissements dérogatoires	600		602		604		606			
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %	601		603		605		607			
	Autres provisions réglementées *	610		612		614		616			
Provisions pour risques et charges		620	9 730	622		624	9 730	626			
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630	1 000	632		634	1 000	636			
	Sur stocks et en cours	640	479 190	642		644	479 190	646			
	Sur clients et comptes rattachés	650		652		654		656			
	Autres provisions pour dépréciation	660		662		664		666			
TOTAL		680	489 920	682		684	489 920	686			
B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES											
		Dotations		Reprises							
Fonds commercial	681		683								
Autres immobilisations incorporelles	700		705								
Terrains	710		715								
Constructions	720		725								
Inst. techniques mat. et outillage	730		735								
Inst. générales, agencements amén. div.	740		745								
Matériel de transport	750		755								
Autres immobilisations corporelles	760		765								
TOTAL		770		775							
C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT (Si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)											
1	Indemnités pour congés à payer, charges sociales et fiscales correspondantes										
2											
3											
4											
5											
6											
7											
TOTAL à reporter ligne 322 du tableau n° 2033-B-SD										780	
II DÉFICITS REPORTABLES											
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)		982	1 344 430								
Déficits transférés de plein droit (article 209 II 2 du CGI)		982 bis									
Nombres d'opérations sur l'exercice		982 ter									
Déficits imputés		983									
Déficits reportables		984	1 344 430								
Déficits de l'exercice		990	75 437								
Total des déficits restant à reporter		970	1 419 867								
III DIVERS											
Primes et cotisations complémentaires facultatives										381	
dont montant déductible des cotisations facultatives versées en application du I de l'article 154 bis du CGI dont cotisations facultatives Madelin										325	
dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite										327	
Cotisations personnelles obligatoires de l'exploitant *										380	
dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG CRDS										326	
N° du centre de gestion agréé										388	
Montant de la TVA collectée										374	59 090
Montant de la TVA déductible sur biens et services (sauf immobilisations)										378	36 106
Montant des prélèvements personnels de l'exploitant										399	
Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice										398	
Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'article 217 octies du CGI										397	

(1) Cette case correspond au montant porté sur la ligne 870 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD.

Formulaire obligatoire (article 53 A
du code général des impôts)

⑤

DETERMINATION DES EFFECTIFS ET DE LA VALEUR AJOUTEE

DGFIP N° 2033-E-SD 2025

Désignation de l'entreprise:SEML COTE D'OR ENERGIES.....		Néant <input type="checkbox"/> *	
Exercice ouvert le: ..01/01/2024, et clos le:31/12/2024		Données en nombre de mois 1 2	
DÉCLARATION DES EFFECTIFS			
Effectif moyen du personnel * :		376	1,00
Dont apprentis		657	
Dont handicapés		651	
Effectifs affectés à l'activité artisanale		861	
CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE			
I - Chiffre d'affaires de référence CVAE			
Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises		108	213 048
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilées		118	
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante		119	
Refacturations de frais inscrites au compte de transfert de charges		105	
TOTAL 1		106	213 048
II - Autres produits à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée			
Autres produits de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)		115	41
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation		143	
Subventions d'exploitation reçues		113	
Variation positive des stocks		111	177 673
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée		116	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation		153	
TOTAL 2		144	177 714
III - Charges à retenir pour le calcul de la valeur ajoutée ⁽¹⁾			
Achats		121	478
Variation négative des stocks		145	
Services extérieurs, à l'exception des loyers et des redevances		125	405 823
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois		146	
Taxes déductibles de la valeur ajoutée		133	
Autres charges de gestion courante (hors quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun)		148	1 343
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée		128	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois		135	
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles ou incorporelles si rattachées à une activité normale et courante		150	1 035
TOTAL 3		152	408 679
IV - Valeur ajoutée produite			
Calcul de la valeur ajoutée (total 1 + total 2 - total 3)		137	(17 917)
V - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises			
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les formulaires n°s 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur les formulaires n°s 1329-AC et 1329-DEF. Si la VA calculée est négative, il convient de reporter un montant égal à 0 au cadre C des formulaires n°s 1329-AC et 1329-DEF).		117	(17 917)
Cadre réservé au mono-établissement au sens de la CVAE			
Les entreprises effectuant uniquement des opérations à caractères agricoles n'entrant pas dans le champ de la CVAE ne doivent pas compléter ce cadre. Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono-établissement au sens de la CVAE, veuillez compléter le cadre ci-dessous et la case 117, vous serez alors dispensé du dépôt du formulaire n° 1330 CVAE			
Mono établissement au sens de la CVAE, cocher la case		020	X
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne 106, le cas échéant ajusté à 12 mois)		022	213 048
Effectifs au sens de la CVAE *		023	1,00
Chiffre d'affaires du groupe économique (entreprises répondant aux conditions de détention fixées à l'article 223 A du CGI)		026	
Période de référence		024	0 1 / 0 1 / 2 0 2 4 160 3 1 / 1 2 / 2 0 2 4
Date de cessation			/ /

(1) Attention, il ne doit pas être tenu compte dans les lignes 121 à 148 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143, portées en ligne 128.
* Des explications concernant ces cases sont données dans la notice n° 1330-CVAE-SD § Répartition des salariés et dans la notice n° 2033-NOT-SD au § déclaration des effectifs.

6

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL

DGFIP N°2033-F-SD 2025

Formulaire obligatoire
(art. 38 de l'ann. III au C.G.I.)(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
détenant directement au moins 10 % du capital de la société)

N° de dépôt

(1) Néant ☐ *

Exercice clos le

31122024

SIREN

8 1 5 2 4 8 3 3 1

Dénomination de l'entreprise

SEML COTE D'OR ENERGIES

Adresse (voie)

9 A rue René Char BP 67454

Code postal

21000

Ville

DIJON

NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES DE L'ENTREPRISE	901	9	NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	902	22400
NOMBRE TOTAL D'ASSOCIÉS OU ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES DE L'ENTREPRISE	903		NOMBRE TOTAL DE PARTS OU D'ACTIONS CORRESPONDANTES	904	
TOTAL DES LIGNES 901 + 903	905	9	TOTAL DES LIGNES 902 + 904	906	22400

I - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES MORALES :

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Forme juridique Dénomination
N° SIREN (si société établie en France) % de détention Nb de parts ou actions
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

II - CAPITAL DÉTENU PAR LES PERSONNES PHYSIQUES :

Titre (2) Nom de famille Prénom(s)
Nom d'usage % de détention Nb de parts ou actions
Naissance : Date N° Département Commune Pays
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

Titre (2) Nom de famille Prénom(s)
Nom d'usage % de détention Nb de parts ou actions
Naissance : Date N° Département Commune Pays
Adresse : N° Voie
Code Postal Commune Pays

(1) Lorsque le nombre d'associés excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numéroté chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

(2) Indiquer : M pour Monsieur, MME pour Madame.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2033-NOT-SD.

SAGE Experts-comptables janvier 2025 : Etat préparatoire.

Formulaire obligatoire
(art. 36 de l'ann. III au C.G.I.)

7

FILIALES ET PARTICIPATIONS

DGFIP N° 2033-G-SD 2025

(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait
dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

N° de dépôt

1
2(1) Néant ☐ *

Exercice clos le

31/12/2024

SIREN

8 1 5 2 4 8 3 3 1

Dénomination de l'entreprise

SEML COTE D'OR ENERGIES

Adresse (voie)

9 A rue René Char BP 67454

Code postal

21000

Ville

DIJON

1 - NOMBRE TOTAL DE FILIALES DÉTENUES PAR L'ENTREPRISE :

905

9

Forme juridique

SAS

Dénomination

BF ENERGIES

N° SIREN (si société établie en France)

749960795

% de détention

47,92

Adresse :

N°

11

Voie

Rue Martin Lejeas

Code Postal

21110

Commune

AISEREY

Pays

FRANCE

Forme juridique

SAS

Dénomination

PARC EOLIEN DES LAVIERES

N° SIREN (si société établie en France)

852596592

% de détention

100,00

Adresse :

N°

9A

Voie

Rue René Char

Code Postal

21074

Commune

DIJON

Pays

FRANCE

Forme juridique

SAS

Dénomination

TOIT DU MONDE OCCIDENTAL

N° SIREN (si société établie en France)

928273259

% de détention

40,00

Adresse :

N°

9A

Voie

Rue René Char

Code Postal

21000

Commune

DIJON

Pays

FRANCE

Forme juridique

SAS

Dénomination

PARC DES ROCHES BLEUES

N° SIREN (si société établie en France)

908301120

% de détention

31,50

Adresse :

N°

9

Voie

Rue René Char

Code Postal

21000

Commune

DIJON

Pays

FRANCE

Forme juridique

SAS

Dénomination

PARC DES GRANDES TERRES

N° SIREN (si société établie en France)

904924677

% de détention

45,00

Adresse :

N°

9A

Voie

RUE RENE CHAR

Code Postal

21000

Commune

DIJON

Pays

FRANCE

Forme juridique

SAS

Dénomination

PARC DE PRALANUM

N° SIREN (si société établie en France)

929007136

% de détention

48,00

Adresse :

N°

9A

Voie

RUE RENE CHAR

Code Postal

21000

Commune

DIJON

Pays

FRANCE

Forme juridique

SAS

Dénomination

COTE D'OR SOLAIRE

N° SIREN (si société établie en France)

929869295

% de détention

15,00

Adresse :

N°

9A

Voie

RUE RENE CHAR

Code Postal

21000

Commune

DIJON

Pays

FRANCE

Forme juridique

SAS

Dénomination

PARC ENTRE LES DEUX COMBES

N° SIREN (si société établie en France)

904883592

% de détention

48,00

Adresse :

N°

9A

Voie

RUE RENE CHAR

Code Postal

21000

Commune

DIJON

Pays

FRANCE

SAGE Expert-Comptable Janvier 2025 : Etat préparatoire.

(1) Lorsque le nombre de filiales excède le nombre de lignes de l'imprimé, utiliser un ou plusieurs tableaux supplémentaires. Dans ce cas, il convient de numérotier chaque tableau en haut et à gauche de la case prévue à cet effet et de porter le nombre total de tableaux souscrits en bas à droite de cette même case.

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice 2033-NOT-SD.

7

FILIALES ET PARTICIPATIONS

N°2033-G-SD


(liste des personnes ou groupements de personnes de droit ou de fait dont la société détient directement au moins 10 % du capital)

Extension 1

SEML COTE D'OR ENERGIES

Forme juridique	SAS	Dénomination	GRAND PLAIN DE SOLEIL
N° SIREN (si société établie en France)	940144967	% de détention	55,00
Adresse : N°	9A	Voie	RUE RENE CHAR
Code Postal	21000	Commune	DIJON
		Pays	FRANCE
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	
Forme juridique		Dénomination	
N° SIREN (si société établie en France)		% de détention	
Adresse : N°		Voie	
Code Postal		Commune	
		Pays	

SAGE Expert-Comptable Janvier 2025 : Etat préparatoire.

		N° 2065-SD 2025	
Formulaire obligatoire (art 223 du Code général des impôts) <i>Traiter à date du service</i>			
IMPOT SUR LES SOCIETES			
Exercice ouvert le	01012024	et clos le	31122024
Régime simplifié d'imposition			X
Déclaration souscrite pour le résultat d'ensemble du groupe			Régime réel normal
Si PME innovantes, cocher la case ci-contre			
Si option pour le régime optionnel de taxation au tonnage, art. 209-0 B (entreprises de transport maritime), cocher la case			
A IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE			
Désignation de la société :		Adresse du siège social :	
SEML COTE D'OR ENERGIES 9 A rue René Char BP 67454 21000 DIJON			
SIRET	8 1 5 2 4 8 3 3 1 0 0 0 1 0	Mél : direction@cotedor-energies.fr	
Adresse du principal établissement :		Ancienne adresse en cas de changement :	
RÉGIME FISCAL DES GROUPES			
Les entreprises placées sous le régime des groupes de sociétés doivent déposer cette déclaration en deux exemplaires (art 223 A à U du CGI)			
Date d'entrée dans le groupe de la société déclarante			
Pour les sociétés filiales, désignation, adresse du lieu d'imposition et n° d'identification de la société mère:			
SIRET			
B ACTIVITÉ			
Activités exercées	Production d'électricité		Si vous avez changé d'activité, cochez la case
C RÉCAPITULATION DES ÉLÉMENTS D'IMPOSITION (cf. notice de la déclaration n°2065-SD)			
1. Résultat fiscal		Bénéfice imposable au taux normal	Déficit
			75 437
Bénéfice imposable à 15 %		Résultat net de cession, de concession ou de sous-concession des brevets et droits de propriété industrielle assimilés imposable au taux de 10 %	
2. Plus-values		PV à long terme imposables à 19 %	PV exonérées (art. 238 quinquies)
PV à long terme imposables à 15 %			
Autres PV imposables à 19 %		PV à long terme imposables à 0 %	
3. Abattements sur le bénéfice et exonérations			
Entreprise nouvelle, art. 44 sexies	<input type="checkbox"/>	Jeunes entreprises innovantes, art. 44 sexies-0 A	<input type="checkbox"/>
France Ruralités Revitalisation FRR art. 44 quinquies A	<input type="checkbox"/>	Zone franche d'activité nouvelle génération, art. 44 quinquies	<input type="checkbox"/>
Bassins urbains à dynamiser (BJD), art. 44 sexdecies	<input type="checkbox"/>	Zone franche urbaine - Territoire entrepreneur, art. 44 octies A	<input type="checkbox"/>
Bassins d'emploi à redynamiser (art. 44 duodécies)	<input type="checkbox"/>	Zone de développement prioritaire, art. 44 septdécies	<input type="checkbox"/>
Bénéfice ou déficit exonéré (indiquer + ou - selon le cas)		Plus-values exonérées relevant du taux de 15 %	
4. Option pour le crédit d'impôt outre-mer : dans le secteur productif, art. 244 quater W du CGI (cocher la case)			
D IMPUTATIONS (cf. notice de la déclaration n° 2065-SD)			
1. Au titre des revenus mobiliers de source française ou étrangère, ayant donné lieu à la délivrance d'un certificat de crédits d'impôts			
2. Au titre des revenus auxquels est attaché, en vertu d'une convention fiscale conclue avec un État étranger, un territoire ou une collectivité territoriale d'Outre-mer, un crédit d'impôt représentatif de l'impôt de cet état, territoire ou collectivité.			
E CONTRIBUTION ANNUELLE SUR LES REVENUS LOCATIFS (cf. notice de la déclaration n° 2065-SD)			
Recettes nettes soumises à la contribution de 2,5 %			
F COMPTABILITÉ INFORMATISÉE			
L'entreprise dispose-t-elle d'une comptabilité informatisée ?	OUI	x	NON
Si oui, indication du logiciel utilisé		SAGE COALA	
Vous devez obligatoirement souscrire le formulaire n° 2065-SD par voie dématérialisée. Le non respect de cette obligation est sanctionné par l'application de la majoration de 0,2 % prévue par l'article 1738 du CGI. Vous trouverez toutes les informations utiles pour télédéclarer sur le site www.impots.gouv.fr			
S'agissant des notices des liasses fiscales, elles sont accessibles uniquement sur le site www.impots.gouv.fr .			
Nom et adresse du professionnel de l'expertise comptable:		Nom et adresse du conseil:	
AUDIT GESTION CONSEIL SAS 28 rue de la Redoute 21850 SAINT-APOLLINAIRE			
Tél: 03.80.63.03.00		Tél:	
CGA/OMGA	Viséur conventionné	(Cocher la case correspondante)	
Nom et adresse du CGA/OMGA ou du viséur ou certificateur conventionné :		Identité du déclarant:	
		Date : 04042025 Lieu : DIJON	
N° d'agrément du CGA/OMGA ou viséur ou certificateur conventionné		Qualité et nom du signataire résident	
		Jacques JACQUENET	
Signature :			
Examen de conformité fiscale (ECF)		Prestataire :	

Formulaire obligatoire
(art 223 du Code général des impôts)

IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS

ANNEXE AU FORMULAIRE N° 2065-SD

N° 2065 bis-SD
2025

G

RÉPARTITION DES PRODUITS DES ACTIONS ET PARTS SOCIALES, AINSI QUE DES REVENUS ASSIMILÉS DISTRIBUÉS

Montant global brut des distributions ⁽¹⁾

payées par la société elle-même

a

payées par un établissement chargé du service des titres

b

Montant des distributions correspondant à des rémunérations ou avantages dont la société ne désigne pas le (les) bénéficiaire (s) ⁽²⁾

c

Montant des prêts, avances ou acomptes consentis aux associés, actionnaires et porteurs de parts, soit directement, soit par personnes interposées

d

Montant des distributions autres que celles visées en (a), (b), (c) et (d) ci-dessus ⁽³⁾

e

f

g

h

Montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI ⁽⁴⁾

i

Montant des revenus distribués non éligibles à l'abattement de 40% prévu au 2° du 3 de l'article 158 du CGI

j

Montant des revenus répartis ⁽⁵⁾

Total (a à h)

H

RÉMUNÉRATIONS NETTES VERSÉES AUX MEMBRES DE CERTAINES SOCIÉTÉS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

Nom, prénoms, domicile et qualité (art. 48-1 à 6 ann. III au CGI):
* SARL, tous les associés;
* SCA, associés gérants;
* SNC ou SCS, associés en nom ou commandités
* SEP et sté de copropriétaires de navires, associés, gérants ou coparticipants

1

Pour les SARL

Sommes versées, au cours de la période retenue pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés, à chaque associé, gérant ou non, désigné col.1, à titre de traitements, émoluments, indemnités, remboursements forfaitaires de frais ou autres rémunérations de ses fonctions dans la société.

Nombre de parts sociales appartenant à chaque associé en toute propriété ou en usufruit.

2

Année au cours de laquelle le versement a été effectué

3

à titre de traitements, émoluments et indemnités proprement dits

4

à titre de frais de représentation, de mission et de déplacement

à titre de frais professionnels autres que ceux visés dans les colonnes 5 et 6

Indemnités forfaitaires

Remboursements

Indemnités forfaitaires

Remboursements

5

6

7

8

I

DIVERS

* NOM ET ADRESSE DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS (en cas de gérance libre)

* ADRESSES DES AUTRES ÉTABLISSEMENTS (si ce cadre est insuffisant, joindre un état du même modèle)

J

CADRE NE CONCERNANT QUE LES ENTREPRISES PLACÉES SOUS LE RÉGIME SIMPLIFIÉ D'IMPOSITION

REMUNÉRATIONS

MOINS-VALUES A LONG TERME IMPOSÉES

à 0 %

à 15 %

à 19 %

Montant brut des salaires, abstraction faite des sommes comprises dans les DSN et versées aux apprentis sous contrat et aux handicapés ⁽⁶⁾

37 097

MVLT restant à reporter à l'ouverture de l'exercice

MVLT imputée sur les PVLT de l'exercice

Rétrocessions d'honoraires, de commissions et de courtages ⁽⁶⁾

MVLT réalisée au cours de l'exercice

1 000

MVLT restant à reporter

1 000

K

CADRE NE CONCERNANT QUE LES ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES DE DONS

Montant cumulé des dons et versements mentionnés sur les reçus, attestations ou tous autres documents et perçus au titre de l'exercice

Nombre de reçus, attestations ou tous autres documents délivrés au titre de l'exercice

SAGE Experts-comptables Janvier 2025 : Etat préparatoire.

AUDIT GESTION CONSEIL

DJON • ST-APOLLINAIRE | SAVIGNY-LÈS-BEAUNE | SAULIEU | DOLE

T. 03 80 63 03 00 | contact@agcweb.net | www.agcweb.net

40

2025	Détermination et suivi des charges financières nettes non admises en déduction et des capacités de déduction inemployées en report en application de l'article 212 bis du CGI	2464		
(À souscrire par les sociétés indépendantes non membres d'un groupe fiscal et par les sociétés membres d'un groupe fiscal pour la détermination de leur résultat comme si elles étaient imposées séparément)				
I – Montant de charges financières nettes non admises en déduction au titre de l'exercice				
A- Règles de droit commun				
Charges financières nettes de l'exercice	a			
EBITDA fiscal de l'exercice	b			
Fraction de charges financières nettes non admises en déduction au titre de l'exercice (montant le plus faible entre a - 30 %*b et a - 3 000 000 €)	(c-1)			
Fraction de charges financières nettes non admises en déduction au titre de l'exercice, après application du complément de déduction de 75 % (régime spécial applicable aux entreprises autonomes): (c-1) - 75 % x (c-1)	(c-2)			
B- Clause de sauvegarde en faveur des entreprises membres d'un groupe consolidé				
Ratio fonds propres/actifs de l'entreprise en %	d			
Ratio fonds propres/actifs du groupe consolidé en %	e			
Si (d) est supérieur ou égal à (e) : Complément de déduction des charges financières nettes non admises en déduction au titre de l'exercice = 75 % x (c-1)	f			
C- Règles applicables aux situations de sous-capitalisation				
Fraction de charges financières nettes de l'exercice non admises en déduction au titre du premier plafond de sous-capitalisation, afférent aux dettes contractées auprès d'entreprises non liées ou auprès d'entreprises liées pour la part n'excédant pas une fois et demie les fonds propres	g			
Fraction de charges financières nettes de l'exercice non admises en déduction au titre du second plafond de sous-capitalisation, afférent à la part des dettes contractées auprès d'entreprises liées excédant une fois et demie les fonds propres	h			
II – Suivi des charges financières nettes non admises en déduction et des capacités de déduction inemployées en report				
A- Suivi des charges financières nettes en report				
Stock de charges financières nettes restant à imputer à l'ouverture de l'exercice (y compris le solde de la fraction d'intérêt mentionné au 6ème alinéa de l'article 212 du CGI, non imputé à la clôture du dernier exercice ouvert avant le 1er janvier 2019)	i			
Montant des charges financières nettes en report transférées	(i bis)			
Dont montant des charges financières nettes transférées de plein droit (art.209-II-2 du CGI)	(i ter)			
Nombre d'opérations sur l'exercice concernées par le transfert de plein droit (2)	(i quater)			
Montant de charges financières nettes en report imputé au titre de l'exercice	j			
Fraction de charges financières nettes non admises en déduction au titre de l'exercice et reportables : (c-1) - (f) ou (g) + 1/3 x (h)	k			
Stock de charges financières nettes restant à imputer à la clôture de l'exercice (i) - (j) + (k)	l			
B- Suivi des capacités de déduction inemployées en report				
	Stock à l'ouverture de l'exercice	Capacités de déduction inemployées transférées de plein droit (art. 209-II-2 du CGI)	Capacités de déduction employées au titre de l'exercice (1)	Stock à la clôture de l'exercice
Capacités de déduction inemployées au titre de l'exercice N-5	m			
Capacités de déduction inemployées au titre de l'exercice N-4	n			
Capacités de déduction inemployées au titre de l'exercice N-3	o			
Capacités de déduction inemployées au titre de l'exercice N-2	p			
Capacités de déduction inemployées au titre de l'exercice N-1	q			
Capacités de déduction inemployées au titre de l'exercice N	r			

(1) Cette colonne peut être servie si (a) est supérieur à (c-1) - (f)

(2) Indiquer, sur un feuillet séparé, l'identification, opération par opération, du nom de la société (et son n° siren) dont proviennent les déficits, charges et/ou capacités de déduction et le montant

2025	Détermination du résultat net de cession, de concession ou de sous-concession de brevets et d'actifs incorporels assimilés imposable à taux réduit							2468
(d) sousscrits par les entreprises non membres d'un groupe fiscal au sens de l'article 223 A du CGI)								
I. Modalités de calcul du résultat net imposable au taux réduit de 10 %.								
1	2	3	4	5	6	7		
Actif, bien ou service, famille de biens ou services	Dénomination	Date de premier exercice de l'option	Résultat net déficitaire restant à reporter au titre de l'exercice précédent	Résultat net de l'exercice	Rapport d'assujettissement au taux réduit de l'exercice	Résultat net imposable à taux réduit		
						imposé à 10 % 7b		
Total								
2. Résultat net imposable à taux réduit calculé en faisant usage du rapport de remplacement								
Liste de l'agrément		Résultat net imposable à taux réduit sous agrément						
Total								

SACE Experts-comptables Janvier 2025 : Etai préparatoire

2025	REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOTS DE L'EXERCICE		2069RCI
Exercice du 01 / 01 au 31 / 12 ou au titre de l'année N		Néant	X
PME au sens communautaire			
Régime de l'intégration fiscale (article 223 A du CGI) : la société mère du groupe doit souscrire le formulaire n° 2069-RCI pour chacune des sociétés du groupe y compris sa propre déclaration (article 49 septies Q de l'annexe III au CGI)			
Si vous êtes la société mère, cocher la case ci-contre			
Dans ce cas, indiquer la dénomination, adresse et SIREN de la société du groupe pour laquelle les réductions et crédits d'impôt sont déclarés (y compris pour les crédits et réductions d'impôt de la société mère)			
I - REDUCTIONS ET CREDITS D'IMPOT DISPENSES DE DECLARATION SPECIALE			
Crédit d'impôt	Montant		
Réduction d'impôt en faveur du mécénat - montant des dons et versements consentis à des organismes dont le siège est situé au sein de l'UE ou de l'EEE			
dont montant des dons au profit de la reconstruction de Notre-Dame de Paris			
Dont montants versés aux fédérations ou unions d'organismes ayant pour objet exclusif de fédérer, d'organiser, de présenter et de promouvoir les organismes agréés en vue du financement des PME			
Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (complément)			
Dont montant préfinancé			
Montant total des rémunérations versées n'excédant pas 2,5 SMIC et ouvrant droit à crédit d'impôt versées à des salariés affectés à des exploitations situées à Mayotte			
Montant des rémunérations éligibles à la majoration pour les salariés affectés à des exploitations situées à Mayotte, des professions pour lesquelles le paiement des congés et des charges sur les indemnités de congés est mutualisé entre les employeurs affiliés obligatoirement aux caisses de compensation prévue à l'article L.3141-30 du code du travail			
Quote-part de crédit d'impôt résultant de la participation de l'entreprise dans des sociétés de personnes ou groupements assimilés			
II - CREDITS D'IMPOT AVEC DEPOT OBLIGATOIRE D'UNE DECLARATION SPECIALE			
Crédit d'impôt	Montant		
Crédit d'impôt en faveur de la recherche - dont montant du crédit d'impôt pour les dépenses situées dans les DOM			
PRECISIONS SUR L'UTILISATION DES CREDITS D'IMPOTS (Utilisation de la valeur AUT « Autres crédits d'impôts)			
III - CAS PARTICULIERS			
CI déposé en cas de cessation au titre de l'année N		Montant	
CI déposé au titre de l'année civile N-2, N-1 en cas d'exercice de plus de 12 mois		Montant	

(2025)

DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

CA17PROREC

SEML COTE D'OR ENERGIES

[illegible]

SAGE Experts-comptables janvier 2025 : Etat préparatoire.

(2025)

DETAIL DES CHARGES A PAYER

CA18CHAPAY

SEML COTE D'OR ENERGIES

[illegible]

CA20CHAAVA

SEML COTE D'OR ENERGIES

SAOÉ Experts-comptables janvier 2025 : Etat préparatoire.

(2025)

DETAIL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

CA21PROVA

SEML COTE D'OR ENERGIES

[illegible]

AUDIT GESTION CONSEIL

SIÈGE SOCIAL DIJON

28 Rue de la Redoute
21850 SAINT-APOLLINAIRE
CS 37913 – 21079 DIJON CEDEX
03 80 63 03 00

SAULIEU

15 Rue de la Foire
21210 SAULIEU
03 80 60 03 00

SAVIGNY-LÈS-BEAUNE

8B Rue Jacques Germain
21420 SAVIGNY-LÈS-BEAUNE
03 80 63 03 00

DOLE

7 Rue Joseph Thoret
39100 DOLE
03 80 63 03 00



SEML COTE D'OR ENERGIES

9A Rue René Char
21000 DIJON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

COTE D'OR ENERGIES

SEML au capital de 2 240 000 euros

9A Rue René Char
21000 DIJON

R.C.S. : DIJON 815 248 331

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **SEML COTE D'OR ENERGIES**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les stocks d'études en cours et les dépréciations afférentes, tels que décrits dans la note « Stocks » de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✕ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✕ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✕ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✕ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à DIJON, le 12 juin 2025



Le commissaire aux comptes
CLEON MARTIN BROICHOT et Associés
T. PAULIN

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif Immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires						
Fonds commercial					44 438	2,74
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels						
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations	86 887		86 887	3,13	76 012	4,68
Créances rattachées à des participations	1 156 375		1 156 375	41,71	533 436	32,84
Autres titres immobilisés	20 000		20 000	0,72	20 000	1,23
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	1 263 262		1 263 262	45,57	673 886	41,48
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services	928 694		928 694	33,50	751 021	46,23
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	91 416		91 416	3,30		
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel						
. Organismes sociaux						
. Etat, impôts sur les bénéfices	3 709		3 709	0,13	24 545	1,51
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	26 868		26 868	0,97	19 375	1,19
. Autres						
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	450 878		450 878	16,26	152 572	9,39
Charges constatées d'avance	7 333		7 333	0,26	3 061	0,19
TOTAL (II)	1 508 898		1 508 898	54,43	950 574	58,52
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	2 772 161		2 772 161	100,00	1 624 460	100,00



PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
Capitaux propres				
Capital social ou individuel (dont versé : 2 240 000)	2 240 000	80,80	2 240 000	137,89
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...				
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-1 345 402	-48,52	-770 292	-47,41
Résultat de l'exercice	-75 299	-2,71	-575 109	-35,39
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	819 299	29,55	894 598	55,07
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL (II)				
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour risques			9 730	0,60
Provisions pour charges				
TOTAL (III)			9 730	0,60
Emprunts et dettes				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires	157	0,01		
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers	1 636 877	59,05	509 579	31,37
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	247 847	8,94	207 215	12,76
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	1 707	0,06	553	0,03
. Organismes sociaux	3 521	0,13	2 785	0,17
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	24 696	0,89		
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	55	0,00		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments financiers à terme				
Produits constatés d'avance	38 000	1,37		
TOTAL (IV)	1 952 862	70,45	720 132	44,33
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif (V)				
TOTAL PASSIF (I à V)	2 772 161	100,00	1 624 460	100,00



COMPTE DE RÉSULTAT			Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)		%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%		
Ventes de marchandises										
Production vendue biens										
Production vendue services	213 013		213 013	100,00			213 013		N/S	
Chiffres d'Affaires Nets	213 013		213 013	100,00			213 013		N/S	
Production stockée			-301 517	-141,54	256 053	43,83	-557 570		-217,75	
Production immobilisée										
Subventions d'exploitation					9 500	1,63	-9 500		-100,00	
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges			479 190	224,96	318 597	54,54	160 593		50,41	
Autres produits			41	0,02	4	0,00	37		925,00	
Total des produits d'exploitation (I)			390 727	183,43	584 155	100,00	-193 428		-33,10	
Achats de marchandises (y compris droits de douane)										
Variation de stock (marchandises)										
Achats de matières premières et autres approvisionnements										
Variation de stock (matières premières et autres approv.)										
Autres achats et charges externes			424 811	199,43	328 866	56,30	95 945		29,17	
Impôts, taxes et versements assimilés			481	0,23	138	0,02	343		248,55	
Salaires et traitements			38 252	17,96	45 938	7,86	-7 686		-16,72	
Charges sociales			13 448	6,31	13 477	2,31	-29		-0,21	
Dotations aux amortissements sur immobilisations										
Dotations aux provisions sur immobilisations										
Dotations aux provisions sur actif circulant					479 190	82,03	-479 190		-100,00	
Dotations aux provisions pour risques et charges										
Autres charges			1 343	0,63	1	0,00	1 342		N/S	
Total des charges d'exploitation (II)			478 335	224,56	867 611	148,52	-389 276		-44,86	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			-87 609	-41,12	-283 457	-48,51	195 848		69,09	
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun										
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)										
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)										
Produits financiers de participations										
Produits des autres valeurs mobilières et créances										
Autres intérêts et produits assimilés			39 457	18,52	21 961	3,76	17 496		79,67	
Reprises sur provisions et transferts de charges			1 000	0,47			1 000		N/S	
Différences positives de change										
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement										
Total des produits financiers (V)			40 457	18,99	21 961	3,76	18 496		84,22	
Dotations financières aux amortissements et provisions					1 000	0,17	-1 000		-100,00	
Intérêts et charges assimilées			36 877	17,31	5 044	0,86	31 833		631,11	
Différences négatives de change										
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements										
Total des charges financières (VI)			36 877	17,31	6 044	1,03	30 833		510,14	
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)			3 579	1,68	15 917	2,72	-12 338		-77,50	
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			-84 029	-39,44	-267 540	-45,79	183 511		68,59	
Produits exceptionnels sur opérations de gestion										
Produits exceptionnels sur opérations en capital			44 473	20,88			44 473		N/S	
Reprises sur provisions et transferts de charges			9 730	4,57			9 730		N/S	
Total des produits exceptionnels (VII)			54 203	25,45			54 203		N/S	
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion					307 570	52,65	-307 570		-100,00	
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			45 473	21,35			45 473		N/S	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions										



COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Total des charges exceptionnelles (VIII)	45 473	21,35	307 570	52,65	-262 097	-85,21
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	8 730	4,10	-307 570	-52,64	316 300	102,64
Participation des salariés (IX) Impôts sur les bénéfices (X)						
Total des Produits (I+III+V+VII)	485 387	227,87	606 116	103,76	-120 729	-19,91
Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	560 686	263,22	1 181 225	202,21	-620 539	-52,52
RÉSULTAT NET	-75 299 <i>Perte</i>	-35,34	-575 109 <i>Perte</i>	-98,44	499 810	86,91
Dont Crédit-bail mobilier Dont Crédit-bail immobilier						





La présente annexe comptable a pour objectif d'aider à la compréhension du compte de résultat et du bilan comptable

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 2 772 160,75 E et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -75 299,26 E, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

AUDIT GESTION CONSEIL

DIJON • ST-APOLLINAIRE | SAVIGNY-LÈS-BEAUNE | SAULIEU | DOLE
T. 03 80 63 03 00 | contact@agcweb.net | www.agcweb.net



Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été préparés conformément au Code de Commerce et au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014, homologué le 8 septembre 2014 et modifié par voie de règlements ultérieurs.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

STOCKS

Les stocks de travaux en cours sont valorisés au coût engagé à la clôture pour la réalisation des études en cours. Seuls ont été constatés en stock les coûts engagés pour les projets non abandonnés à la date de clôture.
Pour chaque projet en cours, il est effectué une analyse de chaque étude affectée à ce projet, puis une analyse globale du projet. Les dépenses engagées et ainsi validées constituent le coût de revient du projet en cours.

Projet	Cérilly St Colombe	CE St Apolline	Poiseul la Grange	Courchaton	Pouilly Maconge	Prâlon	Chaux la Lotière	La Roche en Brénil	Saint Seine sur Vingeanne
Montant en cours	429 303	2 470	49 722	109 060	87 938	105 617	90 083	49 461	5 040
Provision dépréciation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Montant net	429 303	2 470	49 722	109 060	87 938	105 617	90 083	49 461	5 040

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

L'arrêté préfectoral d'autorisation du parc éolien de l'Orée des Bois (Cérilly St Colombe) a fait l'objet d'une annulation par décision de la Cour Administrative d'Appel de Lyon en date du 17 mars 2025. En réponse à cette décision, un pourvoi auprès du Conseil d'Etat sera déposé le 13 mai 2025 au plus tard. Sachant qu'un seul motif d'annulation a été retenu et que la société croit toujours en l'avenir du projet, aucune provision n'a été de ce fait constatée dans les comptes clos le 31 décembre 2024.



AUDIT GESTION CONSEIL

DIJON • ST-APOLLINAIRE | SAVIGNY-LÈS-BEAUNE | SAULIEU | DOLE
T. 03 80 63 03 00 | contact@agcweb.net | www.agcweb.net

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 05 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 novembre 2017
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immob. au début de l'exercice	Augmentat°	Diminut°	Valeur brute des immob. à la fin de l'exercice	Réévaluation légale Valeur d'origine des immob. en fin d'exercice
Fonds commercial Autres	44 438		44 438		
Terrains Constructions Installations techniques, matériel et outillages industriels Installations générales, agencements divers Matériel de transport Autres immobilisations corporelles					
Immobilisations financières	630 448	633 849	1 035	1 263 262	
TOTAL	674 886	633 849	45 473	1 263 262	



AUDIT GESTION CONSEIL

DIJON • ST-APOLLINAIRE | SAVIGNY-LÈS-BEAUNE | SAULIEU | DOLE
T. 03 80 63 03 00 | contact@agcweb.net | www.agcweb.net

Etat des provisions

PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations dotations de l'exercice	Diminutions reprises de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Amortissements dérogatoires Dont majoration exceptionnelle de 30% Autres provisions réglementées				
Provisions	9 730		9 730	
Sur immobilisations	1 000		1 000	
Sur stocks et en-cours	479 190		479 190	
Sur clients et comptes rattachés				
Autres dépréciations				
TOTAL	489 920		489 920	

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	1 156 375		1 156 375
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	91 416	91 416	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	3 709	3 709	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	25 854	25 854	
Débiteurs divers	1 014	1 014	
Charges constatées d'avance	7 333	7 333	
TOTAL GENERAL	1 285 701	129 326	1 156 375
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés	25 854		



AUDIT GESTION CONSEIL

DIJON • ST-APOLLINAIRE | SAVIGNY-LÈS-BEAUNE | SAULIEU | DOLE
T. 03 80 63 03 00 | contact@agcweb.net | www.agcweb.net

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum				
- plus d'un an				
Emprunts et dettes financières divers	1 636 877		36 877	1 600 000
Fournisseurs et comptes rattachés	247 847	247 847		
Personnel et comptes rattachés	5 284	5 284		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	24 696	24 696		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes				
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	38 000	38 000		
TOTAL GENERAL	1 952 704	315 827	36 877	1 600 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts et dettes contractés auprès des associés	1 636 877			

Les emprunts et dettes financières divers sont composés d'avances en comptes courants à hauteur de 1 600 000 euros, qui ont fait l'objet d'une capitalisation début 2025. En effet, l'AGE du 17 mars 2025 a décidé d'augmenter le capital social d'une somme 5 600 000 euros pour le porter à 7 840 000 euros, par l'émission de 56 000 actions nouvelles, d'une valeur nominale de 100 euros chacune émise au pair. Les actions nouvelles sont libérées d'une part par compensation de comptes courants, et d'autre part en numéraire.

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES Créances rattachées à des participations Autres immobilisations financières CREANCES Créances clients et comptes rattachés Autres créances (dont avoirs à recevoir :) VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT DISPONIBILITES	1 014
TOTAL	1 014

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit Emprunts et dettes financières divers Dettes fournisseurs et comptes rattachés Dettes fiscales et sociales Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes (dont avoirs à établir :)	157 36 877 224 331 2 412
TOTAL	263 778

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	7 333	38 000
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	7 333	38 000

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	22 400	100,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	22 400	100,00

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises Ventes de produits finis Prestations de services	213 013
TOTAL	213 013

Par la facturation de prestation de service, la SEML constate pour la première fois un chiffre d'affaires grâce aux développements des projets qui commencent de voir le jour.

Engagements financiers

La SEML a signé le 4 juillet 2018 avec le SICECO une convention de mise à disposition de moyens humains et matériels permettant ainsi la rationalisation des coûts de structure. Le montant de ces frais pour l'exercice 2024 s'élève à 214 714 €.

La SEML a également allouées à la SAS BF Energie les cautions suivantes :

Projets	Banque	Montant prêt	Référence	Capital restant dû au 31/12/2024	Durée prêt	Date prêt	Terme caution	Montant initial caution	Montant caution sur capital restant dû au 31/12/2024
								SEML Côte-d'Or Energies	SEML Côte-d'Or Energies
BFE 05 - Esprit Bois 21	CA Champagne-Bourgogn	238 000 €	2681476	152 118 €	180 mois	2019	18/01/2037	11 860 €	7 580 €
BFE 06 - GAEC Le Grand Clos	CA des Savoie	533 000 €	1590216	350 282 €	180 mois	2019	14/05/2036	266 500 €	175 141 €
BFE 07 - Salle des fêtes Longeault	CA Champagne-Bourgogn	42 000 €	2681891	31 319 €	180 mois	2019	10/10/2038	19 740 €	14 720 €
BFE 08 - Maison de Santé Bligny-sur-Ouche	CA Champagne-Bourgogn	43 000 €	2681896	27 584 €	180 mois	2019	18/01/2037	20 210 €	12 965 €
BFE 09 - Gymnase André Berbey Seurre	CA Champagne-Bourgogn	98 000 €	2681900	66 322 €	180 mois	2019	03/09/2037	46 060 €	31 171 €
BFE 10 - CTI Nuits-St-Georges	CA Champagne-Bourgogn	96 000 €	2681905	61 662 €	180 mois	2019	18/01/2037	45 120 €	28 981 €
BFE 11 - SCEA des Ormois	CICE	483 225 €	20004541946	340 882 €	180 mois	2020	05/04/2035	231 000 €	162 955 €
BFE 12 - GAEC des Grands Champs	CICE	287 725 €	20004546568	221 018 €	180 mois	2020	20/02/2036	137 000 €	105 237 €
BFE 34 - St-Romain	La Banque Postale	104 202 €	17641	101 672 €	180 mois	2024	15/08/2039	49 934 €	48 721 €
BFE 35 - Volnay	La Banque Postale	140 995 €	17640	137 571 €	180 mois	2024	15/09/2039	67 565 €	65 924 €
Total								894 988 €	653 395 €

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	5 949
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
TOTAL	5 949



AUDIT GESTION CONSEIL

DIJON • ST-APOLLINAIRE | SAVIGNY-LÈS-BEAUNE | SAULIEU | DOLE
T. 03 80 63 03 00 | contact@agcweb.net | www.agcweb.net

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
SAS PARC DES LAVIER	1 000	-8 918	100,00	1 000	1 000	201 076		--	-5 472	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
SAS PARC DES ROCHE	1 000	-13 646	31,50	315	315	414 269		--	-36 590	
SAS PARC DES GRANDES TERRES	1 000	-3 618	45,00	450	450	201 076		--	-25 894	
SAS BF ENERGIE	76 920	36 990	47,92	74 212	74 212	363 757		240 984	-4 685	
SAS PRALANUM	1 000		48,00	480	480	829		--	-1 641	
SAS COTE D'OR SOLAIRE	60 000		15,00	9 000	9 000	276		--	-6 630	
SAS PARX D'ENTRE LES DEUX COMBES	1 000	-2 563	48,00	480	480	--		--	-3 287	
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

Délibération du Comité

Assemblée générale du 21 novembre 2025

Date de convocation : 14 novembre 2025

Date d'affichage : 14 novembre 2025

Membres	En exercice	143	Vote	Pour	92
	Présents	92		Contre	1
	Pouvoirs	1		Abstention	0
	Votants	93		Total	93

Objet : Entrée au capital de la SEML Côte-d'Or Énergies dans la Société de projet HELIOPSOL porteuse d'une grappe de petites centrales photovoltaïques au sol

Le Président précise aux membres du Comité le contexte du projet :

Il s'agit de développer des petits projets PV d'une surface inférieure à 1 hectare chacun, relevant du régime de la Déclaration Préalable et non du Permis de Construire, sur site dégradé (ancienne décharge, délaissé...).

A ce stade, 2 projets sur les Communes d'Arceau (21) et Bourberain (21) ont reçu l'avis favorable de la DREAL dans le cadre d'un examen au cas par cas, les Déclarations Préalables pourraient être obtenues fin 2025. D'autres projets sont également en cours d'études, notamment à Voulaines-les-Templiers (21) et Marcilly-sous-Tille (21). A termes, il s'agit de lancer la construction mutualisée de 6 projets, une fois leurs autorisations administratives, foncières et un tarif de vente obtenu. S'agissant du tarif de vente d'énergie, le niveau possible à l'appel d'offre de la CRE est d'environ 85€ par MWh.

Le Société « Heliopsol » a été créée en mai 2025 par EH2, il est prévu d'organiser une cession de parts sociales à valeur nominale, objet de la présente décision.

Le siège social est situé 2 rue Professeur Zimmermann 69007 LYON.

Le capital social est de 1000 € ; aujourd'hui détenu à 100% par EH2, il est prévu de céder 60% des parts sociales à la SEML Côte-d'Or Energies.

Au terme de la cession de parts sociales, l'actionnariat de la Société HELIOPSOL (SAS) au capital de 1000€, sera le suivant :

- 60 % SEML Côte-d'Or Énergies
- 40 % EH2

Lorsque les autorisations nécessaires à la construction des projets seront obtenues, la phase d'investissement sera amorcée (2026). A ce stade, les fonds propres à apporter par les Associés, pour un total de 6 projets (6 MWc) au moment de l'investissement sont estimés à environ 1 060 000 € ; le reste du besoin d'investissement global, estimé à 5 300 000 €, sera couvert par un emprunt bancaire.

En tant qu'actionnaire public, il appartient au SICECO de donner son accord pour l'entrée au capital de la SEML Côte-d'Or Energies dans des SAS projets, en vertu de l'article L1524-5 du CGCT qui dispose « que toute prise de participation directe d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une autre société fait préalablement l'objet d'un accord exprès des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration ».

Les projets de statuts et pacte d'associés sont joints à la présente délibération.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

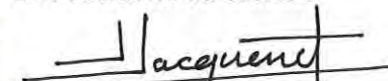
Le Comité décide :

- d'autoriser les administrateurs représentant le SICECO à donner un accord favorable au Conseil d'Administration de la SEML Côte-d'Or Énergies pour :
 - Approuver l'entrée au capital de la SEML Côte-d'Or Énergies dans la Société « Heliopsol » (SAS) avec un capital social de 1 000 €, réparti comme suit :
 - 60 % SEML Côte-d'Or Énergies
 - 40 % EH2
 - Autoriser la cession de parts sociales à valeur nominale au profit de EH2 soit 600 parts sociales d'une valeur de 600 €.
 - Autoriser les démarches administratives nécessaires à la prise de participation dans la Société « Heliopsol » (SAS)
 - Accepter que la Direction Générale de la Société « Heliopsol » (SAS) soit assurée par la SEML Côte-d'Or Énergies, représentée par M. Jean-Michel JEANNIN son Directeur Général
 - Nommer M. Jean-Michel JEANNIN représentant de la SEML Côte-d'Or Énergies au Comité de Pilotage de la Société « Heliopsol » (SAS)
 - Autoriser le Président de la SEML Côte-d'Or Energies, ou son représentant, à signer toute pièce utile à l'exécution de la présente décision.
- d'autoriser le Président du SICECO, Territoire d'énergie Côte d'Or, ou son représentant, à signer toutes pièces utiles à l'exécution de la présente délibération.



Dijon, le 24 novembre 2025

Le Président du SICECO


Jacques Jacquenet

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251126-6-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 26-11-2025

Publication le : 26-11-2025

ACTE CERTIFIÉ EXÉCUTOIRE

en application du Code Général des Collectivités Territoriales
après dépôt en Préfecture et publication ou notification

HELIOPSOL
Société par actions simplifiée
au capital de 1.000 euros
Siège social : 2 rue Professeur Zimmermann
69007 LYON
944 478 858 RCS LYON

**STATUTS MIS A JOUR
PAR DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES
DU [...] 2025**

CERTIFIÉS CONFORMES A L'ORIGINAL

**Le Président
La société EH2**

La société HJC
Julien CHAUMON

La société HMOVH
Mathieu VAN HAESEBROECK

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1.	FORME	3
ARTICLE 2.	OBJET	3
ARTICLE 3.	DENOMINATION SOCIALE	4
ARTICLE 4.	SIEGE SOCIAL	4
ARTICLE 5.	DUREE	4
ARTICLE 6.	APPORTS	4
ARTICLE 7.	CAPITAL SOCIAL	4
ARTICLE 8.	MODIFICATIONS DU CAPITAL	5
ARTICLE 9.	COMPTES COURANTS	5
ARTICLE 10.	LIBERATION DU CAPITAL	5
ARTICLE 11.	FORME DES VALEURS MOBILIERES	6
ARTICLE 12.	TRANSFERT DE TITRES	6
ARTICLE 13.	DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS	8
ARTICLE 14.	INDIVISIBILITES DES ACTIONS – NUE PROPRIETE – USUFRUIT - NANTISSEMENT	9
ARTICLE 15.	PRESIDENT ET DIRECTEURS GENERAUX	10
ARTICLE 16.	COMITE DE PILOTAGE	12
ARTICLE 17.	CONVENTIONS REGLEMENTEES	14
ARTICLE 18.	COMMISSAIRES AUX COMPTES	14
ARTICLE 19.	DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES – DECISIONS COLLECTIVES	15
ARTICLE 20.	DROIT D'INFORMATION PERMANENT DES ASSOCIES	20
ARTICLE 21.	EXERCICE SOCIAL	20
ARTICLE 22.	INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS	20
ARTICLE 23.	AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS	21
ARTICLE 24.	DISSOLUTION – LIQUIDATION	22
ARTICLE 25.	LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT	22
ARTICLE 26.	CONTESTATIONS	23

ARTICLE 1. FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2. OBJET

La Société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :

- l'étude, le financement, la production, la fourniture, la distribution et le commerce d'électricité, l'exploitation et la maintenance de production d'énergies renouvelables à partir d'énergie solaire ainsi qu'éventuellement la mise en œuvre de tout procédé de stockage le cas échéant,
- les activités d'ingénierie, d'études techniques, de conception, de mise au point, de développement, de construction et d'exploitation de ces installations ;
- toutes prestations de services et de conseils et toutes opérations d'apport d'affaires et d'intermédiation ;
- toutes actions de communication et pédagogie liées au projet porté par la Société,
- la participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements, la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevet concernant ces activités ;
- et généralement, l'achat, la vente, la prise à bail, la location, et plus généralement, toutes opérations financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à son objet social et à tous les objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter l'application et le développement, le tout tant pour elle-même que pour le compte de tiers ou en participation sous quelque forme ce que ce soit.

La Société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la Société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

ARTICLE 3. DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est :

HELIOPSOL

Tous actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société par actions simplifiée* » ou des initiales « SAS », de l'énonciation du capital social, ainsi que du numéro SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle est immatriculée.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4. SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

**2 rue Professeur Zimmermann
69007 LYON**

Il ne pourra être transféré en tout autre endroit que par décision collective prise à la majorité extraordinaire des associés présents ou représentés conformément aux dispositions de l'Article « décisions unanimes des associés – décisions collectives ».

ARTICLE 5. DUREE

La Société a une durée de 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation décidée par la collectivité des associés.

ARTICLE 6. APPORTS

Lors de la constitution de la Société, il a été apporté une somme en numéraire de :

MILLE EUROS, ci..... 1.000 euros

Montant des apports en numéraire.....1.000 euros

Lesdits apports correspondent à MILLE (1.000) actions ordinaires au nominal d'un (1) euro chacune, souscrites en totalité et libérées en intégralité, soit pour un total de MILLE (1.000) euros.

La somme de MILLE (1.000) euros a été déposée, dès avant ce jour, au crédit d'un compte ouvert au nom de la Société en formation ainsi que l'atteste le Certificat du dépositaire établi par la BANQUE POPULAIRE AUVERGNE RHONE-ALPES, prise en son agence sise 4 rue Eugène Deruelle à (69003) LYON.

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de MILLE (1.000) euros, divisé en 1.000 actions ordinaires de UN (1) euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées.

ARTICLE 8. MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective des associés prises dans les conditions de l'article « décisions unanimes des associés – décisions collectives » ci-après.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

La collectivité des associés peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts, par dérogation à l'article « décisions unanimes des associés – décisions collectives ».

8.1. En cas d'augmentation du capital social par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence ou en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, par voie, dans l'un et l'autre de ces cas, d'apports en numéraire, un droit préférentiel de souscription à ces actions ou à ces valeurs mobilières est réservé aux associés proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent dans le capital de la Société dans les conditions légales.

Toutefois, chaque associé peut renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital ou l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs tranches, en faveur d'une ou plusieurs personnes dénommées, associés ou tiers, ou en faveur d'une ou plusieurs catégories de personnes répondant à des caractéristiques qu'elle fixe elle-même avec, en ce cas, délégation au Président du soin de fixer la liste précise des bénéficiaires au sein de cette ou de ces catégories et le nombre de titres attribués à chacun d'eux.

8.2. La collectivité des associés peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social, notamment, sans que cette liste soit exhaustive, pour cause de pertes, par voie de distributions aux associés, de rachat de la Société de ses propres actions ou d'affectation à un compte prime d'émission. En aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 9. COMPTES COURANTS

Les associés peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ».

Les conditions et modalités de ces avances sont déterminées d'un commun accord entre l'associé intéressé et le Président. Elles sont, le cas échéant, soumises à la procédure d'autorisation et de contrôle prévue par la loi.

ARTICLE 10. LIBERATION DU CAPITAL

10.1. Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par le Président ou l'assemblée des associés en conformité de la loi.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours (15) au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

10.2. A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par le Président ou l'assemblée des associés, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi que la Société peut exercer contre l'associé défaillant.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 11. FORME DES VALEURS MOBILIERES

Si la Société ne fait pas d'offre au public de titres financiers, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.

Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance, à ses frais, d'une attestation d'inscription en compte précisant la nature et le nombre d'actions inscrites à son compte ainsi que les mentions y figurant.

ARTICLE 12. TRANSFERT DE TITRES

12.1. Définitions

Pour l'application du présent article :

- le terme « titre » ou « titres » désigne toutes actions de la Société ou toutes valeurs, bons ou droits donnant droit, immédiatement ou à terme, à l'acquisition, à l'attribution, à la souscription ou à l'échange de telles actions de la Société ;
- le terme « tiers », toute personne autre qu'un associé ;
- le terme « Transfert » désigne le transfert de tout droit ou de toute obligation afférent à un titre et notamment (i) toute vente ou toute cession (définie comme tout transfert à titre onéreux dont la contrepartie est payée en numéraire) de la propriété, démembrée (en particulier, de la jouissance, de la nue-propriété ou de l'usufruit) ou non (y compris une vente avec clause de rachat), (ii) tout autre transfert à titre onéreux d'une telle propriété, démembrée ou non, réalisé par tout moyen (y compris par voie d'échange, de division, de vente avec clause de rachat, d'apport en société, d'apport partiel d'actifs, de dation en paiement, de fusion ou de scission ou résultant de tout prêt, de toute constitution de sûreté, de toute convention de croupier, de tout remboursement ou de toute autre opération similaire), (iii) tout transfert à titre gratuit ou onéreux, y compris lorsque le transfert est réalisé à la suite d'une mise aux enchères publiques ordonnées par un tribunal ou une cour ou lorsque le transfert de propriété se réalise à terme, (iv) tout transfert résultant d'un décès, de la constitution d'un trust, d'une fiducie ou de toute autre opération similaire et (v) tout transfert avec ou sans démembrement, prêt ou constitution de sûreté résultant d'un nantissement de

valeurs mobilières ou de la réalisation d'un tel nantissement ou de l'exécution d'une convention de croupier, (vi) ainsi que toutes promesses de procéder à de telles opérations étant précisé que le verbe "Transférer" et les vocables « Transférable(s) et « Transférabilité » s'entendront de la même manière

12.2. Forme

Le Transfert de titres s'opère, à l'égard de la Société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement.

Ce mouvement est inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de Titres ».

La Société procède à cette inscription et à ce virement à réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni et agréé par la Société, est signé par le cédant ou son mandataire et le cessionnaire. Si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

12.3. Transfert libre - transfert soumis à agrément

12.3.1. Transfert libre : Les transferts sont libres entre associés ainsi qu'en cas de transfert par un associé à l'une de ses filiales au sens des articles L233-1 et suivants du Code de commerce

12.3.2. Agrément : Les opérations ci-après :

- (i) Transfert, à titre onéreux et/ou gratuit, par quelque moyen ou mode que ce soit, de titres de la Société en faveur de tiers,
- (ii) Souscription par des tiers de titres de la Société,
- (iii) Adjudication en faveur de tiers de titres de la Société,

sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés se prononçant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions extraordinaires.

S'agissant des opérations visées au paragraphe 12.3.2. (ii) ci-dessus, l'agrément sera réputé délivré par la Société dès lors que le ou les tiers concernés seront souscripteurs réservataires expressément désignés par la Collectivité des associés dans sa décision d'augmentation du capital réservée ;

S'agissant des opérations visées au paragraphe 12.3.2. (iii) ci-dessus, l'agrément du tiers adjudicataire ne sera pas requis si elles résultent de l'exécution forcée d'un nantissement de titres ayant fait l'objet d'un consentement préalable de la Société, celle-ci ayant toujours la faculté, même après intervention de l'adjudication, de les racheter.

Toute opération visée aux paragraphes 12.3.2. (i) et (ii) ci-dessus ne peut être réalisée qu'après délivrance de l'agrément requis, ne peut donner lieu, avant celle-ci, qu'à des projets ou à des conventions stipulées sous condition suspensive de cet agrément, le tout à peine de nullité.

12.3.3. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre de titres dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit

d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

12.3.4 Le Président doit convoquer les associés en Assemblée, dans les formes prévues à l'Article « Décisions collectives » ci-dessous, dans les quinze (15) jours de la réception de cette notification et la Collectivité des associés doit s'être définitivement prononcée au plus tard dans les trente (30) jours de l'envoi de cette convocation.

Le Président dispose d'un délai de trois (3) jours ouvrables à compter de celui de la décision pour faire connaître celle-ci au Cédant. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tous moyens de communication écrite. A défaut de notification dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

12.3.5. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

12.4. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

12.5. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou de faire acquiescer les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

13.1 Chaque action donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social ou dans le boni de liquidation lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la Société.

13.2 Chaque action donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées générales ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.

13.3 Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital, droit de communication de certains documents sociaux, droit à l'information préalable avant toute consultation collective.

13.4 Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

13.5 Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements.

Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

13.6 Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

13.7 Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 14. INDIVISIBILITES DES ACTIONS – NUE PROPRIETE – USUFRUIT - NANTISSEMENT

14.1 Les titres de capital sont indivisibles à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis d'actions sont représentés aux décisions collectives par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix.

A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande de l'indivisaire le plus diligent. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

14.2 Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mis en gage.

14.3 En cas de démembrement de la propriété d'une action, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, à l'exception des décisions portant sur l'affectation des bénéfices qui sont réservées à l'usufruitier.

Si une action est grevée d'un usufruit, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives, quel que soit le titulaire du droit de vote. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

14.4 L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'associé détenant la nue-propriété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'associé détenant la nue-propiété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'associé détenant la nue-propiété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'associé détenant la nue-propiété peut exiger le remploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propiétaire pour la nue-propiété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propiétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propiétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'associé qui a versé les fonds.

- 14.5** Le nantissement d'actions donne lieu à l'établissement d'une déclaration de gage de compte d'instruments financiers, souscrite et signée par le titulaire des actions concernées, lesquelles sont virées de son compte nominatif à un compte spécial gagé.

La Société délivre une attestation de nantissement de compte.

En cas de réalisation du gage, le transfert des actions au profit de tout tiers adjudicataire est soumis à agrément conformément à l'Article « Transfert de titres » ci-dessus ; mais si la Société a donné son consentement à un projet de nantissement, l'adjudicataire attributaire ultérieur des actions, en cas de réalisation forcée selon les dispositions légales en la matière, sera réputé agréé, sauf le droit de la Société de l'évincer et de racheter sans délai les actions concernées en vue de réduire son capital.

ARTICLE 15. PRÉSIDENT ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX

La Société est représentée et dirigée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

15.1 Président

15.1.1. Désignation

Le premier Président sera désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique ou la collectivité des associés délibérant aux conditions de quorum et de majorité des décisions ordinaires.

Si le mandat est à durée déterminée, son titulaire est rééligible.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

La durée, la rémunération du mandat de Président sont fixées par l'Associé unique ou par la Collectivité des associés délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

Le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

15.1.2. Cessation des fonctions

La cessation des fonctions du Président survient par le terme du mandat qui lui a été confié par la collectivité des associés conformément à l'article 17.1 ci-avant, par sa démission, par sa révocation, du fait de son incapacité à exercer ses fonctions en raison d'une invalidité permanente de 2^{ème} ou 3^{ème} catégorie au sens de l'article L. 341-4 du Code de la sécurité sociale, par son empêchement d'exercer ses fonctions pendant un (1) mois ou par son décès.

En outre, le mandat de Président cesse de plein droit si ce dernier fait l'objet personnellement d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire, d'une mise en tutelle ou en curatelle, de sanctions aux termes desquelles il est déchu du droit de diriger des sociétés commerciales.

Le Président peut démissionner à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par tout moyen écrit adressé deux (2) mois avant la date de prise d'effet de cette décision. L'associé unique ou la collectivité des associés, peut mettre fin à tout moment au mandat du Président sans préavis dans les conditions de l'Article « décisions unanimes des associés – décisions collectives » ci-après. La révocation n'a pas à être motivée.

15.2 Assistance d'un ou plusieurs Directeurs Généraux

Le Président peut être assisté d'un ou plusieurs Directeurs Généraux, personne(s) physiques ou morale(s), désignés par la collectivité des associés sur proposition du Président.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

La durée des fonctions des Directeurs Généraux est fixée par la décision qui les nomme. Ils sont toujours rééligibles.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin de la même façon et selon les mêmes modalités que celles définies pour le Président à l'article 17.1.2.

La cessation des fonctions du Président ne met pas fin aux fonctions des Directeurs Généraux et réciproquement.

Les Directeurs Généraux peuvent éventuellement recevoir une rémunération au titre de leurs fonctions, suivant décision de la collectivité des associés.

15.3 Pouvoirs du Président et du ou des Directeurs Généraux

Le Président représente la Société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans la limite de son objet social et sous réserve de ceux que la loi et les statuts attribuent expressément à la collectivité des associés.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les Directeurs Généraux exercent les pouvoirs confiés au Président par la loi et par les présents statuts.

Les dispositions statutaires et les décisions de la collectivité des associés limitant les pouvoirs du Président et des Directeurs Généraux sont inopposables aux tiers.

Le Président et les Directeurs Généraux peuvent consentir à tout mandataire de leur choix toute délégation de pouvoirs dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 16. COMITE DE PILOTAGE

Pour toute la durée de la Société, il est institué au sein de la Société l'organe intitulé « **Comité de pilotage** ».

16.1. Composition du Comité de pilotage

Le Comité de pilotage est composé de comprend deux (2) membres de droit visés ci-après.

La perte de la qualité d'associé de l'un quelconque des membres de droit donnera lieu à sa révocation de plein droit, ce que reconnaissent et acceptent expressément les Parties.

En application des principes précédents, les premiers membres du Comité de pilotage nouvellement institués sont :

- la société EH2, qui désigne comme représentant personne physique [.];
- la société CÔTE D'OR ENERGIE, qui désigne comme représentant personne physique [.]

En cas de cessation des fonctions de l'un des membres du Comité de pilotage, pour quelque raison que ce soit, il sera procédé sans délai à son remplacement par la partie ayant présidé à sa désignation de telle sorte que la composition du Comité de pilotage soit à tout moment conforme à la répartition définie au présent article.

Ce remplacement sera alors notifié aux autres Parties et à la Société.

Un membre du Comité de pilotage qui ne peut pas participer à une réunion peut se faire représenter par un autre membre. Le mandat devra avoir été donné par écrit préalablement à la réunion ou en début de réunion.

16.2. Présidence du Comité de pilotage

La société EH2 préside le Comité de pilotage.

Le Président du Comité de pilotage organise les travaux du Comité de pilotage, veille au bon déroulé des réunions du Comité de pilotage dont il établit les comptes-rendus.

16.3. Rémunération

Les membres du Comité de pilotage, en ce compris son Président, ne pourront prétendre à aucune rémunération à ce titre.

16.4. Réunion du Comité de pilotage

Le Comité de pilotage se réunira (i) aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et en tout état de cause au moins une (1) fois tous les trois (3) mois sur convocation du Président du Comité de pilotage ou d'un membre du Comité de pilotage envoyée à tout moment et par tout moyen en respectant un

préavis de dix (10) jours avant la date de la réunion ou (ii) sans délai si tous les membres du Comité de pilotage sont présents ou représentés.

Les Parties conviennent expressément que le Comité de pilotage se réunira, soit au siège social de la Société, soit dans tout autre lieu indiqué dans la convocation ou bien par conférence téléphonique ou visioconférence chaque fois que l'intérêt social l'exige.

L'ordre du jour et tous documents utiles à la prise de décision seront joints à toute convocation du Comité de pilotage.

Le Comité de pilotage ne peut valablement délibérer que si l'ensemble des membres sont présents ou représentés, y compris par conférence téléphonique ou visioconférence.

Dans le cas où un membre du Comité de pilotage n'aurait pu assister à une réunion régulièrement convoquée, les autres membres du Comité de pilotage s'engagent à lui faire parvenir, par tous moyens de communication et dans les trois (3) Jours Ouvrés qui suivent cette réunion, l'intégralité des documents d'information établis, le cas échéant, et qui leur ont été remis lors de ladite réunion.

16.5. Comptes rendus

Les décisions du Comité de pilotage sont constatées dans des comptes rendus établis sur tout support écrit, signés ou acceptés par les membres présents.

16.6. Missions du Comité de pilotage

Le Comité de pilotage est chargé d'une mission stratégique et d'appui technique dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des projets de la Société.

Il dispose d'un droit de communication sur tous les documents qu'il juge nécessaires pour le besoin de sa mission.

Le Comité peut ainsi consulter le Président de la Société et lui poser des questions sans restriction ni réserve.

Les Parties conviennent expressément qu'à titre de mesure interne non opposable aux Tiers :

1) Le Comité de pilotage sur proposition du Président, devra arrêter le budget annuel de la Société.

A cet effet, le Président de la Société devra préparer le budget annuel et le soumettre au Comité de pilotage entre le 1^{er} octobre et le 31 décembre de chaque année (ci-après la « **Réunion de Budget** »). Le projet de budget annuel pourra être modifié en séance.

Le budget annuel sera soumis à l'approbation unanime des membres du Comité de pilotage à l'issue de la Réunion de Budget.

Il est précisé que les périodes retenues pour la Réunion de Budget (à savoir entre 1^{er} octobre et le 31 décembre de chaque année) a été fixée en considération de la date de clôture de la Société au 31 décembre.

En cas de modification de la date de clôture de la Société les Parties se réuniront pour fixer de nouvelles périodes de Réunion de Budget.

2) Le Président ou le cas échéant les Associés ne pourront prendre les décisions suivantes qu'après avoir recueilli l'accord de l'unanimité des membres du Comité de pilotage :

- l'affectation des résultats de la Société,
- l'approbation des contrats de construction et d'exploitation,
- la poursuite l'abandon des projets suivant les résultats des études techniques, économiques et juridiques,
- la détermination des conditions de réalisation des études, démarches administratives, juridiques et de financement pour l'obtention des autorisations des projets,
- le choix des prestataires,
- la détermination des lieux d'implantation des projets,
- le choix de la meilleure solution pour valoriser l'énergie produite (contrat d'achat, candidature à l'appel d'offres organisé par la Commission de Régulation de l'Energie, etc.),
- Et plus généralement, toute décision ayant une incidence notable sur les projets.

ARTICLE 17. CONVENTIONS REGLEMENTEES

Les conventions définies à l'article L. 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au Commissaire aux Comptes si la Société en est dotée.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux dirigeants de la Société.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 227-10 du Code de commerce, lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, il est seulement fait mention au Registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée.

ARTICLE 18. COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, s'il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

ARTICLE 19. DECISIONS UNANIMES DES ASSOCIES – DECISIONS COLLECTIVES

Les pouvoirs dévolus à l'Associé unique dans le cadre de la société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés lorsque celle-ci devient pluripersonnelle.

En ce cas, les dispositions qui suivent sont appliquées *mutatis mutandis*, étant précisé que l'Associé unique peut se saisir lui-même et prendre toute décision relevant de sa compétence.

19.1 Compétence

L'associé unique ou la collectivité des associés est seul(e) compétent(e) pour prendre les décisions suivantes :

- nomination et révocation du Président, et fixation de sa rémunération,
- nomination et révocation du ou des Directeurs Généraux, et fixation de leur rémunération ;
- nomination du ou des commissaire(s) aux comptes titulaires et le cas échéant suppléants,
- approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- distribution de réserves,
- approbation des conventions réglementées,
- agrément d'un Transfert de titres ;
- augmentation, amortissement, réduction du capital social,
- émission, rachat, conversion d'actions de préférence,
- modification des droits particuliers attachés à des actions de préférence,
- émission d'obligations et de valeurs mobilières donnant accès, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, au capital et modification des contrats d'émission y relatifs,
- émission d'options de souscription ou d'achat d'actions,
- attribution gratuite d'actions,
- opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif de la société,
- transformation de la société,
- prorogation de la durée de la société,
- dissolution de la société, nomination du liquidateur et liquidation de la société,
- changement de nationalité de la société,
- augmentation de l'engagement des associés,
- toutes modifications statutaires sous réserve de ce qui est prévu aux articles 4 et 8.

Toute autre décision relève de la compétence du Président.

19.2 Quorum – Majorité

19.2.1. Décisions extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions suivantes relevant de la compétence de l'associé unique ou de la collectivité des associés :

- approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- augmentation, amortissement, réduction du capital social,
- émission, rachat, conversion d'actions de préférence,
- modification des droits particuliers attachés à des actions de préférence,
- émission de valeurs mobilières donnant accès, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, au capital et modification des contrats d'émission y relatifs,
- émission d'options de souscription ou d'achat d'actions,
- attribution gratuite d'actions,
- opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif de la société,
- agrément d'un Transfert de titres ;
- transformation de la société,
- prorogation de la durée de la société,
- dissolution de la société, nomination du liquidateur et liquidation de la société,
- changement de nationalité de la société,
- augmentation de l'engagement des associés,
- toutes modifications statutaires sous réserve de ce qui est prévu à l'article 8.

La collectivité des associés ne délibère valablement sur les décisions extraordinaires que si les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart (1/4) et, sur deuxième convocation, le cinquième (1/5) des actions ayant droit de vote.

Elle statue sur les décisions extraordinaires à la majorité de plus des deux tiers (2/3) des voix des associés présents, représentés ou ayant voté à distance.

Par dérogation à ce qui précède, les décisions d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission sont valablement décidées aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les décisions ordinaires.

En outre, les décisions suivantes sont adoptées à l'unanimité des associés :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- toute décision, y compris de transformation, ayant pour objet ou pour effet d'augmenter l'engagement des associés et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (Art. L 225-130 al. 2 C. Com.).

19.2.2. Décisions ordinaires

Sont qualifiées d'ordinaires toutes les décisions relevant de la compétence de la collectivité des associés qui ne sont pas qualifiées d'extraordinaires.

La collectivité des associés statue au moins une fois par an, dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice social sur les comptes de cet exercice, et, le cas échéant, sur les comptes consolidés.

Elle ne délibère valablement sur les décisions ordinaires, sur première convocation, que si les associés présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le cinquième (1/5) des actions ayant droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis.

Elle statue sur les décisions ordinaires à la majorité des voix dont disposent les associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

19.3 Choix du mode de consultation

Les décisions collectives des associés sont prises, au choix de l'auteur de la convocation, soit en assemblée générale, soit par correspondance, soit encore par conférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seing privé signé par tous les associés ou leurs mandataires.

19.4 Information préalable des associés

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le projet de texte des résolutions ou des décisions et tous documents, rapports et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur vote.

Cette information doit faire l'objet d'une mise à disposition au siège social huit (8) jours au moins avant la date de la consultation, sauf en cas de renonciation de tous les associés à cette information préalable ou d'expression de leur décision dans un acte authentique ou sous seings privés.

19.5. Modalités particulières à chaque mode de consultation

19.5.1. Assemblées générales

(a) Convocation

L'assemblée générale des associés est convoquée par le Président, par un Directeur Général ou par un ou plusieurs associés détenant au moins 10 % des actions ayant droit de vote.

La convocation est faite par tous moyens de communication écrite (en ce compris par courrier électronique et courrier remis en mains propres contre récépissé) huit (8) jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

Les commissaires aux comptes doivent être convoqués à toute décision collective des associés en même temps et dans la même forme que les associés.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

(b) Déroulement de la séance

L'assemblée est présidée par le Président de la Société. En l'absence de celui-ci, l'assemblée élit un Président de séance parmi les associés présents.

L'assemblée désigne un secrétaire qui peut être choisi en-dehors des associés.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence arrêtée et certifiée exacte par le Président de séance et le secrétaire de séance.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont l'objet de délibérations et d'un vote, à moins que les associés ne soient tous présents et ne décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

(c) Représentation

Les associés peuvent se faire représenter par un autre associé ou par un tiers. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

(d) Vote par correspondance

Les associés peuvent également choisir de voter à distance. Le vote à distance est exercé au moyen d'un formulaire établi par la Société et adressé aux associés qui en font la demande. Le formulaire de vote à distance informe l'associé de manière très précise que toute abstention exprimée dans ce formulaire ou résultant de l'absence d'indication de vote ou de réponse est assimilée à un vote défavorable à l'adoption de la résolution.

Le formulaire de vote à distance doit, pour être pris en compte, parvenir à la Société, par tout moyen au plus tard le jour ouvré précédant immédiatement le jour de la tenue de la réunion, à 18 heures, heure de Paris.

19.5.2. Consultation par correspondance

En cas de consultation par correspondance, le Président, un Directeur Général ou un ou plusieurs associés détenant au moins 10 % des actions ayant droit de vote, doit adresser dix (8) jours avant la prise de décision à chacun des associés, par tout moyen écrit, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- sa date d'envoi à l'associé,
- la date à laquelle la Société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de six (6) jours au plus à compter de la date d'expédition du bulletin de vote par la Société,
- la liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision,
- le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de vote (adoption, abstention ou rejet),
- l'adresse à laquelle doivent être retournés les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard le cinquième (5^{ème}) jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le procès-verbal des délibérations est signé par le Président et au moins un associé.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

19.5.3. Consultation par voie de téléconférence

La collectivité des associés peut être consultée par voie de conférence téléphonique ou audiovisuelle sur convocation du Président, du Directeur Général ou d'un ou plusieurs associés détenant au moins 5% des actions ayant droit de vote.

La convocation est faite par tous moyens de communication écrite huit (8) jours au moins avant la date de la téléconférence ; elle indique la date, l'heure, les modalités de la téléconférence (e.g. le numéro de téléphone) et l'ordre du jour de la consultation.

Dans le cas où tous les associés assistent personnellement ou sont représentés à la téléconférence, la collectivité des associés statue valablement sur convocation verbale et sans délai.

En cas de consultation des associés par voie de téléconférence, chaque associé adresse, par télécopie ou courrier électronique ou encore par tout autre procédé de communication écrite équivalent, au Président de séance un document justifiant de sa présence par voie de téléconférence.

En cas de délégation de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président de séance par le même moyen.

Ces documents tenant lieu de feuille de présence sont conservés au siège social.

Les associés peuvent voter par correspondance ou à distance par voie électronique dans les mêmes conditions légales et réglementaires que les actionnaires de sociétés anonymes.

La consultation par voie de téléconférence est présidée par le Président de la Société. En l'absence de celui-ci, la collectivité des associés élit un Président de séance parmi les associés présents.

La collectivité des associés désigne un secrétaire de séance qui peut être choisi en-dehors des associés.

19.6 Participation aux consultations des associés

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède, à raison d'une voix pour une action.

En cas de décision collective des associés exprimée dans un acte authentique ou sous seings privés signé par tous les associés ou leurs mandataires, le commissaire aux comptes ne sera pas invité à participer audit acte.

19.7 Procès-verbaux

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés, cotés et paraphés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la Société. Ils sont signés par le Président de séance et le secrétaire de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode de convocation, le lieu et la date et, s'il y a lieu, les heures d'ouverture et de clôture de la consultation, l'identité du Président de séance et du secrétaire de séance, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats, ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président ou par un Directeur Général.

ARTICLE 20. DROIT D'INFORMATION PERMANENT DES ASSOCIES

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la Société ainsi que des documents ci-après concernant les trois (3) derniers exercices sociaux :

- liste des associés avec le nombre de titres de capital ou donnant accès au capital ou de parts de la Société et ses filiales,
- les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe,
- les inventaires,
- les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des consultations collectives,
- les procès-verbaux des décisions collectives.

ARTICLE 21. EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une (1) année qui commence le premier (1^{er}) janvier et finit le trente-et-un (31) décembre.

Le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2026.

ARTICLE 22. INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi et aux règlements.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de

l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président arrête les comptes annuels et, le cas échéant, les comptes consolidés. Il peut établir un rapport de gestion de la Société si la loi l'y oblige. Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Tous ces documents sont, le cas échéant, mis à la disposition du ou des commissaire(s) aux comptes de la Société et, le cas échéant, du comité social et économique dans les conditions légales.

La collectivité des associés doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 23. AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième (1/10^{ème}) du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en-dessous de ce dixième (1/10^{ème}).

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve en application de la loi, des règlements et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il existe, est réparti par décision collective des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la Société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 24. DISSOLUTION – LIQUIDATION

24.1 La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation ou par décision de la collectivité des associés.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du Président. Les commissaires aux comptes conservent leur mandat.

Les associés délibérant collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

La collectivité des associés qui prononce la dissolution de la Société règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Sa dénomination devra être suivie de la mention "*société en liquidation*", ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers. Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

24.2 La réunion en une seule main de toutes les actions de la Société n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société.

Lorsque l'associé unique est une personne morale, la dissolution de la Société, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine social à son profit, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Les créanciers peuvent, dans ce cas, faire opposition à la dissolution dans le délai de trente (30) jours à compter de la publication de celle-ci. Une décision de justice rejette l'opposition ou ordonne, soit le remboursement des créances, soit la constitution de garanties si la Société en offre et si elles sont jugées suffisantes. La transmission de patrimoine n'est réalisée et il n'y a disparition de la personne morale qu'à l'issue du délai d'opposition ou, le cas échéant, lorsque l'opposition a été rejetée en première instance ou que le remboursement des créances a été effectué ou les garanties constituées, selon la décision prise par le tribunal.

ARTICLE 25. LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT

Les associés déclarent avoir été informés des dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme visés par les articles L.561-1 à L.563-5 du Code monétaire et financier.

En application de ces dispositions, ils déclarent :

- que les fonds engagés par eux, ne proviennent pas d'une infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou ne participent pas au financement du terrorisme (article L.561-15-1 1er alinéa) ;
- que les opérations envisagées aux termes des présentes ne sont pas liées au blanchiment des capitaux ou au financement du terrorisme (article L.561-16 1er alinéa).

ARTICLE 26. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les associés, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251126-6-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 26-11-2025

Publication le : 26-11-2025

HELIOPSOL

PACTE D'ASSOCIES DE LA SOCIETE

EH2
CÔTE D'OR ENERGIE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

- **La société EH2**, société par actions simplifiée au capital de 599.928 €, dont le siège social est situé 2 rue Professeur Zimmermann à (69007) LYON, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 904 817 020, représentée par Monsieur Mathieu VAN HAESEBROECK en sa qualité de représentant légal de la société HMOVH, Président et M. Julien CHAUMONT en sa qualité de représentant légal de la société HJC, Directeur général ;

ci-après désigné par « **EH2** »

DE PREMIÈRE PART,

- **La société CÔTE D'OR ENERGIE**, société anonyme d'économie mixte au capital de 7.840.000 euros, dont le siège social est sis 9 rue René Char à (21000) DIJON, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de DIJON sous le numéro 815 248 331, représentée par son Président M. Jacques JACQUENET,

ci-après désigné par « **CÔTE D'OR ENERGIE** »

DE DEUXIÈME PART,

EH2 et CÔTE D'OR ENERGIE sont ci-après dénommées ensemble les « **Associés** » et individuellement un « **Associé** ».

EN PRÉSENCE DE :

- **La société HELIOPSOL**, société par actions simplifiée au capital de 1.000 €, dont le siège social est situé 2 rue Professeur Zimmermann à (69007) LYON, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 944 478 858, représentée par Monsieur Mathieu VAN HAESEBROECK en sa qualité de représentant légal de la société HMOVH, Président et M. Julien CHAUMONT en sa qualité de représentant légal de la société HJC, Directeur général,

ci-après désignée par « **HELIOPSOL** » ou la « **Société** »

DE TROISIÈME PART,

La Société intervient aux présentes pour accepter le bénéfice des droits qui lui sont consentis et les obligations mises à sa charge par le présent pacte.

Les Associés et la Société sont ci-après collectivement dénommés les « **Parties** » et chacun individuellement une « **Partie** ».

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSÉ CE QUI SUIT :

- A.** La société HELIOPSOL est une société par actions simplifiée au capital de 1.000 €, dont le siège social est situé 2 rue Professeur Zimmermann à (69007) LYON, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de LYON sous le numéro 944 478 858 et a pour objet :

- l'étude, le financement, la production, la fourniture, la distribution et le commerce d'électricité, l'exploitation et la maintenance de production d'énergies renouvelables à partir d'énergie solaire ainsi qu'éventuellement la mise en œuvre de tout procédé de stockage le cas échéant ;
- les activités d'ingénierie, d'études techniques, de conception, de mise au point, de développement, de construction et d'exploitation de ces installations ;
- toutes prestations de services et de conseils et toutes opérations d'apport d'affaires et d'intermédiation ;
- toutes actions de communication et pédagogie liées au projet porté par la Société,

B. Le capital social de la Société, composé de 1.000 actions d'une valeur nominale de 1 euro chacune est réparti comme suit :

Associés	Nombre d'actions ordinaires	% de détention du capital
EH2	400	40 %
CÔTE D'OR ENERGIE	600	60 %
TOTAL	1.000	100,00 %

C. Le Président de la Société est EH2.

D. Pour rappel, la Société a été constituée dans le cadre d'un projet commun entre les Associés de mise en place et de développement d'installations de production d'énergies renouvelables à partir d'énergie solaire.

Ces derniers conviennent d'un objectif commun d'au moins 5 MWc afin d'assurer d'une part la capacité à financer une grappe de projet photovoltaïque de taille suffisante par dette bancaire, et d'autre part la mise en œuvre d'une démarche significative à l'échelle du territoire. Ils conviennent que cet objectif ne constitue pas une limite haute et feront tous leurs meilleurs efforts pour lancer le développement d'un maximum de projets.

Les Parties conviennent des objectifs minimums de TRI suivants pour la réalisation d'une grappe au sein de la Société ou de ses sociétés-sœurs :

- 4% TRI projet 20 ans,
- 8% TRI Actionnaire 20 ans.

ci-après les « **Objectifs TRI** ».

- E. Les Parties, soucieuses d'organiser leurs rapports au sein de la Société sont en conséquence convenues de conclure le présent pacte d'Associés (ci-après désigné le « **Pacte** ») à l'effet notamment de définir (i) leurs relations en tant qu'Associés de la Société, (ii) les droits et obligations de chacune d'elles en cas d'opérations susceptibles de modifier la répartition du capital social de la Société et (iii) la gouvernance de la Société.
- F. Elles déclarent et reconnaissent que la phase précontractuelle, au cours de laquelle ont eu lieu les échanges et négociations entre elles, a été conduite de bonne foi.

Chacune des Parties reconnaissant avoir bénéficié, durant cette phase, de toutes les informations nécessaires et utiles pour lui permettre de s'engager en toute connaissance de cause.

- G. Le rédacteur des présentes rappelle en outre aux Parties les dispositions de l'article 1112-1 du Code Civil, ci-après littéralement retranscrites :

« Celle des parties qui connaît une information dont l'importance est déterminante pour le consentement de l'autre doit l'en informer dès lors que, légitimement, cette dernière ignore cette information ou fait confiance à son cocontractant.

Néanmoins, ce devoir d'information ne porte pas sur l'estimation de la valeur de la prestation.

Ont une importance déterminante les informations qui ont un lien direct et nécessaire avec le contenu du Contrat ou la qualité des parties.

Il incombe à celui qui prétend qu'une information lui était due de prouver que l'autre partie la lui devait, à charge pour cette autre partie de prouver qu'elle l'a fournie.

Les parties ne peuvent ni limiter, ni exclure ce devoir.

Outre la responsabilité de celui qui en était tenu, le manquement à ce devoir d'information peut entraîner l'annulation du Contrat dans les conditions prévues aux articles 1130 et suivants. »

Parfaitement informée de cette obligation par le rédacteur des présentes, chacune des Parties déclare, en ce qui la concerne, ne connaître aucune information dont l'importance serait déterminante pour le consentement de l'autre et qui ne soit pas relatée aux présentes.

CECI EXPOSÉ, IL A ETE CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. DEFINITIONS - INTERPRETATION - PRIMAUTE DU PACTE

1.1. DEFINITIONS

Certains termes et expressions utilisés dans le Pacte sont définis comme indiqué en Annexe 1.1., étant précisé que les termes et expressions définis dans le corps du Pacte ou dans une Annexe ne sont pas repris en Annexe 1.1. et que la définition qui leur est ainsi donnée est applicable à tout le Pacte.

1.2. INTERPRETATION

Les références aux Articles, paragraphes et Annexes, sans autre précision, renvoient à ceux du Pacte. Les titres des Articles et paragraphes n'apparaissent au présent Pacte que pour la commodité de leur lecture et ne pourront en aucun cas être invoqués en vue de leur interprétation.

Toute référence à une convention ou à une disposition légale intégrera toute modification de cette convention ou de cette disposition.

Dans les présentes, toute référence à un jour sera réputée visée, si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, le premier Jour Ouvré suivant.

Les délais stipulés dans le Pacte se comptent selon les règles fixées par les articles 640 à 642 du Code de procédure civile et expirent automatiquement et de plein droit dès la survenance de leur échéance, sans qu'une quelconque mise en demeure ou autre notification ne soit nécessaire. Les Parties reconnaissent que tous les délais fixés aux présentes l'ont été après détermination concertée de leur durée et que les conséquences pour les Parties du respect ou non de ces délais sont acceptées, y compris lorsqu'elles se traduisent par la perte d'une faculté pour une Partie. Sous cette réserve, le défaut d'exercice partiel ou total de l'un quelconque des droits résultant des stipulations des présentes ne pourra valoir renonciation au bénéfice de ce droit pour l'avenir ou à tout autre droit résultant des présentes.

1.3. PRIMAUTE DU PACTE

En cas de conflit entre les Statuts et le Pacte, les Parties s'engagent à faire prévaloir les dispositions du Pacte et à prendre toutes dispositions nécessaires à cet effet. Les Parties s'interdisent de procéder à toute modification des Statuts qui aurait pour effet de faire obstacle à l'une des dispositions du Pacte.

Le Pacte constitue l'intégralité des accords et engagements conclus entre les Parties relativement aux opérations visées dans le Pacte. Le Pacte remplace toutes les négociations, discussions, correspondances, communications, accords et engagements antérieurs entre les Parties, relatifs à l'objet du Pacte.

ARTICLE 2. TRANSFERT DES TITRES

2.1. PRINCIPES

Chacune des Parties s'engage à respecter, en sus de la procédure d'agrément instituée par l'article 12 des Statuts, les obligations qui lui incombent au titre du Pacte qui prévoit en particulier :

- des Transferts Libres des Titres de la Société conformément aux stipulations de l'**Article 2.2** (les « **Transferts Libres** ») ;
- un droit de préemption sur tous Transferts de Titres de la Société par une Partie dans les conditions définies à l'**Article 2.3** (le « **Droit de Préemption** ») ;
- un droit de sortie conjointe proportionnelle sur tous Transferts de Titres de la Société par une Partie dans les conditions définies à l'**Article 2.5**. (le « **Droit de Sortie Conjointe** »),

2.2. TRANSFERTS LIBRES

Les Transferts de Titres réalisés selon les termes ci-après ne déclencheront pas la mise en œuvre du Droit de Préemption (ci-après les « **Transferts Libres** ») :

- tout Transfert de Titres par un Associé personne morale au profit de tout Affilié dudit Associé, sous réserve d'adhésion dudit Affilié au Pacte et que l'Associé personne morale concerné et l'Affilié prennent solidairement et préalablement l'engagement exprès de rétrocéder lesdits Titres à l'Associé personne morale concerné dans l'hypothèse où ledit Affilié ne répondrait plus à la définition d'Affilié fixée à l'**Annexe 1.1.** ;
- tout Transfert de Titres résultant de l'exercice du Droit de Préemption et du Droit de Sortie Conjointe.

A cet égard, les Parties s'engagent expressément à voter favorablement à toute résolution d'Assemblée générale de la Société en vue d'agréer, en application de la procédure d'agrément instituée par l'article 12 des Statuts, tout cessionnaire potentiel au titre de tout Transfert Libre.

2.3. DROIT DE PREMIERE OFFRE ET DE PREEMPTION

2.3.1 Principe

Dans l'hypothèse où une Partie envisage de Transférer tout ou partie des Titres de la Société qu'elle détient ou qu'elle viendrait à détenir, chacun des Associés bénéficiera d'un droit de première offre et de préemption sur les Titres de la Société faisant l'objet du projet de Transfert, conformément aux stipulations du présent Article (le « **Droit de Préemption** »).

Chaque Associé convient expressément que le Droit de Préemption aura vocation à s'appliquer dès lors qu'une Partie souhaite transférer tout ou partie des Titres qu'elle détient ou qu'elle viendrait à détenir, au profit d'un cessionnaire, que ce dernier ait émis une offre non engageante ou engageante dans les conditions décrites en **Annexe 2.3.2.**

Les Associés bénéficiant d'un Droit de Préemption sont ci-après désignés individuellement un « **Bénéficiaire** » et ensemble les « **Bénéficiaires** » pour les besoins du présent article.

Par exception, le Droit de Préemption ne s'applique pas en cas de Transfert Libre.

Afin d'éviter toute ambiguïté, il est précisé que tout Transfert réalisé à la suite de l'exercice du Droit de Préemption ne pourra pas lui-même donner lieu à préemption en application du présent Article.

2.3.2 Procédure

Le Droit de Préemption sera exercé conformément à la procédure d'exercice décrite en **Annexe 2.3.2.**

2.4. DROIT DE SORTIE CONJOINTE PROPORTIONNELLE

2.4.1. Principe

Hors cas de Transfert Libre, dans l'hypothèse où un Associé procéderait à un Transfert de ses Titres (ci-après l'« **Associé Cédant** » et collectivement les « **Associés Cédants** »), l'Associé Cédant consent aux autres Associés (ci-après individuellement un « **Associé Non-Cédant** » et collectivement les « **Associés Non-Cédants** »), outre le droit de préemption réciproque prévu à l'Article 2.3 au bénéfice de chacune des Parties, un droit de cession conjointe proportionnelle en application duquel chaque Associé Non-Cédant pourra demander à céder simultanément un nombre « N » de ses Titres aux mêmes conditions que celles offertes au bénéficiaire du Transfert (ci-après l'« **Associé Cessionnaire Envisagé** »).

Il est expressément prévu qu'en cas de pluralité d'Associés Cédants agissant de concert, ces derniers seront solidairement responsables de l'exécution de leurs engagements.

Le nombre « N » est déterminé par application de la formule suivante :

$$N = \frac{VMT}{VMS} \times VMI$$

Où :

N = Nombre de Titres pouvant être cédés par l'Associé Non-Cédant ayant exercé son droit de cession conjointe proportionnelle,

VMT = Nombre de Titres objet du Projet de Transfert visé dans la Notification du Projet de Transfert,

VMS = Nombre de Titres total appartenant à (i) l'ensemble des Associés Non-Cédants ayant exercé leur droit de cession conjointe et proportionnelle et (ii) au(x) Associés Cédant(s), et

VMI = Nombre de Titres appartenant à l'Associé Non-Cédant ayant exercé son droit de cession conjointe et proportionnelle.

Ainsi, le nombre de Titres pouvant être cédé par les Associés Non-Cédants ne pourra en aucun cas venir augmenter le nombre de Titres objet du projet de Transfert mais viendra diminuer le nombre de Titres pouvant être cédés par les Associés Cédants.

(ci-après le « **Droit de Sortie Conjointe** »)

2.4.2. Procédure

Le Droit de Sortie Conjointe sera exercé conformément à la procédure d'exercice décrite en **Annexe 2.4.2.**

2.5. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLES AUX TRANSFERTS

2.5.1 Adhésion des cessionnaires de Titres

Sans préjudice du respect des autres stipulations du Pacte, les Parties s'engagent à ne Transférer, sous quelque forme que ce soit, les Titres leur appartenant ou qui viendraient à leur appartenir dans la Société, qu'à des Entités qui accepteront préalablement expressément et par écrit de se soumettre par voie d'adhésion aux stipulations des présentes en lieu et place du cédant (sauf décision contraire prise à l'unanimité des Associés), sauf pour les cessionnaires déjà parties au Pacte, qui ne changent pas de qualité, conformément au modèle d'acte d'adhésion figurant en **Annexe 2.5.1.**

2.6.2 Traitement à la Sortie

En cas de Sortie, les Parties bénéficieront des mêmes conditions que la ou les autres Parties participant à la Sortie (ainsi, dans l'hypothèse où la cession des Titres est rémunérée à la fois en numéraire et en nature, chaque Partie recevra la même proportion des différents éléments de rémunération) et seront soumises aux mêmes engagements que celles-ci, notamment au titre des garanties qui seraient le cas échéant consenties au tiers Acquéreur dans le cadre de la Sortie.

Les Parties ne pourront pas être tenues solidairement entre elles et ne pourront voir leur responsabilité engagée au-delà du prix de cession des Titres transférés.

Les Transferts de Titres effectués en application des présentes devront être libres de tout nantissement ou autre restriction à leur Transférabilité.

2.6. APPLICATION DE LA CLAUSE D'AGREMENT STATUTAIRE

Les Parties s'engagent à agréer et se portent fort de l'agrément par la collectivité des Associés de la Société, conformément à l'article 12 des Statuts de la Société, toute personne ayant acquis des Titres conformément aux stipulations du Pacte au plus tard à la date de Transfert des Titres. Tout refus d'agrément ne pourra en conséquence être justifié que par le non-respect des stipulations du Pacte.

2.7. RESPECT DES REGLES RELATIVES AUX TRANSFERTS DE TITRES

2.7.1 Tenue des comptes Titres

Afin d'assurer le respect des règles relatives aux Transferts de Titres prévues par les Statuts et par le Pacte, les Parties conviennent de confier à la Société la mission de gérer les comptes titres de la Société, et ce dans l'intérêt commun de la Société et des Parties.

A cet effet, la Société, en sa qualité de teneur des comptes Titres (le « **Teneur des Comptes Titres** »), devra :

- conserver et assurer la mise à jour du registre des mouvements de titres et des comptes d'Associés ;
- recevoir et sera le seul habilité à recevoir tous ordres de Transfert émanant des Parties au Pacte ou de leur mandataire ;
- enregistrer, dans le registre des mouvements de titres et dans les comptes individuels ouverts au nom des Associés, les ordres de mouvements qui lui auront été notifiés, après s'être assuré de leur conformité aux stipulations des Statuts et du Pacte, *a contrario*, s'interdire d'inscrire tout mouvement qui ne serait pas conforme auxdites stipulations ; et
- à ne procéder à toute retranscription qu'après s'être assuré de la bonne exécution par l'auteur du Transfert des engagements et obligations lui incombant en conséquence des Statuts et du Pacte et de ses annexes.

La nomination ou la révocation du Teneur des Comptes Titres, ou encore la modification de sa mission ou des dispositions du présent Article ne peuvent être prises que par décision unanime des Parties.

Le Teneur des Comptes est désigné pour une durée de 10 ans, renouvelable par périodes successives de 5 ans, à défaut de décision contraire avant le terme de sa mission. Dans l'hypothèse de révocation du Teneur des Comptes Titres dans les conditions et selon les modalités ci-dessus visées, et à défaut pour les Parties de pourvoir à son remplacement, la Société sera considérée de plein droit comme Teneur des Comptes Titres.

Le Teneur des Comptes Titres peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

2.7.2 Manquements

(i) Manquements aux restrictions aux Transferts de Titres

Les Transferts effectués en infraction des stipulations du Pacte restreignant la Transférabilité des Titres, notamment son **Article 2.3 (Droit de Préemption)** et son **Article 2.5 (Droit de Sortie Conjointe)** seront inopposables aux autres Parties et à la Société.

La Société, partie aux présentes à cet effet, s'engage à assurer le respect desdites stipulations et prendre toutes mesures à cet effet, y compris en qualité de Teneur de Comptes Titres ou à l'égard du Teneur de Comptes Titres.

(ii) Manquements au Droit de Sortie Conjointe

Les Parties reconnaissent que l'inexécution de leurs engagements stipulés à **Article 2.4 (Droit de Sortie Conjointe)** de même que la rétractation des promesses consenties dans ce cadre, ne pourraient être suffisamment sanctionnées par des dommages-intérêts et justifieraient leur exécution forcée.

A cet égard, les Parties conviennent expressément d'appliquer les dispositions de l'article 1221 du Code civil dans les conditions visées à l'**Article 6.5.** ci-après.

En cas de défaillance d'une Partie, il est expressément convenu que le Teneur de Comptes Titres aura tous pouvoirs à l'effet de signer, au nom de la Partie défaillante, tous actes et documents nécessaires afin de rendre le Transfert opposable à la Société et aux tiers, de l'enregistrer dans les comptes Titres de la Société et de se voir remettre, au nom de la Partie concernée, le prix d'acquisition des Titres de la Société qu'elle détient ou qu'elle viendrait à détenir. Dans ce cadre, les Parties donnent mandat à titre irrévocable au Teneur de Comptes Titres pendant toute la durée de sa mission.

Dans l'hypothèse d'une défaillance du Teneur de Comptes Titres dans l'exécution de son obligation d'inscription en compte quelle qu'en soit la cause, le cessionnaire pourra demander la désignation sur requête ou en référé d'un mandataire ad hoc, avec pour mission d'exécuter l'obligation d'inscription en compte aux lieu et place du Teneur de Comptes Titres défaillant sur simple présentation d'un original ou d'une copie de l'ordre de mouvement de Titres.

Pour tout ce qui concerne l'administration et la gestion de la Société, les Parties s'engagent à respecter les dispositions légales et réglementaires applicables à la forme sociale de la Société, les stipulations du Pacte ainsi que les Statuts de la Société.

ARTICLE 3. OBJECTIFS DE RENTABILITE

Comme indiqué en préambule des présentes, les Parties conviennent des Objectifs TRI suivants pour la réalisation d'une grappe au sein de la Société ou de ses sociétés-sœurs :

- 4% TRI projet 20 ans,
- 8% TRI Actionnaire 20 ans.

Il est précisé qu'en cas d'atteinte des Objectifs TRI, les Associés se réuniront et détermineront d'un commun accord le montant et les modalités d'une prime de succès dont la nature et la répartition restera à déterminer entre les Associés.

Les Parties précisent expressément que ladite prime constitue une variable d'ajustement, fonction de la rentabilité intrinsèque du projet et conditionnée à l'atteinte des Objectifs TRI de sorte qu'à défaut d'atteinte desdites objectifs, aucune prime ne sera mise en œuvre.

ARTICLE 4. PRINCIPE DE PROPORTIONNALITE DES COMPTES-COURANTS D'ASSOCIES

4.1. AVANCES

Les Associés déclarent soumettre les sommes qu'ils consentiraient à avancer à la Société à travers leurs compte-courants à un principe de proportionnalité.

Les Associés s'engagent donc, chacun pour ce qui le concerne, à proportionner les sommes qu'ils consentiraient à avancer à la Société à travers leurs compte-courants à hauteur de leur taux de détention respectifs dans le capital de la Société ;

4.1. REMBOURSEMENTS

Les Associés s'engagent expressément, chacun pour ce qui le concerne, à respecter de bonne foi un principe de proportionnalité des demandes de remboursements de leurs avances en compte-courant respective, qui interviendront à hauteur de leur taux de détention respectifs dans le capital de la Société.

Ils reconnaissent en outre, chacun pour ce qui le concerne, après respect du principe de proportionnalité des comptes courant, de sorte que la Société devra privilégier au préalable le remboursement de la créance en compte-courant la plus élevée et ce afin d'obtenir un montant de compte-courant entre les associés proportionnel à leur taux de détention respectifs dans le capital de la Société, que toute demande de remboursement d'avances en comptes-courants qu'ils pourraient solliciter interviendra sans délai sous réserve qu'à la date de ladite demande la situation financière de la Société le permette.

ARTICLE 5. AUTRES ENGAGEMENTS DES PARTIES

4.1. CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à conserver strictement confidentielles toutes informations non connues du public concernant le Pacte (et ses accords annexes), l'organisation, les opérations, les clients, les affaires financières, le développement de tout logiciel nécessaire à l'exercice de l'activité de la Société ou autres ou tout autre aspect de la Société.

En conséquence, aucune Partie ne divulguera et ne laissera divulguer l'existence et/ou tout ou partie du Pacte à des tiers, sauf :

- accord exprès préalable des autres Parties ;
- en cas de procédure contentieuse ou précontentieuse engagée entre les Parties ;
- si la révélation de certaines informations est requise en vertu d'une obligation légale ou réglementaire ;
- à ses Associés ou à l'un de ses Affiliés ; et
- aux conseils des Parties soumis à une stricte obligation de confidentialité.

4.2. LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Chaque Partie déclare respecter et s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme.

Chaque Partie déclare, en application des Réglementations de Lutte contre le Blanchiment des

Capitaux et le Financement du Terrorisme :

- (i) qu'elle agit pour son propre compte ;
- (ii) que l'origine des fonds versés à la Société pour la souscription des Titres de la Société, et plus généralement pour toute acquisition ou souscription de Titres, ou avances en compte courant, est licite et ne provient pas d'une activité contraire aux Réglementations de Lutte contre le Blanchiment des Capitaux et le Financement du Terrorisme ou aux Règlementations Sanctions ; et
- (iii) qu'elle n'a pas facilité par tout moyen la justification mensongère de l'origine des biens ou revenus de l'auteur d'un crime ou d'un délit ayant procuré à celui-ci un profit direct ou indirect, ni apporté un concours à une opération de placement, de dissimulation ou de conversion du produit direct ou indirect d'un crime ou d'un délit ou au financement d'une activité terroriste.

La Société, représentée par son Président et/ou Directeur Général, s'engage à faire respecter cette clause par tout nouveau détenteur de Titres de la Société. Ainsi notamment, lors de tout projet d'émission de valeurs mobilières donnant droit, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital ou des droits de vote de la Société, la Société s'engage à ce que tout Tiers qui interviendrait dans le cadre de ce projet, respecte les dispositions du titre VI intitulé « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux » du livre V du Code Monétaire et Financier, ainsi que la clause éthique visée à l'article 6.5. du présent Pacte.

La Société déclare que la Société et, le cas échéant, ses filiales, ne contribuent pas et n'ont pas contribué à des opérations qui concourent à des opérations de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

4.3. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Chaque Partie déclare respecter et s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Anti-Corruption.

Par ailleurs, la Société déclare qu'elle a pris toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en œuvre des procédures et codes de conduite adéquats afin de prévenir toute violation des Réglementations Anti-Corruption.

Dans la mesure où la Société est soumise aux dispositions de l'article 17 de la Loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, la Société déclare qu'elle a pris toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et mis en œuvre des procédures et codes de conduite adéquats afin de prévenir toute violation de ces Réglementations Anti-Corruption.

ARTICLE 6. DISPOSITIONS DIVERSES

6.1. CONFLIT DE NOTIFICATIONS

En cas de coexistence de plusieurs Notification d'Exercice, la première notifiée (ainsi que la procédure y relative) prévaudra sur les autres étant précisé que la date de réception à retenir étant celle définie à l'Article 6.9 des présentes.

Il en sera de même en cas de coexistence entre une Notification de Transfert (dans le cadre du Droit de Préemption) et une Notification d'Exercice.

6.2. AUTORISATIONS

Les Parties déclarent et garantissent, chacune pour ce qui la concerne, qu'à la date des présentes, (i) elle dispose de la capacité juridique nécessaire pour conclure le Pacte, (ii) la signature du Pacte et sa mise en œuvre ne contreviennent à aucune disposition légale ou réglementaire, ni à aucun engagement pris par ailleurs par elle et (iii) le Pacte constitue un engagement valable qui la lie.

6.3. INTEGRALITE DE L'ACCORD DES PARTIES

Le Pacte (avec ses annexes et tous accords et autres documents visés aux présentes) représente l'intégralité de l'accord des Parties quant à son objet et remplace et annule toutes les négociations, discussions, correspondances, communications, accords et engagements antérieurs à la date des présentes entre les Parties relatifs à son objet.

6.4. FORCE OBLIGATOIRE

Le Pacte obligera et produira ses effets au profit des Parties au Pacte, leurs successeurs et ayants droit, et toute référence à une Partie dans le Pacte sera réputée être une référence aux successeurs et ayants droit de ladite Partie. Les héritiers et ayants droit des soussignés seront ainsi indivisiblement tenus à l'entière exécution des présentes par l'effet de la transmission à leur profit de la propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des Titres, les Parties étant d'ores et déjà dispensées d'effectuer la signification prévue à l'article 877 du Code civil.

6.5. EXECUTION FORCEEE

Tout engagement, unilatéral ou non, énoncé au Pacte constitue une obligation dont les Parties conviennent expressément qu'elle pourra faire l'objet d'une exécution forcée en nature à l'initiative de son bénéficiaire en cas de manquement de la Partie qui s'est engagée.

Les termes « engagement, unilatéraux ou non » visés au présent article couvrent notamment les promesses de cession et/ou d'achat de Titres mentionnées dans le Pacte, les droits de préemption, les conventions de vote, les obligations de souscription et/ou de maintien de niveau de participation, les engagements d'inaliénabilité.

Toute Partie qui est bénéficiaire d'une promesse en vertu du Pacte, accepte la promesse correspondante en tant que promesse, tout en rappelant que cette Partie pourra décider de lever ou non l'option correspondante dans les conditions relatives à cette promesse.

Tout engagement, unilatéral ou non, consenti par l'une des Parties sera considéré, sauf stipulation contraire expresse du Pacte, comme ferme et irrévocable.

Sauf accord contraires des Parties, ces dernières conviennent de ne pas rétracter ou remettre en cause les droits qui leurs sont accordés aux termes du Pacte. A cet égard, les Parties conviennent d'appliquer les dispositions de l'article 1221 du Code civil aux obligations prévues aux présentes.

Les Parties conviennent que leurs engagements respectifs pourront faire l'objet d'une exécution forcée dans la mesure où la violation de tels engagements ne pourrait être indemnisée pleinement et de manière suffisamment satisfaisante par l'octroi de dommages et intérêts.

Chaque Partie reconnaît et convient que toute action en exécution forcée aux termes du Pacte constituera une solution et une approche équilibrées et ne saurait être constitutive d'« une disproportion manifeste » au sens de l'article 1221 du Code civil.

6.6. EFFET RELATIF

Le Pacte ne confère aucun droit à aucune Entité, autre que les Parties et leurs successeurs et ayants droit respectifs.

6.7. CESSIION DU PACTE

Le Pacte n'est cessible ou autrement transférable par aucune des Parties sans le consentement préalable écrit des autres Parties.

6.8. AVENANTS ET RENONCIATIONS

Aucun avenant, modification ou décharge du Pacte, et aucune renonciation aux présentes, ne sera valable ni n'aura force obligatoire sauf à ce qu'il soit établi par écrit et à ce qu'il soit dûment signé par toutes les Parties. Toutefois, une Partie peut renoncer à toute clause stipulée dans leur intérêt. Toute renonciation devra être effectuée par écrit et signée par la Partie concernée.

La renonciation par une Partie à une condition quelconque ou à faire valoir la violation d'une stipulation, d'un terme ou d'un engagement contenu du Pacte, dans un ou plusieurs cas, ne sera pas réputée ni interprétée comme une renonciation répétée ou persistante à cette condition ou à faire valoir la violation d'une autre stipulation, d'un autre terme ou engagement du Pacte.

6.9. NOTIFICATIONS

Les notifications et communications prévues par le Pacte seront valablement adressées aux Parties à l'adresse figurant en tête du Pacte ou à toute autre adresse que le destinataire pourrait avoir indiquée ultérieurement.

Toute notification ou communication dans le cadre du Pacte sera faite par écrit et signée par ou pour le compte de la Partie dont elle émane et sera adressée :

- par télécopie ou courrier électronique et confirmée par lettre remise en main propre, auquel cas elle sera réputée avoir été reçue à la date du récépissé de transmission complète de la télécopie ou à la date de réception du courrier électronique ; ou
- par lettre recommandée avec demande d'avis de réception (y compris électronique), auquel cas elle sera réputée avoir été reçue à la date de première présentation de la lettre recommandée ; ou
- par lettre remise en main propre contre reçu ou par service de livraison express contre reçu, auquel cas elle sera réputée avoir été reçue à la date de signature du reçu par la Partie destinataire ou par l'un de ses représentants, préposés, employés ou mandataires.

6.10. DIVISIBILITE DES CLAUSES DU PACTE

Dans l'éventualité où l'une quelconque des stipulations du Pacte serait déclarée nulle ou sans effet de quelque façon et pour quelque motif que ce soit, l'annulation n'aura aucun effet sur la validité des autres stipulations du Pacte, et les Parties s'engagent à se concerter pour remédier à la cause de nullité constatée, de sorte que, sauf impossibilité, le Pacte poursuive ses effets sans discontinuité (notamment en substituant à la stipulation concernée une stipulation valable et exécutoire aussi proche que possible de la stipulation du Pacte déclarée nulle ou sans effet).

6.11. DUREE

Le Pacte prendra effet à compter de ce jour et est conclu pour une durée de quinze (15) ans à compter de ladite date d'effet. Toutefois à l'issue de cette période de quinze (15) ans, le Pacte sera reconductible tacitement pour une ou plusieurs périodes de deux (2) ans, sauf dénonciation préalable par l'une des Parties sous réserve du respect d'un délai de préavis de six (6) mois.

Par exception, à la date à laquelle une Partie ne détiendrait plus de Titres de la Société, le Pacte prendrait fin à l'égard de cette Partie, mais resterait en vigueur à l'égard des autres Parties, sans préjudice des droits et obligations nés avant la fin de cette détention ou résultant de la fin de cette détention.

L'arrivée du terme du Pacte n'aura pas pour effet de dégager un signataire de sa responsabilité ou de ses obligations en raison du non-respect ou de la non-exécution par ce signataire avant ce terme, de toute stipulation, condition ou engagement prévu par le Pacte.

Les Parties entendent en outre préciser que le présent Pacte sera caduc au jour de la signature entre elles d'un nouveau pacte d'associé relatif au même objet.

6.12. LOI APPLICABLE - LITIGE

Le Pacte est régi par le droit français.

Tout différend entre les Parties relatif au Pacte, que les Parties ne pourront résoudre à l'amiable, sera de la compétence exclusive des tribunaux compétents.

6.13. ACTE ELECTRONIQUE

Le présent acte est signé par chacune des Parties au moyen d'un procédé de signature électronique qualifiée (SEQ) mis en œuvre par un prestataire tiers, Yousign, qui garantit la sécurité et l'intégrité des exemplaires numériques conformément à l'article 1367 du code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique, transposant le règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Conformément aux stipulations de l'alinéa 4 de l'article 1375 du code civil, le présent acte est établi en un seul exemplaire numérique original, dont une copie sera délivrée à chacune des Parties directement par Yousign, qui est en charge de la mise en œuvre de la solution de signature électronique qualifiée dans les conditions requises par l'article 1367 du code civil et au décret d'application n°2017-1416 du 28 septembre 2017 relatif à la signature électronique. Les Parties s'engagent à prendre toutes mesures adaptées pour garantir que la signature électronique qualifiée de cet acte ne puisse être apposée que par leur représentant légal respectif (si elles sont des personnes morales) ou par toute personne dûment habilitée à cet effet en vertu le cas échéant d'un pouvoir joint aux présentes, tel que mentionné en en-tête des présentes.

Les Parties ont signé le présent acte en version électronique au moyen de leur propre terminal informatique. A cet égard, elles reconnaissent conformément aux dispositions de l'article 1174 du Code Civil :

- que ce moyen sera recevable pour prouver la signature et le contenu du présent acte et pour certifier la signature des signataires respectifs devant les Tribunaux compétents ; et
- que le présent acte signé électroniquement constitue l'original du présent acte, qu'il a la même valeur probante qu'un écrit sur support papier et produit les mêmes effets

juridiques et par voie de conséquences les Parties s'engagent à ne pas contester la recevabilité, l'opposabilité ou la force probante des éléments du document électronique signé, sur le fondement de leur nature électronique.

Signature :

Fait en UN (1) exemplaire original électronique.

Le _____

La société EH2 représentée par la société HVMH, elle-même représentée par M. VAN HAESEBROECK, et par la société HJC, elle-même représentée par M. Mathieu Julien Chaumont	La société CÔTE D'OR ENERGIE représentée par [.]
La société HELIOPSOL représentée par la société EH2, elle-même représentée par la société HVMH, elle-même représentée par M. VAN HAESEBROECK, et par la société HJC, elle-même représentée par M. Mathieu Julien Chaumont	

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1.1.	Définitions
Annexe 2.3.2.	Procédure d'exercice du Droit de Préemption
Annexe 2.4.2.	Procédure d'exercice du Droit de Sortie Conjointe
Annexe 2.5.1	Modèle d'acte d'adhésion

ANNEXE 1.1.

Définitions

« Actions »	désigne les actions émises par la Société, ainsi que toutes actions émises ultérieurement par la Société.
« Associé »	désigne toute personne physique ou morale détenant des Titres de la Société et signataire du Pacte ou qui viendrait à y adhérer ultérieurement.
« Affilié »	<p>désigne, par rapport à une Entité donnée, toute autre Entité qui, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'une ou plusieurs autres Entités, (a) Contrôle cette Entité donnée, (b) est Contrôlée par cette Entité donnée ou (c) est Contrôlée par la même Entité que cette Entité donnée. Pour les besoins de la présente définition :</p> <p>(i) un fonds commun de placement à risques sera réputé être Contrôlé par sa société de gestion ; et</p> <p>(ii) une société en commandite par actions sera réputée être Contrôlée par ses Associés commandités ou par l'Entité Contrôlant ses Associés commandités.</p>
« Contrôle »	a, sauf précision contraire, le sens qui lui est donné à l'article L. 233-3 I 1° du Code de commerce, les termes « Contrôlant » et « Contrôlé(e) » s'entendant par référence à la notion de Contrôle ainsi définie.
« Droits de Propriété Intellectuelle »	désigne les dénominations sociales, noms commerciaux, enseignes, marques, dessins et modèles, noms de domaine, logiciels, applications, brevets, ou noms, droits d'auteur, savoir-faire, codes sources, programmes, algorithmes, bases de données, droits moraux, et autres droits immatériels, déposés ou non, en ce compris les demandes d'attributions de ces droits, ainsi que tout droit et toute forme de protection ayant des effets équivalents ou similaires tels qu'ils peuvent exister partout dans le monde.
« Entité »	désigne toute personne physique ou morale, copropriété de valeurs mobilières ou autre entité française ou étrangère.
« Filiale »	désigne toute Entité dont la Société a ou aura le Contrôle.
« Groupe »	désigne collectivement la Société et ses Filiales

« Jour Ouvré »	désigne un jour de la semaine autre qu'un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé en France.
« Opération(s) Complexe(s) »	désigne tout Transfert dont la rémunération ou la contrepartie financière n'est pas exprimée exclusivement en numéraire (exemple : échange de titres), ou qui est réalisée sans contrepartie financière (exemple : donation).
« Pacte »	désigne le présent pacte d'Associés de la Société, le cas échéant tel que modifié ultérieurement, ainsi que ses Annexes qui en font partie intégrante.
« Réglementations relatives à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme »	signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, Titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, dans la mesure où celles-ci sont applicables.
« Société Patrimoniale »	<p>désigne une société dont le capital social est détenu exclusivement par une Partie personne physique, ses ayants droit, son conjoint et/ou ses ascendants ou descendants, dont la Partie personne physique concernée conserve seule la direction et détient le nombre de droits de vote nécessaire au vote de toute modification statutaire et dont elle est le représentant légal pendant toute la durée du Pacte sauf décès de ladite Partie, étant précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="491 1496 1372 1630">(i) la Société Patrimoniale ne doit pas avoir d'activité opérationnelle et son objet doit se limiter à la détention de Titres de la Société et à la gestion de ses participations, sauf accord préalable écrit des autres Parties, <li data-bbox="491 1666 1372 1971">(ii) la Partie personne physique concernée et sa Société Patrimoniale resteront solidairement responsables de l'exécution de l'ensemble des engagements de l'un comme de l'autre au titre du Pacte, étant entendu (a) qu'il sera fait masse des Titres que la Partie personne physique concernée et la Société Patrimoniale détiennent, (b) que les droits et obligations de la Société Patrimoniale au titre du Pacte seront interprétés comme si la Partie personne physique concernée était directement et personnellement détenteur des Titres de la Société et (c) que les engagements personnels de la Partie personne physique

concernée, notamment au titre de l'engagement de non-concurrence, de non-débauchage et de non-sollicitation de clients du Groupe stipulé à l'Article 9, continueront à s'appliquer même en cas de Transfert de la totalité de ses Titres à la Société Patrimoniale, comme si la Partie personne physique concernée en était encore le titulaire, et seront de plein droit opposables à la Société Patrimoniale ;

- (iii) les statuts de la Société Patrimoniale ou un accord extrastatutaire entre ses Associés prévoient qu'en dehors des Transferts au profit de la Partie personne physique concernée, de ses ayants droit, d'un conjoint et/ou de ses ascendants et descendants, les Titres de la Société Patrimoniale ne pourront être Transférés, sauf accord préalable écrit des autres Parties ;

la Société Patrimoniale, dont la Partie personne physique concernée se porte fort, devra céder à la Partie personne physique concernée l'intégralité des Titres de la Société qu'elle détient, dans l'hypothèse où elle ne satisferait plus aux critères de définition des Sociétés Patrimoniales, sauf accord préalable écrit des autres Parties.

« Sortie »	désigne le Transfert de Titres dans le cadre d'une Offre de Sortie Totale.
« Statuts »	désigne les statuts de la Société, le cas échéant tel que modifiés ultérieurement.
« Territoire »	comprend la France métropolitaine, les 5 départements d'outre-mer, ainsi que ceux qui ne font pas partie de l'Union européenne : Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, îles Wallis et Futuna, Terres australes et antarctiques françaises, îles éparses de l'Océan indien ainsi que la collectivité territoriale à statut particulier de Saint-Pierre-et-Miquelon.
« Tiers »	désigne toute personne physique ou morale qui n'est pas une Partie, ou un dirigeant ou l'ayant-droit d'un dirigeant, ou toute personne morale contrôlant ou contrôlée par une Partie ou le dirigeant d'une Partie.
« Titre »	désigne les actions, ordinaires ou de préférence, les autres valeurs mobilières émises ou à émettre par une société ou, plus généralement, tous les autres droits donnant ou susceptibles de donner droit, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, avec ou sans exercice, notification ou formalité quelconque, par voie de conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de quelque façon que ce soit, à l'attribution d'une valeur mobilière représentative de, ou donnant accès à, une quotité du capital social, des bénéfices, du boni de liquidation ou des droits de vote de ladite société, en ce compris tous droits préférentiels de souscription aux actions émises dans le cadre d'une augmentation du capital ou aux valeurs mobilières émises ou attribuées dans le cadre d'une

transformation, d'une fusion, d'une scission, d'un apport ou d'une autre opération similaire.

« Transfert »

désigne le transfert de tout droit ou de toute obligation afférent à un Titre et notamment (i) toute vente ou toute cession (définie comme tout transfert à titre onéreux dont la contrepartie est payée en numéraire) de la propriété, démembrée (en particulier, de la jouissance, de la nue-propriété ou de l'usufruit) ou non (y compris une vente avec clause de rachat), (ii) tout autre transfert à titre onéreux d'une telle propriété, démembrée ou non, réalisé par tout moyen (y compris par voie d'échange, de division, de vente avec clause de rachat, d'apport en société, d'apport partiel d'actifs, de dation en paiement, de fusion ou de scission ou résultant de tout prêt, de toute constitution de sûreté, de toute convention de croupier, de tout remboursement ou de toute autre opération similaire), (iii) tout transfert à titre gratuit ou onéreux, y compris lorsque le transfert est réalisé à la suite d'une mise aux enchères publiques ordonnées par un tribunal ou une cour ou lorsque le transfert de propriété se réalise à terme, (iv) tout transfert résultant d'un décès, de la constitution d'un trust, d'une fiducie ou de toute autre opération similaire et (v) tout transfert avec ou sans démembrement, prêt ou constitution de sûreté résultant d'un nantissement de valeurs mobilières ou de la réalisation d'un tel nantissement ou de l'exécution d'une convention de croupier, (vi) ainsi que toutes promesses de procéder à de telles opérations étant précisé que le verbe "Transférer" et les vocables « Transférable(s) et « Transférabilité » s'entendront de la même manière.

ANNEXE 2.3.2.

Procédure d'exercice du Droit de Préemption

1. Notification de Transfert

Afin de permettre l'exercice du Droit de Préemption, la Partie souhaitant Transférer tout ou partie des Titres qu'elle détient ou qu'elle viendrait à détenir (le « **Cédant** »), devra préalablement notifier aux Bénéficiaires le projet de Transfert (la « **Notification de Transfert** »).

La Notification de Transfert devra contenir les éléments suivants :

- (i) une identification complète du bénéficiaire du Transfert envisagé (le « **Cessionnaire** ») et, si le bénéficiaire est une personne morale, des personnes morales et physiques qui en détiennent le Contrôle ultime ;
- (ii) l'indication du caractère engageant ou non engageant de l'offre portant sur le projet de Transfert ;
- (iii) le nombre des Titres dont le Cédant envisage le Transfert (ci-après les « **Titres Concernés** ») et, le cas échéant, si le Transfert envisagé peut donner lieu à l'exercice d'un Droit de Préemption ;
- (iv) le prix convenu par Titre Concerné de même catégorie dans l'hypothèse d'une cession autre qu'une Opération Complexe,
- (v) si le Transfert projeté consiste en une Opération Complexe, le prix de rachat par Titre proposé par le Cédant et le rapport du commissaire aux apports, à la fusion ou à la scission sur l'opération concernée ou à défaut d'un tel rapport, le rapport d'un prestataire indépendant du Cédant validant la valeur des Titres remis en échange.
- (vi) les modalités de paiement ;
- (vii) la méthode de Transfert ;
- (viii) la date prévue de signature du contrat de Transfert et la date prévue de réalisation du Transfert ;
- (ix) toutes conditions de la réalisation du Transfert et toutes déclarations et garanties sur la propriété des Titres ou engagements devant être consenties dans le cadre dudit Transfert ;
- (x) dans l'hypothèse où l'acquisition des Titres Concernés nécessite la mise en place d'un financement bancaire, une offre indicative et des principaux termes et conditions dudit financement et

Il est précisé, en tant que de besoin, qu'en cas de décès d'un Associé, la réception par la Société et/ou un Associé de toute information y afférente et notamment, sans que cette liste soit exhaustive, la copie de l'acte de notoriété et/ou de la déclaration de succession, vaudra Notification de Transfert.

La Notification de Transfert vaut offre irrévocable de céder aux Bénéficiaires, selon les modalités figurant ci-après, les Titres Concernés en numéraire et aux conditions qu'elle indique.

Le projet de Transfert de Titres notifié ne pourra être réalisé, tant que le ou les Droits de Préemption n'auront pas été purgés.

2. Notification d'Achat

A compter de la réception de la Notification de Transfert conformément à ce qui précède, chaque Bénéficiaire disposera d'un délai de 60 Jours (le « **Délai d'Exercice** ») pour notifier au Cédant et aux autres Bénéficiaires sa décision d'acquérir l'intégralité des Titres Concernés aux prix et conditions de la Notification de Transfert sous réserve de ce qui sera dit ci-après concernant les Opérations Complexes (la « **Notification d'Achat** »).

Dans l'hypothèse où le projet de Transfert notifié consiste en une Opération Complexe, le droit de préemption s'exercera à un prix égal à celui proposé par le Cédant dans la Notification de Transfert. Toutefois, s'il résulte de la Notification d'Achat que le Bénéficiaire conteste le prix proposé par le Cédant dans le cadre d'une Opération Complexe, le prix des Titres, sera faute d'accord entre eux, soumis à un expert judiciaire désigné conformément à l'article 1843-4 du Code civil.

Les frais d'expertise seront supportés par moitié entre le Cédant et le Bénéficiaire ayant exercé son droit de préemption.

La Notification d'Achat vaut acceptation de l'offre de vente résultant de la Notification de Transfert, sous réserve de l'obtention du financement dans le délai visé au paragraphe 3 ci-après.

A défaut pour un Bénéficiaire d'avoir adressé une Notification d'Achat dans le Délai d'Exercice, il sera réputé avoir renoncé à l'exercice de son Droit de Préemption pour le projet de Transfert considéré.

3. Réalisation des Transferts en cas d'exercice du Droit de Préemption

Le Droit de Préemption ne pourra être valablement exercé que sur l'intégralité des Titres Concernés. Tout exercice du Droit de Préemption par un Bénéficiaire sur une partie des Titres Concernés sera réputé comme nul et non avenu.

En cas d'exercice du Droit de Préemption par plusieurs Bénéficiaires, la répartition des Titres Concernés se fera, faute d'accord entre eux sur la répartition desdits Titres dans le Délai d'Exercice, au prorata du nombre d'Actions détenues par chacun par rapport au nombre d'Actions détenues par l'ensemble des Bénéficiaires qui l'auront exercé. En cas de rompus, le ou les Titres Concernés formant rompus seront attribués d'office au Bénéficiaire qui détiendra le plus grand nombre de Titres (exprimé en nombre d'Actions auxquelles ces Titres donnent droit), ou en cas d'égalité, à celui qui aura adressé en premier sa Notification d'Achat.

Si le Droit de Préemption trouve ainsi à s'appliquer, la cession des Titres Concernés devra alors intervenir dans les 10 Jours Ouvrés suivant :

- l'expiration du Délai d'Exercice aux prix et conditions de la Notification de Transfert (en ce compris en particulier les conditions de paiement et les garanties consenties dans ce cadre par le Cédant au Cessionnaire), et/ou
- la date de fixation de ce prix par l'expert judiciaire, en cas de contestation par le Bénéficiaire ayant exercé son droit de préemption dans l'hypothèse d'une Opération Complexe,

contre remise de tous documents permettant de rendre le Transfert opposable à la Société et aux tiers.

4. Réalisation des Transferts à défaut d'exercice d'un Droit de Préemption

a. En cas d'offre engageante

En cas de Notification de Transfert portant sur une offre engageante n'ayant pas donné lieu à l'exercice du Droit de Préemption sur les Titres Concernés conformément aux dispositions qui précèdent, le Cédant pourra réaliser leur cession dans les 60 Jours Ouvrés suivant l'expiration du Délai d'Exercice, ceci aux prix et conditions notifiés et au profit du Cessionnaire indiqué dans la Notification de Transfert.

Si le Cédant n'a pas réalisé le Transfert des Titres Concernés aux conditions de la Notification de Transfert et dans le délai visé ci-dessus, le Cédant ne pourra plus Transférer les Titres Concernés sans recommencer une nouvelle procédure de Notification de Transfert.

b. En cas d'offre non engageante

En cas de Notification de Transfert portant sur une offre non engageante n'ayant pas donné lieu à l'exercice du Droit de Préemption sur les Titres Concernés conformément aux dispositions qui précèdent, le Cédant pourra réaliser leur cession dans les 90 Jours Ouvrés suivant l'expiration du Délai d'Exercice, pour un prix au moins égal au prix figurant dans ladite offre non engageante tel qu'indiqué dans la Notification de Transfert.

Si le Cédant n'a pas réalisé le Transfert des Titres Concernés à ces conditions et dans le délai visé ci-dessus, le Cédant ne pourra plus Transférer les Titres Concernés sans initier une nouvelle procédure de Notification de Transfert.

5. Manquements au Droit de Préemption

En cas de violation des stipulations relatives au Droit de Préemption, les stipulations de l'**Article 2.6.2** seront applicables.

ANNEXE 2.4.2.

Procédure d'exercice du Droit de Sortie Conjointe proportionnelle

1. Modalités de mise en œuvre du Droit de Sortie Conjointe

Sous réserve de l'absence d'exercice du Droit de Préemption visé à l'Article 2.3, l'Associé Cédant devra préalablement au Transfert de tout ou partie de ses Titres, obtenir l'engagement irrévocable de tout cessionnaire potentiel (ci-après le « **Associé Cessionnaire Envisagé** ») que celui-ci offrira aux Autres Associés la possibilité de lui céder, dans la même proportion, les Titres leur appartenant et qu'ils souhaiteraient alors Transférer, aux mêmes conditions et selon les mêmes termes que ceux offerts à lui.

2. Réalisation des Transferts résultant du Droit de Sortie Conjointe

Les Autres Associés disposeront d'un délai de *trente Jours (30 j.)* à compter de la Notification de Transfert, pour exercer leur Droit de Sortie Conjointe suivant les modalités suivantes :

- (i) Si un ou les Autres Associés souhaitent faire valoir leur Droit de Sortie Conjointe, ils Notifieront à l'Associé Cédant et à l'Associé Cessionnaire Envisagé, préalablement à l'expiration du délai susvisé, le nombre de Titres qu'ils entendent céder en indiquant le nombre « N » de Titres sur lequel porte le droit de cession conjointe proportionnelle. En cas de rompus, le nombre de Titres pouvant être Transférés par exercice du droit de cession conjointe proportionnelle sera arrondi à l'unité inférieure (ci-après les « **Titres Offerts** »).
- (ii) En cas d'exercice par le ou les Autres Associés de leur Droit de Sortie Conjointe, le prix d'achat par l'Associé Cessionnaire Envisagé des Titres Offerts sera le prix d'achat convenu entre l'Associé Cessionnaire Envisagé et l'Associé Cédant pour la cession de ses propres Titres.
- (iii) En cas d'exercice par les autres associés de leur Droit de Sortie Conjointe, il sera procédé à la cession des Titres Offerts, dans les délais prévus dans la Notification de Transfert ;
- (iv) Si l'Associé Cessionnaire Envisagé des Titres Offerts exige de la part de l'Associé Cédant la souscription d'un quelconque engagement de garantie relatif aux Titres transmis, les Autres Associés contribueront à cette obligation de garantie dans la limite de leur participation dans le capital social de la Société qu'ils transmettront lors de cette cession.

A l'effet de s'assurer du rachat par l'Associé Cessionnaire Envisagé des Titres Offerts, et de leur paiement dans le délai prescrit, le Transfert des Titres de l'Associé Cédant à l'Associé Cessionnaire Envisagé ne pourra intervenir que si ce dernier a acquis les Titres des Autres Associés.

L'absence de réponse de la part des Autres Associés au terme du délai visé ci-dessus vaudra renonciation implicite à l'exercice de leur droit de cession conjointe proportionnelle

3. Réalisation des Transferts à défaut d'exercice du Droit de Sortie Conjointe

Dans le cas où les Autres Associés, ayant été mis valablement en situation d'exercer leur présent Droit de Sortie Conjointe, ne l'auraient pas exercé, l'Associé Cédant pourra librement céder ses Titres sous réserve du respect du Droit de Préemption et de la clause d'Agrément statutaire.

4. Manquements au Droit de Sortie Conjointe

En cas de violation des stipulations relatives au Droit de Prémption, les stipulations de l'Article 2.8.2 (ii) seront applicables.

Par ailleurs, dans l'hypothèse où le Transfert des Titres se réaliserait en violation des dispositions ci-dessus, l'Associé Cédant s'engage de manière ferme et irrévocable à acquérir les Titres Offerts par le ou les Autres Associés qui ont exercé leur Droit de Sortie Conjointe au prix fixé dans la Notification de Transfert.

Cette promesse d'achat pourra être levée à tout moment par le ou les Autres Associés qui ont exercé leur Droit de Sortie Conjointe sur la totalité des Titres Offerts dans un délai de *vingt Jours (20 j.)* à compter du Transfert de ses Titres par l'Associé cédant à l'Associé Cessionnaire Envisagé.

Le Transfert devra être réalisé dans un délai de *dix Jours (10 j.)* à compter de la levée de la promesse d'achat et sera consenti sans garantie d'actif et de passif.

ANNEXE 2.5.1

Modèle d'acte d'adhésion

Adhésion au pacte d'Associés HELIOPSOL

Pour les personnes physiques :

Le/La soussigné(e), _____, Né(e) le _____, à
_____ de nationalité _____, demeurant

Pour les personnes morales :

La soussignée :

Représentée par :

(le « **Cessionnaire Adhérent** »),

après avoir pris connaissance du pacte d'Associés **HELIOPSOL** en date du [•], tel que modifié par avenant en date du [•] (le « **Pacte** »), dont une copie entièrement paraphée par le Cessionnaire Adhérent est attachée au présent acte d'adhésion,

Adhère pleinement et sans réserve et dans toute ses stipulations au Pacte, en qualité d'« **Associé** » tel que ce terme est défini dans le Pacte et, en conséquence, **accepte** d'être irrévocablement lié par toutes les stipulations du Pacte, et notamment par les obligations spécifiques qui lui incombent en application des Articles [•].

[[Nom du Titulaire cédant] s'engage à notifier aux autres Parties le présent acte et à les informer des adhésions en résultant.

La présente adhésion est régie par le droit français.

Tout différend relatif au présent engagement sera réglé par les tribunaux compétents du ressort de la cour d'appel de Paris.

A : _____ le : _____.

En 2 exemplaires originaux, un revenant au Cessionnaire Adhérent et un revenant à [nom du Titulaire Cédant].

Par :

P.J. : Copie entièrement paraphée du Pacte

Copie d'une pièce d'identité de l'Associé (ou du Kbis s'agissant d'une personne morale)

AR-Préfecture de Dijon

021-200049922-20251126-6-DE

Acte certifié exécutoire

Réception par le Préfet : 26-11-2025

Publication le : 26-11-2025

